

L'UNION FRANÇAISE



1008

M. LARNAUDE

ALGÉRIE

L'AUTOUR
PAR RAPPORT AU SUJET

ALGÉRIE

1008

16 LK 9
1298
(6)

DL 6317

7-6-50 A

L'AUTEUR
PAR RAPPORT AU SUJET

Ancien élève de l'École normale supérieure,
Agrége d'histoire et de géographie,
Membre de l'Académie des Sciences coloniales,
Chargé du cours de géographie de l'Afrique
à la Faculté des Lettres d'Alger de 1919 à 1937,
Chargé du cours de géographie et colonisation de l'Afrique du nord
à la Sorbonne de 1937 à 1948,
Professeur à l'École nationale de la France d'outre-mer
de 1937 à 1945,
Professeur à l'École des Hautes Études commerciales.

L'UNION FRANÇAISE

Collection publiée sous la direction de M. Albert CHARTON

MARCEL LARNAUDE

Maître de conférences honoraire à la Sorbonne

ALGÉRIE

*Avec 10 croquis
et 20 photographies hors texte*



PARIS

ÉDITIONS BERGER-LEVRAULT

5, rue Auguste-Comte (VI^e)

1950

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
SUR VÉLIN CRÈVECCEUR DU MARAIS
20 EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS DE 1 A 20
ET 5 EXEMPLAIRES HORS COMMERCE
MARQUÉS H. C.

Copyright by Éditions Berger-Levrault, Paris 1950

Tous droits de traduction, reproduction et adaptation réservés pour tous pays

CHAPITRE I

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE POLITIQUE

1. Le nom de l'Algérie

Le territoire qui est aujourd'hui l'Algérie, a un long passé; l'établissement de comptoirs phéniciens sur sa côte, premier événement de son histoire, remonte probablement à plus de onze siècles avant notre ère. Mais le nom même de l'Algérie n'a pas beaucoup plus de cent ans d'existence : il apparaît pour la première fois dans un acte officiel en 1839.

En 1830, la contrée ne portait pas d'autre nom que celui de son gouvernement, la Régence d'Alger. Au moyen-âge, les géographes et les historiens arabes appelaient « Maghreb » (l'Occident), tout le pays qui s'étend à l'ouest de Bougie et de Biskra jusqu'au rivage de l'océan Atlantique, l'est de l'Algérie appartenant avec la Tunisie actuelle à l'« Ifriqiya ». Certains d'entre eux distinguaient le « Maghreb extrême », notre Maroc, et le « Maghreb central », c'est-à-dire nos départements d'Oran et d'Alger.

Malgré l'imprécision et les fluctuations des frontières, il est possible de reconnaître sous ces dénominations, dans l'Afrique du nord médiévale, la division tripartite de l'Afrique du nord moderne. Toutefois l'Algérie reste alors disloquée entre le Maghreb central et l'Ifriqiya, qui correspondent assez bien aux divisions naturelles du pays. C'est seulement à partir du XVI^e siècle que les Turcs rassemblent en un État les régions contrastées dont Alger est la capitale.

Les noms successifs de l'Algérie ou de ses parties sont liés à l'évolution de la géographie politique; il faut donc retracer brièvement les principaux événements de son histoire.

*2. Provinces romaines.**Royaumes et empires du moyen-âge*

Dès le III^e siècle av. J.-C., le pays qui correspond à peu près à notre Algérie du nord était déjà partagé entre deux royaumes indigènes; leur extension a varié, mais ils ne furent que momentanément réunis l'un à l'autre, par exemple sous le plus grand des souverains numides, Massinissa (203-148 av. J.-C.), qui se rendit maître de tous les territoires compris entre le Maroc et la Tripolitaine.

Rome ne se décida à étendre sa domination dans l'ouest de la Province d'Afrique que bien après la ruine de Carthage et après la fin de la guerre contre Jugurtha (105 av. J.-C.). Il subsista jusqu'en 40 ap. J.-C. un royaume de Maurétanie, dont la capitale fut Cherchel; l'empereur Auguste en confia le gouvernement à Juba II (25 av. J.-C.-23 ap. J.-C.), un prince indigène élevé à Rome, tout pénétré de culture latine et grecque, mais dont les droits royaux étaient limités. Dès lors, pendant quatre siècles (40 ap. J.-C.-430), l'Algérie du nord a été administrée directement par les Romains, et partagée en deux provinces, la Numidie et la Maurétanie Césarienne, où le système de gouvernement n'était pas tout à fait semblable.

L'administration romaine n'amena en Afrique qu'un faible contingent d'immigrés. Mais elle tendit à assimiler un nombre de plus en plus grand d'Africains. Les meilleurs ou les plus influents élevés à la qualité de citoyens romains, devinrent semblables aux Romains par leur façon de vivre et de penser; ils furent appelés comme eux à remplir des fonctions politiques, et devinrent les agents les plus actifs de la romanisation. C'est avec leur concours que la mise en valeur du pays fut méthodiquement poursuivie.

Rome achève l'œuvre civilisatrice commencée avant elle par les rois indigènes. L'Algérie devient, dans sa partie orientale tout au moins, un riche pays agricole, où la culture des céréales tint d'abord la première place, et où les plantations d'oliviers et de vignes s'étendirent par la suite. Au III^e siècle après Jésus-Christ, la prospérité de l'Afrique dépasse celle des autres provinces, et même celle de l'Italie. Enrichie, elle se donne le décor de la vie romaine. Des villes de type romain sont fondées ou agrandies; bourgades et fermes se multiplient dans les campagnes. Les ruines des unes et des autres, méthodiquement explo-

rées aujourd'hui, montrent que les conditions d'existence de toute une partie des Africains était peu différente à cette époque de celle des Romains d'Italie. Les Africains n'accueillirent pas avec une moindre ardeur les idées et les croyances qui se propageaient à travers l'Empire, et l'Église d'Afrique prit dès le III^e siècle une place prépondérante parmi les chrétientés d'Occident.

Pourtant l'assimilation des Africains n'a guère duré. Bien des raisons expliquent l'abolition relativement rapide de la civilisation que les Romains avaient apportée à l'Afrique. De bons historiens pensent en particulier qu'elle n'aurait pas été aussi complète si l'espace occupé par eux avait été plus étendu. La province de Numidie, au moment de sa plus grande extension, dépassait quelque peu vers le sud le territoire de l'actuel département de Constantine; mais la province occidentale, la Maurétanie Césarienne, se réduisait à une étroite bande de terrain, qui ne correspondait qu'aux parties septentrionales des départements d'Alger et d'Oran. A l'intérieur de ces limites, il ne manquait pas de cantons mal pénétrés et non soumis.

La conquête arabe, qui s'achève vers 700, rattache l'Algérie, comme le reste de l'Afrique du nord, au domaine musulman. Nous indiquerons plus loin comment s'est faite cette surprenante transformation et comment les habitants de l'Algérie sont devenus des Orientaux. Au point de vue politique, la conquête arabe eut une moindre portée. Les gouverneurs qui représentaient à Kairouan les califes de Damas, puis de Bagdad, n'exercèrent jamais un contrôle efficace sur le Maghreb central; dans la deuxième moitié du VIII^e siècle, ils doivent renoncer à y aventurer leurs armées. Bien plus, Tiaret devient pour plus de cent ans une capitale, où Ibn Rostem, un immigré d'origine persane, organise, hors de l'obédience des califes, un État théocratique (776-908) fondé sur la doctrine hérétique du khârijisme. Les frontières du royaume de Tiaret sont inconnues; des tribus indépendantes le séparaient en tout cas des États plus cohérents qui se créent, également au IX^e siècle, aux deux bouts de l'Afrique du nord : à Kairouan celui des Aghlabides qui reconnaissent la tutelle des califes de Bagdad, et au Maghreb extrême celui des Idrissides, les fondateurs de Fès. Les Rostémides maintiennent l'ordre dans le centre du pays et font de leur capitale un foyer de vie religieuse et de culture scientifique; grâce à eux le IX^e siècle est pour l'Algérie une époque de relative prospérité.

Le x^e siècle y ramène le trouble. Une nouvelle famille d'émigrés orientaux, les Fâtimides, seuls détenteurs du califat aux yeux de leurs partisans, les Chiïtes, renverse les dynasties de Kairouan et de Tiaret (909) et fonde en Ifriqiya un empire qui s'étend bientôt jusqu'à l'Égypte.

Les Fâtimides trouvèrent leurs principaux auxiliaires dans certaines grandes tribus sédentaires de l'Algérie orientale : dès le début chez les Kotâma, habitant les montagnes comprises entre la mer Méditerranée et les plaines de Sétif, plus tard chez les Çanhâja, également sédentaires et montagnards, qui, à l'ouest des Kotâma, peuplaient la région s'étendant d'Alger à Biskra. Quand le siège du gouvernement fâtimide fut en 972 transporté au Caire, c'est aux chefs des Çanhâja, les Beni Ziri, qu'est confié le gouvernement de l'Ifriqiya et sa défense contre les tribus du Maghreb central, les Zenâta nomades. Ceux-ci reçoivent l'appui des califes Omeïyades de Cordoue, et le conflit de deux groupes de tribus algériennes est suffisamment absorbant pour que le domaine gouverné par les Zirides se scinde en deux : un royaume proprement çanhâja, auquel il incombe de poursuivre une lutte acharnée contre les Zenâta, se crée, dès le début du xi^e siècle, autour de la Qal'a des Beni Hammâd, dans la chaîne du Hodna. Un des premiers actes de son fondateur est de répudier les doctrines chiïtes et de rompre avec les califes du Caire, comme le prince ziride de Kairouan devait le faire à son tour trente ans plus tard. On connaît la riposte du calife fâtimide : il lance contre le rebelle des nomades arabes alors cantonnés en Égypte (1051), les Beni Hilâl et les Soleïm.

L'invasion hilâlienne, ainsi qu'on nomme communément l'entrée de ces Bédouins en Ifriqiya, vit encore dans la mémoire des Musulmans sous la forme d'une chanson de geste, que les chanteurs populaires déclament, dit-on, sur les marchés. En fait elle fut une catastrophe pour ce vieux pays. Elle entraîne en quelques années l'arrêt de l'activité économique et la ruine de ce qui subsistait de la civilisation romaine. A la fin du xi^e siècle, les Bédouins campent sur les terres hammâdites où ils rendent impossibles la circulation commerciale et les cultures ; en 1104, les souverains abandonnent la Qal'a et vont installer leur gouvernement à Bougie. G. Marçais, grâce à qui l'histoire médiévale de l'Afrique du nord est maintenant compréhensible, et aux ouvrages duquel ce chapitre doit tant, a montré que l'invasion hilâlienne, en obligeant les princes çanhâja à chercher un refuge sur la côte, a suscité

l'éveil des villes maritimes. Elles développent leur commerce et trouvent désormais le plus clair de leurs ressources dans la piraterie, qui, pratiquée aux dépens des États chrétiens, devient une des formes de la guerre sainte. Bougie, proche des forêts kabyles, est bientôt un des meilleurs ports d'armement pour la « course ».

L'Ifriqiya une fois ruinée, mais affranchie de la tutelle de l'Orient, la direction politique se transporte au Maghreb extrême. Des Čanhâja encore, mais des nomades cette fois, venant du Sahara, les Almora-vides (1053-1147), champions de l'orthodoxie, s'emparent du Maroc, puis de l'Espagne musulmane; ils conquièrent dans l'intervalle le Maghreb central jusqu'à Alger, et font de Tlemcen le chef-lieu de cette partie de leur empire.

Une autre dynastie d'Africains, sédentaires et montagnards les Almohades (1147-1269) prennent le titre de califes au nom d'une orthodoxie plus rigoureuse encore et portent à son apogée la puissance maghrebine. Le premier calife, Abd-el-Moumin, pousse ses conquêtes à travers le Maghreb central jusqu'en Ifriqiya; en 1151, il bat près de Sétif les tribus arabes rassemblées et met un terme à l'invasion hilâlienne proprement dite. Les Bédouins entrent désormais au service des souverains berbères, et leurs conquêtes sont faites au profit de ceux-ci. Abd-el-Moumin réunit sous une autorité unique une Afrique du nord plus vaste que celle des Romains. L'Algérie est divisée en deux provinces; leurs gouverneurs résident à Tlemcen et à Bougie; malgré les révoltes, ils s'emploient à maintenir l'ordre avec l'aide des nomades Zenâta ou Arabes.

La dislocation de l'empire almohade au milieu du XIII^e siècle ramène en Algérie le sectionnement politique dont la trace s'était conservée dans la délimitation des provinces. Tlemcen devient la capitale des souverains Abd-el-Wâdides, nomades sédentarisés d'origine zenâta qui la gouvernaient auparavant pour le compte des Almohades. Le territoire à l'est de Bougie et de Biskra est rattaché de nouveau au royaume tunisien des Hafcides. Les Abd-el-Wâdides règnent à Tlemcen pendant plus de trois cents ans (1241-1554); malgré l'activité commerciale de leur cité, la qualité des monuments dont elle s'embellit alors, malgré l'éclat momentané de leur cour, les rois de Tlemcen exercèrent une souveraineté précaire, subissant à l'ouest l'assaut répété des Mérinides qui règnent à Fès, et dont ils deviennent les vassaux à la fin du

xiv^e siècle, luttant d'autre part contre les tribus de l'est soumises aux Hafcides, composant enfin avec les nomades arabes, dont le concours les sauve maintes fois, mais qui sont les véritables maîtres du pays; au xv^e siècle, l'autorité des Abd-el-Wâdides ne dépasse plus les abords de la capitale. Les villes du littoral forment autant de républiques indépendantes et se livrent de plus en plus à la piraterie.

C'est pour y mettre fin que les Espagnols s'emparent de Mers-el-Kebir (1504), d'Oran (1509) qu'ils tinrent pendant trois siècles, et de Bougie (1510); Alger, comme les autres villes maritimes, leur paie tribut et livre l'ilôt sur lequel ils bâtissent la forteresse du Penon. Devant la menace chrétienne, le Maghreb central, de même que l'Ifriqiya accueillent en sauveurs les corsaires turcs. Ceux-ci se placent sous la suzeraineté des Sultans de Constantinople et les deux pays perdent une fois encore leur indépendance politique.

3. *L'Algérie turque (1516-1830)*

Ce sont pourtant les Turcs qui, les premiers, donnent à l'Algérie la personnalité géographique qu'elle a conservée. Alger, aux confins du Maghreb et de l'Ifriqiya, qui avaient servi de cadres aux États médiévaux, devient la capitale d'un État constitué aux dépens de l'une et l'autre région.

Les beylerbeys (généraux en chef), désignés par le Sultan, gouvernent Alger pendant le xvi^e siècle et mènent la guerre à l'ouest et à l'est. Ils chassent les Espagnols (1581), qui ne conservent qu'Oran; ils anéantissent ce qui subsistait des royaumes abd-el-wâdide et hafcite et occupent définitivement Tlemcen (1554) et Tunis (1574); seul le Maroc échappe à la vassalité ottomane.

En 1587, le sultan de Constantinople, qui redoute la formation d'un État indépendant, donne à sa conquête africaine le statut ordinaire des provinces de l'Empire ottoman : deux Régences sont créées à Alger et à Tunis et confiées à l'administration de pachas renouvelés périodiquement. Vingt-sept ans plus tard, il prend une autre initiative, bien étrangère aux conceptions politiques des souverains musulmans du moyen-âge : une convention fixe une frontière commune entre les deux Régences rivales, au moins dans la région voisine de la Méditerranée. Ainsi s'instaure au cours du xvi^e siècle un nouveau partage

politique de l'Afrique du nord, qui, sans innover entièrement, apporte de notables corrections aux divisions médiévales; c'est celui qui a subsisté.

De même, nos départements d'aujourd'hui s'inscrivent à peu près dans les limites de l'administration des Turcs, telles qu'elles nous sont connues dans le dernier siècle de leur gouvernement. En dehors des environs immédiats de la capitale, l'Algérie était dès ce moment partagée entre trois provinces, à la tête desquelles se trouvaient trois beys résidant à Constantine, à Médéa et, après la reconquête de la ville sur les Espagnols, à Oran.

Mais les Turcs n'ont pas pour autant transformé l'état du pays; à l'exception de son cadre territorial, nous n'avons pas trouvé en 1830 une Algérie tellement différente de ce qu'elle était à la fin du moyen-âge.

L'Algérie turque constituait, non un véritable État, mais un groupement de tribus. Dans les meilleures conditions, la plupart d'entre elles n'avaient que des relations intermittentes avec le gouvernement d'Alger et ses représentants.

D'autre part la débilite du pouvoir central égala très vite celle des monarchies musulmanes à leur déclin. Dès le milieu du XVII^e siècle, la Régence d'Alger échappe en fait à l'autorité des Sultans; à partir de 1659, les pachas sont dépouillés de tout pouvoir et c'est dès lors, sauf pendant une courte période, la milice des janissaires qui désigne et renverse tour à tour les « aghas », puis les « deys », auxquels est remis le gouvernement. Tous les aghas et presque la moitié des deys périrent assassinés. Les beys qui administrent les provinces agissent, la plupart du temps, comme des princes indépendants.

Les uns et les autres ont d'ailleurs pour principal souci de rendre la collecte de l'impôt le plus fructueuse possible. Elle se fait par la contrainte, sous la menace des tribus « maghzen » qui rançonnent sans pitié les récalcitrants, et au moyen des colonnes de janissaires qui parcourent chaque année les trois provinces. Bien des régions leur étaient toutefois fermées; l'autorité des Turcs s'étendait, a-t-on calculé, à la sixième partie de l'Algérie française; les tribus des montagnes littorales, même toutes proches d'Alger, de nombreuses tribus nomades du sud vivaient dans une indépendance plus ou moins totale.

Ce régime d'oppression paralysait la vie économique, comme la

turbulence des tribus bédouines l'avait fait dans les siècles qui suivirent l'invasion hilalienne. Des régions cultivables, où ces dernières avaient anéanti la vie sédentaire, restent peuplées de nomades. Un petit nombre des campagnards est fixé dans des établissements permanents; seuls ceux-là ont accompli à quelque degré ce façonnement de la nature, par lequel les petites unités territoriales deviennent des « pays » et acquièrent un nom. Les villes, même celles qui avaient été des capitales, comme Bougie et Tlemcen, s'appauvrirent et se dépeuplèrent; l'activité intellectuelle et artistique s'arrête presque complètement. Alger perd la prospérité qu'elle devait à la piraterie. Celle-ci avait pris toute son extension à la fin du XVI^e siècle sous le gouvernement des pachas; elle n'a cessé de décliner pendant le XVIII^e siècle, autant par la décadence des équipages que par la résistance des puissances européennes.

4. L'intervention de la France

La prise d'Alger par les Français en 1830 transforme le destin de l'Algérie.

Pourtant c'est seulement après quatre ans d'hésitations, que le gouvernement du roi Louis-Philippe se résolut à conserver Alger et les quelques villes du littoral qui avaient été occupées après elle; une ordonnance du 22 juillet 1834 institua un gouvernement général des « Possessions françaises dans le nord de l'Afrique ».

En prenant cette décision, le gouvernement français espérait bien ne pas être obligé d'étendre ses conquêtes. Il tenta d'appliquer de 1834 à 1840 le système de « l'occupation restreinte », limitée aux ports et à une banlieue assez large pour assurer la sécurité et le ravitaillement. Il espérait pouvoir abandonner le reste du pays aux tribus, en obtenant de leurs principaux chefs qu'ils reconnussent la suzeraineté de la France. Il fut au contraire obligé de répondre à des attaques incessantes et d'envoyer en Afrique des troupes toujours plus nombreuses. Au surplus, la politique d'« occupation restreinte » fut suivie sans fermeté. A deux reprises le gouvernement laissa le Gouverneur général Clauzel prendre des initiatives toutes différentes, quitte à le rappeler dès les premières difficultés.

Ces atermoiements permirent à un chef ambitieux et énergique, Abd-el-Kader, d'assumer dès 1832 le titre d'émir et d'entreprendre,

dans l'intérieur de l'Algérie occidentale, la fondation d'un État arabe, dont la capitale était Mascara. Il reconstitua à son profit l'organisation utilisée naguère par les Turcs et remit en vigueur les mêmes procédés de gouvernement. Bien qu'appartenant à l'aristocratie religieuse, Abd-el-Kader se montra rapidement homme de guerre intrépide; il se prépara à agrandir le territoire dont il était maître et à disputer la domination de l'Algérie aux Français.

Un premier traité qu'il conclut en 1834 avec le général Desmichels, lui servit à affermir son pouvoir, et il reprit bientôt les hostilités, qui se poursuivirent pendant deux ans sans résultats décisifs. Les choses n'allaient guère mieux dans l'Algérie orientale, où Clauzel, parvenu devant Constantine, ne réussit pas à s'en emparer (1836). Le gouvernement français, fidèle au principe de l'« occupation restreinte », envoya en Afrique le général Bugeaud pour conclure avec Abd-el-Kader la convention de la Tafna (1837); en échange d'engagements peu précis, l'émir se voyait reconnaître la possession de toute la province d'Oran en dehors des ports et celle du sud de la province d'Alger.

La prise de Constantine, en octobre de la même année, détermina toutefois le gouvernement français à prendre peu à peu possession de territoires plus étendus que le programme d'occupation restreinte ne le prévoyait, et, pour mettre fin aux empiétements d'Abd-el-Kader qui auraient gêné l'établissement des communications entre Alger et Constantine, à réaliser une première jonction entre les deux villes par l'expédition des Portes de Fer (1839). Abd-el-Kader répondit immédiatement par une déclaration de guerre : la Mitidja est envahie et ravagée; de multiples soulèvements bloquent les Français dans les places qu'ils occupaient.

Le système de l'occupation restreinte se révélait inefficace et inapplicable. Bugeaud, persuadé à son tour de la nécessité d'une conquête totale, est nommé en décembre 1840 Gouverneur général de l'Algérie; il le demeura jusqu'en 1847. Au long de ces six années, il put apporter à sa mission une continuité de vues qui avait fait défaut jusqu'alors dans la conduite des affaires d'Algérie. Il fut aussi mieux secondé par le gouvernement de Paris que ses prédécesseurs ne l'avaient été, et eut à sa disposition des troupes deux fois plus nombreuses. Mais il fut pour elles un chef sans égal; il sut le premier les rendre aussi mobiles que leurs adversaires, imaginer et appliquer un système de guerre conforme

aux conditions du pays, organiser d'autre part l'administration des tribus soumises, qui fut confiée à partir de 1844 aux officiers des « bureaux des affaires arabes ».

En deux ans, de mai 1841 à mai 1843, il enleva à l'émir toutes les places que celui-ci tenait dans le Tell occidental et le repoussa dans la steppe des Hautes Plaines. Après la perte de sa « smala », surprise et capturée par le duc d'Aumale, Abd-el-Kader dut finalement se réfugier en territoire marocain. On put croire la guerre terminée, et Bugeaud fut nommé maréchal de France.

Mais Abd-el-Kader réussit d'abord à provoquer une intervention de l'armée marocaine, que le maréchal mit en déroute sur les bords de l'oued Isly, aux environs d'Oujda (1844); puis, des soulèvements ayant eu lieu chez diverses tribus de l'Algérie occidentale, il rentre en Algérie et anéantit une colonne française près du marabout de Sidi Brahîm. Bugeaud, alors en France, accourt précipitamment, et mène pendant l'hiver de 1845-1846 la plus dure des campagnes de cette longue guerre, celle où sa tactique montra le plus complètement son efficacité : quatorze colonnes battent le pays; elles ne réussissent pas à encercler l'insaisissable émîr, mais celui-ci doit néanmoins se réfugier pour la deuxième fois au Maroc. Il n'en devait revenir que pour faire sa soumission au général La Moricière (1847).

Bugeaud, en désaccord avec les Chambres sur les moyens de développer la colonisation, avait résigné quelques mois auparavant ses fonctions de Gouverneur général. A l'exception des Kabylies, toute l'Algérie non saharienne se trouvait dès lors pacifiée.

Les tergiversations du gouvernement de Paris retardèrent pendant dix ans la soumission des Kabyles. Le général Randon, nommé Gouverneur après le coup d'État de 1851, prépara par la construction de routes stratégiques les deux campagnes, qui pacifièrent définitivement la Petite Kabylie en 1853 et la Grande Kabylie en 1857; elles mirent fin à la conquête de l'Algérie proprement dite après vingt-sept ans de guerres à peu près ininterrompues. La paix n'y fut plus troublée que par la grave insurrection de 1871; née chez les Kabyles, elle resta localisée dans l'Algérie orientale et ne gagna qu'une petite partie de la province d'Alger.

L'installation des Français en Algérie eut pour conséquence de renverser en Afrique du nord la situation des foyers de puissance politique.

Les États du moyen-âge les moins fragiles s'étaient fondés tour à tour aux deux extrémités de la contrée, où ils recevaient les influences culturelles de l'Orient ou de l'Espagne musulmane et d'où ils cherchaient à s'étendre vers le Maghreb central. Au XIX^e siècle, c'est le centre qui détient la puissance politique, et la France, assumant l'administration de l'Algérie, ne peut se désintéresser du sort de la Régence de Tunis et l'Empire chérifien.

D'autre part l'Algérie, en devenant française, va tirer de cette position centrale des avantages qui n'avaient pas apparus jusqu'alors.

En Méditerranée, les Turcs n'avaient utilisé l'heureuse situation de leur repaire d'Alger que pour inquiéter les routes maritimes du bassin occidental. A partir de 1830, ce qui compta ce fut la proximité des ports français de la Méditerranée : de Marseille ou de Sète à Alger la traversée comporte moins de 800 kilomètres, à peine plus de Port-Vendres à Oran. Aucune partie des côtes de l'Afrique du nord n'est aussi rapprochée des ports métropolitains. La facilité des relations a fait de l'Algérie le prolongement de la France, et a été un des gages les plus sûrs de son essor.

De même la position de l'Algérie n'entraînait pas de soi des relations aisées avec le continent africain. Jusqu'au XIX^e siècle, les routes traditionnelles de caravanes à travers le Sahara aboutirent à l'ouest ou à l'est de l'Algérie, au Maroc ou en Tripolitaine : dans le deuxième cas la traversée du désert était plus courte et la Méditerranée plus tôt atteinte ; dans le premier, le trajet du Maroc au Niger était facilité, au moins dans sa partie septentrionale, par la ligne d'oasis de la Saoura et du Touat.

Là encore les Français ont changé le cours des choses. Dès le milieu du XIX^e siècle, ils éprouvent la nécessité d'étendre la pacification jusqu'au nord du désert (prise de Laghouat 1852, occupation de l'oued Ghir 1854). La pénétration du Sahara fut toutefois retardée d'un côté par l'insurrection des Oulad Sidi Cheikh, qui troubla les abords du désert pendant près de vingt ans, et qui ne fut complètement réprimée qu'en 1883, d'un autre par le massacre de la Mission Flatters (1881), qui fit croire bien à tort que les Touareg étaient pour nous de redoutables adversaires, enfin par la crainte de provoquer les protestations du sultan du Maroc, dont les oasis de l'ouest relevaient théoriquement, bien qu'il eût depuis longtemps renoncé à y faire sentir son autorité.

L'agression des gens d'In Salah contre une mission scientifique, et l'initiative de l'officier qui en commandait l'escorte, déclanchèrent l'occupation successive du Tidikelt, du Touat et du Gourara, puis celle des oasis de la Saoura et de la région à l'ouest de cette vallée. Les Touareg du Hoggar, décimés au combat de Tit (1902), firent leur soumission en 1904.

L'Algérie est ainsi devenue, ce qu'elle n'avait jamais été, le point de départ de la pénétration saharienne, et la majeure partie du Sahara occidental lui a été rattachée. En 1902, il a fallu compléter la carte de ses divisions administratives : au delà des trois départements qui forment désormais l'« Algérie du nord », les « Territoires du sud » couvrent des espaces d'une étendue démesurée (1).

(1) Pendant l'hiver de 1942-1943, le sud de l'ancienne Libye italienne a été occupé en trois semaines par les troupes du général Leclerc venues du Tchad. En attendant que son sort soit réglé par les traités de paix, le « Territoire du Fezzan et de Ghadamès » est placé sous le même régime administratif que les Territoires du sud de l'Algérie.

CHAPITRE II

LE MILIEU PHYSIQUE

I — DUALITÉ DE L'ALGÉRIE : ATLAS ET SAHARA

Avec ses 2.204.864 kilomètres carrés, l'Algérie est de beaucoup le plus vaste des trois pays de l'Afrique du nord française. Elle est baignée par la mer Méditerranée sur une longueur de 1.300 kilomètres, et ses frontières s'enfoncent dans l'intérieur du continent, en s'écartant davantage encore l'une de l'autre, pour se rejoindre en un point situé, aux environs du 19° latitude nord, bien au delà du Tropique du Cancer, à quelque 2.000 kilomètres de la Méditerranée.

Le territoire ainsi délimité comprend deux contrées d'inégale étendue et que tout oppose, le relief, la structure, le climat, les conditions offertes à l'activité des hommes.

La première est une chaîne de montagnes, l'Atlas, dont les deux extrémités appartiennent au Maroc et à la Tunisie. En Algérie, l'Atlas atteint sa plus grande largeur (350 kilomètres) à la frontière marocaine, et il s'amincit vers l'est, de telle sorte qu'il n'y a pas plus de 200 kilomètres à vol d'oiseau entre Bougie et Biskra, dans la partie la plus étranglée. Ses sommets manquent de hardiesse; les plus hauts ne dépassent que de peu 2.000 mètres. En outre, l'Atlas ne contient pas seulement des montagnes. Celles-ci forment les deux bords de la chaîne; des plaines s'étendent dans l'intervalle; elles prennent même, dans le centre et dans l'ouest de l'Algérie, autant de place que les montagnes. L'altitude moyenne est néanmoins fort élevée; dans ce haut pays, les plaines basses sont rares et toujours de dimensions médiocres.

L'Atlas n'est qu'un étroit bourrelet montagneux. Il sépare de la

Méditerranée une immense contrée, le Sahara, qui déborde largement les frontières de l'Algérie. Ici, plus de montagnes disposées en chaînes allongées. La région la plus élevée du Sahara algérien est un massif, l'Ahaggar, ou Hoggar, comparable au massif central de la France; les points culminants (3.000 mètres) dépassent néanmoins l'altitude des plus hauts sommets de l'Atlas algérien. Partout ailleurs, des plateaux et des plaines monotones, des horizons indéfiniment reculés, des paysages sans variété et sans renouvellement, sont les spectacles qui attendent à longueur de journée celui qui s'aventure sur les pistes du Sahara.

La structure explique ces traits opposés du relief. Atlas et Sahara sont deux morceaux différents de l'écorce terrestre.

Le premier est une chaîne de plissement récente. Il appartient à la même génération de montagnes que les Alpes, dont il est isolé aujourd'hui par les fosses profondes de la Méditerranée occidentale. La zone alpine a été bouleversée à l'époque tertiaire par des mouvements orogéniques violents, dont les ultimes retentissements ne se sont apaisés qu'au début du quaternaire. L'Atlas se distingue toutefois dans ce grand ensemble par plusieurs particularités structurales; c'est qu'il est le rameau le plus méridional des chaînes alpines et qu'il jalonne leur contact avec une autre grande zone structurale de l'Ancien monde.

En effet, au sud de l'Atlas, ni au Sahara, ni même dans le reste de l'Afrique, il n'y a de montagnes semblables aux Alpes. Le Sahara est la partie septentrionale d'une immense plateforme, qui s'étend à tout le continent africain et qui, avant sa dislocation, était bien plus vaste encore. Elle a acquis sa rigidité dès les temps les plus reculés de l'histoire de la terre; les derniers plissements n'y sont pas plus tardifs que la fin du Primaire; les montagnes qu'ils ont élevées sont depuis longtemps nivelées par l'érosion. Comment la structure des chaînes de l'Atlas n'aurait-elle pas été influencée par ce voisinage?

Il n'est pas moins remarquable que les pentes méridionales de l'Atlas délimitent deux des grandes zones climatiques, qui se partagent le bord occidental de l'Ancien monde au nord de l'Équateur.

Le Sahara appartient au domaine tropical des vents alizés et des déserts. L'aridité, cause du désert, résulte des conditions générales de la circulation atmosphérique, elle est liée aux hautes pressions qui règnent au-dessus de l'océan Atlantique dans les parages du 30° latitude nord.

L'Atlas est compris dans la zone tempérée. Comme dans tous les pays

riverains de la Méditerranée, les précipitations s'interrompent à peu près complètement en été, pendant que les hautes pressions subtropicales s'étalent et se déplacent vers le nord. Mais pendant la saison froide, les conditions atmosphériques se rapprochent de celles de la zone tempérée. Certaines stations algériennes accusent même des précipitations d'une abondance inconnue à des latitudes plus septentrionales. Toutefois certaines parties de l'Atlas sont moins favorisées : les pluies y sont mesurées, et trop souvent capricieuses. On reconnaît là, comme précédemment, l'effet du voisinage saharien ; l'Atlas est le lieu de rencontre d'influences climatiques contraires ; suivant les endroits, l'une ou l'autre tend à l'emporter.

Cette violence qui imprègne la variété atlasique du climat méditerranéen, ces excès dans l'abondance et dans la pénurie ne réussissent pas à masquer la parenté de cette partie de l'Algérie avec l'Europe tempérée. Au moins près du rivage, la nature y conserve des aspects qui sont familiers à tous les peuples européens de la Méditerranée. En abordant à Alger, le voyageur qui vient de quitter la Provence ou le Languedoc n'est pas transporté dans un paysage qui ne lui rappelle de quelque manière la rive opposée. Autant que la proximité et la facilité d'accès, toutes sortes d'affinités naturelles expliquent le succès de la colonisation française, le nombre des immigrants venus des rivages septentrionaux de la Méditerranée, la prospérité de leurs entreprises, la croissance et l'activité des villes nouvelles.

Il en est tout autrement quand on franchit la faible largeur de l'Atlas. Les changements s'annoncent à quelque distance de la mer ; ils sont achevés lorsqu'on a atteint le bord méridional des chaînes. Le Sahara est une contrée étrange et hostile ; l'eau disparaît de la surface du sol et son absence entraîne une incroyable raréfaction de tout ce qui vit ; d'immenses étendues sont complètement mortes ; la végétation naturelle se cantonne dans les quelques lieux où l'eau souterraine n'est pas trop profonde, et les cultures dans ceux, plus limités encore, où les hommes ont réussi à aménager un système d'irrigation. Le désert n'offre aux hommes que des possibilités d'activité réduites ; les Européens, jusqu'à présent, se sont surtout ingéniés à le traverser le plus rapidement possible.

II — L'ALGÉRIE PROPREMENT DITE

1. *Les grandes régions naturelles : le Tell et la steppe*

Circonsrite à l'Atlas, l'Algérie n'a qu'une superficie d'environ 305.000 kilomètres carrés, soit 55 % de celle de la France. Même dans ces limites, les conditions de climat, comme la nature du relief, réduisent à l'extrême le territoire utile.

Les influences sahariennes dépassent si bien la frontière du vrai désert qu'il convient de distinguer dans l'Atlas deux variétés de climat méditerranéen. Ce n'est pas assez de dire qu'elles correspondent à une végétation et à des aptitudes différentes. De l'une à l'autre, le paysage change du tout au tout; l'hydrographie, le modelé du sol eux-mêmes prennent des formes nouvelles et singulières.

1° *Le Tell.* — Partout où les influences maritimes l'emportent, les précipitations suffisent à assurer la récolte vivrière essentielle, celle des céréales. Le minimum indispensable se fixe autour de 400 millimètres de pluie par an, et même de 350 millimètres quand la répartition mensuelle est la plus favorable. La quantité totale des pluies peut être très variable selon les lieux, passant de 400 millimètres dans le voisinage d'Oran à plus de 1.000 millimètres dans un certain nombre de stations à l'est d'Alger. Elle varie également selon les années; il en est ainsi sous tous les climats, mais les différences sont particulièrement sensibles à l'approche des déserts, l'écart étant d'autant plus grand que la somme des pluies est faible. Enfin la répartition des précipitations entre les mois de la saison pluvieuse est sujette elle aussi à de grandes irrégularités; les plus impatiemment attendues par les cultivateurs sont les pluies du début et de la fin, celles qu'on nomme couramment pluies d'automne et de printemps.

Les premières sont les plus profitables, parce qu'elles sont moins diminuées par l'évaporation; sans elles, le soc de la charrue ne pénètre pas dans les terres durcies par la sécheresse de l'été. Les secondes sont moins abondantes et mouillent moins le sol, mais elles se produisent au moment où les plantes entrent dans leur période active de végétation. Les bonnes moissons dépendent des pluies de printemps; sont-elles rares ou trop précoces? la récolte est médiocre ou nulle. Mais les

labours tardifs ne sont pas moins préjudiciables, et, quand les semailles n'ont pas eu lieu en temps normal, les épis ne sont pas mûrs qu'ils sont déjà grillés par le soleil. L'irrégularité des précipitations est le défaut le plus grave du climat de l'Atlas, même là où il tombe des quantités moyennes suffisantes; elle entraîne des variations considérables de la production agricole, particulièrement en céréales.

Le rôle utile des précipitations est d'autre part fonction de la température. Les précipitations peuvent être supérieures à celles de nos régions tempérées; même là, l'Atlas n'est pas un pays humide. Toutefois la température garde, dans cette première région climatique de l'Atlas, des caractères modérés.

Elle varie selon l'altitude et l'éloignement de la mer : c'est dans la saison froide que les différences sont le plus sensibles. Sur le littoral, les hivers sont remarquablement doux; la température moyenne du mois le plus froid, janvier, est à Alger 12°1. Dès qu'on s'élève, la température du même mois s'abaisse considérablement, la neige tombe une ou plusieurs fois chaque année, et les hivers ne sont pas sans rudesse. Mais nulle part la différence entre la température du mois le plus froid et celle du mois le plus chaud, c'est-à-dire l'amplitude thermique annuelle, n'est excessive. Une amplitude supérieure à 20° est généralement considérée comme la marque des climats continentaux ou extrêmes : en Algérie, le tracé de la ligne qui joint les stations où l'amplitude est de 20°, coïncide, à peu de chose près, avec l'isohyète de 400 millimètres.

Ces deux lignes délimitent au long de la Méditerranée une zone de largeur variable, qui est propice à l'agriculture, et où les récoltes essentielles sont acquises sans le secours de l'irrigation. Pour ceux des musulmans d'Algérie qui habitent au sud de cette région, c'est là le sens le plus clair du nom de « tell », par lequel ils désignent cette sorte de Terre promise. Les habitants du Tell s'en font une idée plus précise; ils appellent ainsi un terroir agricole, une terre forte et de tons foncés, d'une fertilité reconnue. Le Tell est donc le pays des champs.

Il est en même temps le pays des arbres. La forêt, pour les musulmans, est liée au paysage agricole, le sous-bois assurait aux troupeaux, sans lesquels ils ne vivaient pas autrefois, des pâturages encore verts pendant l'été et un abri pour l'hiver. Le climat tellien n'est nullement hostile aux arbres; les forêts qui subsistent aujourd'hui malgré une dévas-

tation séculaire, sont plus étendues qu'on ne l'attendrait; les cultures d'arbres ou d'arbustes trouvent dans le Tell un domaine d'élection.

Toutefois le Tell subit une sécheresse de plusieurs mois. Elle n'exclut pas les arbres à feuilles caduques, notamment en montagne; mais les plus abondants sont ceux qui s'adaptent à la répartition des pluies dans l'année en conservant un feuillage toujours vert; l'apparence de vie continue, qu'ils gardent à travers les saisons, est une des joies de la nature méditerranéenne.

D'autre part le Tell comporte des parties assez arides, où la somme des précipitations est juste suffisante pour permettre une récolte. Les arbres, même à feuilles persistantes, supportent mal cette raréfaction de la pluie et la longueur accrue de la saison sèche; ils ne se groupent plus, comme ailleurs, en formation continue, et la plupart disparaissent. Les éléments principaux de la végétation sont alors des arbustes ou des buissons, dispersés au milieu d'herbes peu serrées. En été, le sol est nu, tacheté de loin en loin par les touffes vertes des buissons : aucune autre partie du Tell n'a des aspects aussi sévères. La seule des formations de ce genre répandue en Algérie est celle que les botanistes appellent la brousse de jujubiers.

Elle couvrait autrefois des plaines alluviales, très propices aux cultures; les défrichements l'ont fait disparaître à peu près complètement. Elle se développait soit à l'intérieur du Tell, soit à sa limite méridionale, couvrant, dans ce dernier cas, des districts que les musulmans distinguent du Tell proprement dit, mais dont ils connaissent l'aptitude agricole. Il est commode pour nous de les rattacher au Tell; étant maintenant presque partout cultivés, ils en font plus que jamais partie.

Les brousses de jujubiers sont des formations substeppiques, des steppes de transition, toujours morcelées. La vraie steppe paraît sans limites, et elle s'oppose au Tell de toutes les façons.

2° *La steppe*. — Elle correspond à un climat méditerranéen dégradé, soumis à la prépondérance d'influences continentales. Dès qu'on franchit sa limite, la somme des précipitations descend rapidement au dessous des quantités indispensables aux cultures non irriguées. Leur répartition saisonnière est moins inégale que plus près de la côte; des orages de chaleur surviennent pendant l'été et donnent une tranche

d'eau qui n'est pas entièrement négligeable. Le total annuel est néanmoins si faible, que cette circonstance n'atténue en rien les excès de l'aridité.

Le caractère extrême des températures, d'autre part, est exagéré par l'altitude, fort élevée presque partout dans la steppe algérienne. C'est là que les hivers sont les plus froids : sauf dans une petite partie de la steppe où l'altitude s'abaisse, la moyenne des températures minima de janvier est inférieure à 2°; la moyenne des maxima du même mois n'atteint pas davantage celle des stations du Tell. Les jours de gelée sont nombreux, la neige fait des apparitions brèves, mais régulières. Inversement en été, les maxima moyens de juillet dépassent 30°, chiffre qui n'est pas atteint dans les stations soumises à l'influence de la mer, et les minima moyens du même mois sont un peu inférieurs à ceux du littoral. Le climat steppien est donc caractérisé à la fois par l'aridité et par les grandes amplitudes annuelles et journalières de la température.

La chaleur, ainsi que la sécheresse de l'air, activent l'évaporation; les variations brutales de la température déclenchent des vents violents. Sous un pareil climat, la période active de la végétation est extrêmement courte. Les arbres, même les mieux armés contre l'aridité, disparaissent, se cantonnent dans les montagnes de la steppe, un peu moins mal arrosées, ou dans les bas-fonds : c'est leur absence qui frappe le plus vivement dans cette contrée singulière.

Les plantes herbacées sont seules capables de s'adapter à des conditions de vie aussi rudes. Encore ne se groupent-elles jamais en tapis continu, le sol apparaît partout entre leurs touffes. A l'exception des flots montagnards de forêts, la steppe tout entière constitue une unique formation végétale, monotone et immensément étendue, variable seulement dans sa composition, qui suit la nature du sol.

L'action du climat steppien va plus loin. Il désorganise l'hydrographie et contrarie la marche normale de l'érosion.

Les oueds du Tell algérien, presque tous médiocrement longs, n'ont qu'un débit moyen très faible; leur régime est bien plus irrégulier que celui des rivières du bord septentrional de la Méditerranée. Ils sont cependant gonflés par des crues assez fréquentes pour fournir la source d'énergie la plus importante dont dispose l'Algérie, et pour assurer jusqu'à la mer l'écoulement des eaux et le transport des alluvions.

Ils guident le travail de l'érosion d'une manière peu différente de celle qui nous est familière : seules quelques parties substeppiques du Tell ne sont pas atteintes par des vallées aboutissant à la mer.

La steppe proprement dite est le domaine du drainage intérieur. Au lieu d'être entraînées vers la mer pourtant si proche et d'y disparaître, les eaux et les produits de l'érosion descendent vers des bassins fermés de taille diverse. Les premières alimentent ces lagunes saumâtres et imbibent ces fondrières salines, que les musulmans appellent des « sebkha » et des « chott »; les alluvions s'étalent en couches épaisses dans le fond des cuvettes et les transforment en plaines très unies. Le drainage intérieur ne se maintient que parce que les cours d'eau sont trop pauvrement alimentés. La steppe lui doit la platitude fréquente de son relief et ses horizons lointains, qui annoncent ceux du Sahara.

La steppe n'est en définitive qu'un désert atténué. Les musulmans du Tell la distinguent mal du vrai désert, et ils l'appellent comme lui « Sahara ». C'est sous ce nom que Fromentin l'a décrite; les troupiers des colonnes du sud suivaient le même usage, quand ils la nommaient « le petit désert ». Sauf dans quelques montagnes privilégiées, il n'y est plus question de labours étendus. Sans irrigation, et elle ne peut être pratiquée que sur de très petites surfaces, les récoltes sont d'une irrégularité décourageante. La steppe n'est propice qu'à l'élevage, encore est-ce une nécessité de déplacer le bétail au gré des saisons. La steppe reste aujourd'hui encore le domaine des pasteurs nomades; les colons européens n'ont pas pénétré dans une contrée où tout heurtait leurs habitudes.

Peu d'unités géographiques représentent aussi clairement que le Tell et la steppe de l'Algérie ce que peut contenir la notion de région naturelle. Il faut toujours, en Algérie, revenir à cette distinction essentielle, qui commande toute la vie des hommes et définit toutes les ressources.

2. L'ordonnance des régions naturelles : Algérie occidentale et Algérie orientale

La steppe occupe dans l'Atlas algérien plus de place que le Tell : environ 172.000 kilomètres carrés contre 134.000 kilomètres carrés. Leur limite commune a la même orientation générale que le rivage, comme les chaînes de l'Atlas, comme les lignes d'égale pluviosité, les

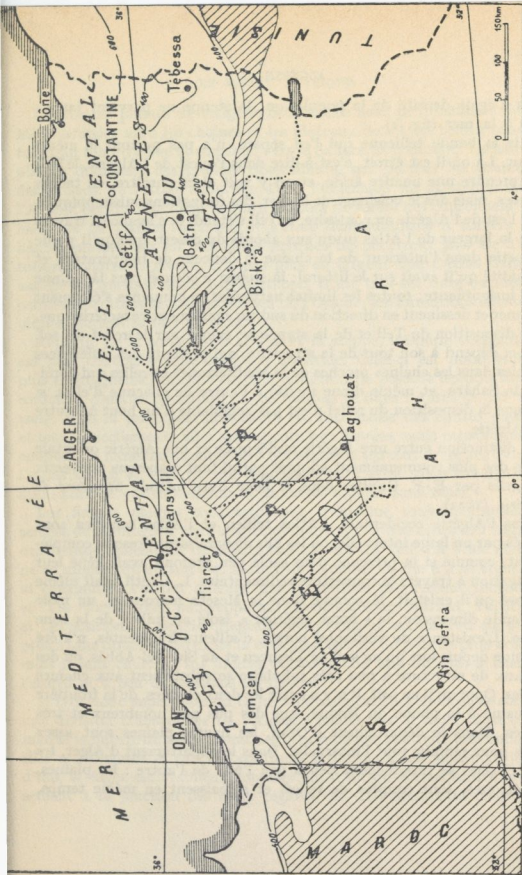


Fig. 1. — Les régions naturelles de l'Algérie
 ——— Lignes d'égale pluviosité de 400 mm et de 600 mm.

lignes d'égale densité de la population; la steppe ne parvient jamais jusqu'à la mer (fig. 1).

Mais la bande tellienne qui l'en sépare, n'a pas partout la même largeur. Là où il est étroit, c'est-à-dire dans l'ouest de l'Algérie, le Tell peut prendre une nuance aride, et on y voit alors paraître, en taches espacées, mais dès le voisinage de la mer, des formations substeppiques. Dans l'est de l'Algérie au contraire, le Tell s'étend, et s'avance à travers toute la largeur de l'Atlas jusqu'aux abords du désert, quoiqu'il perde en partie dans l'intérieur de la chaîne la douceur de température et l'humidité qu'il avait sur le littoral; la steppe n'occupe plus là qu'une place insignifiante; toutes les limites naturelles ou humaines s'éloignent de la mer et dessinent en direction du sud un renflement caractéristique. Cette disposition du Tell et de la steppe se calque sur le relief du sol. Celui-ci dépend à son tour de la structure, qui présente des différences notables dans les chaînes proches de la Méditerranée et celles qui dominent le Sahara, et même d'une moitié à l'autre de chacune d'elles, si bien que la disposition du relief n'est pas semblable d'un bout à l'autre de l'Algérie.

La distinction entre une Algérie occidentale et une Algérie orientale est un des plus communément adoptés parmi tant d'aperçus nouveaux prodigués par E.-F. Gautier dans le beau livre intitulé *Structure de l'Algérie* (1922).

Dans l'Algérie occidentale, l'Atlas tellien et l'Atlas saharien sont séparés par un large intervalle, où les plis disparaissent presque complètement, comme si la présence d'un socle peu profond avait gêné leur propagation à travers la couverture sédimentaire. L. Gentil avait même supposé qu'il existait, là comme dans la Meseta marocaine, un môle de grande dimension, le « horst algérien », isolé au milieu de la zone plissée. L'existence de véritables horsts, d'ailleurs fragmentés, n'a été reconnue depuis lors qu'au sud de Tlemcen et de Sidi-bel-Abbès, où des plateaux de structure à peu près tabulaire se substituent aux chaînes plissées. Quoi qu'il en soit, il n'y a entre les deux chaînes, de la frontière marocaine à la plaine du Hodna, que des plis peu nombreux et très espacés. Dans le département d'Oran, les hautes plaines sont assez vastes pour remplir tout l'intervalle. Dans le département d'Alger, les deux chaînes se rapprochent peu à peu l'une de l'autre : les plaines, plus étroites, sont coupées de reliefs et s'abaissent en même temps.

Les hautes plaines de l'Algérie occidentale sont peu distantes de la Méditerranée; mais les chaînes et les plateaux de l'Atlas tellien constituent un rebord élevé et continu. Vers le Sahara au contraire, les hautes plaines dominent des gradins descendants, qui portent les chaînons discontinus de l'Atlas saharien. D'où l'extension de la steppe dans l'Algérie occidentale : elle entoure les îlots de forêts qui couronnent les hauteurs de l'Atlas saharien, et s'étale démesurément à travers les hautes plaines, où les influences marines ne pénètrent pas. Le Tell, resserré contre le rivage, n'a pas plus de largeur que l'Atlas tellien; assiégé en quelque sorte par la steppe, il est très sec dans sa moitié occidentale; dans les basses plaines de l'Oranie, les formations substep-piques bordent la mer ici et là.

Répartie de la sorte entre le Tell et la steppe, l'Algérie occidentale est plus contrastée que l'Algérie orientale. Celle-ci est notablement plus montagneuse, et elle l'est tout entière. Elle possède les plus hauts sommets, dans le Djurdjura (2.308 mètres) et dans l'Aurès (2.328 mètres). Mais la principale nouveauté est l'étroitesse des hautes plaines et leur morcellement; elles sont encore fort élevées, mais constamment coupées de hauteurs rapprochées qui arrêtent partout le regard : entre l'Atlas tellien et l'Aurès, qui représente ici l'Atlas saharien, il n'y a nulle part de vastes horizons et de larges espaces sans relief.

Les hautes plaines constantinoises, d'étendue toujours limitée et semées de montagnes, sont beaucoup moins arides que celles de l'Algérie occidentale. Elles sont en réalité une annexe du Tell. La vraie steppe ne se montre qu'au sud-est, autour de Tébessa, et elle n'a ni étendue, ni continuité. Partout ailleurs, des formations proprement telliennes et des formations substep-piques s'entremêlent suivant l'altitude et l'exposition. L'Algérie orientale presque entière est un Tell élargi; il prend sans doute, à partir de la côte, des aspects de plus en plus arides, mais il faut chercher ses limites extrêmes très loin au sud, à travers l'Aurès et à peu de distance du désert.

Il faut donc superposer au cadre fondamental du Tell et de la steppe une division transversale de l'Algérie, fondée sur le relief. Elle commande la nature du peuplement, les genres de vie, l'activité économique. Elle a déterminé le partage politique de l'Algérie médiévale. Aujourd'hui, si Alger est vraiment une capitale, c'est qu'elle est située précisément à la jonction des deux régions. Le Tell occidental concentre

les colons les plus nombreux et fournit la majeure partie des produits agricoles exportés; mais, à cause de l'étendue de la steppe, l'Algérie occidentale est aussi le pays des nomades, pasteurs de moutons. L'Algérie orientale est surtout musulmane : ses montagnes abritent les groupes de sédentaires les plus anciens et les plus denses, cultivant oliviers et figuiers; les colons, moins nombreux, n'ont guère trouvé de place, comme à l'ouest, dans la zone littorale; ils se sont répandus dans les hautes plaines constantinoises, où ils se livrent à la culture des céréales, comme le font aujourd'hui les musulmans, et à l'extraction des minerais.

Les limites départementales ne coïncident pas avec les limites régionales. Les montagnes de la Grande Kabylie (arrondissement de Tizi-Ouzou) marquent l'extrémité du Tell de l'Algérie orientale, mais elles dépendent du département d'Alger. Au sud, la plaine du Hodna, enfermée dans l'arc de la chaîne du même nom, fait suite aux hautes plaines steppiques de l'Algérie occidentale; elle appartient pourtant au département de Constantine; mais il faut ajouter qu'elle a toutes ses relations avec les hautes plaines constantinoises, qui naguère lui envoyaient leurs troupeaux pour l'hiver.

Entre la Grande Kabylie et la plaine du Hodna, nul relief saillant ne sépare nettement les deux parties de l'Algérie. Toutefois, sous le méridien d'Alger, les chaînes de l'Atlas tellien sont interrompues par le plateau de Médéa, un plateau fort raviné et accidenté à cause de son étroitesse et de son altitude. De part et d'autre de ce plateau, elles prennent, on va le voir, des aspects différents.

Enfin, pour achever d'individualiser les deux Algéries, il n'est pas sans intérêt de noter que l'Algérie orientale est tout entière comprise dans l'Algérie du nord. Les « Territoires du sud » empiètent au contraire sur l'Algérie occidentale. Voilà encore un indice qui marque les aptitudes différentes des deux contrées.

3. *Le Tell occidental*

Le Tell occidental, défini par le climat et la végétation, ne dépasse pas le bord méridional de l'Atlas tellien. Dans ces limites, on peut reconnaître trois éléments principaux de relief : des plaines, des montagnes, des plateaux (fig. 2).

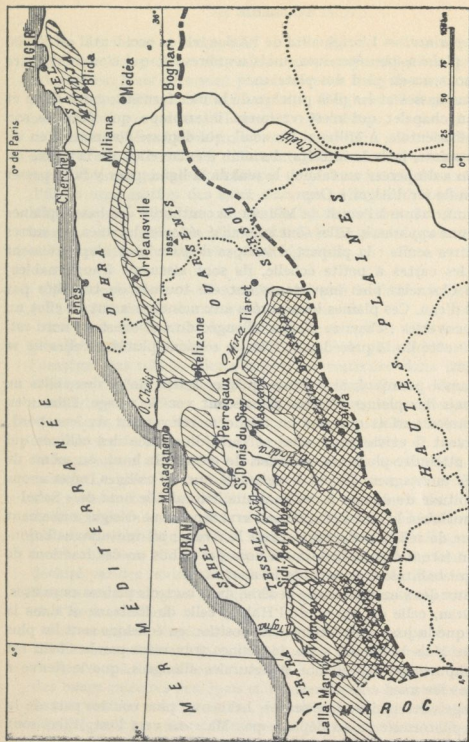



Fig. 2. — Le Tell occidental.

----- Frontière politique.

 Plaines subcôtières et plaines intérieures.

..... Limites départementales.



Plateaux de Tlemcen et de Saïda.

Limite septentrionale de la steppe.

1° *Les plaines.* — L'originalité de l'Atlas tellien occidental est l'existence de plaines, peu étendues, mais nombreuses, qui s'ouvrent entre les chaînons ou au pied des plateaux.

Les plus basses et les plus proches de la mer forment, entre Oran et Alger, un chapelet qui n'est vraiment interrompu que près de son extrémité orientale, à Miliana. Un seuil, qui dépasse 800 mètres en un ou deux points, isole la Mitidja, dernière d'entre elles, de la vallée du Chélif; on a dû percer un tunnel, le seul de la ligne, pour y faire passer le chemin de fer d'Alger à Oran.

Pourtant, même à l'ouest de Miliana, la continuité des basses plaines n'est qu'une apparence. Elles sont en réalité séparées les unes des autres par d'autres seuils : la plupart n'ont pas d'altitude et n'apparaissent pas sur les cartes à petite échelle, ils sont aisément franchissables; quelques obstacles plus importants ont été tournés ou tranchés par les cours d'eau. Ces plaines incorporées aux montagnes ont en effet un relief de cuvettes : chacune d'elles, allongée du sud-ouest au nord-est, s'aligne à côté de la précédente; elles se relaient plutôt qu'elles ne se prolongent.

C'est aussi pourquoi, si voisines qu'elles soient de la mer, elles ne sont jamais des plaines côtières s'abaissant vers le rivage. Elles n'en sont séparées parfois que par un médiocre relèvement de leur bord; plus souvent il existe entre elles et la Méditerranée des collines qui peuvent atteindre plusieurs centaines de mètres de haut, ou même de véritables montagnes. Quand il ne s'agit que de collines, nous avons pris l'habitude de donner à ces hauteurs littorales le nom de « Sahel », détournant ainsi le mot arabe de son vrai sens; il ne désigne nullement une forme de relief, mais simplement le rivage; les musulmans l'ajoutaient, en forme de qualificatif, au nom des tribus ou des fractions de tribus, qui habitaient le bord de la mer.

C'est aux deux extrémités de la série, dans les trois plaines oranaises, celle d'Oran, celle du Sig et de l'Habra, celle de Relizane et dans la Mitidja, que la juxtaposition et la disposition en échelons sont les plus évidentes. Mais la longue suite de plaines traversées par le Chélif est aussi composée de dépressions structurales allongées, que le fleuve a raccordées les unes aux autres.

La rangée des plaines intérieures, beaucoup plus courte, part de la frontière marocaine et ne dépasse pas Mascara vers l'est. Elles sont

encore des bassins juxtaposés et allongés du sud-ouest au nord-est, et leur structure ou leur disposition sont comparables à celles des plaines subcôtières. Mais elles sont plus isolées les unes des autres, et surtout plus élevées : Mascara dans la plaine d'Eghris est à 583 mètres, Sidi bel-Abbès à 502 mètres, Tlemcen à 746 mètres.

Tantôt privées d'écoulement vers la mer ou saturées de sel, tantôt au contraire encombrées d'eaux stagnantes, recevant parfois peu de précipitations, plaines subcôtières et plaines intérieures ont exigé une difficile organisation des eaux sauvages; elle n'a été achevée dans la Mitidja qu'en 1936; les marais de la Macta sont encore à peu près intacts. A ce prix, les plaines du Tell occidental sont devenues les meilleurs districts agricoles de l'Algérie.

2° *Les montagnes.* — Les chaînes plissées de l'Atlas tellien occidental sont constituées de deux sortes de roches.

Les unes sont antérieures à l'époque néogène; c'est le matériel des plis pyrénéens. Réduites dans l'ouest, où elles forment seulement l'ossature des reliefs, elles s'étalent au contraire dans les montagnes côtières de Ténès à Miliana et dans l'Ouarsenis. Parmi elles, les calcaires tiennent peu de place. Une pyramide altière, comme le pic central de l'Ouarsenis (1.985 mètres), est une exception; elle attire le regard de loin à la ronde, mais domine de plusieurs centaines de mètres un chaos de montagnes médiocres et monotones, qui constituent le reste du massif. Le gros des roches crétacées et éocènes, qui seules couvrent une grande étendue, est fait de strates marneuses ou schisteuses et de grès plus ou moins purs; ni les unes, ni les autres ne fournissent une assise caractéristique, qui se marque dans le relief : il n'existe pas de formes hardies. Mais l'érosion est en pleine vigueur; tout versant est déchiré par des ravins actifs; les vallées sont profondes et torrentielles. Toutes ces montagnes manquent de grandeur, mais elles sont sauvages et d'accès malaisé.

Les couches néogènes, enveloppant les noyaux de roches plus anciennes, composent la majeure partie des chaînons plissés à l'ouest de Ténès et à l'ouest de l'Ouarsenis. Elles ne contiennent elles aussi que des bancs calcaires peu épais et rarement purs. Les seules roches abondantes sont encore des argiles, des marnes, des grès mal cimentés et se désagrégeant en sables. D'autre part, les plissements d'âge alpin sont

lâches, dessinent des dômes et des gouttières, et ne se compliquent que localement. Les reliefs ainsi construits peuvent être de véritables montagnes : dans les monts des Beni Chougran, dans le Tessala, les couches néogènes forment les sommets. Mais ils se réduisent ailleurs à des bombements sans altitude, comme ceux qui divisent les plaines subcôtières, ou bien encore à des plateaux réguliers et peu élevés; ce dernier aspect est celui de la plupart des hauteurs littorales, que les musulmans de la plaine d'Orléansville appellent le Dahra, et, au delà de l'embouchure du Chélif, de celles qui environnent Mostaganem.

Les sols provenant de la décomposition des roches néogènes sont en général de bonne qualité; autour d'Aïn Temouchent au sud-ouest de la plaine d'Oran, ou dans la Mitidja occidentale, ils sont encore améliorés par les débris de roches éruptives, issus d'appareils volcaniques de même âge. Les collines et les plateaux de roches néogènes sont, au point de vue agricole, le prolongement des plaines; même une montagne comme le Tessala est cultivée jusqu'à son sommet.

3° *Les plateaux.* — Depuis la frontière du Maroc jusqu'au cours supérieur de la Mina, les plaines intérieures sont barrées vers le sud par des reliefs rigides, de lignes régulières : les cartes les désignent généralement sous les noms de monts de Frenda, de Saïda et de Tlemcen. Ils sont assez accidentés pour justifier ce nom de montagnes; mais ce sont en réalité des plateaux et leur structure est presque tabulaire.

Le socle est ici peu profond. Les roches primaires se montrent dans les déchirures de la couverture secondaire; l'une d'elles est de grande taille, à la frontière, et contient la mine de plomb argentifère de Ghar Rouban, une autre minuscule, au fond de la vallée de l'oued Tifrit, à 30 kilomètres au nord-est de Saïda.

En dehors de ces deux points, les roches sédimentaires, discordantes sur le socle, couvrent seules la surface du sol. Elles comprennent principalement des calcaires et des dolomies, en couches épaisses, et, au dessous d'eux, des bancs de grès et des marnes abondantes. Cette couverture n'a été que faiblement ondulée, mais elle est hachée de fractures, entre lesquelles les blocs ont été déplacés verticalement ou basculés. Les rivières ont ouvert dans les marnes de larges trouées, encadrées de hautes corniches.

Ces plateaux dominent à la fois les plaines telliennes et les hautes





plaines steppiques. Ils reçoivent même des précipitations plus abondantes que celles qui tombent au nord. Les plateaux du sud-ouest de Tlemcen sont une des rares régions d'Algérie, où quelques vallées contiennent en tout temps une eau claire et vive, glissant sur les rochers : grande merveille, quand on vient de quitter les plaines fort sèches de l'Oranie. Ces rivières sont alimentées par les eaux souterraines accumulées dans les calcaires; la Tafna jaillit d'une belle source vauchusienne, d'où elle descend en cascades dans la plaine de Sebdou. Une autre surprise est que les plateaux ont conservé leur manteau végétal; la région n'est qu'une immense forêt, interrompue seulement dans les trouées argileuses ou alluviales.

Plaines, montagnes et plateaux se répartissent de telle façon qu'on distingue en définitive dans le Tell occidental deux sections de relief différent :

1^o une partie orientale, appartenant en gros au département d'Alger, ne possède qu'une série de plaines, la plus basse; elle est de beaucoup la plus montagneuse; l'Ouarsenis, au sud des plaines du Chélif, contient les reliefs les plus étendus et les plus compacts de l'Atlas tellien occidental;

2^o la partie occidentale, l'Oranie, est caractérisée, au moins sous les méridiens d'Oran et de Mostaganem, par l'étagement de deux séries de plaines; elle ne possède que des chaînes médiocres, dont les points culminants sont à peine supérieurs à 1.000 mètres; toutefois, l'altitude s'élève loin du rivage; les plateaux de Tlemcen atteignent 1.843 mètres au Djebel Tenouchfi.

Le climat renforce encore cette division.

4^o *Climat et végétation.* — Le Tell occidental est celle des régions telliennes où le climat est le plus sévère et se teinte le plus de nuances qui annoncent la steppe.

A l'ouest de l'embouchure du Chélif, la côte elle-même, sauf à Oran (405 millimètres), ne reçoit pas 400 millimètres de pluie annuelle. Il n'en tombe pas davantage dans les basses plaines oranaises, et, autour d'elles, les reliefs ne sont guère plus arrosés. Dans le Tell oranais, seuls les plateaux du sud-ouest de Tlemcen reçoivent des quantités supérieures (Tlemcen : 638 millimètres).

La partie algéroise du Tell occidental, à l'exception de la plaine

d'Orléansville, est sensiblement plus humide. Sur la côte, dès qu'on franchit la limite du département d'Alger, les précipitations s'accroissent. La tranche annuelle dépasse 700 millimètres dans les montagnes côtières à l'est de Ténès, dans l'Ouarsenis, et même dans la plus grande partie de la Mitidja, la plus favorisée des plaines subcôtières. Elle atteint 800 millimètres et plus dans le Zaccar et l'Atlas de Blida. Tous ces reliefs sont en effet les plus élevés et les plus cohérents du Tell occidental.

L'aridité du Tell oranais tient pour une part à la médiocrité de ses montagnes. En outre il est tout proche de la péninsule ibérique, sur laquelle un anticyclone se forme fréquemment pendant l'hiver; les perturbations atteignent alors le rivage de l'Algérie plus à l'est, aux abords de la capitale.

Mêmes constatations en ce qui concerne le régime des températures. Dans sa partie oranaise en particulier, le Tell occidental jouit d'hivers relativement chauds, parce que les températures ne sont pas abaissées par l'altitude dès le rivage, comme il arrive dans l'Algérie orientale. Mais les amplitudes thermiques, notamment dans les plaines trop bien closes par les hauteurs, atteignent des degrés inconnus à l'est d'Alger; la plaine de Sidi-bel-Abbès, les plaines du Chélif d'un bout à l'autre ont des régimes de température aussi extrêmes que la steppe.

Il faut signaler enfin que, comme un témoin du climat des dernières périodes géologiques, le sol des plaines de l'Oranie enferme, plus ou moins près de sa surface, ces croûtes calcaires qu'on rencontre dans toutes les régions où, depuis un lointain passé, la somme des pluies est mesurée et l'évaporation violente. Les colons, qui les nomment improprement le tuf, les brisent quand ils veulent augmenter l'épaisseur du sol utile; non loin d'Oran, on voit s'élever autour des vignobles les amoncellements de pierrailles, où leurs débris sont entassés. Seule la Mitidja, comme les régions littorales de l'Algérie orientale, n'a pas de croûtes. Autrement, elles sont partout dans les plaines de l'Algérie occidentale, aussi bien dans le Tell que dans la steppe.

La végétation naturelle s'adapte à ces conditions climatiques. A l'exception de la Mitidja, la brousse de jujubiers couvrirait, à l'état de nature, toutes les parties des plaines subcôtières qui ne sont ni marécageuses, ni trop salines. Elle couvrirait de même les plaines intérieures, sauf quelques parties de celle de Tlemcen, et, au bord des hautes plaines, le Sersou.

Les montagnes du Tell occidental ne portent que des arbres qui s'accommodent d'une sécheresse relative. L'arbre caractéristique des hauteurs littorales à l'ouest de Ténès était, avant qu'il n'ait été à peu près complètement détruit, le thuya, un résineux particulier à l'Atlas, très résistant, se contentant de pluies mesurées, mais redoutant les hivers froids. Ailleurs, les deux arbres les plus répandus sont le pin d'Alep et le chêne-vert; le premier est moins exigeant que le thuya sous le rapport de la chaleur, le second, robuste et accommodant, parvient à végéter dans des conditions précaires.

La forêt détruite se reconstitue d'autant moins aisément qu'elle est soumise à plus de contraintes naturelles. Les montagnes de l'Oranie, au nord de Tlemcen et de Sidi-bel-Abbès, sont les plus dégarnies d'arbres qui soient. Les montagnes littorales du nord de Miliana, l'Ouarsenis oriental portent au contraire des forêts qui annoncent celles de l'Algérie orientale. Mais la région la plus boisée de tout le Tell occidental, ce sont les plateaux calcaires de l'Oranie : les musulmans ne leur donnent pas d'autre nom que celui de « Rabah », la forêt.

4. La steppe

La steppe couvre deux régions distinctes par leur relief, mais semblables par leur modelé parce qu'elles sont soumises à un même climat.

1° *Hautes plaines et plaine du Hodna.* — A la sortie des montagnes ou des plateaux accidentés du Tell occidental, l'horizon se découvre brusquement. Si prévenu qu'on soit, on n'échappe pas au saisissement devant ces immensités inanimées et vides. On les rencontre partout entre les deux Atlas depuis la frontière du Maroc jusqu'au pied de la chaîne du Hodna. Toutefois, de l'ouest à l'est, certains caractères du relief se transforment notablement.

C'est dans l'ouest, au sud d'Oran, que le relief est le plus monotone. C'est là aussi que les hautes plaines sont les plus élevées et les plus larges : il y a plus de 150 kilomètres à vol d'oiseau des plateaux oranais aux chaînons de l'Atlas saharien; cet intervalle n'est un peu réduit que là où s'élèvent, à quelque distance de chaque bord, les collines d'El Aricha d'une part, et, de l'autre, l'arc de sommets dont le plus septentrional est le pic d'Antar (1.720 mètres) au-dessus de la

bourgade de Méchéria. Le centre, marqué par les chotts Gharbi et Chergui ne s'abaisse pas à moins de 1.000 mètres.

A l'est des chotts oranais, l'altitude moyenne diminue; des reliefs (Djebel Chemeur 1.508 mètres, Seba Rous 1.411 mètres) s'élèvent au centre des plaines et les divisent dans le sens de leur longueur. Ils séparent au nord la cuvette arrondie autour de la lagune de Bou Guezoul (650 mètres) et au sud la longue gouttière qui contient les deux Zahrez (800 mètres environ).

Au delà de Birine et de Bou Saada enfin, l'altitude décroît rapidement : au fond de la plaine du Hodna, la nappe du chott ne repose pas à plus de 400 mètres. La plaine n'a pas plus d'une cinquantaine de kilomètres de large : les montagnes bordières se rapprochent au point de se refléter parfois dans le miroir des eaux ou des dalles de sel.

L'existence des accidents de relief indique que la structure des plaines n'est nullement tabulaire. Leur rareté et leur dispersion prouve toutefois que la couverture sédimentaire n'a subi que des plis localisés, souvent des ondulations à grand rayon de courbure où les couches sont peu inclinées : les montagnes du nord de Bou Saada, par exemple, sont des tables presque horizontales, découpées par l'érosion et bordées de corniches.

En dehors de ces reliefs réduits, les plaines sont jonchées d'épaisses formations d'origine continentale. Ces matériaux, comme tous ceux de l'espèce, ne peuvent être datés avec précision : les plus anciens remontent à l'oligocène; les plus répandus datent de la deuxième partie du miocène, du pliocène et du quaternaire. Ce remblaiement explique en grande partie la platitude des cuvettes, qui s'étendent entre les deux Atlas, et justifie le nom de plaines, que les géographes voudraient substituer à celui de plateaux, communément employé par les colons.

Depuis des temps géologiques reculés, l'hydrographie des hautes plaines et de la plaine du Hodna a donc été peu différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Le Chélif est le seul cours d'eau méditerranéen qui trace sa vallée à travers toute la largeur des hautes plaines; mais c'est une vallée à peu près morte, elle n'a d'eau que lorsqu'elle rencontre des sources.

Le reste des plaines est le domaine des bassins fermés et n'a qu'une hydrographie incomplète et dégradée. Les vallées, qui se prolongent

jusqu'au fond des cuvettes, sont rares. La partie septentrionale de la plaine du Hodna fait seule exception : ses nombreuses vallées parallèles sont parcourues par des crues régulières, et presque toutes parviennent jusqu'au chott, où elles se terminent par de petits deltas. Ailleurs on peut parcourir des immensités sans rencontrer aucune vallée. Lorsque la pluie tombe, elle ne semble pas s'écouler; le sol disparaît instantanément, mais pour peu de temps, sous une mince nappe d'inondation. Le même phénomène a été décrit dans les steppes du sud-ouest des États-Unis sous le nom de « sheet-flood ».

Les parties des plaines privées de vallées sont semées de petites dépressions, où des flaques d'eau subsistent quelque temps après la pluie : les nomades les nomment « daya ». Certaines sont d'origine karstique et s'enfoncent à peu de profondeur dans la croûte calcaire, qui existe presque partout dans les formations détritiques des plaines. Le fond des dayas est toujours imprégné d'un peu d'humidité; il porte une végétation permanente plus abondante et plus vigoureuse; cela suppose que la nappe souterraine est animée d'un mouvement suffisant pour entraîner les sels et empêcher leur dépôt.

Les sels s'accumulent au contraire et se déposent à la surface du sol et en profondeur, quand les eaux ont atteint, souterrainement ou non, le point le plus déprimé des bassins fermés. Toutes les grandes cuvettes ont un fond plat, tapissé d'argiles salées, bordé de plages, sur lesquelles une mince nappe d'eau s'étend ou se rétrécit, ou même disparaît, suivant la saison ou la pluie. Les grands chotts de l'ouest sont encadrés de falaises; mais celles-ci sont très éloignées du rivage actuel.

Les chotts ont pour fonction de renvoyer à l'atmosphère l'humidité rassemblée par les bassins fermés. Quand l'évaporation est brutale, les sels, extrêmement abondants, se déposent en couches épaisses : certaines parties des plages se sont couvertes, au cours des âges, d'un dallage de sel d'une éblouissante blancheur, qui de loin donne l'illusion de l'eau; c'est à ces salines que les musulmans réservent le nom de « sebkha ». Sur les plages où la dessiccation est moins rapide, le sous-sol reste humide; la surface est comme boursoufflée par la montée des sels, qui se mélangent à la terre; et elle cache des fondrières dangereuses, où les bêtes sauvages elles-mêmes ne s'aventurent pas; c'est à cet aspect particulier des plages, plutôt qu'à la nappe liquide sans permanence, que correspond exactement le mot « chott ».

Le niveau de base des chotts commande l'érosion dans les bassins fermés de la steppe. Ici plus de niveau de base général et fixe pour une longue période comme celui des océans, plus de profondeurs marines, qui engloutissent la presque totalité des alluvions charriées par les cours d'eau, mais des niveaux de base multiples, particuliers à chaque bassin, des zones d'épandage instables s'étendant à des surfaces sans cesse accrues, et des couches épaisses d'alluvions qui s'entassent sans fin dans le fond des cuvettes et ont tôt fait de l'exhausser et de l'aplanir. Ce colmatage envahissant, propre aux régions sans drainage vers la mer, aboutit à l'« ennoyage désertique » : les reliefs finalement émergent de la nappe des alluvions comme des îles au-dessus de la mer : « lost mountains », montagnes perdues, disent les Américains.

L'ennoyage désertique a pour cause, et pour cause unique, l'aridité du climat. Des cours d'eau normalement alimentés auraient mis fin depuis longtemps au régime des bassins fermés. L'épandage a commencé dans les hautes plaines dès l'époque tertiaire. Les périodes humides, qui correspondent aux glaciations quaternaires, ont été trop brèves pour que le drainage maritime ait réussi à pousser bien loin ses conquêtes et à les maintenir, en dehors de la cuvette de Bou Guezoul : le retour de l'aridité a déjà désorganisé en grande partie le réseau rattaché au Chélif, qui s'était constitué dans la partie centrale de la steppe.

2° *Atlas saharien*. — En dehors de la petite région des têtes de l'oued Touïl, l'Atlas saharien n'a jamais été drainé vers la mer. Il se dresse entre les bassins fermés des hautes plaines et ceux du Sahara, autrement vastes et creux.

L'Atlas saharien est une chaîne très particulière. Il est rarement bien haut : les sommets élevés ne sont nombreux qu'auprès de la frontière marocaine, où quelques-uns dépassent 2.000 mètres; dans le centre, cette altitude n'est jamais atteinte, et, à l'extrémité orientale, on passe de la plaine du Hodna au Sahara, sans que le niveau du sol s'élève d'une manière appréciable, entre des collines qui ont moins de 600 mètres de hauteur absolue. L'Atlas saharien s'abaisse ainsi dans le même sens que les hautes plaines. Mais, même au centre et à l'ouest, il n'est jamais une barrière; car c'est une chaîne tout à

fait discontinue : elle n'a d'unité que parce qu'elle est bâtie d'un bout à l'autre sur le même modèle.

Une carte d'assez grande échelle, comme l'excellente carte au 1/500.000 de l'Institut géographique national, ne montre que des reliefs sans largeur, sans grande longueur, toujours distants les uns des autres : G. B. M. Flamand les comparait à des chenilles processionnaires. Quelques-uns sont des montagnes allongées, vite abaissées vers leurs extrémités, et déchirées de ravins sur leurs deux versants. Quelques autres, plus larges, sont des plateaux incurvés en fond de bateau et limités par des bords abrupts. La plupart sont des crêtes dissymétriques, bordées d'un côté par une corniche, se recourbant en crochet à leurs deux bouts, formant assez souvent des boucles plus complètes. Toutes s'orientent dans la direction du nord-est, qui est celle de la chaîne elle-même.

Ces chaînons se dressent généralement sur le bord de gradins étagés, descendant vers le désert; chacun domine du côté du sud-est une plaine moins élevée que celle qui le sépare du chaînon précédent. Les plaines occupent dans l'Atlas saharien autant de place que les montagnes; elles ouvrent partout des passages. L'Atlas saharien est une chaîne où la circulation est aisée et qu'on traverse sans la moindre peine.

E. Ritter a jadis indiqué que les chaînons se groupent en faisceaux, et il leur a donné le nom des tribus principales dont ils forment le territoire : Ksour, Amour et Ouled Naïl. On peut admettre que le passage d'un faisceau à l'autre est marqué par un rétrécissement de la chaîne, une première fois au nord d'El Abiod Sidi Cheikh, l'autre entre la plaine de Zénina et Laghouat.

Les reliefs correspondent à des plis courts, à des dômes et à des cuvettes, les uns et les autres très réguliers et très espacés. A l'opposé de la chaîne tellienne, l'Atlas saharien a pour origine des plis de couverture, qui ont ondulé les sédiments reposant sur le socle là où ils s'étaient accumulés en couches particulièrement épaisses.

Ses montagnes présentent, avec plus de netteté que dans le Jura, les formes classiques du relief jurassien.

L'inversion du relief est presque partout réalisée. Les reliefs saillants n'ont été épargnés par l'érosion différentielle que parce qu'ils sont faits de roches sur lesquelles elle avait moins de prise. Les paliers

qui les séparent montrent des surfaces d'aplanissement étendues. Tous ces indices de maturité concordent avec l'histoire géologique de l'Atlas saharien. La chaîne est d'âge pyrénéen; les plis postérieurs n'ont laissé de trace que sur ses deux bords.

Ces formes jurassiennes ont été modelées dans les conditions particulières qui règlent l'érosion dans les bassins fermés. La majeure part de l'Atlas saharien n'a pas un drainage mieux organisé que le reste de la steppe : on y retrouve le manteau de débris caractéristique noyant le pied des montagnes.

3° *Climat et végétation.* — La steppe ne comporte pas la même diversité de climat et de végétation que le Tell. Elle a tout entière un climat continental, une aridité prononcée, un régime thermique à grandes amplitudes. Toutefois, le relief est capable soit d'exagérer ces caractères, soit de les atténuer quelque peu.

Les parties les plus creuses des hautes plaines sont aussi les plus sèches; l'aridité des bas-fonds peut être suffoquante pour que l'érosion éolienne entre en jeu : des cordons de dunes, étroits, mais continus, s'élèvent le long des Zahrez et du Hodna, à quelque distance de leur bord méridional.

L'Atlas saharien par contre provoque une recrudescence des précipitations. Elle n'est appréciable que dans le Djebel Amour et dans la partie occidentale des monts des Ouled Naïl, où cette zone moins sèche est très limitée : une montagne de sel gemme haute d'une centaine de mètres, criblée d'entonnoirs de dissolution, parée de couleurs étonnantes, jaillit hors d'un dôme triasique sur le bord septentrional des monts des Ouled Naïl, à 25 kilomètres de Djelfa; l'aridité du climat l'a préservé de la destruction.

La végétation subit également l'influence du relief et de la nature du sol. Les arbres se cantonnent dans les dayas, où de grands pistachiers forment des lambeaux de forêt-parc très claire, ou bien dans les montagnes : celles qui environnent Djelfa sont couronnées de belles futaies de pins d'Alep, inattendues ici.

Partout ailleurs, la steppe ne comporte que des plantes herbacées. Les unes sont permanentes : alfa, armoise et « drinn » se répartissent d'après la nature du sol. Les plantes annuelles cherchent sous les touffes d'alfa et d'armoise une protection contre l'insolation et les

gelées nocturnes : cette végétation d'« achéb », comme les nomades la nomment, n'éclôt qu'après la pluie, mais elle fournit les bonnes pâtures. Les terres salées du pourtour des chotts, relativement abritées en hiver, nourrissent également des plantes que le froid ne fait pas périr; les bestiaux y sont conduits au moment où le reste de la steppe n'a pas encore reverdi.

Les ressources pastorales font du demi-désert qu'est la steppe un pays d'élevage. Elle alimente aussi toute une faune sauvage inconnue dans le Tell, gazelles, moufflons, outardes, et naguère, dans les parties les plus méridionales, les autruches.

5. *Le Tell oriental et ses annexes*

Dépourvue de steppe véritable, partout accidentée de montagnes, l'Algérie orientale n'offre pas les mêmes francs contrastes que l'Algérie occidentale. Elle est tout entière un Tell élargi (fig. 3).

Les nomades des Ziban et de l'Oued Ghir, quand ils gravissent avec leurs troupeaux le haut rebord par lequel elle domine la plaine du Hodna et les bas-fonds du désert, savent qu'ils ne retrouveront pas au delà les steppes grillées par la chaleur, dénommées par eux « Sahara ». Les Français, arrivant en Algérie ne s'y sont pas trompés non plus; Carette et Warnier, traçant en 1845 la limite du Tell sur leur carte des tribus, l'ont fait passer au sud de l'Aurès.

Toutefois, dans l'intervalle rétréci qui sépare la mer et les confins du désert, le Tell prend ici des nuances qui varient suivant l'altitude et la situation. Ses habitants les notent excellemment. Les influences méditerranéennes s'atténuent dès le revers de l'Atlas tellien et, pour suivre l'usage de ses propres habitants, il faudrait distinguer dans l'Algérie orientale le Tell véritable et ses annexes. Pour les Chaouïa, le grand groupe de tribus des hautes plaines constantinoises et de l'Aurès, le Tell ne dépasse pas les pentes méridionales de l'Atlas tellien, les « sraouate ». Leur propre pays, disent-ils, n'appartient ni au Tell, ni à la steppe : il possède des terres légères assez maigrement arrosées par la pluie, mais propres à la culture des céréales quand elles ne sont pas trop chargées de sel. Ils le désignent par les noms divers selon les endroits; le plus connu est celui de « sebbakh »; il n'est employé que dans la partie des hautes plaines qui touche au Tell véritable et s'oppose le mieux à lui.

Par delà les hautes plaines, les sommets de l'Aurès font renaître des aspects plus franchement telliens. Les Chaouïa y trouvent de bonnes terres de culture. Mais seuls les Sahariens confondent l'Aurès avec le Tell.

1° *L'Atlas tellien oriental*. — La section de chaîne qui commence à l'est de la Mitidja et du plateau de Médéa, a une altitude moyenne plus élevée et elle possède les plus hauts sommets. Elle est surtout bâtie sur un plan nouveau : les montagnes se serrent contre le rivage; seule la plaine de Bône, isolée aux confins de la Tunisie, évoque, avec bien des traits originaux, les plaines subcôtières de l'Algérie occidentale. En arrière, il n'y a place entre les montagnes que pour des dépressions peu nombreuses, sans continuité, sans surfaces planes étendues. Enfin, on voit apparaître un élément structural qui, à l'ouest d'Alger, ne jouait dans le relief qu'un rôle insignifiant : entre Alger et Bône, les chaînes sont séparées de la mer par des massifs de roches anciennes.

La rangée des massifs anciens n'est interrompue qu'au fond du golfe de Bougie. A l'ouest, le massif qui forme le cœur de la Grande Kabylie s'étend, à quelque distance de la mer, depuis la Mitidja jusqu'au pied des hautes crêtes couronnées par les forêts d'Akfadou et suivies par la limite des départements d'Alger et de Constantine.

A l'est du golfe de Bougie, les massifs anciens qui se dressent le long du rivage n'ont plus la même continuité; ils sont échancrés de zones déprimées ou de vallées évasées, comme celles de l'oued el Kebir ou de l'oued Guebli, et ils sont en partie voilés par une couverture de grès et d'argiles de l'éocène supérieur. Le dernier d'entre eux, l'Edough, est une montagne étroite, isolée entre la mer et de vastes plaines alluviales, et fait figure d'un « sahel ».

Les massifs anciens portent sur leur bord méridional les fragments d'une chaîne calcaire qui se suivent, de part et d'autre du golfe de Bougie, depuis la Mitidja jusqu'aux approches de la plaine de Bône. Tous se distinguent par la hardiesse de leurs formes; mais ils ne sont continus et élevés que dans le Djurdjura, où ils atteignent l'altitude de 2.308 mètres au pic de Lalla Khadidja, point culminant de l'Atlas tellien. Les parois vertigineuses du Djurdjura ne sont pourtant que les racines de plis d'âge pyrénéen, sur lesquels l'érosion s'est exercée pendant de longues périodes.

Les montagnes des Babor, qui font la magnificence du golfe de Bougie, doivent encore à l'abondance des calcaires la fière allure de leurs sommets. Mais les chaînes de l'Atlas tellien oriental n'ont pas souvent un attrait semblable et montrent une grande monotonie de formes. Ni dans les Biban, ni au sud des Babor, ni dans les monts de Constantine ou ceux de La Calle, on ne retrouve les reliefs hardis de la chaîne calcaire.

Les massifs anciens et les chaînes ne sont nulle part disjointes par des plaines comparables à celles de l'Atlas tellien occidental. Seules les plaines étroites de l'Isser et du Sebaou, tout à fait à l'ouest, sont ouvertes dans les sédiments du néogène marin. Ailleurs on ne relève que des bassins évidés dans des dépôts continentaux, les uns néogènes, les autres plus anciens : long et étroit sillon qu'on suit du plateau de Médéa au golfe de Bougie et qui sépare le Djurdjura des Biban, bassins de Constantine et de Guelma, plus élevés et moins plans.

Les mouvements tectoniques de la phase alpine n'ont donc pas joué ici le même rôle que dans l'Algérie occidentale. Le retrait de la mer du miocène inférieur a sans doute été accompagné de plissements; mais beaucoup de montagnes ne montrent pas de plis proprement alpins : les mouvements de cet âge n'ont fait qu'exhausser des reliefs déjà fortement émousés et ont provoqué une reprise d'érosion; celle-ci les a rajeunis, sans effacer les traces d'usure, si apparentes partout. Comme l'avait remarqué E.-F. Gautier, les accidents de relief les plus vigoureux dans cette partie de l'Atlas sont les entailles profondes, pratiquées par les cours d'eau à travers les chaînes. L'Atlas tellien oriental abonde en gorges pittoresques : la plus étonnante de toutes est celle du Rummel, autour du rocher qui porte les vieux quartiers de Constantine.

2° *Les hautes plaines constantinoises.* — Au sud de l'Atlas tellien, les reliefs s'espacent, les lignes horizontales tiennent plus de place dans le paysage; mais elles ne sont jamais les seules. Les montagnes se mêlent partout aux plaines et, s'alignant suivant des directions constantes, joignent l'un à l'autre l'Atlas tellien et l'Aurès : tout l'espace compris entre la chaîne du Hodna et la frontière tunisienne est semé de chaînes discontinues, de crêtes tronçonnées, de pitons isolés.

Les hautes plaines constantinoises, de dimensions toujours réduites, ne sont comparables à celles de l'Algérie occidentale que par leur altitude, qui est en moyenne d'un millier de mètres, et par leur morphologie. Dans le quadrilatère Sétif, Aïn Beïda, Khenchela, Batna, les plaines ne sont drainées ni vers la mer, ni vers le Sahara; les chotts, ou les « garaa », comme on les appelle dans une partie de la région, sont nombreux, mais petits, à l'échelle des cuvettes qui les contiennent. Les cuvettes septentrionales ont subi le même colmatage, mais elles sont drainées aujourd'hui vers la Méditerranée par le Bou Sellam, le Rummel, la Seybouse. L'établissement du climat actuel a arrêté les conquêtes des oueds méditerranéens et en a annihilé quelques-unes.

3° *L'Aurès*. — Les hautes plaines se prolongent vers le sud-est jusqu'au delà des crêts en auréoles qui se dressent dans le pays des Nemencha. Puis les couches subhorizontales qui forment leur bord méridional, sont ployées par une brusque flexure, et elles se terminent au-dessus du Sahara soit par un versant roide, haut de plusieurs centaines de mètres, éventré par des cours d'eau parallèles, soit, dans le sud de Tébessa, par des paliers successifs.

À l'ouest du pays des Nemencha au contraire, la haute montagne de l'Aurès se dresse entre les hautes plaines et le désert, comme l'Atlas saharien dans l'Algérie occidentale.

L'Aurès évoque ce dernier de maintes façons : même orientation des éléments montagneux, mêmes formes de relief jurassiennes. Le réseau hydrographique est constitué de longues vallées parallèles, monoclinales ou non, raccordées par des gorges ou des cluses transversales à travers un « mont » à Tilatou, à travers des « crêts » à El Kantara, à Tighanimine.

Combien d'autres traits sont entièrement nouveaux! Rien ne rappelle ici l'espacement des reliefs dans l'Atlas saharien, ni la médiocrité de nombre d'entre eux. Le Chélia (2.328 mètres) est le point culminant de l'Algérie non désertique; beaucoup de sommets voisins dépassent ou approchent 2.000 mètres. Malgré sa petite superficie, l'Aurès est le massif montagneux le plus puissant de toute l'Algérie; c'est le seul dont les habitants pratiquent un genre de vie vraiment montagnard.

4° *Climat et végétation.* — La disposition du relief dans l'Algérie orientale est une condition essentielle du climat : si les montagnes ne se succédaient pas dans toute la largeur de l'Atlas, les pluies ne se propageraient pas aussi loin de la mer. Mais ce n'est pas la seule condition favorable. L'Algérie orientale occupe dans l'Atlas une situation propice aux précipitations abondantes : les perturbations atmosphériques qui apportent le mauvais temps sont plus fréquentes à l'est d'Alger qu'à l'ouest; celles qui atteignent le Tell occidental n'épargnent pas en général l'Algérie orientale, mais celle-ci reçoit en outre des courants de perturbations dont l'Oranie est privée, et qui déclenchent les plus violentes tempêtes.

Les massifs anciens, la chaîne calcaire, les Babor reçoivent des précipitations d'une abondance inattendue; elles ne sont inférieures à 800 millimètres que dans la plaine de Bône, basse et abritée par les hauteurs voisines; elles atteignent 1.149 millimètres à Michelet en Grande Kabylie, 1.204 millimètres à Djidjelli, 1.773 millimètres à Bessombourg dans la presqu'île du cap Bougaroun, la station la plus arrosée d'Algérie.

Les roches cristallines et leur couverture de grès donnent d'autre part des sols siliceux, sur lesquels les arbres prospèrent. Les montagnes littorales sont garnies d'admirables forêts, réduites par les défrichements séculaires en Grande Kabylie et au sud de Bougie, à peu près ininterrompues à l'est des Babor. Lorsque l'exposition s'y prête, la forêt des basses pentes jusqu'à 700 ou 800 mètres a été aménagée par les cultivateurs sédentaires, qui ont greffé les oliviers et éliminé les autres espèces. Les forêts de chênes-lièges sont de plus en plus abondantes et étendues dans l'est. Enfin, les hauts sommets du Djurdjura et des Babor sont couronnés de cèdres, quelquefois majestueux, trop souvent dégradés par les intempéries et par les bergers.

Le reste de l'Atlas tellien oriental bénéficie de pluies moins abondantes; Constantine, qu'à vol d'oiseau 80 kilomètres seulement séparent du cap Bougaroun, ne reçoit que 594 millimètres. La végétation change d'aspect. La forêt de chênes-lièges ne s'étend à travers toute la largeur de l'Atlas tellien qu'aux abords de la frontière tunisienne. Les Biban sont un autre pays de forêts, mais constituées d'espèces qui, s'accommodant d'une sécheresse relative, des pins d'Alep en majorité. Entre ces deux régions forestières, la partie centrale des chaînes

intérieures possède peu de sols propices aux arbres; la forêt y a presque complètement disparu et la dénudation de ces contrées s'oppose à la verdure des montagnes littorales.

Au sud de l'Atlas tellien, les précipitations diminuent encore. Elles s'abaissent au-dessous de 400 millimètres dans la zone des bassins fermés. Mais ceux-ci ne sont que des enclaves d'aridité correspondant aux parties les plus creuses des hautes plaines. La somme des pluies augmente de nouveau avec l'altitude dans la chaîne du Hodna, dans le nord de l'Aurès où elle dépasse 600 millimètres, et même au sud de Tébessa. Elle ne s'établit définitivement au-dessous de 400 millimètres que dans la plaine du Hodna, sur les basses pentes de l'Aurès méridional, sur l'escarpe qui borde le pays des Nemencha, et vers le Dar-moun bien au sud de Tébessa. C'est là seulement que se place la limite méridionale des annexes du Tell.

A l'intérieur de cette limite en effet, l'alfa et l'armoïse, plantes caractéristiques de la steppe, ne forment que des nappes de peu d'étendue, dispersées au nord et au sud de Tébessa. Toutes les parties des hautes plaines où le sol n'est pas trop salé, seraient, si elles n'étaient presque entièrement défrichées, couvertes par la brousse de jujubiers, la formation caractéristique des plaines de l'Oranie, au cœur du Tell occidental.

La plupart des montagnes qui parsèment les hautes plaines au sud de Constantine, ont perdu leurs boisements à une époque assez récente. Mais les hauteurs de la partie orientale des plaines ont conservé leur verdure; de vraies forêts, de caractère franchement tellien, où les cèdres tiennent leur place, garnissent les sommets de la chaîne du Hodna et de l'Aurès.

6. *Le littoral*

Les côtes de l'Algérie sont celles d'un pays de montagnes.

Elles sont bordées de falaises à peu près ininterrompues. La plaine de Bône s'incline seule vers la Méditerranée; les plaines de l'Algérie occidentale, quand elles ne sont pas isolées par des « sahels », se relèvent dans la direction du rivage. Le plus souvent, les falaises plongent directement dans la mer; l'ourlet des plages, qu'aucune marée ne découvre, n'a qu'une largeur insignifiante, et les amas de dunes sont restreints et localisés. Sous les flots, la pente du talus continental

s'accélère à une courte distance de la côte et s'abaisse très vite vers les abîmes de la Méditerranée.

Ce littoral abrupt est fort peu articulé. Il est orienté dans le sens des chaînons de l'Atlas, mais la mer ne pénètre pas entre eux. Les hauteurs qui barrent la vue du continent ne projettent aucun promontoire saillant, ne cachent aucune échancrure bien creuse. Les golfes, qui s'enfoncent le plus dans les terres, comme celui de Bougie ou la baie d'Alger, sont largement ouverts vers la mer; leur corne occidentale offre seule un abri précaire contre les tempêtes de noroît; il a toujours fallu le compléter par d'importants aménagements.

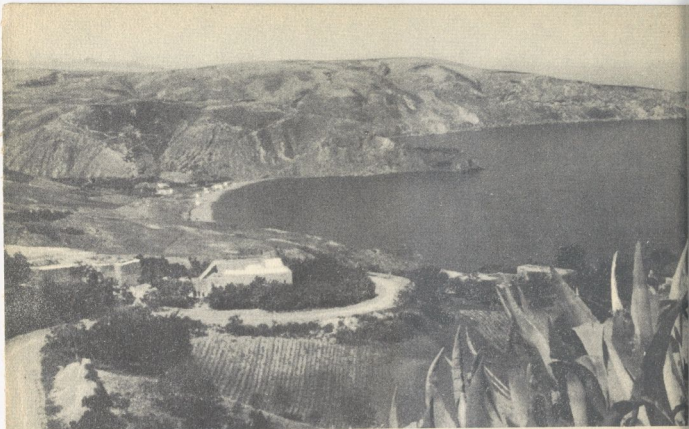
Des ressauts étagés accidentent fréquemment le profil de la côte jusqu'à une centaine de mètres au-dessus de la mer. Ils représentent les lambeaux de plateformes d'abrasion, nivelées à l'époque quaternaire pendant les périodes de stabilité qui ont interrompu l'abaissement constant du niveau des mers. La mieux conservée de ces terrasses littorales est naturellement la plus basse, à quelques mètres au-dessus des flots. A l'état naturel, elle est garnie de fourrés denses. Une fois défrichée, elle fournit d'excellentes terres pour les vignes ou les légumes de primeur; dans plusieurs parties de la côte, elle est un site de villages et de fermes européennes.

Un tel littoral n'est pas favorable à la vie maritime. La pêche est limitée par l'exiguïté des hauts fonds. Les constructeurs de ports modernes n'ont rencontré qu'une condition avantageuse, l'existence de fonds propices à l'accostage; mais les grandes profondeurs rendent d'autre part plus difficile ou plus onéreuse la construction des jetées, derrière lesquelles s'abritent les bassins.

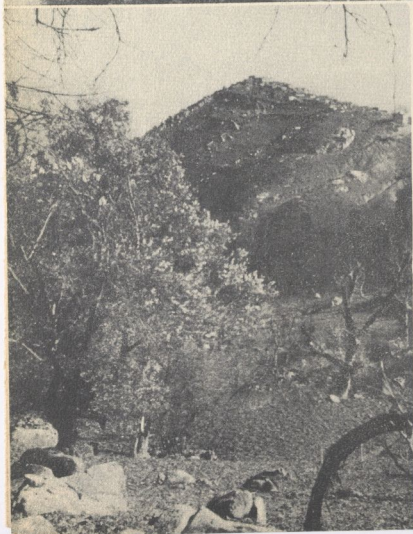
III — LE SAHARA ALGÉRIEN

L'Algérie désertique est immense; elle compte pour 86 % dans la superficie totale. Quand on a atteint le point le plus méridional de l'Algérie, on a presque traversé le Sahara et il ne reste à parcourir que 200 à 300 kilomètres pour pénétrer dans une contrée qui n'est plus le vrai désert et qui annonce la savane soudanaise (fig. 4). Dans le sens des parallèles d'autre part, on ne se rapproche guère des bords du Sahara quand on franchit les frontières de l'Algérie : des abords de l'océan Atlantique jusqu'à la mer Rouge, sauf la brève interruption de la vallée du Nil, on rencontre les mêmes paysages, où l'eau courante





La côte de l'Oranie, près de Nemour



Un village kabyle :
Kebouche

est inconnue, où le sol est généralement nu, où la population est raréfiée, où toute culture dépend de l'irrigation et des eaux souterraines disponibles.

Ce désert démesuré sépare l'Atlas du reste de l'Afrique comme le ferait un océan, et, comme d'un océan aussi, l'Atlas en reçoit des influences climatiques, qui équilibrent celles de la Méditerranée.

1. *Le climat désertique*

Le climat désertique est une dégradation du climat de la steppe; il a un caractère continental encore plus affirmé.

Ce qui crée le désert, c'est sans aucun doute l'aridité permanente. Dès qu'on s'éloigne du pied de l'Atlas, les précipitations diminuent à tel point qu'il ne tombe pas partout chaque année une pluie mesurable; les valeurs moyennes de la pluie perdent leur sens. Même l'altitude ne provoque qu'une recrudescence très modérée.

Sans doute les pluies sahariennes n'ont-elles pas le caractère anarchique qu'on leur attribuait avant de posséder des observations plus précises. Au désert comme ailleurs, il y a des systèmes pluvieux organisés qui parcourent des régions étendues, et il y a des saisons de pluie. Il n'en reste pas moins que les précipitations y sont extrêmement irrégulières : c'est là le trait essentiel du climat saharien. La durée de ces périodes absolument sèches augmente dans le sud du Sahara algérien.

Une aridité aussi parfaite, s'exerçant sur d'aussi vastes étendues, ne peut être qu'un phénomène cosmique, lié à la circulation générale de l'atmosphère autour du globe. Le Sahara appartient à cette zone de la terre, où, dans la haute atmosphère, les masses d'air sont ramenées de l'Équateur par le contre-alizé et s'accumulent aux environs du 30° parallèle pour former des centres de haute pression ou anticyclones; de là s'échappent, au niveau du sol, les vents de nord-est qu'on appelle les alizés. La zone des anticyclones subtropicaux et des alizés est vouée par sa nature à l'aridité : même sur les océans, où leur régime est le plus régulier, les alizés n'amènent de pluie que lorsqu'ils rencontrent un relief.

On connaît mal encore, malgré les progrès récents de la météorologie saharienne, la répartition des pressions au-dessus du désert. Les vents

d'est et de nord-est, si fréquents dans le centre et la partie méridionale du Sahara algérien, ne peuvent pourtant être autre chose que des alizés continentaux. Dans l'intérieur des terres et au-dessus d'un continent aussi massif que la moitié septentrionale de l'Afrique, les vents de nord-est sont plus secs encore et plus chauds que sur l'océan Atlantique; ils perdent la constance et la modération des alizés marins, ils deviennent violents, sujets à de brusques renversements. La turbulence de l'atmosphère est probablement le trait le plus désagréable du climat saharien. Tout voyageur, même s'il ne s'est aventuré dans le désert que pour peu de temps, en a ressenti très vivement les inconvénients. Le vent de sable n'a pas toutefois les effets terrifiants que l'imagination lui prête et il n'a jamais enseveli qui que ce soit.

L'existence du désert n'a donc pas d'autre cause que sa situation en latitude; mais sa largeur s'explique par la forme du continent et l'extension de l'Afrique de part et d'autre du Tropique du Cancer. Du côté du nord, les perturbations pluvieuses de l'hiver y pénètrent d'autant plus rarement et d'autant moins loin qu'elles sont retenues par les montagnes de l'Atlas sur lesquelles elles déversent la plus grande partie de leurs précipitations. Le sud du Sahara algérien d'autre part est trop éloigné du golfe de Guinée pour que les pluies tropicales d'été lui parviennent chaque année.

La haute température accroît encore l'aridité. Le Sahara est la région du globe où le thermomètre monte le plus haut et, de toutes les régions chaudes, c'est celle où les oscillations de température sont les plus fortes. Il y a au Sahara un hiver court et tiède, mais sensible : à In Salah, par 27° latitude nord et à environ 300 mètres d'altitude, la température moyenne de janvier, 13°, n'est pas beaucoup supérieure à celle d'Alger. Au nord du Tropique et pendant l'hiver, il peut geler partout, même à basse altitude. Mais dès le mois de mai et jusqu'à la fin de septembre, le désert est une fournaise. Il est assez délicat d'observer correctement les plus hautes températures; si on élimine les notations fantaisistes, Tindouf tiendrait le record de la chaleur dans le Sahara algérien avec une température extrême de 57°1. La température du sol, notamment celle du sable, atteint naturellement des chiffres plus extravagants; les alternatives de froid et de chaud activent dans le désert la décomposition des roches à un degré, qui, sous nos latitudes, n'est connu qu'en haute montagne.

La sécheresse de cette atmosphère surchauffée est inimaginable; on ne trouve nulle part ailleurs un air aussi dépourvu d'humidité. C'est une des sensations les plus vives qu'un Européen éprouve quand il arrive au Sahara. Il lui faut journallement absorber plusieurs litres de liquide, et le Noir a besoin de plus grandes quantités encore. Les Touareg et quelques autres grands nomades sont probablement seuls capables de rester une journée sans boire. Le Sahara pacifié est toujours le pays de la soif et il n'a pas cessé d'être meurtrier pour les voyageurs égarés.

2. Le modelé du sol

Un pareil climat explique suffisamment la dégradation de l'hydrographie et l'absence d'eaux courantes.

Pourtant, même dans les parties du Sahara où il ne pleut pas tous les ans, on a l'étonnement de reconnaître des formes de relief familières, ces vallées qui dans les pays tempérés ont été creusées par les eaux courantes et qui guident tout le travail de l'érosion. Dans les montagnes et dans les plateaux du Sahara, il arrive qu'elles entaillent des gorges grandioses et sinueuses. Ailleurs les vallées sahariennes sont plus défigurées : elles n'ont guère de berges nettes, ni même de pente absolument continue; elles sont garnies de traînées de sable et de cailloux ou de petites dunes, et coupées de bas-fonds salés. Dans le cas le plus favorable, elles aboutissent au point le plus bas de cuvettes fermées; la plupart cessent d'être discernables avant d'y parvenir, et aucune en tout cas ne sort du désert. Cela n'empêche que les plus longues se suivent pendant des centaines de kilomètres.

Même loin de l'Atlas, il arrive que les oueds sahariens coulent sur un parcours plus ou moins long; mais les crues ne sont pas plus fréquentes que les pluies et ne durent que quelques heures. En temps normal, les vallées sont complètement mortes; un peu d'eau pourtant continue à s'écouler sous les sables du lit; on peut l'atteindre par des puits peu profonds et elle alimente la végétation naturelle.

Ces crues éphémères n'ont qu'une faible puissance d'érosion. Pour expliquer les formes de relief que nous avons sous les yeux, il faut donc imaginer qu'à l'époque qui a précédé la nôtre, mais où le Sahara était déjà habité par des hommes, les fleuves ont coulé assez régulièrement pour sculpter ces vallées.

Les plus anciennes des gravures et des peintures qui décorent tant de rochers du désert, nous montrent les hommes et les animaux qui vivaient dans ce Sahara plus pluvieux. Il est vraisemblable que le dessèchement était acquis avant le début de la période historique et il n'y a aucune bonne raison de croire que le climat a empiré depuis lors.

En tout cas, à mesure que le Sahara est devenu aride, les aplanissements et les accumulations réalisés par l'érosion fluviale pendant les périodes humides ont cessé et l'action du vent est entrée en jeu.

On a diversement interprété la puissance de l'érosion éolienne. Quelque impressionnante que soit sa violence, le vent, comme agent d'érosion proprement dit, paraît bien n'avoir que des effets limités. On voit sa marque sur les cailloux guillochés, striés ou polis, sur les dalles creusées d'alvéoles ou de cannelures, sur les rochers en champignon dont il évite la base, sur les buttes limoneuses et couronnées de végétation qu'il déchausse.

Pour qu'il développe son action, il faut que le ruissellement ou la désagrégation mécanique lui préparent des matériaux suffisamment fins et mobiles. Alors il récuré, il transporte, il accumule et il crée des formes de relief originales.

Les Sahariens appellent « reg » toutes les nappes de cailloux, anguleux ou roulés, qui s'étalent à l'infini sur les plateaux ou dans les plaines. Les regs de graviers roulés, constitués aux dépens des dépôts alluviaux répandus par les oueds quaternaires, sont ceux où l'action du vent se montre le mieux : il procède au vannage des couches superficielles, emporte les poussières et le sable léger, égalise la surface du sol et ne laisse en place qu'une épaisseur variable de graviers plus lourds.

Il faut un effort de raisonnement pour reconstituer la part prise par le vent dans l'élaboration de ces champs illimités de cailloutis. Dans les dunes au contraire, le vent travaille sous nos yeux et les édifices qu'il construit font sensation. Le sable trié, charrié, entassé et modelé par lui devient l'« erg », cet erg dont on rencontre des lambeaux partout dans le désert, du moins partout où l'altitude ne dépasse pas quelques centaines de mètres. Les gros massifs de dunes, ceux dont les ondulations se répètent sans fin, sont strictement logés dans les grandes cuvettes où les oueds quaternaires ont amoncelé les quantités les plus

considérables d'alluvions; c'est à partir du bord de l'erg que leurs vallées deviennent méconnaissables.

L'erg reproduit, en les accusant et en les portant à une échelle multipliée, les formes des dunes littorales des pays humides. Les éléments les plus caractéristiques du relief dunaire sont les arêtes instables, courbes comme des lames de sabre (« sif »), dominant de raides versants et de profonds entonnoirs, où le sable poussé par le vent s'écroule et au-dessus desquels il se soulève en fumée. La dissymétrie des sifs peut s'inverser lorsque le vent change de cap; mais la topographie générale de l'erg n'est pas modifiée pour autant.

Les grandes dunes sahariennes s'assemblent en longues chaînes dont les pyramides les plus élevées (« oghroud ») peuvent atteindre 200 et 300 mètres de hauteur relative. De grands couloirs, plus ou moins libres de sable, désignés par les mots à peu près synonymes de « feidj » ou de « gassi », s'ouvrent entre les chaînes. Dans tous les grands ergs du Sahara algérien, chaînes et couloirs courent dans une même direction qui, comme l'a bien montré L. Aufrère, est celle des vents dominants : du nord au sud, elle se courbe peu à peu vers le sud-ouest, obéissant au souffle de l'alizé.

3. *La végétation*

La végétation méditerranéenne parvient dans le désert au terme extrême de sa dégradation. L'étrangeté des paysages sahariens découle en premier lieu de la nudité du sol. La vraie caractéristique du désert, c'est bien la disparition totale de la végétation sur d'énormes espaces.

Quelle que soit l'ingéniosité de sa défense contre l'aridité, aucune plante permanente ne peut subsister avec la seule ressource des pluies sahariennes et continuer à vivre dans le long intervalle de temps qui les sépare. Quelques graines résistent seules à ces sommeils prolongés; le retour de l'humidité les fait éclore et instantanément, dans l'étendue favorisée, le sol se parseme de petites herbes fraîches et fleuries; mais cette végétation d'« achab » ne dure que peu de jours et le sol reprend vite, et pour longtemps, sa rigoureuse nudité.

Toute la végétation permanente est liée à l'existence de l'eau souterraine, et elle se concentre dans les vallées et dans les bas-fonds, où les nappes humides ne sont pas trop éloignées de la surface du sol;

toutes les plantes durables la puisent par un réseau de racines prodigieusement développé. Au mieux, ce qu'on appelle un pâturage dans les vallées sahariennes est composé de touffes d'herbe et d'arbustes si espacés que les chameaux en train de brouter ne cessent de se déplacer.

Ces traînées de végétation ne se montrent même plus au delà du Touat, du Tidikelt et du Hoggar. Dans le sud du Sahara algérien, toutes les terres basses sont totalement stériles; c'est le désert dans le désert, le désert parvenu à sa perfection. Sur d'énormes distances, plus un puits, plus une touffe d'herbe pour le bétail, plus une brindille pour cuire le repas des hommes. Ces « tanezrouft », comme les nomment les Touareg, les caravanes ne les traversent qu'à marches forcées.

4. *Le relief du sol et les régions*

A part cette aggravation de l'aridité dans le sud, les grands traits du climat, du modelé du sol et de la végétation sont les mêmes dans toute l'étendue du Sahara algérien. Le relief du sol ne manque pas non plus de monotonie, d'autant plus que sa structure de plateforme procure le plus souvent au Sahara des horizons illimités : ce qui domine, ce sont les plaines et les plateaux; les montagnes n'occupent qu'une place réduite.

La partie méridionale du Sahara, où ces hautes terres s'élèvent, est pourtant très différente par son relief, comme par ses aptitudes, de la partie septentrionale, où il n'existe que des plaines et des plateaux, les premières le plus souvent très déprimées, les seconds toujours d'altitude médiocre. Le passage de l'une à l'autre région se fait un peu au sud du parallèle d'In Salah, et cette limite ne vaut pas seulement pour la géographie physique : c'est aussi une limite de peuplement; le sud est le domaine des Touareg, qui s'opposent aux Arabes du nord par leur langue et par toute leur organisation sociale.

1° *Plaines et plateaux du Sahara algérien septentrional.* — Dans la vaste région comprise entre le pied de l'Atlas et les hautes terres méridionales, rien n'annonce le relief ordonné qui sera celui de ces dernières. C'est qu'ici la plate-forme saharienne est presque partout recouverte par sa couverture sédimentaire et que celle-ci, constituée presque

partout de roches postérieures au primaire, s'étale à l'infini en nappes horizontales ou à peine déformées. Seules des ondulations à très grand rayon de courbure modifient faiblement leur pendage; elles seraient souvent difficiles à constater, si elles ne suffisaient à créer des formes de relief, classiques dans toutes les régions de structure semblable : ce sont des lignes de rupture de pente couronnées d'une corniche, taillées dans la tranche des couches sédimentaires et généralement précédées de buttes-témoins; les géographes empruntant ce terme aux paysans du nord-est de la France, les appellent des « côtes ». L'évolution qui leur donne naissance peut suivre des cheminements variés, qu'il n'est pas toujours facile de retracer; mais on connaît bien les conditions de structure nécessaires : couches sédimentaires peu inclinées et plongeant dans un même sens, alternance de couches d'inégale résistance à l'érosion, qui, si elle se répète, peut engendrer toute une série de « côtes » parallèles. Ces conditions sont si bien réalisées au Sahara que les « côtes » sont un élément caractéristique de son relief; elles s'élèvent au contact du socle et de sa couverture et elles ceinturent également tous les plateaux, lorsqu'ils sont, et c'est le cas le plus fréquent, formés de couches légèrement relevées vers leur bord. Les « côtes » sahariennes se distinguent par leurs dimensions inusitées, en rapport avec l'énorme étendue des affleurements; elles peuvent être longues de plusieurs centaines de kilomètres, hautes de plusieurs centaines de mètres, et se dédoubler en séries multiples. Elles sont liées, bien entendu, aux cours d'eau des temps passés, et se sont conservées depuis l'assèchement du climat.

Nous trouverons une variété géante de « côtes » dans le massif touareg. Les « côtes » du Sahara septentrional sont moins imposantes : le point culminant ne dépasse pas 762 mètres au nord d'In Salah; mais elles ont, en territoire algérien, un développement d'un millier de kilomètres autour des plateaux du Mزاب, du Tademaït et de Tingherth, et se poursuivent avec la même continuité en Libye, au nord du Fezzan. Les Sahariens ont un vocabulaire géographique abondant; dans chaque partie du Sahara, ils désignent les « côtes » par un mot différent : ceux de cette région disent le « baten ».

Les plateaux ont une dénomination d'un usage plus général : c'est la « hamada ». Les hamadas qui reposent sur d'épaisses couches calcaires, comme celles-ci, ont un relief très monotone. Les vallées ne

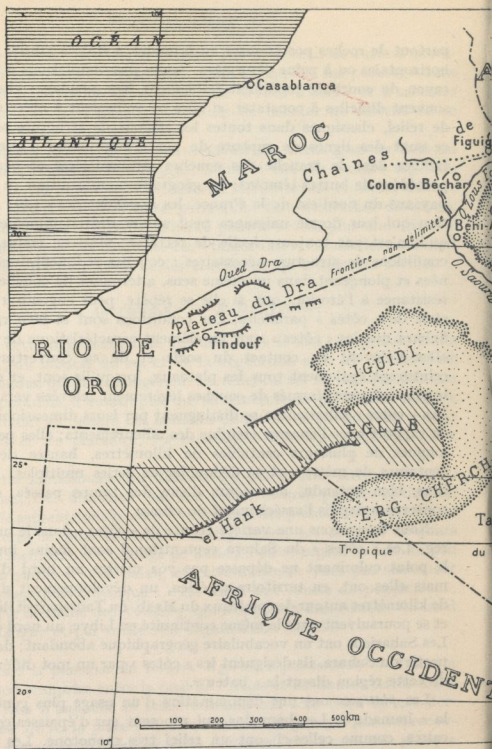
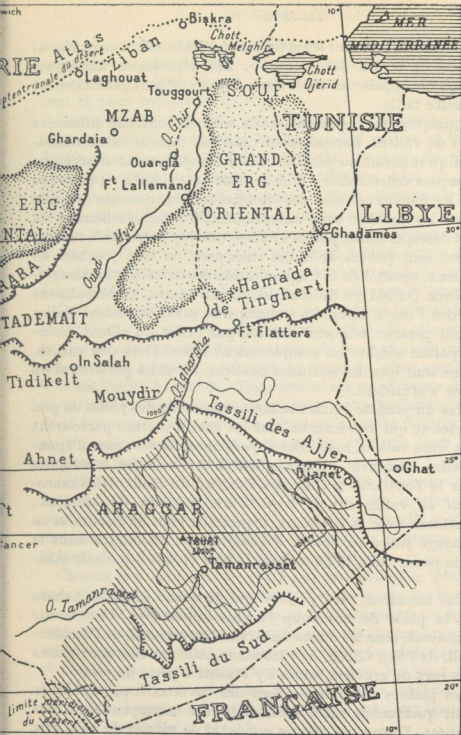


Fig. 4. —



sont un peu abondantes que sur leurs bords, où elles mordent assez vigoureusement dans le revers des « côtes ». Les dépressions karstiques elles-mêmes, qu'on appelle ici aussi des « dayas », y sont généralement rares et de petite taille.

Toutefois quelques parties des plateaux sont au contraire sillonnées par un réseau de vallées, normalement ordonné, mais si extraordinairement touffu qu'il paraît au premier abord complètement anarchique et fait de tronçons entrecroisés : d'où le nom de « chebka » (filet) que leur donnent les Sahariens. Une des chebkas les plus connues est celle du Mزاب. Mais les chebkas sont exceptionnelles et habituellement les hamadas sont désespérément planes et nues; rien n'y accroche le regard.

Les hamadas sont pavées de dalles rocheuses, ou bien jonchées de cailloux anguleux, résultat de la fragmentation des dalles par la désagrégation mécanique. Quand ces cailloux sont assez menus, les Musulmans les appellent des « reg », comme les champs de graviers roulés. Dalles et cailloux sont presque toujours enduits, par l'effet du climat désertique, d'une patine sombre ou complètement noire. Hors des vallées, les hamadas ne sont que des solitudes désolées, où ni les pasteurs ni les caravaniers ne s'attardent.

Les hamadas du pied de l'Atlas saharien reçoivent des pluies un peu plus abondantes et qui surviennent tous les ans; des crues parcourent régulièrement leurs vallées, mais elles se perdent dans des zones d'épannage dès qu'elles atteignent l'Erg occidental. Au delà des montagnes traversées par la Zousfana, le Guir, qui descend du Haut Atlas marocain, a établi sa vallée sur le bord d'une hamada de piémont; après son confluent avec la Zousfana, il prend le nom de Saoura et sa vallée se prolonge jusqu'au Touat, à quelque 500 kilomètres dans le désert; nourrie par le Guir, la Saoura est le plus vivant des oueds sahariens.

Les hamadas encadrent des *plaines* qui tiennent dans le Sahara septentrional la place de beaucoup la plus importante. Une moitié environ est ensevelie sous les dunes du Grand Erg oriental, de l'occidental, de l'Iguidi, de l'Erg Chech, de l'Isaouane. Ailleurs elles sont plates et nues, et les regs de graviers roulés s'y étalent à perte de vue.

Les grandes plaines sahariennes sont des cuvettes topographiques communiquant quelquefois entre elles; mais elles correspondent à des structures variées. Toutes ces plaines ont servi de niveau de base aux

cours d'eau des époques humides et, comme ceux-ci n'en sortaient pas, elles ont été le siège d'une abondante sédimentation. Ce sont ces matériaux dont le vent a pris ensuite possession pour aplanir les regs et pour construire les ergs.

Les premiers occupent généralement le pourtour des cuvettes; l'érosion éolienne y a effacé la plupart des vallées et la platitude est de plus en plus parfaite loin des bords. La partie la plus creuse des plaines contient des chotts et des sebkhas, plus ou moins vastes, plus ou moins morcelés. Sauf au Tidikelt, l'intervalle qui la sépare des regs, est encombré par les grandes dunes, sous lesquelles les dernières vallées disparaissent. Seule celle de l'Igharghar peut être suivie à travers l'Erg oriental jusqu'au Chott Melghir, aux abords duquel elle est encore reconnaissable, sur une distance de 150 kilomètres, dans le dédale de bas-fonds allongés qu'on appelle l'oued Ghir.

On ne connaît assez bien pour le moment que les grands Ergs oriental et occidental. L'oriental est caractérisé entre Ouargla et Fort Flatters par les grands « gassi », libres de sable de bout en bout, où caravanes et automobiles circulent aisément. A l'est du plus vaste d'entre eux, le Gassi Touïl, le relief de l'Erg oriental est au contraire d'une confusion inextricable; aucun couloir ne se creuse entre les hautes dunes pointues dont beaucoup dépassent 200 mètres d'altitude relative; les nomades ne s'y aventurent pas, et cette partie de l'Erg était complètement inconnue jusqu'à ces dernières années.

L'Erg occidental a des couloirs plus étroits et fréquemment garnis de sable, et des « oghroud » moins élevés. Ses plus hautes dunes se trouvent au bord de la vallée de la Saoura, vers laquelle soufflent les vents dominants et qui est sur toute sa longueur resserrée entre l'Erg et le bord de la hamada ou des chaînes d'Ougarta.

Chacun des éléments de relief qui composent la partie septentrionale du Sahara algérien joue son rôle dans la vie des hommes. Les ergs concentrent l'humidité à la base de leurs dunes et sur le bord de leurs couloirs; les nomades y trouvent des pâturages presque constants, très supérieurs à ceux des quelques vallées des plateaux. Les hamadas, si désolée que soit leur surface, accumulent les eaux souterraines à l'aide desquelles on arrose les cultures d'oasis, établies ça et là dans les plaines à quelque distance des « côtes » et dans les grandes vallées de la Saoura et de l'oued Ghir.

2° *Le massif touareg.* — Les hautes terres habitées par les Touareg, seules montagnes du Sahara algérien, se dressent non loin de sa frontière méridionale, à peu près aux deux tiers de la distance qui sépare l'Atlas de l'autre bord du désert, si bien que, dominant de toutes parts des régions plus basses, elles forment comme un massif central saharien, notablement plus vaste que le Massif Central de la France. A côté d'autres différences, il y a entre eux deux des analogies certaines de structure et de relief.

La partie culminante de ces hautes terres est, comme au centre de la France, un massif fait d'un très vieux matériel, l'Ahaggar (en arabe : Hoggar). L'Ahaggar est un morceau authentique du socle saharien. Des mouvements d'ensemble, accompagnés à plusieurs reprises de dislocations et d'éruptions volcaniques, l'ont soulevé et déformé, et il a été ensuite rajeuni par l'érosion.

Les blocs les moins relevés sont accidentés de reliefs allongés et saillants qui correspondent aux bandes de roches dures dégagées par l'érosion. Les sommets constitués de granites, comme la longue montagne de la Tefedest (2.327 mètres), s'érigent en pains de sucre ou s'arondissent en dômes. Au centre du massif, l'Atakôr (la Koudia des Arabes) a été porté jusqu'à l'altitude de 2.500 mètres; il a conservé quelquefois sa forme de plateau, mais le plus souvent il est hérissé d'innombrables volcans éteints et démantelés : les coulées morcelées en tables, les cheminées de lave dépouillées de leurs enveloppes et transformées en pitons prismés et en aiguilles gigantesques composent un paysage fantastique, que la diversité des roches colore, sous certaines lumières, de teintes éclatantes; tel peut-on l'admirer du haut de l'Asekrem, où le Père de Foucauld avait installé une cabane d'estivage. L'aiguille la plus majestueuse est celle de l'Ilaman (2.910 mètres), un peu moins élevée que la montagne trapue qui est sa voisine, le Tahat (3.003 mètres).

Hors de l'Atakôr, les éruptions se sont produites à une époque moins reculée, et en bien plus grand nombre que celles qui se produisirent en même temps dans le Massif Central français. Il y a dans les parties basses de l'Ahaggar des quantités de coulées toutes rugueuses et occupant encore les vallées, et de petits volcans admirablement conservés; l'Edjereh, au nord-est du massif, est une immense « chaîne des Puys ».

Le massif ancien de l'Ahaggar est flanqué au nord et au sud de plateaux qui appartiennent encore au pays touareg : ce sont les « tassili », un mot touareg synonyme des hamadas arabes. Les grès siluriens et dévoniens qui les constituent représentent les premières assises de la couverture sédimentaire reposant sur le socle.

Au nord les « tassili » sont continus, et c'est là aussi qu'ils sont les plus élevés, 1.000 mètres dans le centre, un peu moins dans l'Ahnet à l'ouest, mais beaucoup plus dans l'est en pays Ajjer où ils atteignent 1.900 mètres. Ils dominent le massif ancien par une « côte », qui, par sa longueur et par sa hauteur, est le plus grandiose des accidents de ce genre : ses festons, moulés sur les déformations du socle, ont un développement de près de 500 kilomètres depuis Ouallen jusque bien au delà de Djanet. Les « tassili » sont traversés par des vallées dont certaines sont de magnifiques gorges.

La surface de ces plateaux perméables, enduite de l'habituelle patine noirâtre, est naturellement désolée. Mais les grès sont de bons réservoirs d'humidité et les vallées sont renommées dans les bonnes années pour la fraîcheur de leurs pâturages. Elles sont encore parcourues par des crues; certaines conservent même des mares poissonneuses, où les militaires des compagnies sahariennes ont capturé à deux reprises de petits crocodiles, derniers représentants de la faune des époques humides.

Les « tassili » du sud sont moins élevés, moins larges et beaucoup plus discontinus. Ils sont tellement morcelés parfois que leur front se résout en une multitude de buttes-témoins, semblables à de gigantesques piliers qui se dressent dans la plaine.

Au total, le massif central saharien ne joue pas le rôle répulsif qui a été longtemps celui du Massif Central français. Grâce à l'altitude, les conditions de vie y sont moins détestables que dans d'autres parties du désert, et surtout que dans les « tanezrouft », qu'il domine à l'ouest, au sud et à l'est. Mais le Massif Central saharien n'a pas d'aspects riants; il n'est qu'une montagne de roche nue. Ses ressources sont beaucoup plus précaires que celles des meilleures parties du Sahara septentrional, à tel point que les Touareg ne peuvent y maintenir leurs troupeaux pendant les séries d'années sèches et qu'ils ne vivraient pas sans importations.

L'altitude ne procure donc à l'Ahaggar et aux Tassili qu'une amé-

loration très relative des conditions de vie; parmi les régions habitées du Sahara algérien, ils sont celles où leur amoindrissement atteint sa limite.

Depuis le Tell de l'Algérie, semblable encore par son climat et ses aptitudes à notre Midi méditerranéen, la dégradation du milieu physique s'est ainsi complétée peu à peu. Elle commande le peuplement et les ressources.

CHAPITRE III

LES HOMMES ET L'OCCUPATION DU SOL

La population de l'Algérie, dénombrée le 31 octobre 1948, se monte à 8.676.000 habitants.

Les résultats de ce dernier recensement, tels qu'ils sont publiés, ne distinguent pas les musulmans des Européens. En 1936, lors du recensement précédent, on comptait 6.248.000 musulmans et 987.000 Européens. D'après un décompte global, les habitants de l'Algérie en 1948 comprennent : 7.677.800 musulmans, 917.800 Européens, et 80.400 dits « comptés à part » (militaires, détenus, hospitalisés, etc.).

Ces deux groupes de population — bornons-nous pour le moment à le constater, — forment des sociétés distinctes, juxtaposées. Malgré une cohabitation déjà longue, aucune fusion n'est parvenue à s'amorcer; colons venus d'Europe et musulmans autochtones n'ont entre eux que des relations d'ordre économique. Mais la prospérité de l'Algérie est faite de leur travail commun.

Les uns et les autres jouent un rôle particulier dans la vie économique; les caractères de la production découlent de ce partage d'activité. Il paraît donc utile de décrire les hommes avant d'aborder l'étude des ressources, et de montrer dès maintenant quelles sont l'origine et la composition de chaque groupe de population, comment ils sont établis sur le sol et quelles sont les activités et les habitudes qui constituent leur genre de vie.

I. — LES MUSULMANS

1. *Arabes et Berbères*

Les Français, en arrivant à Alger, crurent ne trouver dans la Régence que des Arabes. En pénétrant dans le pays, ils purent ensuite se convaincre que beaucoup de musulmans ne parlaient pas l'arabe, ou le comprenaient à peine. La découverte du Maroc révéla que la proportion de ceux-ci était plus grande encore qu'ils ne pensaient, et ils furent amenés à concevoir une Afrique du nord à peu près uniquement peuplée de Berbères, dont un certain nombre ont adopté la religion ou la langue et les mœurs de leurs conquérants arabes, bref une Berbérie.

Berbère, la population autochtone de l'Algérie l'est en presque totalité du point de vue de l'anthropologie. Dans les Berbères, nous reconnaissons le vieux fond de population de l'Atlas, peu ou pas modifié au cours de l'histoire par les apports ultérieurs. Les Grecs les ont appelé Libyens. Nous les nommons nous-mêmes en empruntant aux Romains le mot sous lequel ils confondaient les indigènes arriérés, demeurés en dehors de la cité romaine. Il est aujourd'hui admis que ces vieilles populations n'appartiennent pas à un même type humain, qui serait le type berbère. Autant que les maigres données dont nous disposons permettent de l'entrevoir, on rencontre dans l'Atlas les représentants de plusieurs rameaux de la race blanche : certains de ces types paraissent particuliers à l'Atlas, d'autres se rencontrent en dehors, autour de la Méditerranée occidentale et jusque dans les Alpes et leur pourtour. Pas plus en Afrique qu'en Europe, ils ne correspondent à des groupements géographiques, historiques ou linguistiques. Il est certain toutefois que les descendants des conquérants arabes sont très peu nombreux parmi eux ; personne n'en doute aujourd'hui.

Mais les habitants musulmans de l'Algérie ont une conviction différente, et ils se comportent depuis des siècles comme s'il en était autrement. Y-a-t-il vraiment une Berbérie depuis que les Arabes ont imposé à tous les Berbères leur religion, et à une partie d'entre eux leur langue ? Les deux tiers des Berbères algériens ont adopté à la fois l'une et l'autre ; ils se sont assimilés complètement aux immigrés et revendiquent, la plupart du temps, bien à tort, une origine arabe. Le reste des Berbères algériens ne renie pas son origine : en se convertissant à l'Islam,

ils ont conservé leurs coutumes et leur langue; une différence de langue est une particularité capitale qui, en d'autres lieux, a suffi à créer des nations. Aujourd'hui, les uns et les autres sont entraînés dans l'orbite du monde arabe et s'unissent pour des revendications communes. Ils ont néanmoins le vif sentiment de former deux groupes distincts.

1° *Les Berbères.* — Les Berbères d'aujourd'hui ne se donnent eux-mêmes aucun nom général, et désignent leurs différents groupes de tribus par le nom du dialecte qu'ils parlent. Il n'existe pas, à proprement parler, une langue berbère, mais seulement des dialectes, qui sont apparentés par la grammaire, diffèrent par le vocabulaire et se subdivisent en nombreux parlers. Les anciens Libyens ont tracé sur la pierre des inscriptions d'une lecture incommode et jusqu'à présent controversée. Les Berbères modernes ignorent l'écriture et n'ont qu'une littérature orale assez pauvre. Les groupes dialectaux sont maintenant morcelés; dans leurs intervalles, où l'arabe est aujourd'hui la seule langue, certains lieux ont conservé leurs vieux noms berbères.

L'Algérie orientale possède deux groupes importants de berbérophones. Les parlers « chaouïa » occupent dans l'Aurès et dans la majeure partie des hautes plaines constantinoises un vaste domaine, dont la population n'est pas très dense; ils ne sont employés que dans la famille, l'arabe est la langue des relations sociales, de celles qui dépassent la tribu. Les parlers kabyles d'autre part couvrent un territoire assez exigu entre l'extrémité orientale de la Mitidja et le Djebel Babor; mais la population y est très nombreuse, et seules quelques fractions de la bordure sont bilingues; le français, répandu par les écoles primaires ou appris pendant les séjours d'émigration temporaire, tend maintenant à remplacer l'arabe comme langue de relations.

Dans l'Algérie occidentale, il n'y a que des îlots de berbérophones, tous bilingues, fortement contaminés par l'arabe sur leur pourtour; le seul notable est celui des montagnes littorales entre Cherchel et Ténès; les autres, minuscules, sont disséminés dans l'Atlas de Blida, dans l'Ouarsenis oriental et à la frontière du Maroc. L'Algérie occidentale étant une contrée de circulation aisée, et presque tout entière autrefois d'exploitation pastorale, les Bédouins arabes y trouvèrent des Berbères menant le même genre de vie qu'eux-mêmes.

Il y a donc une relation entre le milieu physique, en particulier le

relief et la végétation, et la répartition des langues. C'est dans l'Algérie orientale, plus montagneuse, que le berbère s'est le mieux maintenu. Mais il y a de remarquables exceptions. La langue arabe a fait, dans l'Algérie orientale de larges conquêtes, non seulement isolant le groupe kabyle et le groupe chaouïa, mais prenant la place du Berbère dans l'Atlas tellien à l'est du Djebel Babor.

Un dernier groupe de parlers berbères, assez unifié au point de vue linguistique, est celui du Sahara. L'expansion des Berbères dans le désert s'est faite en pleine période historique. Dans les premiers siècles de notre ère, la partie algérienne du Sahara était encore peuplée de noirs, ou de gens à peau sombre que les auteurs anciens appellent des Éthiopiens; réunis dans les parties habitables du désert, ils étaient sédentaires, armés d'arcs et usaient encore d'instruments de pierre; certaines gravures rupestres nous montrent leur parure et leur armement. L'occupation des pays de l'Atlas par les Romains, les progrès de la colonisation romaine, le développement des cultures et des plantations, la prise de possession des terrains de parcours, notamment dans les hautes plaines constantinoises, ont eu pour conséquence de refouler dans le Sahara une partie des Berbères nomades. Ce refoulement a commencé dès la fin du I^{er} siècle; il a eu tous ses effets dans les siècles suivants, et notamment au III^e siècle sous les Antonins et les Sévères.

C'est là tout au moins ce que nous entrevoyons. Nous ne savons rien sur la façon dont la conquête du Sahara par les Blancs s'est accomplie. Le mouvement a sans doute été lent et ne s'est achevé qu'au moyen âge : au XI^e siècle, des Berbères Çanhâja reviennent de Mauritanie pour conquérir le Maroc et fonder l'empire des Almoravides. Nous ignorons également les circonstances dans lesquelles les Berbères sahariens ont acquis les troupeaux de chameaux qu'ils possédaient dès le IV^e siècle et qui assuraient leur mobilité; le chameau ne figure pas dans les gravures rupestres d'époque ancienne. Sans lui l'expansion des Berbères dans le désert n'aurait sans doute pas été possible.

Au point de vue de la structure de la langue, il faut rattacher aux parlers berbères du Sahara ceux qui sont employés dans les villages de la partie occidentale de l'Atlas saharien. Au désert même, les principaux groupes berbérophones sont disséminés dans un certain nombre d'oasis de la Saoura, du Touat et surtout du Gourara, dans le sud de

l'oued Ghir et à Ouargla. Les plus importants sont, par le nombre, les Mzabites, et, par l'originalité, les Touareg du Massif central saharien.

Les parlers berbères, langage de paysan presque uniquement adapté à la vie rurale, ont opposé à l'arabe une résistance qui nous étonne. Les berbérophones d'Algérie sont plus nombreux que les dénombremments officiels ne l'indiquent; d'une manière inattendue, les bilingues y sont décomptés comme arabes. En réalité, un tiers environ des musulmans algériens parle berbère aujourd'hui.

Parmi les Berbères du Tell, les Kabyles sont les seuls à avoir conservé quelques restes de l'ancienne organisation politique et sociale, qui avait survécu à la conquête arabe. Résidus que nous avons nous-mêmes contribué à éliminer en uniformisant l'administration et en étendant l'application du droit musulman. Seule une partie des musulmans de l'arrondissement de Tizi Ouzou réclame aujourd'hui d'être jugée selon le droit coutumier berbère.

Dans l'isolement du désert, coutumes et traditions d'une haute antiquité se sont maintenues chez les Touareg sahariens : des restes de matriarcat, qui expliquent peut-être la monogamie des Touareg, l'indépendance et le rôle privilégié de leurs femmes, — une division en tribus nobles et serves (« imrad »), les deuxièmes subordonnées aux premières, mais plus nombreuses et possédant aujourd'hui la plus grande partie du cheptel; — d'étranges survivances, sur le motif desquelles on hésite, comme le voile de visage, réservé aux hommes, et que les Sahariens Almoravides portaient déjà; — des tentes de peaux et de nattes, petites et basses, qui semblent aussi provenir d'un lointain passé, — une écriture, le « tfinagh », reliquat probable de l'alphabet des Libyens, écriture dont les Touareg, et surtout leurs femmes, se servent avec autant de tâtonnements que des écoliers débutants, mais qui reste bien vivante.

2° *Les Arabes.* — La conquête arabe du VII^e siècle n'amena en Algérie qu'un très petit nombre d'immigrés orientaux, concentrés tout d'abord dans les villes de l'Ifriqiya. La soumission du pays aux califes de Damas et de Bagdad, si elle ne se fit qu'après une lutte prolongée, dura, nous le savons, moins d'un siècle. Mais c'est dans ce court espace de temps que commence la conversion des Berbères à l'Islam. Dès ce

moment la majorité d'entre eux adoptent la nouvelle foi, et avec une telle ardeur qu'ils s'enrôlent en masse pour porter en Espagne la victoire de l'Islam; ce sont des contingents berbères qui ont réalisé la rapide conquête de la péninsule au début du VIII^e siècle. Quand les Berbères se soulèvent au milieu du même siècle, ils ne rejettent pas l'Islam pour autant; ils revendiquent leur indépendance au nom d'une hérésie née de l'Islam, imbue de l'esprit égalitaire de l'Islam primitif et propre à satisfaire leurs aspirations.

Deux ou trois siècles après, la conversion des Berbères est achevée, à l'exception de quelques groupes juifs; il ne reste plus rien des communautés chrétiennes, qui sans doute ne s'étendaient pas à tout le pays, mais étaient fortement implantées dans les villes et dans une partie des campagnes. On peut s'étonner à bon droit de la rapidité de la victoire de l'Islam, et surtout de sa totalité; elle a de toute façon fixé pour longtemps le destin de l'Algérie.

L'Islam dans sa plénitude n'est pas seulement une religion; à cette époque d'expansion violente surtout, il entraînait obligatoirement une conception nouvelle de l'État et de la société, et d'une manière générale une nouvelle forme de civilisation. En se convertissant, les Berbères rompent tous leurs liens avec l'Occident et se rattachent au monde de l'Orient.

Au XI^e siècle, l'invasion hilalienne achève la scission en anéantissant les derniers restes matériels de la civilisation romaine et en installant l'Algérie dans l'état de décadence économique, d'où elle n'est sortie qu'au XIX^e siècle.

Nous ignorons l'importance des éléments ethniques que l'invasion hilalienne a introduits en Algérie. Les tribus bédouines furent assez nombreuses pour troubler profondément les conditions d'existence dans la partie occidentale de l'Ifriqiya, puis au Maghreb central; mais il est impossible de chiffrer leurs effectifs. Tout porte à croire qu'ils n'étaient pas considérables, deux à trois centaines de mille au maximum.

Aucune de ces tribus ne s'est conservée intacte; les noms du XI^e siècle ont presque tous disparu. Les tribus bédouines ont été lentement absorbées par les Berbères, beaucoup plus nombreux qu'elles-mêmes, au milieu desquels elles étaient isolées; elles se sont dissoutes par dispersion ou par fusion. Les tribus modernes de langue arabe sont des

formations composites, où des groupes d'origine diverse sont réunis sous des patronymes nouveaux justifiant une ascendance arabe.

Sans échapper à de telles associations, quelques tribus de la moitié orientale de l'Atlas saharien semblent s'être maintenues sur leurs terres depuis une date reculée; c'est chez elles sans doute qu'on a le plus de chance de rencontrer des descendants assez purs des envahisseurs du XI^e siècle.

Les Bédouins arabes n'ont pas introduit le nomadisme en Algérie. Les Romains ont connu des Berbères nomades, les Gétules. Au moment de l'invasion hilâlienne, le Maghreb central était habité par les Zenâta, qui vivaient en nomades dans la steppe; nous ignorons si les Arabes leur ont apporté des pratiques ou un outillage nouveau; mais l'installation de ceux-ci augmenta certainement le nombre des nomades. En outre, constatation autrement grave, les Arabes ont étendu le domaine du nomadisme : les hautes plaines constantinoises, par exemple, dans de nombreuses parties desquelles la vie sédentaire s'était développée à l'époque romaine, sont restées peuplées de nomades jusqu'à notre arrivée.

D'autre part les Bédouins hilâliens ont complété à leur manière l'orientalisation des Berbères. La langue arabe, indispensable pour connaître le dogme contenu dans le Coran, ou même pour prononcer les cinq prières quotidiennes qui sont le rudiment du culte, aurait dû se répandre en même temps que l'Islam et faire les mêmes progrès. Sa diffusion a pourtant été beaucoup moins rapide, et elle est loin, aujourd'hui encore, d'avoir éliminé les vieux parlers berbères, si peu aptes qu'ils étaient à rivaliser avec elle. Arabisation et islamisation, inséparables théoriquement, ont en fait évolué indépendamment.

La diffusion de l'arabe paraît s'être faite de deux façons et à deux époques différentes. Avant l'invasion hilâlienne, l'arabe a principalement rayonné à partir des villes, sièges de l'administration, lieux de commerce et centres de culture islamique; en dehors des banlieues citadines, il est probable en outre qu'il était parlé dès ce moment dans deux pays habités par des sédentaires et traversés par les routes qui joignaient les villes de l'intérieur à des ports : à l'est de Djidjelli et au nord de Constantine, le pays des Kotâma, dont le nom a disparu, mais dont les contingents assurèrent l'avènement de la dynastie Fâtimide; au nord de Tlemcen, dans les montagnes des Trara,

celui des Koûmiya, qui eux furent associés à la fortune des Almohads.

Les Bédouins hilaliens étaient bien incapables d'apporter aux Berbères quelque élément de civilisation supérieur à ceux qu'ils possédaient déjà; mais, disséminés parmi eux, ils ont beaucoup contribué à répandre l'usage de l'arabe dans les campagnes berbères : parmi les parlers arabes d'Algérie, ce sont les parlers bédouins qui couvrent la superficie la plus vaste.

Quels qu'aient été le procédé ou l'époque de sa diffusion, l'arabe employé par les musulmans algériens, comme par ceux du reste de l'Afrique du nord, est un arabe dialectal. L'arabe classique, la langue du Coran, de la littérature, des sciences et du droit, est le seul qui s'écrive normalement; mais il est aussi différent de l'arabe dialectal que le sont par exemple le latin et le français, et il n'est compris actuellement en Algérie que par un très petit nombre de lettrés. L'arabe dialectal est le seul qui soit employé par tout le monde, mais c'est une langue vulgaire, uniquement parlée comme le berbère, et qui, comme lui, se subdivise en un grand nombre de dialectes et de parlers. Il ne peut guère servir de langue de culture; si, comme des musulmans le demandent aujourd'hui, l'arabe est un jour reconnu comme langue officielle de l'Algérie, il faudra apprendre à tous un arabe mieux adapté aux nouveaux besoins.

Aus différences de langue qui distinguent les populations musulmanes de l'Algérie, s'ajoutent celles des genres de vie, et celles-ci accentuent les contrastes qui opposent Arabes et Berbères. Non que tous ceux qui parlent berbère soient des sédentaires : nous avons trouvé des Berbères nomades dans les hautes plaines constantinoises, et il y en a encore aujourd'hui au Sahara. Et nous venons de constater d'autre part que des sédentaires ont pu être précocement arabisés. Mais il reste vrai que les grandes tribus nomades parlent arabe et que les plus parfaits des sédentaires sont des Berbères.

Dans leur répartition actuelle, les genres de vie des musulmans se modèlent assez exactement sur les conditions naturelles : le Tell est dans l'ensemble le pays des cultivateurs sédentaires, comme la steppe et le désert sont celui des pasteurs nomades. Toutefois le Tell est la plus variée des grandes régions naturelles, ses genres de vie comportent également plus de diversité; et d'autre part les nomades, qui sont

presque les seuls habitants de la steppe, sont bien moins nombreux au Sahara que les sédentaires.

2. Les genres de vie du Tell

Le Tell comporte des parties qui tranchent avec les autres et qui offrent à l'activité humaine des possibilités différentes.

On y trouve tout d'abord des plaines déjà arides, où les pluies suffisent — tout juste aux cultures et où la végétation naturelle ne montrait que des formations substeppiques, comme la brousse d'herbes semée de jujubiers. Les plaines substeppiques ont été le théâtre d'une prodigieuse transformation des genres de vie : en Oranie, dans l'intérieur du département de Constantine, elles étaient en 1830 habitées par des nomades, à peu près semblables à ceux de la steppe; tous habitent aujourd'hui des maisons et cultivent des céréales.

Les montagnes du Tell d'autre part se différencient des plaines par leur humidité; mais elles sont trop peu élevées pour que leurs versants ne soient pas utilisables en toute saison, et en particulier pour que les sommets conservant leurs neiges pendant tout l'hiver ne soient pas exceptionnels. Seul l'Aurès, possédant le plus haut sommet et se dressant au bord méridional de l'Atlas, d'où il domine le désert, offre des contrastes d'altitude suffisants pour que ses habitants soient amenés à se déplacer, à peu près comme le font les montagnards de nos Alpes et de nos Pyrénées.

A côté des vieux sédentaires qui habitaient en 1830 les seuls villages existant en Algérie, et auxquels nous réserverons le nom de villageois, il faut donc distinguer dans le Tell de nombreux sédentaires de date récente et une petite quantité de montagnards cantonnés dans l'Aurès.

1^o *Les vieux sédentaires.* — Ils habitent des régions de relief accidenté et presque toujours assez élevé, auxquelles il n'est pas possible de refuser le nom de montagnes; mais ils ne sont pas de vrais montagnards au sens qu'il convient de donner à ce terme, n'étant pas astreints pour l'entretien de leurs cultures et de leur bétail à plus de déplacements que n'importe quel cultivateur de plaine.

Dans l'Europe non méditerranéenne, les montagnes n'attirent guère les concentrations d'hommes. Celles du pourtour de la Méditerranée, //

même d'accès difficile et de sol ingrat, font figure de bons pays toutes les fois qu'elles sont bien arrosées par les précipitations. En Algérie, des montagnes qui nous paraissent sauvages ne sont pas des lieux déshérités. Les plaines, au contraire, quand elles ne sont pas arides, sont souvent encombrées de marécages ou saturées de sel; elles ne sont pas utilisables sans aménagement.

Les plaines d'autre part n'offraient naguère ni sécurité, ni indépendance. Les routes, les lignes de postes romains entourent les massifs montagneux, elles les traversent rarement. Leurs habitants furent préservés de la même façon des ravages de l'invasion hilalienne; la vie sédentaire, ruinée dans les plaines, se perpétua dans les montagnes hors de l'atteinte des nomades. Les mehallas turques ne s'y aventuraient pas davantage, et les groupes les plus importants de sédentaires se dispensaient de payer l'impôt.

Sans qu'il y ait eu refoulement, comme on le dit souvent, de grosses concentrations humaines se sont ainsi constituées par accroissement spontané de la population dans ces montagnes privilégiées. Les villages des sédentaires n'occupent dans le Tell qu'un domaine restreint et morcelé, mais ils contiennent une population d'une densité toujours supérieure à celle du reste des campagnes et parfois considérable : ce n'est pas le moins notable de leurs traits.

Les vieux sédentaires ne sont pas des éleveurs. L'entretien des bœufs a été longtemps l'occupation principale dans d'autres montagnes du Tell algérien; l'élevage ne pouvait s'accommoder de la vie sédentaire. Les villageois n'ont jamais possédé que les bêtes nécessaires pour tirer la charrue et fournir un peu de lait et de viande.

La culture des céréales n'a jamais non plus été chez eux la principale affaire. Même au temps où ces petits pays vivaient sur eux-mêmes, il semble rare qu'ils aient produit les quantités de céréales nécessaires à leur consommation. Aujourd'hui qu'il est aisé de les amener du dehors, les céréales ne sont presque plus cultivées dans les pays de villages les plus évolués.

L'entretien des oliviers et des figuiers était autrefois, et il l'est resté, l'occupation agricole essentielle. Les plantations sont le fondement de la vie sédentaire; elles seules ont fixé et retenu les hommes dans des villages. Non que les arbres exigent beaucoup de soins; ceux que les sédentaires d'Algérie donnent aux leurs sont des plus rudimentaires;

ils sont d'ailleurs saisonniers, et n'ont jamais empêché une partie des villageois de s'absenter et de se livrer à une émigration temporaire. La vraie raison est que, lorsque la sécurité ne règne pas, un verger est autrement menacé qu'un champ. Ce dernier, la moisson une fois coupée, n'a plus à craindre les ennemis ou les pillards; le paysan est certain que sa terre sera prête à porter une moisson nouvelle dès le danger passé. L'arboriculteur, au contraire, sait bien que ses arbres ont peu de chance d'échapper à la destruction, et qu'il faudra dix à douze ans pour mener une plantation neuve jusqu'à la pleine production. Couper leurs arbres a toujours été la pire des punitions qu'un vainqueur pouvait infliger à des sédentaires en pays méditerranéen; en comparaison d'une pareille épreuve, l'incendie des maisons n'était qu'un mal sans conséquences durables.

Cette économie fondée sur l'arboriculture explique pourquoi les villages des sédentaires sont rassemblés dans les montagnes. Leurs sites sont incommodes; ils sont éloignés des sources, accrochés à de raides versants, perchés sur le haut des crêtes. Mais les arbres croissent sans peine sur ces terres pauvres et ils étaient mieux défendus contre les risques de guerre.

Notons que l'irrigation ne joue qu'un rôle effacé dans cette économie; ces montagnes peu neigeuses ne fournissent sans aménagements importants que de petites quantités d'eau. Les oliviers ne sont irrigués qu'exceptionnellement. Le seul arrosage couramment pratiqué est celui des minuscules plates-bandes de légumes, que les musulmans appellent des « jardins » et qu'ils disposent près des sources ou dans le fond des vallées; elles sont le plus souvent confiées aux soins des femmes.

Telles étant les conditions de la vie sédentaire, on ne s'étonnera pas de la répartition des villages dans le Tell.

Le Tell occidental, mieux pourvu de plaines que de montagnes favorables aux sédentaires, ne possède que de petits groupes d'anciens villages. Les deux plus étendus occupent les montagnes littorales, l'un près de la frontière marocaine, autour de Nemours, chez les Msirda et les Trara, l'autre entre Ténès et Cherchel. En dehors d'eux il n'existe que quelques villages perdus dans les plateaux calcaires du sud-ouest de Tlemcen (Beni Snous) et dans l'Atlas de Blida. Sauf dans le premier groupe, les gens ont conservé, au moins dans la famille, l'usage du

berbère. Même depuis que le nomadisme a disparu autour d'eux, il est facile de reconnaître ces anciens villages : les habitations qui les composent, et à un certain degré les occupations de leurs habitants ne sont pas semblables à celles des nouveaux sédentaires (fig. 5).

Les vieux sédentaires tiennent une autre place dans l'Algérie orientale. Toutes les montagnes littorales, depuis la Mitidja, plaine d'Alger, jusqu'à Philippeville, sont garnies de villages sans interruption. Les villages dépassent même vers le sud la chaîne calcaire ou ses fragments; c'est au sud-ouest de Bougie qu'ils gagnent le plus en largeur : on trouve encore de vieux villages dans les Biban à l'est des Portes de Fer. A l'est du Djebel Babor, leurs habitants parlent depuis longtemps l'arabe; partout ailleurs le dialecte kabyle est seul en usage, l'arabe est inconnu, ou fort mal parlé par un certain nombre d'hommes, qui font des séjours loin de chez eux.

Les villageois arabisés se défendent eux-mêmes d'être des Kabyles; mais les musulmans étrangers au pays savent bien qu'à la langue près, ils le sont par leur origine et leur genre de vie. Au milieu du XIX^e siècle, on appelait leur pays la Petite Kabylie; il faut aujourd'hui lui trouver un autre nom, peut-être la Kabylie orientale; on a en effet pris l'habitude maintenant d'appeler Petite Kabylie le pays parlant kabyle qui appartient au département de Constantine, tandis qu'on réserve le nom de Grande Kabylie à celle du département d'Alger; la limite départementale coupe en réalité deux groupes humains très semblables; c'est là le vrai pays kabyle.

Dès qu'on y pénètre, l'occupation du sol et la densité de la population surprennent le voyageur le moins attentif. La première est bien souvent totale; sauf sur les hautes croupes qui séparent les deux départements, les forêts ont à peu près complètement disparu. La densité de la population atteint des chiffres inusités dans le reste de l'Algérie : l'arrondissement de Tizi Ouzou, tout entier compris dans la Grande Kabylie, a 144 habitants au kilomètre carré (1936); celui de Bougie, qui déborde sur la Kabylie orientale moins peuplée, en a 93. Dans certains douars-communes purement ruraux du premier, la densité dépasse fréquemment 200 et 300 habitants au kilomètre carré; elle atteint 400 dans deux douars de la commune-mixte de Michelet. Les chiffres que donnera le prochain recensement, seront certainement plus élevés encore. Sur les routes, dans les gares de chemin de fer, c'est une

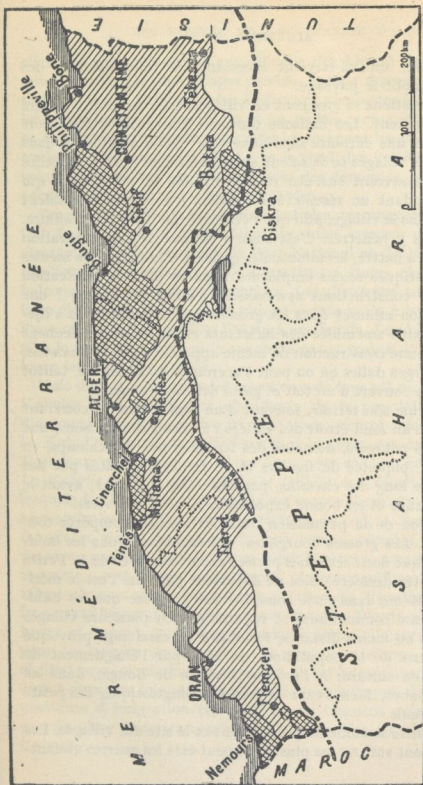







Fig. 5. — Les habitations des musulmans algériens.

 Maisons groupées en villages (vieux sédentaires).
 Maisons ou gourbis non groupés en villages, généralement de date récente.

 Limite septentrionale de la steppe.
 Limites départementales.
 Tentes en dehors des agglomérations.

animation intense, un va-et-vient incessant; le fourmillement des constructions remplit le paysage.

Toutes les habitations se groupent en villages, bien cohérents malgré leur désordre apparent. Les maisons tournent leur mur de fond vers l'extérieur et font une enceinte sans ouverture, facile à défendre dans les guerres que les villages se faisaient autrefois. Leurs portes, ou celles de leurs cours, s'ouvrent sur des ruelles étroites et raboteuses, qui constituent cependant un réseau. Les sentiers d'accès se dédoublent avant d'entrer dans le village, afin que l'étranger qui n'y a pas d'affaire, le contourne sans y pénétrer. C'est aussi à l'entrée de l'agglomération que sont les aires à battre, les minuscules greniers à fourrage, les meules et les presses rustiques seules employées naguère pour la fabrication de l'huile. Deux constructions symbolisent l'unité du village : une mosquée dresse son minaret dans les grosses agglomérations; la « djemâa », où se tenait l'assemblée des habitants et où les oisifs viennent flâner, est tantôt une construction de même apparence que les maisons, mais garnie de larges dalles où on peut s'accroupir ou s'étendre, tantôt un tronçon de rue couvert d'un toit et garni des mêmes bancs.

Le village domine son terroir, souvent d'un seul tenant et couvrant les versants jusqu'au fond étroit des vallées : à portée des maisons, une ceinture de petits potagers, domaine des femmes; puis les champs, en parcelles exiguës, piquetés de figuiers et de frênes, délimités par des bornes ou bien, le long des chemins, par des clôtures légères; avant le bas des pentes enfin, et en bonne exposition, la forêt d'oliviers.

La concentration de la population dans les villages comporte toutefois des degrés. Les grosses bourgades, qui réunissent tous les habitants, n'existent que dans certaines parties de la Grande et de la Petite Kabylie; dans cette dernière, elles ne dépassent pas vers l'est le méridien de Bougie. Même dans cette zone, il n'est pas rare que les habitations d'une même communauté se répartissent en plusieurs villages ou hameaux plus ou moins distants, résultat d'un essaimage provoqué par l'accroissement de la population, ou bien par l'éloignement de certains terroirs de culture. A l'est du méridien de Bougie, dans les montagnes des Babor, bien avant la frontière linguistique, les petits villages sont les seuls.

Il y a un lien entre le mode de groupement et le site des villages. Les villages perchés sont surtout les plus gros; peut-être les guerres étaient-

elles plus fréquentes entre eux. Mais le site dépend sans doute aussi du relief : autour des gros villages perchés, le haut des versants a un climat meilleur et des surfaces moins déclives et plus aptes à la culture. Quand les versants sont moins raides et les vallées moins étroites, les villages ne se cantonnent plus sur les crêtes et occupent les sites les plus divers, toujours plus haut cependant que le fond des vallées. Les sources ne suintent qu'au bas des versants, loin des demeures, et la corvée d'eau occupe longuement les femmes kabyles.

On a souvent décrit les maisons kabyles, rectangulaires, coiffées d'un toit à double pente, aujourd'hui de tuiles creuses, au XIX^e siècle de chaume. Dans les environs de Fort-National et de Michelet, quelques améliorations commencent à apparaître : étage, cheminée, fenêtres, balcons; elles sont exceptionnelles. Les demeures usuelles sont d'un type élémentaire : une porte unique donne accès à leurs deux parties, l'une réservée à la famille, l'autre à ses bœufs. Les jarres d'argile rangées le long des murs, ou la soupente qui surmonte l'étable, suffisent à loger les produits du sol.

Mais depuis longtemps les ressources de leur sol ne suffisent pas aux Kabyles. L'extraordinaire abondance de la population ne date pas d'aujourd'hui; dès le milieu du XIX^e siècle, et probablement bien avant, la Kabylie parvenait difficilement à nourrir cet excès d'habitants. Hanoteau et Letourneux, dans l'ouvrage célèbre qu'ils ont intitulé *La Kabylie et les coutumes kabyles* (1868), ont décrit les moyens par lesquels les Kabyles ont remédié au surpeuplement : échange de denrées agricoles avec les plaines à céréales du sud, — petites fabrications familiales, tissus, ustensiles de bois, cuirs, poteries, bijoux émaillés de vives couleurs et magnifiquement barbares, armes, poudre, fausse monnaie, — et surtout colportage : plusieurs milliers d'hommes quittaient chaque année les villages proches du Djurdjura, transportant leur pacotille sur des mulets ou sur leur dos. D'autres enfin, plus nombreux et venant de la Kabylie tout entière, allaient louer leurs bras pour les labours ou la moisson et pour les travaux des villes; Alger abritait une colonie kabyle, dont les Turcs se méfiaient et qu'ils expulsèrent plusieurs fois. Ainsi les Kabyles ont inauguré de bonne heure les pratiques d'émigration temporaire, qui tiennent actuellement une si grande place dans les ressources de toutes les populations rurales de l'Algérie.

Depuis lors les conditions d'existence ne sont pas devenues meilleures, bien au contraire. Le séquestre, qui a suivi leur insurrection de 1871, a privé une partie des Kabyles des quelques terres de plaine dont ils disposaient et les a resserrés dans leurs montagnes. Mais la principale raison de l'aggravation est que la population s'est accrue dans des proportions qui ne dépassent pas le taux d'augmentation général de l'Algérie, mais qui l'ont portée aux densités actuelles.

De là découlent les transformations du genre de vie traditionnel. La facilité des transports et la pratique de l'émigration ont amené presque partout la décadence de la culture de céréales. Mais les arbres sont aujourd'hui plus nombreux qu'autrefois; à défaut de statistiques, il suffit de comparer le paysage actuel et les images que les artistes du XIX^e siècle ont laissées. L'olivier est probablement celui qui a gagné le moins de surface, parce qu'il est cantonné par ses exigences dans des limites plus étroites; mais le nombre des arbres greffés s'est accru. Les plantations nouvelles de figuiers ne cessent de s'étendre, gagnant à la fois vers les hauteurs et sur les plaines. Enfin les arbres fruitiers de l'Europe non méditerranéenne, qui ne poussent ici qu'à une certaine altitude, se répandent de plus en plus, Fort-National et Michelet exportent à chaque saison des quantités importantes de cerises.

La concurrence des produits industriels en revanche a fait disparaître les fabrications familiales, qui retenaient autrefois une partie des Kabyles dans leurs villages. L'émigration temporaire, autrefois mesure d'appoint, est devenue une ressource indispensable et elle est probablement maintenant le trait principal du genre de vie kabyle. Elle a été prodigieusement favorisée par le développement de la colonisation et par l'essor économique de l'Algérie; les besoins de main-d'œuvre dans les campagnes et dans les villes, les profits du commerce se sont multipliés. La vieille ville turque d'Alger, le quartier que nous appelons la Casbah, s'est peuplée de familles kabyles, qui exercent les métiers les plus divers; dans la plupart des villes et des villages de colonisation du Tell, le commerçant kabyle concurrence maintenant le juif ou le mizabite. Ce sont les Kabyles enfin qui après la guerre de 1914-1918 ont donné le branle au fort courant d'émigration temporaire qui entraîne les musulmans d'Algérie vers la métropole.

Le genre de vie kabyle se dégrade à l'est du Djebel Babor, dans la Kabylie orientale. La forêt a conservé sa vigueur et ses grandes dimen-

sions, les clairières habitées sont de plus en plus étroites, les villages moins cohérents et plus petits. Le bois ou le liège suppléent la pierre dans les murs des maisons, les toitures de chaume subsistent souvent. Le bétail qui pâture dans la forêt est de plus en plus abondant, tandis que les arbres fruitiers le sont moins.

Des Kabyles orientaux se sont établis depuis la fin du XVIII^e siècle dans la région de Guelma, particulièrement au nord de la ville; c'est la seule région d'Algérie où les arbres fruitiers ont quelque abondance en dehors de la zone des vieux villages.

2^o *Les nouveaux sédentaires.* — Les Kabyles et autres villageois d'ancienne date ne forment pas le tiers des musulmans du Tell. Les deux autres tiers menaient en 1830 une existence beaucoup plus étrangère à notre conception de la vie rurale. On ne se rend pas toujours suffisamment compte ni de leur nombre, ni du bouleversement que la rénovation de l'Algérie a apporté dans leurs habitudes.

La transformation est assez récente pour que des vieillards rappellent, et regrettent, le temps où ils étaient avant tout des pasteurs et où ils suivaient leurs troupeaux nombreux à travers friches et forêts. Dans toutes les régions accidentées, les chèvres étaient aussi abondantes que les moutons; les bovins ne l'étaient que dans les forêts humides de la Kabylie orientale et surtout de la région de Bône. Le lait des brebis et des chèvres constituait une partie importante de l'alimentation; la laine et le poil fournissaient le tissu des vêtements et des tentes.

Cette exploitation des pâturages naturels exigeait de grands espaces. Il fallait aux troupeaux des parcours étendus, où ils se déplaçaient suivant la saison. Les tribus possédaient de vastes territoires, incultes pour la presque totalité, bien que la végétation naturelle y fût très dégradée.

Quelques parcelles étaient défrichées, et encore très imparfaitement. Malgré les jachères, le sol s'épuisait vite et les champs n'avaient qu'une stabilité relative. Le feu au moyen duquel on nettoyait la terre, épargnait toutes les plantes à racines profondes, et l'araire contournait ensuite, sans les entamer, les touffes de lentisques, de jujubiers et de palmiers nains. Comme le reste du territoire, les champs étaient la propriété collective de la tribu, et normalement ils étaient répartis chaque année entre les cultivateurs.

Ils portaient uniquement des céréales, blé dur et surtout orge. Les soins culturaux étaient des plus rudimentaires : on semait clair, puis, avec l'araire de bois tiré par un animal sans force, on procédait à un labour superficiel. Le champ était livré à lui-même jusqu'à la moisson, qui se faisait à la faucille. Les grains étaient séparés de l'épi sous le piétinement des chevaux et des mulets, puis emmagasinés dans des « silos », cavités creusées dans des terrains secs, évasées vers le fond, rétrécies au niveau du sol et fermées d'une dalle qu'on pouvait recouvrir de terre et rendre invisible. Les tribus puissantes avaient des silos groupés, souvent près de la tombe d'un saint personnage; elles les confiaient, quand elles s'éloignaient, à des gardiens. Les silos étaient en principe destinés à mettre en réserve l'excédent des bonnes récoltes pour les années déficitaires.

Les moissons abondantes étaient plus rares que les mauvaises; leur sort dépendait des caprices du climat et des invasions de sauterelles. Avant 1830, il est rare que les quantités récoltées aient été supérieures aux besoins, et les exportations de céréales, qui eurent lieu parfois, étaient exceptionnelles. Les rendements de l'élevage étaient moins mal assurés, mais également médiocres. Les troupeaux n'étaient vraiment à l'aise qu'en hiver, lors des pluies; partout où l'altitude n'abaisse pas la température, l'herbe pousse dru en janvier; elle pousse plus tôt encore dans les forêts quand le feu y a été allumé dès l'automne; les plantes permanentes qui résistent à l'incendie, se couvrent en outre de pousses tendres que le bétail broute avec avidité. Au printemps, les bêtes sont grasses et l'effectif des troupeaux atteint son maximum. Mais elles dépérissent ensuite au fur et à mesure que les herbes meurent; à la fin de la saison chaude, il n'y a plus de pacage qu'en forêt et les feuilles sont devenues coriaces.

Une telle économie ne fixait guère les gens. Seules les semailles et la moisson nécessitaient de courts séjours auprès des champs. Le reste de l'année, les fractions de tribu se dispersaient et campaient auprès des sources ou des puits, tandis que les troupeaux vagabondaient aux alentours. Il ne s'agissait de déplacements ni lointains, ni même très fréquents; on ne changeait de place pendant chaque séjour que pour fuir la vermine ou s'écarter des immondices. L'habitation appropriée était la tente, faite d'étroites bandes de tissu (« flij ») tendues sur des piquets plus élevés au centre que sur les côtés. Quand toute la tribu

était réunie, par exemple auprès des champs, les tentes formaient un rond, le « douar », au milieu duquel les troupeaux se rassemblaient chaque soir.

Ce genre de vie comportait des nuances en relation avec le relief et la végétation.

Les plus mobiles étaient les habitants des plaines. Certains avaient l'allure de véritables nomades, possédant des chevaux de selle et des chameaux de bât comme ceux de la steppe; pour les en distinguer, on les a appelés quelquefois des demi-nomades. Leurs déplacements habituels étaient courts; mais ils pouvaient, à l'occasion, quitter complètement le pays, comme le firent certaines tribus oranaises, qui, lors des guerres de la conquête, s'enfuirent au Maroc et y restèrent en partie.

Les populations des montagnes et des forêts, sans posséder plus de demeures fixes, avaient moins de mobilité. Dès le milieu du XIX^e siècle, les tentes n'étaient plus leur seule habitation. Les documents administratifs de cette époque emploient couramment la locution « tentes et gourbis ». Nous appelons aujourd'hui gourbi toute construction rudimentaire, couverte de chaume, d'herbes sauvages; c'est cette toiture légère qui dans la nomenclature courante distingue le gourbi de la maison; ce sont des habitations pauvres, moins confortables qu'une bonne tente, mais aussi stables aujourd'hui que des maisons. Les premiers gourbis furent probablement des abris provisoires qu'on édifiait dans la forêt, à côté des tentes habitées par les humains, pour protéger les animaux pendant l'hiver; c'étaient à peine des constructions, de simples huttes de branchages ou d'herbes; ils conservaient à peu près la mobilité des tentes.

Les établissements sédentaires n'étaient représentés en dehors de la zone des villages, que par un petit nombre d'agglomérations; les unes sont devenues des villes, les autres sont restées des bourgades moins connues, comme Mazouna ou Kalâa dans le département d'Oran, ou bien des villages de montagne isolés, comme ceux qui sont encore épars dans la chaîne du Hodna.

Le vaste pays rural qu'était l'Algérie, se trouvait très imparfaitement mis en valeur par un tel mode d'occupation du sol.

Depuis le moment où ce peuple de pasteurs a été soumis à l'administration française, et où les colons ont commencé à s'établir à côté de lui, il a été orienté vers plus de stabilité, et finalement vers la vie séden-

taire. L'évolution a débuté dans la deuxième partie du XIX^e siècle. Les tribus qui nomadisaient dans les plaines de l'Algérie occidentale ou dans la partie septentrionale des hautes plaines constantinoises ont commencé dès cette époque à s'immobiliser, et l'administration militaire a fait tous ses efforts pour les amener à construire des demeures fixes.

Les circonstances de l'évolution sont assez claires : la fixation a suivi le déclin de l'élevage. La fonction des tentes est d'abriter les pasteurs et leur famille quand ils suivent les troupeaux dans leurs déplacements. Si une tente ne se déplace plus, c'est que ses habitants n'ont plus de bétail ou un bétail considérablement amoindri. Elle n'a plus d'utilité et il devient impossible de la réparer : comment renouveler les bandes de tissu dont elle est faite, quand les bêtes ne fournissent plus le poil et la laine ?

La décadence de l'élevage provient elle-même de la réduction des parcours. Un premier coup leur a été porté par la fermeture des forêts, que les musulmans, comme nos propres ancêtres il n'y a pas si longtemps, tenaient pour une réserve à peu près constante de pâture. Les règlements forestiers en ont exclu le petit bétail, et ils ont été appliqués d'une manière de plus en plus efficace depuis le début de ce siècle.

Mais la cause principale de la diminution des parcours a été l'extension des cultures. Un élevage qui exige d'aussi vastes espaces et une agriculture en plein développement sont deux modes d'activité malaisément conciliables. L'équilibre a été définitivement rompu entre les deux guerres mondiales. Musulmans et colons y ont également contribué.

Jusqu'en 1914, les musulmans ne se préoccupaient la plupart du temps que de produire les grains nécessaires à la consommation familiale ; ils ne labouraient que les parcelles les moins stériles ou les plus accessibles. Les choses ont soudainement changé quand, après la première guerre, les céréales ont atteint des prix élevés. D'autant plus que l'augmentation de la population, dont il sera question plus loin, commençait à produire toutes ses conséquences, et exigeait la création de ressources plus abondantes. On s'est mis alors à labourer tout ce qui pouvait l'être. Les champs ont gagné vers les hauteurs. Les défrichements n'ont évité que le rocher. Sauf en quelques cantons reculés, ils sont partout parvenus à leurs limites extrêmes. Les terres commu-

nales elles-mêmes, qui servaient de parcours aux plus pauvres, n'ont pas été ménagées; les gens s'y sont installés sans y être autorisés, y ont pratiqué des labours, y ont même bâti, et il a bien fallu transformer ces empiétements en locations régulières.

Le développement de la colonisation, de son côté, a inévitablement réduit la superficie dont les musulmans disposaient et dont ils ne tiraient pas, il faut le dire, le meilleur parti. C'est aussi entre les deux guerres que ces amputations successives ont achevé de faire sentir tous leurs effets.

Les grandes réalisations de la colonisation officielle, œuvre administrative, sont terminées dans les premières années du xx^e siècle, lorsqu'est épuisée la réserve de terres domaniales qui fournissait la plus grande partie des périmètres de colonisation. Mais l'extension des propriétés européennes ne cesse pas pour cela. Les acquisitions faites en dehors des périmètres sont de plus en plus nombreuses dans la période qui précède 1914 et qui est pour les colons d'Algérie le début d'une ère de grande prospérité économique. Interrompus par la guerre de 1914, pendant laquelle les musulmans rachètent une partie des terres aliénées auparavant, les gains de la propriété européenne reprennent après la paix de 1919. Dans le département d'Oran, où les colons sont nombreux et audacieux dans leurs entreprises, il y a des douars-communes où les terres possédées par les Européens sont maintenant plus étendues que celles qui restent aux musulmans.

En 1914, les tentes étaient encore très répandues en Oranie et dans les hautes plaines constantinoises. Comme demeure normale, on n'en trouve plus maintenant que dans la grande forêt oranaise et chez les Nemencha, au sud-est du département de Constantine, où les anciens genres de vie se sont conservés.

Au nord de ces deux régions, le petit bétail n'est actuellement un peu nombreux que dans quelques montagnes, comme l'Ouarsenis, où un certain nombre de musulmans fixés dans des gourbis se servent encore de tentes pendant l'été pour suivre leurs bêtes. Il en est de même dans quelques parties des hautes plaines constantinoises. C'est seulement dans les forêts humides de la région bônoise que l'élevage, ici celui des bovins, occupe toujours la meilleure part de l'activité malgré l'extension des cultures; des gourbis entièrement végétaux, d'un type original, y ont complètement remplacé les tentes d'autrefois.

Partout où les cultures ont chassé les troupeaux, les musulmans n'habitent plus que des demeures fixes. On leur conserve souvent le vieux nom de gourbis; mais ces gourbis-là sont aussi peu mobiles que des maisons. Ils sont bâtis sur le modèle des maisons villageoises et n'en diffèrent ni par leurs aspects essentiels, ni par leur disposition. Tout au plus comportent-ils des perfectionnements qui s'introduisent plus lentement dans les demeures anciennes : le toit de tel gourbi qui date d'hier laisse passer le tuyau d'une cheminée; dans les constructions postérieures à 1914, il y a parfois des gourbis pour les bêtes de somme : ils n'ont d'autre nom que celui de « kouri », qui dérive du français.

Le groupement des demeures récentes est tout autre que celui des vieilles maisons. Les grosses agglomérations sont exceptionnelles et rien le plus souvent n'y révèle la cohésion d'une communauté; elles remontent toutes d'ailleurs à l'époque où l'administration militaire obligeait les nouveaux sédentaires à édifier leurs habitations sur les emplacements communaux, naguère affectés à leurs campements d'hiver : c'est le sens propre du mot arabe « mechta », le plus courant en Algérie pour désigner une agglomération de demeures en dehors de la zone des vieux villages.

Les anciens habitants des tentes ont toujours témoigné beaucoup de répugnance à grouper leurs constructions. Toutes les fois qu'ils l'ont pu, ils ont construit sur la terre qu'ils cultivent. Aussi les zones de demeures récentes n'ont-elles pas à proprement parler de villages; les habitations se dispersent en tout petits groupes, peu serrés et éloignés les uns des autres.

Toutefois c'est bien plus encore par leur économie que les nouveaux sédentaires se distinguent des villageois. Les champs de céréales qui ont remplacé les parcours partout où il se pouvait, sont leur unique ressource, ressource bien incertaine, moins assurée sans aucun doute que les troupeaux; car le perfectionnement des cultures, qui seul assurerait des récoltes régulières, n'a pas accompagné leur extension, on verra pourquoi par la suite.

La fixation était probablement inévitable; mais elle n'a pas eu que des bons effets et il n'y a pas lieu de s'en réjouir sans réserve. Loin d'améliorer l'existence des nouveaux sédentaires, elle l'a rendue en général plus précaire : privés de revenus suffisants ou stables, ils sont

la proie des usuriers; quelques emprunts répétés ont vite fait de les déposséder de leurs terres.

Une grande partie des nouveaux sédentaires ne vit aujourd'hui que du travail chez autrui. C'est un état de choses qui n'est pas nouveau dans la société musulmane; mais il est maintenant celui d'un beaucoup plus grand nombre d'individus. Tout musulman, dès qu'il croit pouvoir se le permettre, ne cultive pas lui-même son bien; il prend un « khammès », c'est-à-dire un métayer qui reçoit en échange de son travail une part de la récolte fixée en principe au cinquième, d'où son nom : rémunération fort aléatoire, étant donné l'irrégularité des récoltes de céréales. Aujourd'hui trop de nouveaux sédentaires sont « khammès » chez leurs coreligionnaires, ouvriers agricoles chez les colons, ou encore viennent s'entasser avec leurs familles dans les faubourgs des villes.

3° *Les montagnards*. — Ils ne tiennent qu'une toute petite place en Algérie, puisqu'ils sont cantonnés dans l'Aurès.

L'Aurès ne fait figure de haute montagne que parce qu'il domine au sud des plaines désertiques très basses, vers lesquelles toutes ses vallées sont orientées. Il en résulte un étagement extraordinaire des zones de végétation : aux jardins irrigués et aux palmeraies des basses vallées, qui annoncent les oasis sahariennes, succèdent les pâtures et les terres à céréales des sommets, enneigées pendant l'hiver.

Il y a lieu toutefois de distinguer l'Aurès occidental de l'Aurès oriental.

Le premier est, comme la Kabylie, un pays de villages. Pittoresquement perchés au-dessus des cultures irriguées, souvent considérables, les villages aurasiens sont cependant très différents des villages kabyles. D'abord par l'architecture de leurs maisons : monumentales, élevées d'au moins un étage, couvertes d'un toit plat, elles rappellent, avec des traits particuliers, les maisons sahariennes. Mais les habitants de l'Aurès diffèrent surtout des Kabyles par leur genre de vie : tous ceux qui possèdent à la fois des jardins et des vergers dans les basses vallées et des champs de céréales dans le nord du massif, passaient l'année en allées et venues entre les différentes terres de culture et les pâturages favorables. Les villages de l'oued El Abiod en particulier se dépeuplaient à certains moments et leurs habitants vivaient pendant des semaines ou des mois sous la tente, dans des huttes de branchages ou

dans les grottes de la montagne. Pendant ces déplacements, les provisions familiales étaient emmagasinées dans des greniers collectifs, les « guelâa », grandes bâtisses à étages, divisées en une multitude de chambrettes, dressées au sommet du village ou dans des sites défendus naturellement.

Aujourd'hui les guelâa ne sont plus entretenues et tombent en ruines; car on se déplace beaucoup moins. Des familles ont transporté leur demeure dans l'endroit où elles avaient le plus d'intérêts; d'autres ont construit des habitations temporaires dans leurs différents lieux de séjour; les hautes terres de l'Aurès, autrefois vides de constructions, sont aujourd'hui semées de maisons isolées ou de hameaux.

L'Aurès oriental est une sorte d'Aurès primitif qui n'a pas atteint le stade des villages. La plupart de ses habitants, peu nombreux, pauvres, arriérés, n'ont pas construit de demeures fixes et vivent dans des huttes, encore plus que sous la tente. Quelques tribus seulement accomplissent des déplacements réglés entre leurs terres des hauteurs et celles de la bordure du désert.

3. Les genres de vie de la steppe

Le nomadisme pastoral a pendant longtemps envahi une grande partie du Tell; mais la steppe est son vrai domaine; il y est aujourd'hui relégué.

En dehors des lieux irrigués, et ils sont pour le moment très restreints, les cultures ne sont pas impossibles; de tout temps, les nomades se sont risqués à semer de petites quantités d'orge dans les dayas; mais ces cultures sont tout à fait aléatoires: qui sème dans la steppe ne récolte pas la plupart du temps les grains qu'il a mis en terre. La vocation de la steppe est l'élevage. Ses plantes vivaces, trop coriaces, ne sont jamais qu'un pis-aller. Mais les herbes annuelles, qui constituent l'« achem », et les plantes des terres salines procurent une pâture normalement suffisante, suffisante du moins pour trois sortes d'animaux bien adaptés à ces conditions d'existence: les moutons, et parmi eux quelques chèvres, formant les gros effectifs du bétail, les petits chevaux dits « barbes », montures des nomades steppiens, et les chameaux, qui servent à porter leurs bagages et les marchandises de leurs caravanes de ravitaillement ou de commerce.

Dans la steppe plus qu'ailleurs, il y a des moments de l'année pen-

dant lesquels l'entretien du troupeau est particulièrement difficile. Au cœur de l'hiver, la haute steppe est inutilisable : le froid qui dure des semaines, la neige qui subsiste pendant une ou plusieurs séries de quelques jours, retardent la poussée des herbes. Dans la basse steppe au contraire, c'est l'été qui est la saison critique, en particulier sur le versant méridional de l'Atlas saharien, où les plantes annuelles disparaissent dès les premières chaleurs. Les effets désastreux du froid et de la sécheresse ne se font donc pas sentir au même moment dans toute l'étendue de la steppe. Bien plus, la haute steppe, dont le renouveau est tardif, conserve sa fraîcheur pendant la saison chaude, tandis que la basse steppe, flétrie pendant l'été, reverdit dès l'automne grâce à la tiédeur de la température.

Tel est le rythme qui rend nécessaire les déplacements du bétail dans la steppe. Ailleurs un rythme comparable peut régler aussi la quête des pâturages, par exemple dans les montagnes françaises; les troupeaux ne sont dans ce cas conduits que par des bergers, ils accomplissent une « transhumance ». Dans la steppe, c'est toute la tribu qui les accompagne, parce que ses membres ne sont sollicités par aucune autre occupation, parce qu'ils doivent être à même de consommer le lait des brebis, part essentielle de leur alimentation, et parce que, le bétail représentant tout leur avoir, ils devaient être autrefois prêts à le défendre contre un coup de main d'une tribu rivale. Ce déplacement conjoint du groupe humain et des troupeaux n'est plus seulement une transhumance, mais un « nomadisme ».

L'ampleur des déplacements, leur orientation, leur régularité ont toujours été très variables selon les tribus. Le nomadisme steppien n'est pas une course à l'aventure : chaque tribu dispose traditionnellement de parcours définis; bien avant 1830, elle n'utilisait normalement que ceux-là. Chacune a donc une solution qui lui est propre pour assurer l'entretien de ses bêtes pendant les saisons critiques.

Telles sont les conditions d'existence dans lesquelles la civilisation des nomades s'est constituée. Ils se distinguent de toutes les façons ; par leurs grandes tentes, les tapis, les bissacs de laine qui les garnissent, leurs harnachements où la laine encore s'associe au bois et au cuir, leurs outres de peaux, leurs ustensiles de bois ou tressés de brins d'alfa ; — par leur costume, dont la pièce essentielle est le burnous de laine à capuchon, vêtement parfait du cavalier, par la corde en poil de cha-

meau qui, enroulée autour des tempes, maintient le voile de tête, par les bas de cuir, qui protègent le mollet contre le frottement de l'étrivière; — et aussi par les institutions sociales, leur conception de la propriété, leur dédain de l'agriculture, par leur comportement et toutes leurs manières de penser; parmi les musulmans algériens, ce sont ceux qui revendiquent avec le plus d'orgueil une ascendance arabe.

Les déplacements des nomades steppiens ne se font plus aujourd'hui de la même manière qu'il y a seulement cinquante ans. Les trajets se sont considérablement réduits. Il n'y a plus de tribus qui sortent de la steppe, comme elles le faisaient naguère régulièrement. Le Tell occidental ne reçoit plus de nomades, mais seulement des troupes plus ou moins nombreuses de travailleurs steppiens. Les tribus qui passaient l'hiver dans les vallées septentrionales du désert, n'y vont plus maintenant : les Hamyan de Méchéria ont complètement abandonné leurs pâturages de l'oued Namous; quelques tentes Ouled Naïl se rendent seules au sud de l'oued Djedi.

Dans la steppe elle-même, les déplacements sont de plus en plus courts, et les troupeaux s'en vont souvent sous la seule conduite de bergers. Ainsi les Hamyan ne bougent plus guère; été comme hiver, ils conservent leurs bêtes dans le même territoire, où le forage de nombreux puits leur a permis d'utiliser des pâturages autrefois inaccessibles.

Les seuls nomades qui accomplissent encore de longs trajets, sont des Sahariens, qui viennent passer l'été dans la steppe, comme d'autres se rendent à la même saison dans les hautes plaines constantinoises. Ce sont les Larbâa de Laghouat, une des tribus les plus puissantes du sud algérien, celle dont E. Fromentin a magnifiquement dépeint la caravane, celle chez qui le général Margueritte a chassé, et anéanti les dernières autruches dans les années 1855-1857. Les Larbâa séjournent en hiver sur le plateau des Dayas et traversent la steppe en été pour se rendre dans le Sersou, où ils ne sont aujourd'hui admis qu'après l'enlèvement des moissons. Leur migration n'a plus l'ampleur de naguère; elle se fait par petits groupes; si l'année est bonne, la plupart s'arrêtent en route dans l'Atlas saharien, d'autres ne quittent pas les Dayas. Une petite tribu, les Saït Otba, qui les accompagne dans le Sersou, vient d'Ouargla et fait des trajets plus longs encore, 700 kilomètres et davantage pour chaque voyage.

Toutefois la réduction des migrations n'a pas fait disparaître dans la steppe les formes de la vie nomade. Les tentes se déplacent moins, mais elles sont toujours l'habitation usuelle. Les labours ont un peu augmenté dans le Djebel Amour, où le climat est moins défavorable; mais ils varient d'année en année. De même les Ouled Naïl ont multiplié chez eux dans l'intervalle des deux guerres les petits centres de culture; mais ils ont conservé leurs troupeaux et les suivent pendant une partie de l'année. L'élevage reste partout la spéculation principale, parce que c'est la seule réellement profitable.

L'évolution n'a abouti à la fixation, à la construction de demeures fixes et à des occupations agricoles que dans la plaine du Hodna, au nord du chott. Il n'y pleut pas plus qu'ailleurs; mais la température est élevée en hiver à cause de la faible altitude, et les oueds qui descendent des montagnes du nord, ont des crues régulières et assez abondantes. Les musulmans construisent depuis longtemps des barrages de terre et de branches, qui étalent les crues, et ils obtiennent de cette façon de bonnes récoltes de céréales. Entre les deux guerres, ils ont construit des maisons et étendu les cultures. Mais les récoltes ne sont pas assurées en dehors des périmètres irrigués ou inondés, et il faudrait déplorer que les troupeaux disparaissent complètement.

Le Hodna mis à part, la vie sédentaire n'est représentée dans la steppe que par des villages de montagne, nombreux surtout dans le centre et dans l'ouest de l'Atlas saharien. Il faut leur conserver leur nom saharien de « ksour » (singulier : « ksar »), qui convient à leur rôle particulier. Leurs habitants, berbérophones en grande partie, étaient autrefois dans la dépendance des nomades, qui les obligeaient à labourer pour leur compte et leur confiaient la garde de leurs provisions. Beaucoup sont en ruines. Les marchés de la steppe se trouvent maintenant dans les centres administratifs, établis ou non près d'anciens ksour, au centre de la steppe ou à son bord méridional, comme Méchéria, Aïn Sefra, Géryville, Aflou, Laghouat, Chellala, Bou Sâada. Les sédentaires ne comptent que pour un quart environ dans la population de la steppe.

4. *Les genres de vie du désert*

Si inconciliables que soient logiquement les deux mots, il y a une population du désert, et, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce

n'est pas une population surtout nomade; la végétation naturelle est trop pauvre pour que la plus grande partie des habitants du Sahara algérien (60 %) ne soit pas concentrée autour des points d'eau et ne les quitte jamais. Les nomades, eux non plus, ne sauraient se passer de ces points d'attache, indispensables aux échanges qu'ils doivent maintenir, et ils en contrôlaient naguère la vie politique. Il en est de même dans tous les vrais déserts, en Arabie par exemple; mais le Sahara, étant le plus parfait des déserts, est bien incapable d'entretenir des villes, comme celles du centre de l'Arabie.

1° *Les oasis sahariennes.* — Les sédentaires résident dans les lieux que nous appelons les « oasis », un mot probablement d'origine égyptienne, que nous avons emprunté aux Grecs de l'Antiquité. Il est inconnu des Sahariens d'Algérie. Ceux-ci n'ont aucun vocable qui s'applique à l'ensemble d'une oasis; ils la nomment par un des mots qui désignent ses parties, le village et le territoire agricole.

Le village saharien, comme celui de la steppe, est un « ksar », c'est-à-dire dans son état primitif une agglomération fortifiée, close de hautes murailles, flanquée de tours, accessible seulement par quelques portes. La forme de l'agglomération, ainsi que son importance, peut varier : les ksour de l'ouest sont rectangulaires et petits; ceux de l'est plutôt circulaires et généralement plus gros. Ils abritent dans tous les cas tous les habitants de la communauté; l'isolement des demeures était inconcevable dans un pays sans eau et, jusqu'à une époque toute récente, sans sécurité; le desserrement de l'habitat est à peine amorcé. Mais il arrivait souvent que la population se répartisse entre plusieurs ksour, voisins les uns des autres, possédant un même territoire agricole et groupés sous un même nom.

Dans l'enceinte des ksour, les maisons se serrent étroitement; elles ne laissent place qu'à des cours exigües, et elles débordent souvent au-dessus des ruelles, qui sont transformées, parfois de bout en bout, en tunnels obscurs. Quelles que soient les variantes de leur architecture, et la misère, ou même l'abjection, de leurs occupants, ces demeures sont monumentales; elles comportent toujours un étage, une terrasse reliés par des escaliers et, quand elles se disposent sur une pente, des balcons ou des vérandas. La matière ordinaire des édifices est pourtant une brique crue, le « toub », que tout autre climat détruirait rapidement.

On n'emploie la pierre et on ne connaît la technique de la voûte que dans le nord-est, au Mzab, au Souf et quelquefois dans l'oued Ghir.

Les cultures sont confinées dans la palmeraie, qui constitue le territoire agricole. Les palmiers sont l'essentiel, les dattes étant le seul produit qui se vende; une fortune ksourienne se calcule par le nombre d'arbres possédés. Les cultures vivrières, blé ou orge et légumes, garnissent de minuscules plates-bandes; façonnées à la houe, le seul outil du cultivateur saharien, celles-ci sont bien des jardins, « djenan », ainsi que les ksouriens les appellent.

Les cultures ne s'étendent hors de la palmeraie qu'exceptionnellement, par exemple dans la vallée de la Saoura. Elles pourraient sans doute, ailleurs aussi, se passer de l'ombre légère des palmiers; si elles leur sont aussi étroitement associées, c'est pour économiser l'eau d'irrigation.

De celle-ci dépendent non seulement la superficie cultivable, mais le site même du ksar et de sa palmeraie.

Il n'y a qu'une exception, le Souf, ce groupe d'oasis surprenant, qui ne ressemble à aucun autre. Le problème de l'irrigation y est pratiquement supprimé. Il n'est pas question de recueillir l'eau, ni de la distribuer; on ne l'aperçoit même pas. Les palmiers sont plantés dans des cavités creusées en pleines dunes jusqu'à la profondeur de la nappe souterraine, et puisent par leurs racines l'humidité dont ils ont besoin. Le seul travail, d'ailleurs incessant, consiste à remonter le sable qui s'éboule, et, par des haies de palmes ingénieusement disposées par rapport au vent, à l'empêcher d'envahir les plantations.

Les oasis diffèrent les unes des autres par la manière dont l'eau est acquise et répartie.

Il y a presque toujours un mode d'acquisition qui prédomine et qui caractérise tout un groupe de palmeraies. Mais aucun n'est exclusif, et le plus souvent, on recueille l'eau de plusieurs façons dans une même oasis. Certains systèmes d'irrigation suppriment, on va le voir, le travail de puisage. Ce n'est malheureusement pas le cas général : les puits à balancier, en nombre plus ou moins grand, s'ajoutent, partout où la nappe souterraine est peu profonde, aux autres moyens d'obtenir l'eau; la meilleure part de l'activité de beaucoup de cultivateurs sahariens se perd à relever et abaisser les perches grinçantes, qui montent l'eau jusqu'au pied des arbres ou au niveau des plates-bandes, travail harassant et sans rendement suffisant.

A) *Sources et puits artésiens.* — Le groupe le plus important de toutes les oasis sahariennes occupe la partie la plus déprimée de la cuvette de l'Erg oriental. Les palmeraies des Ziban s'alignent au pied de l'Atlas de part et d'autre de Biskra, et celles de l'oued Ghir se suivent en une file méridienne au sud de Biskra jusqu'à Touggourt et à Ouargla. L'abondance de l'eau souterraine, la facilité avec laquelle elle parvient aux cultures, en font la région la plus prospère du Sahara algérien, la seule à propos de laquelle on puisse parler de prospérité.

Le Zab occidental a de belles sources pérennes et, en outre, depuis le début du siècle, d'heureux coups de sonde ont fait jaillir des eaux artésiennes, qui ont multiplié les plantations.

Mais le vrai domaine des puits artésiens est dans l'oued Ghir, où les palmeraies se succèdent sur une distance de plus de 100 kilomètres, et à Ouargla. Les eaux captives y surgissent d'elles-mêmes à la surface du sol, et leur montée spontanée a donné aux ksouriens l'idée d'atteindre la nappe au moyen de puits creusés à la pioche. A notre arrivée, les palmeraies dépérissaient; les puits, obstrués par des éboulements, étaient entretenus à grand'peine. Depuis le dernier quart du XIX^e siècle, les forages mécaniques ont réalisé des merveilles. Les vieux jardins, désordonnés et pittoresques, abritaient, sous des palmiers de toute taille et de toutes formes, des cultures vivrières. Aujourd'hui, à l'exemple des propriétés créées par les Européens, les plantations neuves des ksouriens alignent régulièrement leurs palmiers, entre lesquels la terre reste nue, et leurs grands canaux de drainage blanchis de sel, qui assurent l'évacuation des eaux usées.

L'essor de l'oued Ghir a été un instant menacé par l'engouffement des planteurs. Dans toute région artésienne, la puissance du jaillissement faiblit avec la multiplication des forages; on a reconnu la nécessité de les limiter, et le creusement de nouveaux puits est soumis maintenant à une autorisation préalable.

B) « *Foggara* ». — Dans la cuvette de l'Erg occidental, à laquelle il faut joindre à ce point de vue le Touat et le Tidikelt, les quantités d'eau disponibles sont beaucoup moins abondantes.

La vallée de la Saoura utilise des eaux de toutes sortes : crue de l'oued, grosses sources résurgentes, puits à balancier dans les alluvions, qui sont le principal moyen d'arrosage, et enfin quelques-unes de ces longues galeries souterraines qu'on appelle « *foggara* ».

Au Touat, au Gourara et au Tidikelt, celles-ci fournissent une grande partie de l'eau d'irrigation. Les foggaras vont capter souvent fort loin, à plusieurs kilomètres, l'humidité du sous-sol, la rassemblent en quantités suffisantes et l'amènent par simple gravité jusqu'aux jardins; il est probable qu'elles recueillent souterrainement des montées artésiennes faibles et lentes. Les ancêtres des ksouriens ont résolu ce difficile problème avec une ingéniosité déconcertante et au prix d'un gigantesque labeur. Le nombre des foggaras en service atteint presque le millier et il existe en outre une quantité de foggaras ruinées. On se borne aujourd'hui à entretenir celles qui existent, mais on n'en construit plus de nouvelles.

Une oasis à foggaras s'inscrit sur le sol d'une façon invariable. Elle s'annonce de loin par les lignes de puisards qui jalonnent les galeries. Le ksar est installé au point où elles affleurent, gardant et surveillant leur débouché. Au delà de la palmeraie, une sebkha ourlée de sel recueille les eaux qui ont arrosé et lessivé les jardins.

C) *Le Mزاب*. — Les eaux de ruissellement, ingénieusement collectées par les mzabites, ne sont pour leurs jardins qu'une ressource complémentaire et assez incertaine. En temps normal, il leur faut inlassablement remonter l'eau d'innombrables puits, généralement profonds, si profonds qu'il faut faire tirer la corde de puisage par des animaux. Travail de patience, étant donné sa lenteur. Travail dispendieux surtout : leurs jardins coûtent facilement plus qu'ils ne rapportent. La fortune du Mزاب n'est pas au Sahara, mais dans les innombrables épiceries, que ses habitants ont éparpillées dans les villes et villages du Tell, et où ils séjournent la plupart du temps.

D) *Sahara touareg*. — Les cultures sont réduites à bien peu de chose dans le Sahara touareg. Il n'y a même qu'une oasis véritable, Djanet, à l'extrémité orientale du Tassili des Ajjer. Les « arrem » de l'Aghaggar ne sont guère comparables aux oasis du Sahara septentrional. Il n'y séjourne, sous des huttes de branchages, qu'un petit nombre de nègres, autrefois esclaves des Touareg. Les palmiers sont raréfiés par l'altitude, et parfois manquent complètement. Les canaux qu'on y nomme « foggara » sont de simples tranchées, ouvertes dans le lit des oueds, réparées après chaque crue et combinées de façon à amener l'eau des alluvions au niveau des berges.

Les oasis sont habitées par des Blancs et par des Noirs, la peau de ces

derniers pouvant avoir les nuances les plus diverses, ainsi qu'il arrive partout où les Noirs sont hors de leur habitat normal et mêlés aux Blancs, et les premiers eux-mêmes étant rarement purs de tout métissage.

Nous savons peu de choses sur l'origine des Blancs, quoique leur expansion dans le désert ne remonte qu'aux premiers siècles de notre ère. Ce sont eux qui créèrent les oasis en empruntant à l'Orient la culture du palmier. Les oasis sont toutes postérieures à la fin de l'Empire romain; les auteurs anciens n'ont jamais signalé celles de l'oued Ghir, pourtant si proches de l'Atlas, non plus que celles du Gourara. Au Touat, il a existé jusqu'au ^{xvi}^e siècle un État juif; les Juifs seraient, selon la tradition, les architectes des foggaras; mais cet État ne remonterait qu'au ^{vi}^e siècle après Jésus-Christ. Au Tidikelt, les oasis les plus anciennes ne sont pas antérieures au ^{xiii}^e siècle et les plus récentes datent du ^{xviii}^e. Comme les musulmans de l'Atlas, les sédentaires blancs du Sahara se divisent, d'après la langue, en Berbères et en Arabes.

L'origine des Noirs est plus douteuse. Pour certains auteurs, ils seraient les descendants des Éthiopiens qui peuplaient le Sahara avant sa conquête par les Blancs. Pour d'autres, la population noire des oasis aurait été complètement renouvelée par la traite des esclaves, qui a été pratiquée à travers le désert jusqu'à notre arrivée et qui fournissait la main-d'œuvre indispensable pour la culture des oasis; la langue des oasis contient en fait des mots d'origine soudanaise. La question sera sans doute longtemps pendante. Jusqu'à preuve du contraire, on peut supposer que, sans l'apport renouvelé des esclaves, la population noire des oasis aurait cessé d'exister.

Blancs et Noirs forment deux classes, et pour mieux dire deux castes, plus distinctes par les différences sociales que par la race. Les Noirs se divisaient naguère, selon qu'ils étaient nés esclaves ou libres, en Nègres tout court, descendants authentiques d'esclaves soudanais, et en « Harratine » (singulier : « Hartani »), mot d'origine inconnue qui n'évoque pas tant la couleur de la peau qu'une infériorité sociale, — infériorité par rapport aux Blancs, — car c'est avoir gagné un degré dans la hiérarchie que d'être un hartani et non un nègre. L'esclavage n'existe plus depuis l'occupation des oasis, et les Nègres disparaissent par voie d'extinction. Le statut des harratine avant notre arrivée est assez obscur; peut-être

avaient-ils été autrefois des serfs; lors de l'occupation des oasis, le lien était devenu assez lâche, et ils avaient accès à la propriété.

Depuis que l'immigration noire a cessé, c'est sur les harratine que repose la production des oasis. C'est à eux qu'incombe, partout où c'est nécessaire, le dur travail du puisage. Sous le climat du Sahara, les Blancs sont probablement incapables de se livrer eux-mêmes à la culture. Sauf cas exceptionnels, aucun Blanc des oasis ne travaille de ses mains. Or la terre, et surtout l'eau ou le palmier, qui peuvent tous trois avoir un possesseur différent, appartiennent le plus généralement à des Blancs sédentaires ou nomades, et non aux harratine. Quand ces derniers sont propriétaires, c'est toujours de biens très réduits; ils n'arrivent à créer de jardins que si cela n'exige aucune mise de fonds, aucun aménagement dispendieux pour obtenir l'eau nécessaire. La presque totalité des harratine ne sont que des « khammès »; ils reçoivent une part de métayage qui varie selon les lieux et qui ne comporte toujours qu'une petite partie de la récolte des dattes.

Aujourd'hui ils ne sont plus, comme autrefois, retenus dans les oasis par l'impossibilité matérielle d'en sortir, seule circonstance probablement qui rendait le servage efficace. Ils ne manquent pas d'en profiter; grâce aux camions automobiles, les pays bénis du Tell leur sont maintenant ouverts, et les oasis se vident de leurs meilleurs travailleurs. En dehors de l'oued Ghir, des Ziban et du Souf, on peut constater la décadence de toutes les oasis algériennes; leur population demeure stationnaire, et le plus souvent diminue; elles produisent aussi moins qu'autrefois, et la famine y régnerait la moitié de l'année si les céréales nécessaires n'étaient importées.

2° *Les nomades sahariens.* — Les nomades étaient naguère les maîtres des oasis et les tenaient dans leur dépendance. Ils s'y ravitaillaient en grains et en dattes et y déposaient leurs réserves. Aujourd'hui les liens économiques restent aussi serrés; les nomades, comme les Blancs des oasis, sont propriétaires de nombreux palmiers, quelquefois même de maisons.

Eux aussi sont des Blancs; mais ils méprisent les sédentaires de leur race, abâtardis dans l'atmosphère moite et fiévreuse des oasis. Dans les sèches solitudes du désert, ils ont conservé ou acquis une endurance inimaginable; sans cesse en lutte contre la nature, et autrefois contre les

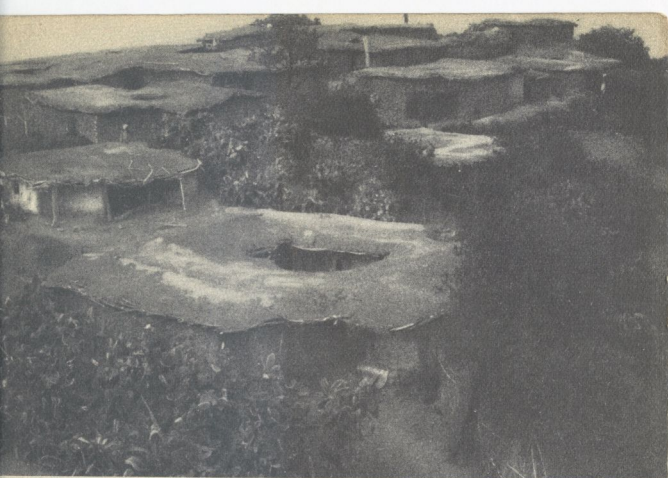
hommes, ils mènent une existence libre et rude, fertile en dangers; ils sont de magnifiques guerriers.

Leurs ancêtres sont les Berbères chameliers qui se sont répandus dans le désert dans les derniers siècles de l'Empire romain. Des tribus hilaliennes se sont mélangées à eux dans le Sahara septentrional, et ils ont adopté leur langue. Mais les Touareg du massif central saharien sont restés de purs Berbères; ils parlent un dialecte qui leur est propre, le « tamahâk ».

Les Touareg sahariens forment un groupe insignifiant par le nombre — les Touareg de l'Ahaggar ne sont pas 5.000; les Touareg Ajjer sont moins de 3.000 —, bien digne pourtant de la curiosité qu'il a toujours attirée. Beaucoup d'entre eux présentent un certain métissage de sang noir. Mais le matriarcat et la hiérarchie des tribus ont maintenu à peu près intacte une aristocratie, où la race a conservé ses traits distinctifs : haute taille, crâne et visage allongés, nez long et busqué, peau brune jamais lavée, assombrie encore par la teinture des cotonnades de Guinée dont elle est imprégnée. Ils portent au plus haut point les qualités habituelles de nomades; aucun méhariste n'a probablement leur élégante souplesse, leur adresse et leur résistance; H. Duveyrier a exagéré leur caractère chevaleresque, mais ils sont gais, confiants, sympathiques. Leur principal défaut est leur mépris du travail régulier; ils ont perdu leur raison d'être dans un Sahara pacifié.

Parmi les animaux élevés par les nomades sahariens, moutons et chevaux ne figurent plus que dans les parties du désert proches de l'Atlas, et n'y restent d'ailleurs pas en été. Les chèvres même ne sont assez nombreuses que dans le massif central saharien. En dehors d'elles, les seuls animaux capables de trouver pâture toute l'année dans le désert sont les chameaux et chamelles, montures des nomades sahariens, bêtes de somme, fournisseurs de lait et à l'occasion de viande. Ce sont eux qui assurent la mobilité des nomades et leur force guerrière; il est probable que sans eux le Sahara serait véritablement désert, et qu'avant l'introduction des engins mécaniques, toute circulation y aurait été impossible. Leur sobriété est légendaire. Aucun autre animal domestique de leur taille ne réaliserait comme eux le tour de force de rester sept à huit jours sans boire, et à peu près sans manger; bien entendu, pour demeurer en bon état, ils doivent être abreuvés tous les deux ou trois jours, et il faut leur assurer un pâturage quotidien, si

CI-contre en haut Village musulman des environs de Chercell
en bas Village de petite Kabylie (Photos M. Larnaude)





on ne veut les voir maigrir et perdre la réserve de graisse constituée par leur bosse. Même amaigris, ils sont encore capables d'un effort prolongé; mais ils succombent brusquement, sans avertir, s'agenouillant sur la piste pour ne plus se relever. Ils sont loin d'être des coureurs, et ne tiennent le trot ou le galop que sur de courtes distances. Mais ils accomplissent les randonnées les plus lointaines : on a vu des rezzou touareg opérer naguère dans le Rio de Oro, à 1.500 kilomètres de chez eux; nos compagnies méharistes ont pendant de longues années monté la garde dans l'ouest de la Saoura et du Touat pour couper la route aux rezzou, qui, partant des confins marocains, de l'Igoudi ou du Rio de Oro, menaient boire leurs chameaux au Niger.

Ces expéditions à longue distance ont fait croire que le nomadisme saharien comportait lui aussi des déplacements accommodés aux dimensions du désert et mal rythmés. Il n'en est rien; les troupeaux de chameaux gravitent pour le pâturage dans un espace relativement limité; les mouvements des nomades sahariens, qui doivent se rapprocher des oasis au moment de la récolte des dattes, ont une régularité comparable à celle des nomades steppiens.

La différence avec la steppe, c'est que le froid n'est jamais assez vif, ni assez durable pour supprimer le pâturage; l'alimentation des troupeaux n'est menacée que par l'aridité, disette de pacage ou absence de points d'eau.

On distinguera dans le Sahara, comme le propose R. Capot-Rey :

a) les nomades de la lisière septentrionale, qui pendant l'été conduisent leurs bêtes en dehors du désert : les Larbâa et les Saït Otba que nous avons rencontrés dans la steppe, ainsi que les nomades de l'oued Ghir, qui s'éparpillent à la même saison dans toute l'étendue des hautes plaines constantinoises;

b) ceux qui, sans sortir du désert où ils sont trop profondément enfoncés, trouvent des pâturages suffisants en tout temps dans les grands ergs et dans les vallées de montagne : les Regueïbat, type probablement le plus pur des grands nomades, passent l'hiver au Rio de Oro et l'été dans l'Igoudi et l'Erg Chech; les Châanba, les meilleures recrues de nos compagnies sahariennes, quittent seulement l'Erg oriental ou l'occidental pour se rapprocher des oasis à la fin de l'été; les Touareg Hoggar et Ajjer d'autre part maintiennent, quand l'humidité le permet, leurs troupeaux dans les vallées de leur territoire;

depuis quelques années, ils ont dû les conduire dans la plaine de Tamesna, en colonie du Niger, et ils les y laissent, loin de la tribu, lorsqu'ils ne les emploient pas à des caravanes;

c) enfin, à côté de ces purs nomades, des populations mènent une existence plus complexe, pratiquant des cultures tout en vivant sous la tente, comme les Douï Menia de la vallée du Guir, ou habitant des maisons une partie de l'année comme les Arabes du Tidikelt.

La pacification du Sahara, totale depuis l'occupation de Tindouf en 1934, a naturellement amené des transformations; elle a déterminé, non la fixation des nomades dans les oasis, qui reste exceptionnelle, mais, ainsi que dans la steppe, la réduction des migrations et une fréquence plus générale des simples déplacements de transhumance sous la conduite d'un petit nombre de bergers.

5. *L'accroissement de la population musulmane et ses manifestations*

La population musulmane est très inégalement répartie entre le Tell, la steppe et le Sahara.

Les résultats provisoires du recensement de 1948, seuls publiés pour le moment, ne permettent pas les calculs nécessaires pour passer du cadre des circonscriptions administratives à celui des régions naturelles. Utilisons, à défaut de mieux, les données du *Répertoire statistique des communes de l'Algérie* de 1936. Compte tenu des approximations inhérentes à une semblable opération, nous obtenons les résultats suivants :

	Superficie (en km ²)	% de la superficie totale	Habitants musulmans (français et étrangers)	% de la population musulmane
Tell	133.276	6	5.129.229	82,6
Steppe	171.598	8	670.035	10,8
Sahara	1.899.990	86	401.666	6,4
	2.204.864		6.200.930	

Plus des quatre cinquièmes des musulmans sont donc rassemblés dans le Tell, — qui ne représente pourtant que 6 % de la superficie de l'Algérie, — ou bien dans sa proximité, les oasis du sud constan-

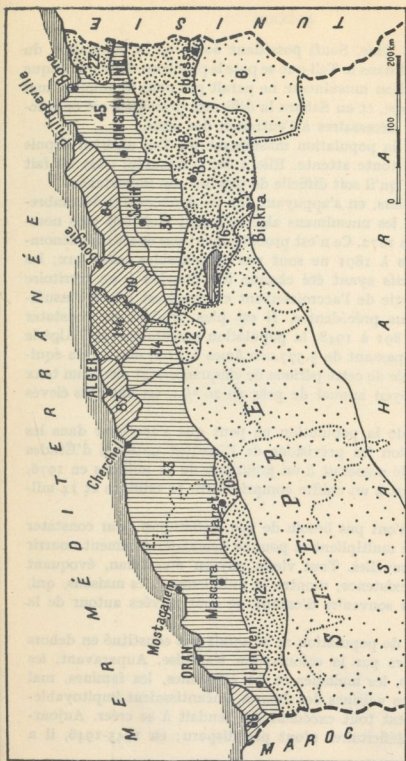
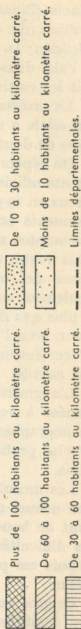


Fig. 6. — Répartition de la population musulmane en Algérie (dénombrement de 1936).



Les chiffres inscrits sur la carte indiquent le nombre des habitants au kilomètre carré.

inois (Ziban, oued Ghir, Souf) possédant 60 % de la population du Sahara (fig. 6). C'est dans le Tell que se pose le problème démographique algérien; la population musulmane ne paraît pas pour le moment mal à l'aise dans la steppe, et au Sahara la difficulté principale est de retenir les cultivateurs nécessaires à l'entretien des oasis.

La croissance de la population musulmane du Tell algérien depuis un siècle a dépassé toute attente. Elle a été démesurée; c'est un fait hors de doute, bien qu'il soit difficile de préciser son importance.

On répète volontiers, en s'appuyant sur les données des dénombremments officiels, que les musulmans algériens sont trois fois plus nombreux en 1936 qu'en 1872. Ce n'est probablement pas exact : les dénombremments antérieurs à 1891 ne sont pas comparables entre eux; les décomptes nominatifs ayant été chaque fois étendus à un territoire plus vaste, une partie de l'accroissement envisagé est due à l'insuffisance des opérations précédentes. Il est plus prudent de constater seulement que de 1891 à 1948, la population musulmane de l'Algérie a plus que doublé, passant de 3.577.000 âmes à 7.677.000 : cela équivaut, pour l'ensemble de cette période de cinquante-sept ans, à un taux d'accroissement moyen annuel de près de 20 ‰, un des plus élevés du monde.

L'augmentation de la population ne peut que s'accélérer dans les années à venir. Selon les prévisions de l'Institut national d'Études démographiques, elle passerait à un minimum de 11 millions en 1976, et plus probablement à un chiffre compris entre 12 millions et 14 millions.

Les musulmans n'ont pas besoin de nos statistiques pour constater eux-mêmes qu'ils se multiplient et pour se demander comment nourrir tant de bouches nouvelles. Tout vieux paysan musulman, évoquant les difficultés de l'existence, montre le pullulement des maisons, qui, depuis ses premiers souvenirs d'enfant, se sont élevées autour de la sienne.

Ce gros excédent de population ne se serait pas constitué en dehors des conditions créées par la colonisation française. Auparavant, les conflits entre tribus, les maladies et les épidémies, les famines, mal habituel des contrées voisines des déserts, anéantissaient impitoyablement et régulièrement tout excédent qui tendait à se créer. Aujourd'hui, les récoltes déficitaires n'ont pas disparu; en 1945-1946, il a

fallu importer en Algérie des quantités de grains égales à une moisson ordinaire. Mais depuis trois quarts de siècle, il n'y a plus de famines qui, comme celle de 1867-1868, la dernière, se répercutent dans

Pour 10.000

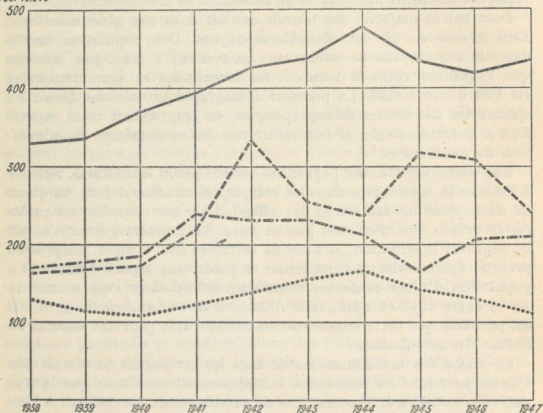


Fig. 7. — Taux annuels de natalité et de mortalité en Algérie de 1938 à 1947.
(d'après le Bulletin de Statistique générale de l'Algérie, 3^e trimestre 1948).

Musulmans	—————	Européens	—————
Natalité	—————	Natalité	- - - - -
Mortalité	- - - - -	Mortalité

les résultats généraux des recensements. Sans doute, l'importance de la mortalité infantile reste-t-elle impressionnante malgré les progrès de l'assistance médicale; la natalité est si considérable qu'elle l'emporte toujours (fig. 7).

Si on le compare à la superficie du pays, le nombre des habitants de l'Algérie n'évoque pas un surpeuplement.

En 1936, il y avait dans l'ensemble du Tell algérien, 45 habitants (Européens compris) au kilomètre carré. En 1948, la densité n'atteint vraisemblablement pas plus de 52 habitants au kilomètre carré.

Pourtant la majorité des musulmans vit dans une gêne manifeste. Leur niveau de vie est effroyablement bas. Une population accrue exigeait des moyens de subsistance nouveaux; il n'est pas douteux que l'équilibre entre le nombre des musulmans et leurs ressources est loin d'être réalisé. La pression démographique, comme disent les spécialistes des études démographiques, en empruntant cette expression à la météorologie, se fait sentir par des mouvements de population de deux sortes.

Une partie des familles paysannes qui ont perdu leurs terres, renonce à trouver sa subsistance dans les campagnes et afflue depuis un quart de siècle dans les faubourgs des villes; il s'y est constitué un prolétariat urbain, qui n'existait pas en 1914. La dernière guerre n'a fait qu'aggraver la situation; la foule de certaines rues d'Alger, jusqu'alors presque exclusivement européenne, a perdu son aspect d'antan. La population d'Alger et de ses communes suburbaines s'est accrue de 42 % entre 1936 et 1948, celle d'Oran et de sa banlieue de 33 % : il est probable que cette augmentation considérable provient surtout de l'afflux des musulmans.

La masse des musulmans restés dans les campagnes ne vivrait pas d'autre part sans les ressources, complémentaires ou non, que le travail chez autrui leur procure. Les déplacements de travailleurs à l'intérieur de l'Algérie, auxquels les Kabyles prenaient part presque seuls avant 1914, sont devenus entre les deux guerres une pratique courante dans presque toutes les régions telliennes; s'il n'y a guère en Oranie de déplacements réguliers, c'est que les groupements musulmans y sont disséminés au milieu des terres colonisées et que les travailleurs trouvent un emploi près de chez eux.

Depuis 1914, une partie des émigrants temporaires se dirige vers la France. Les départs furent d'abord sollicités par le gouvernement français, sous la forme d'un recrutement de travailleurs militaires; ils devinrent spontanés dès la fin de la guerre de 1914-1918 et prirent en quelques années une grande ampleur : 100.000 travailleurs algé-

riens environ étaient installés en France en 1924. L'Algérie put craindre de manquer de main-d'œuvre et de voir monter les salaires; entre 1926 et 1939, divers règlements eurent pour but tantôt de freiner l'émigration, tantôt de lui laisser plus de liberté. Une première fois diminuée pendant la crise économique de 1931-1933, interrompue par la deuxième guerre mondiale, elle a repris depuis 1946, avec une intensité renforcée par la suppression de toute entrave en dehors d'un contrôle sanitaire. Celui-ci n'est pas suffisamment rigoureux pour qu'on sache exactement combien de nouveaux émigrants se sont joints à ceux que les hostilités avaient bloqués en France : il y aurait en France, le 1^{er} janvier 1948, 170.000 travailleurs nord-africains, algériens pour la plupart. Les lieux d'émigration vers la France sont surtout les pays de villages : Grande et Petite Kabylie, d'où viennent les trois quarts des travailleurs, Trara et Aurès. Paris et sa banlieue reçoivent une bonne moitié d'entre eux; les autres se répartissent entre Marseille, la vallée du Rhône, Lyon et Saint-Étienne, et, en moins grand nombre, entre les usines du Nord, de l'Est et de Normandie.

C'est, en effet, uniquement vers les villes et les régions industrielles de France que les émigrants se dirigent. Le grand attrait pour eux est de quitter le milieu colonial et de gagner de meilleurs salaires en menant une vie citadine. L'économie française ne tire d'eux qu'un médiocre profit; ils se confinent dans des tâches de manœuvres, sans faire beaucoup d'efforts pour en sortir, sans y être incités d'ailleurs; parmi eux, les chômeurs sont, paraît-il, plus nombreux que ceux qui sont utilement employés. Aussi, L. Chevalier, appuyé par A. Sauvy, directeur de l'Institut national d'Études démographiques, a-t-il récemment envisagé de transformer l'émigration temporaire en une émigration définitive et de faire une place aux musulmans algériens dans les contingents d'immigrants, que la France sera contrainte d'introduire dans un avenir prochain. Étant donné la différence des civilisations, l'auteur n'hésite pas à reconnaître que leur assimilation sera fort difficile.

En tout cas, elle ne se fera pas en un tournemain; elle demandera du temps, et d'ici là il faudra bien trouver le moyen d'ouvrir d'autres débouchés au trop-plein de la population algérienne et de soulager sa misère.

II. — LES COLONS

L'Algérie est le seul des trois pays de l'Afrique du nord où les Européens sont relativement nombreux. Leur nombre reste sans doute très inférieur à celui des musulmans : on compte un Européen pour sept musulmans. Il n'existe nulle part ailleurs un groupe aussi important de Français vivant en dehors du territoire métropolitain sous le drapeau national.

Les colons algériens forment un bloc solide, adapté, enraciné, une société neuve, qui a son tempérament et ses travers, son langage original par l'accent, les mots et les tournures, un peuple audacieux, ami des entreprises, assez puissant pour avoir essaimé en Tunisie et surtout au Maroc, très attaché à la Métropole, fort jaloux aussi de sa personnalité et de ses intérêts.

I. *La politique de peuplement*

Pendant les dix ans qui suivirent la prise d'Alger, le gouvernement français, embarrassé par sa conquête, ne parvint pas à fixer sa politique algérienne. C'est en 1834 qu'il décida de maintenir les établissements français d'Algérie, et c'est à la fin de 1840, date de la nomination du général Bugeaud au gouvernement général, qu'il renonça à une occupation restreinte, qui aurait abandonné la plus grande partie du pays à des chefs indigènes, indépendants ou protégés.

Pendant ce temps, des particuliers venus de France tout de suite nombreux dans Alger, achetaient des immeubles urbains ou des terres sans se soucier du statut très particulier de la propriété musulmane. La plupart n'avaient en vue que de les revendre le plus tôt possible à un prix plus élevé. D'autres cependant avaient déjà commencé, malgré l'insécurité, à mettre en culture les propriétés qu'ils avaient acquises dans le Sahel d'Alger et dans la Mitidja. Leurs établissements furent anéantis lors de la reprise de la guerre avec Abd-el-Kader en 1839. Ceux-là voyaient clairement, dès ces années de début, que la colonisation de l'Algérie, si elle devait se faire, ne pouvait être qu'une entreprise agricole.

1° *L'acclimatement.* — L'implantation de cultivateurs européens ne devait pas rencontrer de difficultés sérieuses du côté des conditions naturelles.

L'Algérie est, au moins dans ses parties telliennes, si peu différente du Midi méditerranéen français que la question de l'acclimatement ne se pose pas à proprement parler. Mais en 1830, l'insalubrité régnait partout, et dès les portes d'Alger. Les plaines et les basses vallées, c'est-à-dire les meilleurs sites pour des cultures européennes, étaient généralement infestées d'eaux stagnantes, où se reproduisaient d'innombrables moustiques, propagateurs du paludisme. L'insalubrité fut un des arguments des partisans de l'occupation restreinte; ils virent en elle, de bonne foi, un obstacle insurmontable, qui ruinait tout espoir d'installer des Européens en Algérie.

En fait, les premiers colons ont vécu dans des conditions effroyables, sous la menace constante de la maladie ou de la guerre. A Boufarik, fondé en 1836 dans la Mitidja, la population, colons cultivateurs et fonctionnaires, a dû être renouvelée plusieurs fois. A plusieurs reprises l'administration a renoncé à la lutte et a voulu abandonner l'expérience; les colons ont protesté, et leur opiniâtreté l'a finalement emporté. Le paludisme n'est pas l'effet direct du climat. On le combat par une meilleure hygiène, une alimentation normale, et surtout par la mise en culture des terres, qui, assurant l'écoulement des eaux, assainit le sol et le rend habitable.

Il n'est pas facile de faire la part des décès et celle des irrégularités de l'immigration dans les saccades qui marquent la croissance de la population européenne jusqu'à une date aussi tardive que 1872. On comptait alors 279.737 Européens; ils sont aujourd'hui près de quatre fois plus nombreux.

Les gros accroissements provoqués par l'immigration se placent entre 1872 et 1896; l'augmentation est de plus de 60.000 âmes par recensement quinquennal jusqu'en 1886; elle s'abaisse ensuite au-dessous de 60.000 âmes, et même au-dessous de 50.000. A partir de 1896 (578.480 Européens), la part des naissances devient plus sensible, et la proportion des Européens nés dans la colonie ne cesse de croître. En 1936, sur 731.497 Européens que le dénombrement appelle « Français d'origine », il y en a 603.956 qui sont nés en Algérie, soit 82 %.

Peut-il être meilleure preuve que la bataille contre l'insalubrité est depuis longtemps gagnée? Si la croissance de la population européenne d'Algérie ne semble plus devoir se poursuivre maintenant au même rythme que par le passé, c'est que l'immigration a pratiquement cessé, et surtout que la natalité, quoique élevée encore, est en régression : 26 ‰ en 1921, 22 ‰ en 1948.

2° *Les villages et les petites concessions de la colonisation officielle.* — Quelle que soit la vitalité qui l'anime, le peuplement de l'Algérie n'a pas été uniquement spontané.

A partir de 1840, il est devenu la préoccupation dominante des autorités françaises. Leur intervention a été plus ou moins active, selon les époques et selon les circonstances; elle ne s'est presque jamais interrompue. Aucun gouvernement français du XIX^e siècle n'a jugé illégitime d'implanter des colons dans un pays peu peuplé et mal utilisé par ses habitants. C'était garantir immédiatement la sécurité et la solidité des établissements d'Algérie. Les musulmans montrant dans les débuts une grande répugnance à se mettre aux travaux agricoles, c'était aussi étendre les cultures et assurer leur perpétuité. Après 1871, un dernier souci s'ajouta aux premiers, celui de réserver la prépondérance aux Français dans l'afflux des émigrants qui se dirigeaient alors vers l'Algérie. Peut-être le nombre des colons aurait-il été finalement le même si l'État n'était pas intervenu; la part de Français aurait certainement été moindre.

Cette politique de peuplement a été appliquée au moyen de diverses mesures qu'on groupe sous le nom de colonisation officielle.

Sa première entreprise a été la fondation de Boufarik en 1836; la méthode, dans ses traits essentiels, est celle qui subsistera. Deux ans après, d'autres créations sont envisagées et un projet de règlement préparé; mais l'année suivante, Abd-el-Kader dénonce le traité de la Tafna et la Mitidja doit être évacuée.

Une première période active de colonisation officielle s'ouvre en 1841. Le général Bugeaud, en même temps qu'il essaie, avec moins de succès, d'autres méthodes de colonisation, reprend les projets de son prédécesseur, les développe et en confie l'exécution au comte Guyot, un des meilleurs administrateurs que l'Algérie ait eus. Les colonies agricoles de 1848 et 1849 furent installées suivant les mêmes

principes, et les créations continuèrent encore pendant les dix premières années du second Empire. Toutefois, après 1860, les principes de la colonisation officielle furent répudiés les uns après les autres et le peuplement s'arrêta pendant dix années.

Les grandes créations de la colonisation officielle se placent entre 1870 et 1880; elles se ralentissent par la suite pour des raisons sur lesquelles nous allons revenir. Mais l'idée du peuplement n'est pas abandonnée. Les dernières réalisations sont postérieures à la paix de 1919; dans cette période, la colonisation officielle se borne toutefois à consolider la situation de colons déjà en place et mal pourvus, plutôt qu'elle n'en installe de nouveaux.

Les terres concédées au titre de la colonisation officielle provenaient du domaine de l'État. Avant l'application des diverses lois foncières qui ont éclairci le statut des terres musulmanes et ont facilité les transactions qui les concernent, les achats faits par les particuliers aux musulmans les mettaient en possession de propriétés d'une validité trop souvent contestable. Les terres concédées par l'État avaient l'avantage d'être pourvues de titres qui ne laissaient aucun doute.

Leur aliénation avait lieu dans des conditions définies. Le but étant le peuplement, les concessions étaient de petite dimension : 4 à 12 hectares au début (arrêté du 13 avril 1841); à la fin du XIX^e siècle, elles atteignaient en moyenne une quarantaine d'hectares. Elles étaient attribuées gratuitement (arrêté de 1841), ou pour un prix de location insignifiant (décret du 16 octobre 1871), mais moyennant certaines conditions de résidence et de mise en valeur; c'est seulement une fois les obligations remplies que le titre de propriété définitif était délivré.

Une seule disposition vraiment nouvelle distingue la législation de 1871. En 1841, on ne désirait qu'avoir des colons nombreux; les concessions furent accordées aussi bien aux étrangers qu'aux Français. En 1871, le souci du peuplement national apparaît pour la première fois, et les concessions sont réservées, non seulement aux Alsaciens et aux Lorrains habitant les territoires cédés à l'Allemagne, mais à tous les Français.

L'établissement des colons repose sur la construction de villages et le groupement des concessions en « périmètres de colonisation ». En 1839, il avait fallu évacuer la Mitidja faute de pouvoir défendre les fermes qui y étaient dispersées. Bugeaud posa le principe du groupe-

ment des demeures pour des raisons de sécurité; l'insurrection de la Kabylie n'invitait pas à l'abandonner, lorsqu'en 1871 on reprit les concessions de terres. C'est plus tard, après 1880, qu'on commença à constituer, à côté des villages, des lots de fermes, d'ailleurs groupées et formant des ensembles. Mais les fermes ne sont nulle part les plus nombreuses, ni le seul mode d'habitat; la Mitidja, presque toute peuplée de fermes, qui ne proviennent pas d'ailleurs de la colonisation officielle, est une exception, et elle possède aussi des villages.

Dans les villages, l'administration se charge des travaux de premier établissement. Après avoir défini le périmètre de colonisation, elle détermine l'emplacement de l'agglomération, l'assainit, le pourvoit d'eau, de chemins d'accès qui le relie au réseau général de communications et aux lots de culture, trace les rues, et construit les bâtiments publics indispensables, mairie, école, poste, église, lavoir, abreuvoir.

Le plan régulier des villages, partout à peu près uniforme, leurs rues plantées d'arbres se coupant à angle droit, leur place centrale, leurs maisons de même style et de même âge, tout y rappelle la fondation artificielle.

Toutes les campagnes algériennes qui ne sont pas restées purement musulmanes, portent la marque de la colonisation officielle. Elle a alloué au total 1.700.000 hectares et créé plus de 300 villages et 600 hameaux sans autonomie administrative. Presque tous portent des noms français, des noms de batailles, de saints, de personnages célèbres.

À la fin du XIX^e siècle, la colonisation officielle avait dû pourtant ralentir son activité. La raison fut le manque de terres. Le domaine de l'État avait bien été grossi après 1871 par le séquestre imposé aux tribus et aux individus qui avaient participé à l'insurrection, ou bien par des acquisitions faites en partie à l'aide des soultes de rachat du séquestre; dès 1883 cependant, la plus grande partie des terres domaniales était déjà concédée. Un crédit de 50 millions de francs destiné à en acquérir de nouvelles fut refusé par le Parlement français. La pénurie de terres eut pour conséquences, non seulement le ralentissement de la colonisation, mais son déplacement vers le sud, dans des régions telliennes, où l'agriculture est tout juste possible et que les musulmans utilisaient presque uniquement pour le parcours des troupeaux. Les fondations de villages furent poussées jusqu'aux

confins de la steppe, dans le Sersou avant et après 1900, et dans la partie méridionale des hautes plaines constantinoises. Cette avancée vers le sud pose un autre problème, celui de la superficie des concessions. Loin de la côte, la culture des céréales est la seule possible; pour en tirer des profits réguliers, il faut pratiquer la jachère cultivée et disposer de propriétés beaucoup plus grandes que les vignobles, les vergers et les jardins maraîchers de la zone littorale.

La colonisation officielle est ainsi amenée au début du ^{xx}e siècle à abandonner peu à peu les règles posées en 1841 et reprises en 1871. La concession gratuite, fondement de la colonisation officielle, devient seulement un des modes d'aliénation des terres; concurremment avec elle, la vente à prix fixe et à bureau ouvert est admise par un décret de 1904, et la superficie des lots peut être désormais portée à 200 hectares. En outre, il faut faire une place aux enfants des premiers colons; on renonce officiellement à ne pourvoir que des nouveaux arrivants : le décret de 1904 leur réserve les deux tiers des lots, celui de 1924 la moitié seulement.

La colonisation officielle, conçue suivant les principes du ^{xix}e siècle, avait en 1939 atteint sa limite. Avait-elle du moins atteint son but et assuré l'occupation du sol par un peuple de paysans?

On lui a fait une quantité de reproches. Le principal est qu'elle a coûté cher et qu'elle n'a pas eu que des succès; beaucoup de colons pourvus ne sont pas restés sur leurs lots. Sans elle pourtant, un grand nombre de colons français sans ressources n'auraient pas été pourvus de terres, et l'émigration française aurait compté de moindres effectifs, si les paysans de nos régions pauvres, qui en ont fourni une grosse part, n'avaient été attirés par l'espoir d'acquérir une propriété meilleure.

Ce qui a le moins duré, c'est la structure agraire créée par la colonisation officielle. Le groupement en villages n'a pas eu tous les avantages qu'on en attendait. Les villages n'ont pas été capables de se défendre, chaque fois qu'ils ont été sérieusement menacés. En revanche, l'agglomération des demeures entraînait la division des concessions, pourtant petites, en parcelles de faible étendue, dispersées dans le périmètre de colonisation. Cette organisation des exploitations, peu favorable aux travaux agricoles, s'est rapidement transformée, comme nous le verrons dans un instant.

3° *Les grandes concessions.* — Le régime des concessions n'a pas servi seulement à fonder de petites propriétés; de grandes superficies ont été également concédées avant 1870, soit par désir de tenter concurremment tous les modes de colonisation, soit en réaction contre les tendances de la colonisation officielle.

Certaines grandes concessions furent faites en vue d'installer des colons, l'État se déchargeant sur des particuliers ou des sociétés de la tâche dévolue aux services de la colonisation officielle. Cette colonisation à l'entreprise n'a abouti qu'à des échecs. En 1845, l'Union agricole obtint 3.000 hectares à Saint-Denis du Sig; elle s'engageait à installer 300 familles européennes; aucune ne le fut et l'entreprise dut être abandonnée. En 1853, la Société genevoise reçut 20.000 hectares dans les environs de Sétif à charge d'y créer des villages; son domaine compte aujourd'hui 15.000 hectares fort bien cultivés, mais sur lesquels vivent seulement une centaine d'Européens.

D'autres grandes concessions eurent un caractère uniquement économique. Les premières, peu nombreuses, furent faites par le maréchal Bugeaud et donnèrent naissance à de belles exploitations agricoles, comme celle des Trappistes à Staouéli et celle du colon Borély-la-Sapie à Boufarik.

Elles se multiplièrent sous le second Empire. Les plus belles forêts de chênes-lièges de l'Algérie orientale furent concédées, d'abord pour quatre-vingt-dix-neuf ans, puis en toute propriété, à une trentaine de bénéficiaires; mais il faut dire que l'État hésitait à entreprendre lui-même l'exploitation du liège. La Compagnie Algérienne, sur les 100.000 hectares qui lui furent concédés en 1865 moyennant la promesse de prêter de l'argent à l'État, possède aujourd'hui 70.000 hectares d'excellentes terres situées entre Constantine et Guelma; le dixième est exploité par la Compagnie, d'une manière qui mérite d'être prise en exemple; le reste est loué à des musulmans ou à des colons des environs. Enfin, la Société de l'Habra et de la Macta obtint en 1865 également 24.000 hectares, à charge de construire un barrage-réservoir sur l'Habra, de dessécher la plaine de la Macta et d'y aménager des canaux d'irrigation; le barrage se rompit en 1881, et l'État dut le refaire à ses frais; les canalisations furent si insuffisantes que l'État encore dut assurer l'endiguement des grands oueds, et finalement racheter le domaine en 1913 à la suite de discussions entre la Société et les collectivités

pour le partage des eaux. Tous ces exemples font ressortir le rôle indispensable que la colonisation officielle a joué dans le peuplement de l'Algérie. Les grandes concessions ont réussi dans certains cas à fonder des exploitations qui sont des modèles; elles n'ont jamais abouti à implanter des colons nombreux.

2. Les Européens d'Algérie

1^o Français et étrangers. — La population européenne d'Algérie comprend un certain nombre d'étrangers établis à demeure; on n'en compte que 45.600 en 1948, soit une proportion de moins de 5 % par rapport à la population européenne totale. Mais la proportion des citoyens français qui ont une origine étrangère est beaucoup plus grande. En 1876, Français et étrangers s'équilibraient à un millier près : 156.000 Français et 155.000 étrangers. Les Français n'étaient aussi nombreux que grâce à la colonisation officielle; ils n'ont pris la prépondérance dans la suite que par les naturalisations.

Jusqu'en 1840, tant que le sort des établissements français est demeuré incertain, ce sont surtout des étrangers qui viennent s'installer en Afrique, commerçants pour la plupart, à l'affût de gains faciles. Le nombre des Français ne dépasse le leur que dans les années suivantes; il n'est pas douteux que l'augmentation est en rapport avec la politique de colonisation du maréchal Bugeaud. Les mêmes constatations peuvent être faites sous le second Empire : l'immigration étrangère s'accroît après 1860, quand celle des Français, qui n'est plus stimulée par l'État, s'arrête pour un temps.

1871 marque le début d'un grand afflux de Français et d'étrangers à la fois : les premiers sollicités par l'attrait des concessions qui leur sont maintenant réservées, les seconds par l'activité des travaux publics et la mise en valeur des propriétés agricoles. A partir de 1891, les étrangers cessent brusquement de s'accroître, et les Français augmentent au contraire d'une manière continue. On ne saurait fixer exactement la part qui revient dans cet événement au ralentissement de l'immigration étrangère; il est réel à partir de 1891 et surtout de 1896, mais jusqu'en 1914, les étrangers n'ont jamais complètement cessé de venir. La véritable explication de la diminution des étrangers doit être cherchée dans la loi du 26 juin 1889 sur la naturalisation.

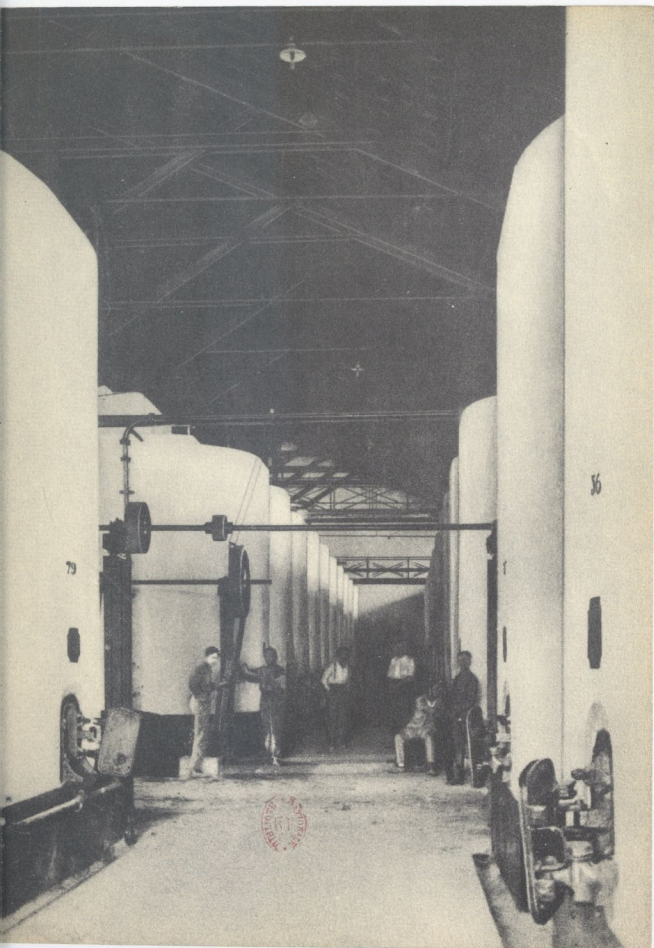
Jusqu'à cette date, un étranger ne pouvait devenir français qu'en sollicitant et en obtenant le bénéfice d'un décret individuel. A partir de 1889, la naturalisation devint automatique : tout individu né en France ou en Algérie de parents étrangers, et domicilié dans ces pays au moment de sa majorité, est considéré comme français, à condition qu'il ne décline pas cette nationalité. Le nombre des renonciations fut minime en Algérie, et l'équilibre entre Français et étrangers fut instantanément rompu au profit des premiers.

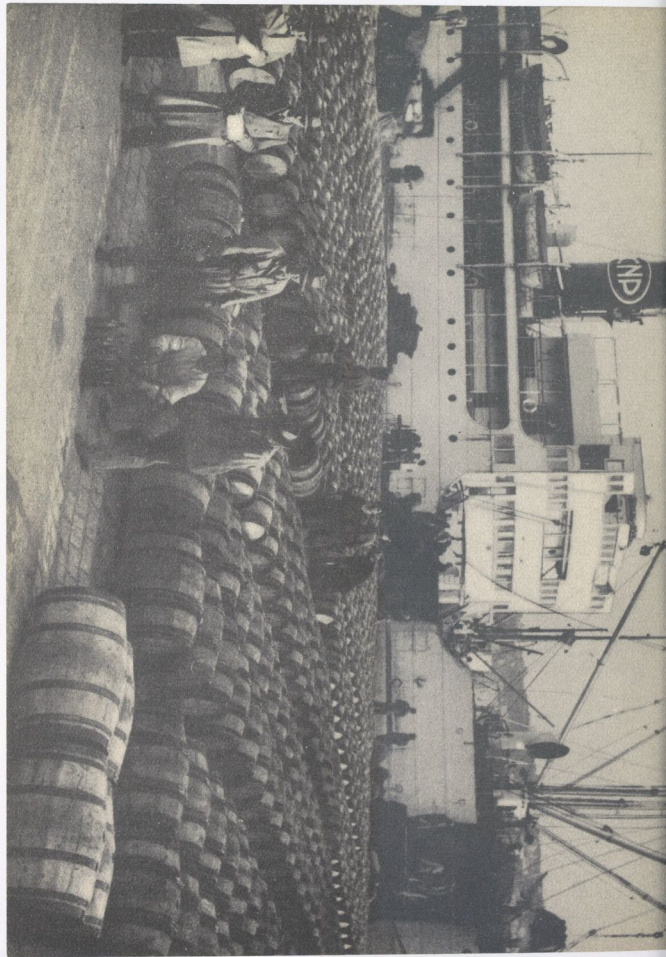
On ne peut plus actuellement chiffrer les gains qui sont dus à la naturalisation automatique. Le dénombrement de 1936 accusait 731.499 « Français d'origine » et 87.956 naturalisés, parmi lesquels il faut mettre à part 7.817 musulmans. Les Français d'Algérie compteraient donc au maximum 12 % de naturalisés; il est bien difficile de l'admettre, si on consulte la série des dénombrements et si on y constate la diminution invraisemblablement rapide du nombre des naturalisés.

Il est probable que la moitié au plus des citoyens français d'Algérie est d'origine française; mais à mesure que le temps passe, les descendants de naturalisés n'indiquent plus sur leurs fiches de recensement l'origine étrangère de leur famille.

Il faut bien dire que la distinction présente de moins en moins d'intérêt. Il n'y a pas de problème étranger en Algérie. Au début de ce siècle, on s'inquiétait à Alger et à Oran de voir les Français de fraîche date, les néo-Français comme on disait, intervenir en bloc, et avec exaltation, dans les luttes politiques. Tout cela est bien oublié aujourd'hui. La fraternité des Algériens de toutes origines s'est affirmée pendant les deux guerres mondiales et la fusion, accélérée par les mariages mixtes, est complète.

2° *Les divers groupes européens. Les Français.* — Nous ne possédons pas de renseignements récents sur l'origine des colons français. Le recensement de 1896, exécuté vers la fin de la grande période d'immigration, classe les Français d'Algérie par département d'origine : il en était arrivé de tous les départements; mais les plus nombreux provenaient de la moitié méridionale de la France, de la Corse en premier lieu, ensuite des plaines méditerranéennes (Bouches-du-Rhône, Hérault, Pyrénées-Orientales, Gard), puis du bassin d'Aquitaine, des Pyrénées





et du sud du Massif Central (Haute-Garonne, Tarn, Aveyron, Hautes-Pyrénées) et enfin de la vallée du Rhône (Rhône, Drôme, Isère, Ardèche).

Les départs avaient été préparés par diverses circonstances, selon les lieux : la destruction des vignes françaises par le phylloxera entraîna vers l'Algérie des émigrants de toutes les régions viticoles; dans les plaines du bas Rhône et de la Durance et dans les régions voisines, ce fut la dépréciation de la garance et les maladies des vers à soie; le chômage dans l'industrie incita au départ des ouvriers de Lyon, de Saint-Étienne, des mineurs de l'Aveyron; enfin les régions montagneuses, que leur pauvreté prédisposait depuis le début du siècle à se vider de leurs hommes, fournirent également leur contingent.

Les Alsaciens et Lorrains, en faveur desquels le régime des concessions de terres fut plus spécialement rétabli, donnèrent un assez petit nombre de colons ruraux. 1.183 familles, soit 4.000 à 5.000 personnes furent pourvues de lots; un tiers seulement était encore en possession en 1899, mais les trois quarts n'avaient pas quitté l'Algérie.

Il est impossible, faute de renseignements, de dire quelles retouches ce tableau a pu subir par la suite; en toute apparence, la population algérienne d'origine française garde toujours son caractère méridional.

Les Français n'ont jamais cessé de venir en Algérie, comme les étrangers l'ont fait depuis la guerre de 1914-1918; le dénombrement de 1936 compte encore 116.099 Français originaires de la métropole, soit 12 % des Européens d'Algérie. Mais l'immigration française a complètement changé de caractère, au moins d'après ce qu'on croit observer; il ne vient plus de paysans, ni même de cultivateurs, mais des fonctionnaires, des hommes d'affaires, des ingénieurs, des commerçants, des employés ou des ouvriers qualifiés. La plupart ne s'établissent pas pour longtemps en Algérie; ils y font des séjours plus ou moins prolongés et sont ensuite, comme par roulement, remplacés par d'autres.

A l'inverse des Français qu'on rencontre dans toute l'Algérie, les Européens d'origine étrangère se rassemblent dans la partie de la contrée la plus proche des pays d'où ils viennent.

Les *Espagnols*, dont 93.377 avaient en 1936 conservé leur nationalité, sont surtout nombreux dans le Tell occidental et particulièrement en

Oranie. En 1911, on a pu calculer que Français d'origine, Espagnols naturalisés et Espagnols de nationalité avaient à peu près la même importance numérique dans le département d'Oran; c'était le cas de la ville d'Oran en 1936: Espagnols et Espagnols naturalisés y constituaient 65 % de la population européenne. Ils sont encore en nombre dans l'ouest du département d'Alger, mais ils disparaissent à l'est de la capitale; en 1936 le département de Constantine comptait seulement 1.246 Espagnols ayant conservé leur nationalité.

Les Espagnols d'Algérie sont venus non de l'intérieur de la péninsule, mais de toutes les provinces littorales de part et d'autre du détroit de Gibraltar, en particulier de celles d'Alicante et de Valence, et des îles Baléares. Toutes possédaient un surcroît d'habitants qui ne trouvaient pas à s'employer dans le royaume. Les émigrants furent presque uniquement des ouvriers agricoles ou de petits propriétaires ruinés. Travailleurs adroits et durs à la tâche, ils ont constitué la main-d'œuvre indispensable à la mise en valeur des campagnes du Tell occidental, particulièrement avant 1890, époque à partir de laquelle s'est généralisé l'emploi des ouvriers musulmans, moins habiles, moins actifs, mais demandant des moindres salaires. Chaque fois que les cultures se sont étendues, ils ont fourni les équipes de défricheurs, qui nettoyaient les terres neuves encombrées de plantes profondément enracinées, et les livraient aux propriétaires prêtes à recevoir semences ou plantations. Qu'il s'agît ou non de cultures irriguées, ils apportaient, en Afrique, la tradition de techniques culturelles appropriées aux pays secs.

L'afflux des Espagnols a été grand pendant le dernier quart du siècle dernier. Aux environs de 1900, 25.000 à 28.000 ouvriers arrivaient dès la fin de chaque hiver par les embarcations de toutes sortes qui allaient et venaient entre les ports espagnols et ceux d'Oran et d'Alger. Une partie s'en retournait après une saison de travail, mais nombre d'entre eux prolongeaient leur séjour et finissaient par s'établir. Le mouvement s'est ralenti à partir de 1901. Après la guerre de 1914-1918, la crise des changes, la concurrence de la main-d'œuvre musulmane l'ont définitivement arrêté.

Les immigrants espagnols se sont installés en colonies compactes dans les grandes villes et dans les villages de colonisation du Tell occidental, conservant leurs habitudes de vie et leur langue, le patois

valencien. La naturalisation automatique les a fait entrer en masse dans la nationalité française. Leur assimilation a été plus facile et plus rapide qu'on ne le craignit un moment, et ils sont devenus un des meilleurs éléments du nouveau peuple algérien. Beaucoup d'entre eux sont parvenus à l'aisance ou à la fortune; il existe à Oran et à Alger de grands négociants ou industriels d'origine espagnole; d'autres, à Sidi-bel-Abbès ou ailleurs, possèdent des propriétés agricoles d'une étendue considérable.

Les *Italiens*, naturalisés ou non, sont beaucoup moins nombreux que les Espagnols. 21.009 avaient conservé leur nationalité en 1936. On les rencontre dans l'Algérie orientale, ainsi que dans l'arrondissement d'Alger; il n'y en a presque pas dans le département d'Oran. Alger est le point de rencontre des deux immigrations, qui au surplus ont eu un certain nombre de caractères semblables et se sont faites à la même époque.

L'Algérie a attiré une petite partie des nombreux émigrants que le manque de terres et la faiblesse des salaires chassait d'Italie pendant le dernier quart du XIX^e siècle et au début de celui-ci. L'immigration italienne, comme l'espagnole, a cessé depuis la guerre de 1914, le gouvernement italien ayant par la suite orienté les départs vers ses propres colonies.

Elle provenait pour une petite partie de la vallée du Pô, dont les émigrants étaient connus en Algérie sous le nom général de Piémontais, mais surtout des provinces méridionales de la péninsule. Comme l'émigration espagnole, l'émigration italienne a été longtemps saisonnière.

Mais les Italiens ont donné une main-d'œuvre beaucoup plus variée et beaucoup moins agricole que les Espagnols. Ils ont été occupés en grand nombre dans les chantiers publics, comme ouvriers des divers corps de métiers, lors des grands travaux d'équipement de l'Algérie. On les rencontre aujourd'hui dans les petits ateliers qui se trouvent dans toute agglomération, ou comme mineurs dans les centres d'extraction du département de Constantine.

Il existe peu d'agriculteurs d'origine italienne; les plus nombreux sont établis dans la zone des primeurs des environs d'Alger. Aucun village de colonisation n'est peuplé en majorité d'Italiens; le cas de

Guyotville près d'Alger, principal centre de la culture du raisin chasselas, est une exception.

Ils tiennent en revanche une place prépondérante dans la pêche. Embarcations et engins employés en Algérie ont été longtemps ceux qui étaient traditionnellement en usage sur les côtes de l'Italie du sud, et on leur a conservé la plupart de leurs noms italiens. Les pêcheurs italiens se sont installés à demeure dans les ports de la côte orientale de l'Algérie : c'est là seulement qu'ils ont formé de petites colonies, où on retrouve le parler, les mœurs, les odeurs des ports de Naples et de son golfe.

Des saisonniers campaient en outre sur les plages et s'en retournaient une fois la campagne de pêche terminée. Les lois de 1886 et 1888 sur l'armement et sur la pêche dans les eaux territoriales mirent fin à cette dernière pratique, et obligèrent les pêcheurs établis dans les ports à prendre la nationalité française.

Les *Mallais* sont le dernier groupe d'immigrants étrangers qui présente quelque importance. Italiens par la culture et fervents catholiques, mais parlant en majorité un dialecte qui est un parler arabe, ils ont pris depuis longtemps l'habitude de chercher leur existence hors de leur île natale, aux deux tiers stérile et surpeuplée. Pour eux, comme pour les Italiens, Alger marque du côté de l'ouest la limite de leur expansion en Algérie. Elle s'est produite dès que le pays a été ouvert, et la plupart ont été touchés par la naturalisation automatique; 2.982 seulement ont conservé en 1936 la qualité de sujets britanniques. Ils sont surtout des commerçants, et c'est à peu près uniquement dans les villes qu'on les rencontre.

3° *Les assimilés*. — Les citoyens français d'Algérie comptent deux catégories de naturalisés qui ne sont pas venus d'outre-mer.

Les plus nombreux de beaucoup sont les juifs algériens, naturalisés en bloc par le décret du 24 octobre 1870.

Comme le reste des autochtones de l'Algérie, ils ne constituent pas un groupement ethnique pur. On distingue parmi eux des éléments anciens, et d'autres installés plus récemment dans le pays.

Des immigrés venus de Palestine, plusieurs siècles avant notre ère, habitaient les villes au moment de l'arrivée des Arabes. En outre, des

tribus berbères judaïsées, vivaient sous la tente dans les campagnes; tels ces Jerâwa de l'Aurès qui ont tenu un moment les Arabes en échec à la fin du VII^e siècle. Les Arabes anéantirent en Algérie ce judaïsme berbère et rural; il en reste pourtant des traces aux environs de Souk-Ahras.

Pendant que les Berbères se convertissaient en masse à l'Islam, les communautés juives des villes se maintinrent au contraire dans leur foi et elles continuèrent à vivre dans les « mellah », soumises au statut spécial des non-musulmans, mais libres de se livrer au commerce et à divers métiers.

A partir de la fin du moyen âge, elles accueillirent des groupes juifs expulsés d'Europe ou fuyant la persécution : juifs d'Espagne, plus cultivés, plus riches aussi, qui devinrent bientôt leurs chefs, puis juifs francs, ainsi appelés parce qu'ils étaient placés sous la protection des consuls de France. A Alger notamment, ces derniers réalisèrent de grosses fortunes dans le trafic des marchandises et des esclaves provenant de la course, et supplantèrent l'aristocratie religieuse originaire d'Espagne.

Lors de l'arrivée des Français, les juifs d'Algérie n'ont songé qu'à tirer parti de la civilisation qu'ils apportaient et à s'assimiler à eux. En 1848, ils entamèrent une campagne pour obtenir la naturalisation française; ils l'obtinrent à l'avènement de la III^e République. Le dénombrement de 1936 ne les distingue plus du reste des citoyens français; ils étaient sans doute à ce moment au nombre de plus d'une centaine de mille.

Les Musulmans ont suivi une ligne de conduite diamétralement opposée, et ils ont résisté de toutes leurs forces aux offres d'assimilation.

Ils ont notamment montré une grande répugnance à demander la nationalité française, incompatible, en principe, avec le statut personnel qui leur est cher; s'ils en acceptaient toutes les conséquences, elle les retranchait de la communauté musulmane. Il n'y avait, en 1936, que 7.817 musulmans naturalisés, fonctionnaires en général et pour la moitié d'origine kabyle.

3. *L'occupation du sol*

1° *Répartition de la population européenne.* — Les Européens d'Algérie habitent presque tous le Tell et ses annexes. Si on s'en tient aux grandes divisions administratives, l'Algérie du nord, c'est-à-dire le Tell et une petite partie de la steppe, avait, en 1936, 939.623 habitants européens. En opérant les calculs semblables à ceux que nous avons tentés pour la population musulmane, on comptait la même année :

932.218	Européens et assimilés dans le Tell et ses annexes, soit	
		98 % du total;
11.588	—	dans la steppe;
2.421	—	au Sahara.

Même dans le Tell, les Européens sont trop peu nombreux et trop groupés en noyaux isolés pour que leur répartition puisse être exprimée par leur nombre au kilomètre carré.

Une meilleure image de cette répartition peut être donnée par la comparaison de leurs différents groupes avec la population européenne totale (fig. 8).

Le Tell occidental possède 75 % des Européens d'Algérie, c'est la seule partie du pays où les colons sont véritablement en nombre. Encore s'y rassemblent-ils en noyaux bien circonscrits.

Le plus important (34 % de la population européenne de l'Algérie du nord) est le groupe oranais. Bordant la mer entre l'embouchure de la Tafna et celle du Chélif, il occupe les plaines sub-côtières oranaises moins celle de Relizane, le plateau de Mostaganem, les plaines intérieures de Tlemcen et de Sidi-bel-Abbès. Les territoires de colonisation, constitués en communes de plein exercice, y sont à peu près continus, et le sol appartient souvent à des propriétaires européens dans les quelques circonscriptions indigènes qui subsistent. La population européenne y est assez diffuse, Oran n'enfermant qu'un peu plus du tiers (38 %) du groupe oranais.

Le groupe algérois (32 % de la population européenne de l'Algérie du nord) est plus ramassé; il comprend le Sahel d'Alger, la Mitidja, le plateau de Médéa, et le littoral entre Cherchel et l'embouchure de l'Isser; mais 75 % des Européens de ce groupe habitent Alger et

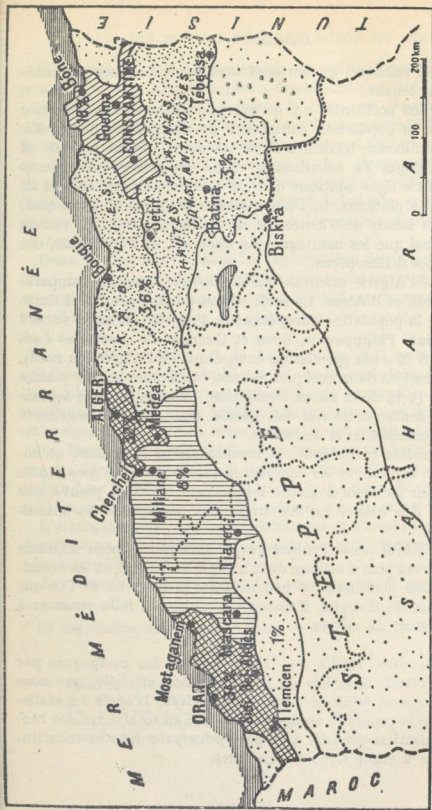


Fig. 8. — Répartition de la population européenne en Algérie.
(Dénombrement de 1936.)

Plus de 30 % de la population
européenne de l'Algérie du Nord.



de 15 % à 30 %



de 5 % à 10 %



de 1 % à 5 %



1 % ou moins de 1 %

..... Limites départementales.

les communes de banlieue, qui forment avec la capitale une agglomération d'un seul tenant.

Le reste du Tell occidental n'a qu'une population européenne très réduite (9 % de la population européenne de l'Algérie du nord), dispersée sur un immense territoire entre les deux groupes oranais et algérois. Les villages de colonisation et les propriétés européennes forment une mince ligne continue dans la vallée du Chélif; ailleurs ils sont épars sur les plateaux du Dahra, autour de Mascara, dans quelques vallées des monts de Tlemcen et de Saïda. La forêt qui couvre ces derniers, ainsi que les montagnes de Cherchel, de l'Ouarsenis, des Trara, sont vides d'Européens.

Il n'y a dans l'Algérie orientale aucun noyau européen comparable à ceux d'Oran et d'Alger. La seule région un peu peuplée d'Européens (16 % de la population européenne de l'Algérie du nord) s'étend entre Constantine, Philippeville, Bône et Guelma. Ils sont rares dans les Kabylies (3,6 % de la population européenne de l'Algérie du nord), où ils sont rassemblés dans quelques plaines, et dans les hautes plaines constantinoises (3 % de la même population), dont la bordure septentrionale est la seule partie qui soit garnie avec quelque continuité de villages de colonisation et de fermes.

Les fortes densités européennes et musulmane ne coïncident qu'autour d'Alger; la capitale et les campagnes voisines sont le gros centre d'attraction pour la main-d'œuvre musulmane; c'est la preuve que l'établissement des colons ne fait nullement disparaître les musulmans.

Mais il paraît tout aussi évident que le groupe européen d'Oranie s'est constitué avec plus d'aisance dans une partie du Tell où les musulmans étaient peu nombreux et peu attachés à la terre. Si l'Oranie avait été peuplée de Kabyles, il aurait probablement fallu renoncer à y implanter autant de colons.

2° *La colonisation rurale.* — L'occupation des campagnes par les Européens résulte à la fois de la colonisation officielle, que nous avons vue à l'œuvre, et de la colonisation privée. D'après les statistiques officielles, la propriété européenne couvre au total 2.720.000 hectares. La colonisation officielle a la part principale dans sa constitution, puisqu'elle a alloté 1.700.000 hectares.

Elle avait en vue l'organisation de petites propriétés paysannes; ce n'est pas cette tendance qui l'a finalement emporté (1).

La petite propriété est devenue la plus rare chez les cultivateurs européens; elle ne prédomine que dans les zones restreintes où se font les cultures de primeurs. Les vignobles peuvent être de vastes domaines ou de minuscules exploitations; mais les plantations inférieures à 10 hectares, si elles sont nombreuses (77 % des viticulteurs), représentent à peine 14 % de la superficie du vignoble; celles de moyenne dimension en représentent 31 %, et les grands domaines dépassant 50 hectares, 55 %.

Dans la zone des céréales, les exploitations de 50 hectares à 75 hectares que la colonisation officielle a concédées, ont périclité, ou se sont agrandies; il n'existe plus que des exploitations moyennes ou grandes, aux dimensions qu'exige la production des grains sous le climat de l'Algérie.

Les paysans travaillant de leurs mains, tels que la colonisation officielle les concevait primitivement, ne se sont donc pas maintenus : l'agriculture européenne est devenue une entreprise de cadres. Les petits propriétaires n'ont subsisté que dans les zones de cultures riches, où malgré la petitesse de leurs terres, ils ont pu être des chefs d'entreprise. Partout où l'exiguïté de leurs exploitations les obligeait à rester, comme dans la métropole, de simples paysans, ils ont vendu et se sont retirés dans les villes, où les emplois ne manquaient pas; leurs propriétés sont venues grossir celles des colons qui demeuraient.

L'élimination des petites exploitations et l'exode rural ont eu pour conséquence le rassemblement des terres européennes, primitivement plus morcelées.

Les domaines plus vastes qui se sont constitués après le départ des

(1) Exploitations européennes en 1940

	Nombre	Superficie totale en hectares
Moins de 10 hectares	8.000	40.000
De 10 à 50 hectares	7.000	209.000
De 50 à 100 hectares	4.000	306.000
De 100 à 500 hectares	5.100	1.202.000
Plus de 500 hectares	900	963.000
	<u>25.000</u>	<u>2.720.000</u>

premiers colons, sont le plus possible d'un seul tenant. Ainsi la concentration de la propriété entre quelques mains, son remembrement d'autre part, ont effacé le plus souvent la structure agraire établie par la colonisation officielle.

Les fondations de propriétés privées ont précédé autour d'Alger, dans les années qui ont suivi la prise de la ville, celles de la colonisation officielle. Par la suite, c'est généralement dans un ordre inverse que les deux entreprises se sont succédé; la colonisation officielle a ouvert la route aux colons libres, soit que ceux-ci aient construit leurs fermes aux alentours de ses villages, soit que les colons installés par l'État aient utilisé leurs premiers bénéfices à agrandir leurs propriétés et à acheter des terres aux musulmans en dehors des territoires de colonisation. Dans un cas comme dans l'autre, ces achats ont accentué la concentration de la propriété.

On peut suivre, depuis 1877, dans les publications officielles les transactions immobilières passées entre Européens et musulmans et portant sur des immeubles ruraux. De 1877 à 1939, seule la guerre de 1914-1918 a interrompu la croissance de la propriété européenne. Les gros achats de terres sont faits par les Européens au moment où la colonisation officielle est sur son déclin; ils se placent dans les années qui précèdent 1914; la mévente des vins cessé en 1908, et c'est le début de la grande prospérité de l'Algérie; c'est aussi l'époque où les cultures de céréales s'étendent vers le sud. 88 % des achats réalisés à ce moment ont eu lieu dans le Tell occidental (département d'Oran : 65 %; département d'Alger : 23 %).

La propriété européenne a continué à progresser entre les deux guerres, même pendant la crise économique de 1931-1933; mais le rythme des achats s'est peu à peu ralenti aux approches de la deuxième guerre mondiale. Les musulmans de leur côté, sous l'effet de la pression démographique, ont commencé à acheter de la terre, et à n'importe quel prix, à la fin de la guerre de 1914; leurs achats n'ont pourtant été supérieurs à ceux des Européens qu'en 1918 et 1919. Mais, depuis 1940, leurs acquisitions prennent une importance croissante d'année en année et l'emportent de nouveau sur celles des Européens. Comme précédemment, c'est dans le département de Constantine, pays des musulmans sédentaires, que la propriété européenne a subi les pertes principales, pertes minimes au total, mais significatives.

3° *La colonisation urbaine.* — Tout en conservant leurs propriétés rurales, les Européens d'Algérie tendent à se concentrer dans les villes. Les quatre grandes villes de la colonie, Alger, Oran et leurs banlieues, Constantine et Bône détenaient, en 1936, la moitié de la population européenne.

Même dans le Tell occidental, où la densité des colons est la plus grande, 66 % des Européens habitaient dans Alger et Oran, ainsi que dans leur banlieue et dans Sidi-bel-Abbès, Mostaganem, Mascara, Blida, Tiaret, Tlemcen.

Leur rassemblement dans les villes n'est pas un fait récent. L'immigration européenne s'y est de tout temps arrêtée volontiers, et la population européenne des villes a toujours été supérieure à celle des campagnes. La nouveauté, c'est que depuis la guerre de 1914-1918, cette dernière a cessé d'augmenter, et que l'accroissement des Européens ne profite plus qu'aux villes. Les villages de colonisation se dépeuplent.

La concentration de la propriété, la facilité des communications en automobile ont contribué à la désertion des campagnes. Mais il y a en Algérie, comme dans le monde entier, une cause plus générale, qui est l'attraction des villes.

Les quartiers européens de ces villes modernes se doublent de quartiers ou de faubourgs, où ont afflué depuis 1914 des campagnards musulmans en quête de travail. La plupart des villes algériennes étaient cependant en 1936 vraiment européennes par la composition de leur population. Les plus grandes, Alger, Oran, Bône, Sidi-bel-Abbès, Philippeville, abritaient un nombre d'Européens très supérieur à celui des musulmans. Si Constantine faisait exception, c'est qu'éloignée de la mer, elle avait subi la concurrence de ses ports, Philippeville et Bône, sa grande rivale, dans le département. La plupart des autres villes, Mostaganem, Mascara, Blida, Tiaret, avaient une population musulmane qui ne l'emportait que de peu sur l'européenne. C'est seulement dans les vieilles cités musulmanes de Tlemcen et de Bougie, et à Sétif, centre qu'ils avaient pourtant créé, que les Européens étaient notablement moins nombreux.

Cette prépondérance des Européens dans les grandes villes ne se retrouvait pas dans le reste de l'Afrique du nord française et était un des caractères de l'Algérie. Il n'en est plus ainsi actuelle-

ment (1). C'est dans les deux seules villes d'Alger et d'Oran que les Européens forment encore plus de la moitié de la population urbaine.

(1) Population des principales villes d'Algérie en 1936.

	Européens	Musulmans	Total	Pourcentage des Européens par rapport à la population totale de la ville	
				Dénombrement de 1936	Décompte des cartes d'alimentation en 1947
Alger (sans sa banlieue) . .	182.500	81.700	264.200	69 %	54 %
Oran	152.600	48.100	200.700	76 %	66 %
Constantine . .	54.400	59.400	113.800	47 %	35 %
Bône	46.100	40.200	86.300	53 %	45 %

La population d'Alger et de sa banlieue s'élève en 1948 à 253.000 Européens et 229.000 musulmans.

CHAPITRE IV

LES PRODUCTIONS

L'Algérie est avant tout un pays agricole. C'est à l'agriculture que les premiers efforts de mise en valeur ont été consacrés. C'est par l'agriculture que la transformation économique a commencé, et c'est à elle que l'Algérie a dû jusqu'à présent sa prospérité.

Malgré la longueur de la façade maritime de l'Algérie, les produits de la mer ne tiennent qu'une petite place dans son économie. Mais son sol contient des minerais variés. Leur extraction est faite avec activité depuis la fin du XIX^e siècle; elle n'a cependant qu'une importance modeste à côté de l'agriculture.

1^o *Conditions générales de la production.* — Cette activité économique est presque tout entière concentrée dans le Tell. Vides d'hommes, la steppe et le désert n'y prennent qu'une faible part, et leurs produits sont peu nombreux.

Il sera utile, en outre, de distinguer les ressources traditionnelles, qui, pour la plus grande partie, sont élaborées par les musulmans, et celles qui n'existent que depuis l'arrivée des colons et dont ils ont gardé le monopole. Dans l'un et l'autre cas, ni les caractères de la production, ni les problèmes qu'elle pose, ne sont les mêmes.

Les musulmans détiennent la plupart des terres consacrées aux cultures vivrières. Ils assurent la majeure partie de la production des grains et de l'huile; ils sont les seuls à entretenir des figuiers et à élever des moutons. Ils ont presque tous conservé leurs procédés traditionnels de culture et d'élevage; le résultat est qu'ils obtiennent des récoltes toujours médiocres et trop souvent insuffisantes; leurs troupeaux subissent périodiquement des pertes telles qu'il faut ensuite

de longues années pour les reconstituer. Un certain nombre de colons cultivent aussi des céréales et ont planté des oliviers; ils ont renouvelé les méthodes de culture, sélectionné les semences et les plants; leurs produits sont meilleurs et plus abondants par rapport à l'unité de culture. Pourtant, leur apport n'est pas tel qu'il augmente beaucoup la récolte totale. L'ensemble de la production demeure stationnaire, et n'a pas fait de progrès depuis longtemps.

Les ressources nouvelles comptent des produits agricoles obtenus en grosses quantités et en vue de l'exportation : les vins, les légumes de primeur, les fruits. L'industrie extractive était inconnue des musulmans, et ils ne tiraient que peu de profits de la végétation naturelle et de la mer. Les musulmans n'ont participé à ces exploitations nouvelles qu'en fournissant la main-d'œuvre. Les résultats techniques sont hors de cause; la seule question à résoudre est celle des débouchés et des transports. L'écoulement des produits règle l'extension des diverses cultures d'exportation et le sens de leur développement.

Il est enfin des produits que l'Algérie se contentait de faire venir du dehors, les objets manufacturés. Elle n'était pas outillée pour transformer elle-même ses propres produits, et possédait peu d'établissements industriels de quelque envergure. Il paraît aujourd'hui indispensable pour bien des raisons d'augmenter le nombre et l'importance des fabrications faites dans le pays.

2° *Crédit agricole et coopération.* — Création de ressources nouvelles et extension des activités anciennes ne se sont pas faites sans investissement de capitaux. Les profits ne sont venus que plus tard.

Les entreprises industrielles dans leurs débuts les ont trouvés plus facilement que les cultivateurs. Les mines sont exploitées le plus souvent par des sociétés, qui ont constitué leur capital dans la métropole ou à l'étranger en s'adressant de la manière habituelle à l'épargne ou aux banques. Mais les capitalistes français ou étrangers, s'ils s'engagèrent à l'occasion dans des entreprises agricoles, ne pouvaient guère s'intéresser aux petits cultivateurs isolés.

La plupart de ceux que la colonisation officielle a amenés dans les pays n'avaient pour tout bien que leur concession. Jusqu'en 1880, l'argent a été rare et cher en Algérie, et le taux des emprunts hypothécaires est resté très élevé. Les petits colons ont dû se contenter de cultures

qui procuraient un revenu immédiat et n'exigeaient que des mises de fonds limitées. Leurs hésitations des cinquante premières années, la lenteur avec laquelle ils parviennent à fixer un système de culture, proviennent en grande partie du manque de crédit.

Les musulmans, de leur côté, ont de tout temps été la proie des usuriers, non pas seulement à cause de leur imprévoyance, mais parce qu'ils tirent de la terre un rendement trop faible et que le climat multiplie les mauvaises récoltes. Ils ont l'habitude d'emprunter, et généralement dans de telles conditions qu'ils n'arrivent jamais à se libérer. C'est à la suite d'emprunts usuraires que tant d'entre eux sont dépouillés de leurs propriétés familiales.

Quand, à la fin du XIX^e siècle, l'Algérie se prépara à prendre son essor, le Gouvernement général dut se préoccuper de donner aide aux cultivateurs européens et musulmans.

Les *Sociétés indigènes de Prévoyance* (S. I. P.) furent organisées les premières. Après la famine de 1867-1868, le général Liébert, commandant la subdivision de Miliana, avait eu l'idée de former des associations de musulmans dans le but de secourir les malheureux en temps de disette, d'avancer des semences aux cultivateurs ou de leur accorder des prêts en argent. En 1884, le Gouvernement général résolut d'étendre l'organisation à toute l'Algérie et une loi de 1893 reconnut les S. I. P. comme établissements d'utilité publique. Jusqu'à la guerre de 1914, les S. I. P. restèrent cantonnées dans un rôle assez modeste, limitées au cadre communal et indépendantes les unes des autres. Leurs attributions ont été notablement étendues par la loi du 19 juillet 1933 instituant le Fonds commun des S. I. P. et par le décret du 21 septembre 1936 créant la section algérienne de l'Office du blé.

La première a créé un organe de coordination entre les S. I. P. Le Fonds commun, alimenté par des avances remboursables et des subventions de la colonie, facilite les opérations des S. I. P. en leur consentant à son tour avances et subventions ou en contractant des emprunts. Le crédit agricole mutuel, sous ses trois formes, à court, à moyen et à long terme, est ainsi mis à la portée des petits cultivateurs musulmans. D'autre part, les S. I. P. jouent désormais le rôle dévolu aux coopératives de producteurs de blé, et écoulent toute la récolte des cultivateurs musulmans.

Les S. I. P. leur sont réservées. Les *Sociétés de crédit mutuel agricole*,

qui furent créées en 1901, sont ouvertes aussi bien aux musulmans qu'aux Européens. Les deux tiers des adhérents sont aujourd'hui des musulmans.

Depuis 1880, les banques avaient commencé à accorder aux colons de plus larges crédits. Le Gouvernement général avait donné le mouvement en encourageant la formation de sociétés anonymes, les Comptoirs d'escompte, qui servaient d'intermédiaires entre les colons et la Banque d'Algérie; ils endossaient les effets signés par les cultivateurs et en acceptant le renouvellement presque indéfini. Banques et Comptoirs d'Escompte répandirent le crédit avec une telle profusion que les colons, après avoir manqué d'argent, contractèrent dans les années suivantes une dette hypothécaire trop considérable. Il parut nécessaire d'organiser le crédit agricole sur des principes différents et sur le modèle des sociétés mutuelles qui venaient d'être créées en France. Ce fut l'objet de la loi du 8 juillet 1901 qui organise le crédit à court terme.

Des *Caisses locales de Crédit agricole mutuel*, au nombre de 313 aujourd'hui, groupent les agriculteurs d'un même lieu; elles consentent à leurs adhérents ces « crédits de campagne », sans lesquels ils ne peuvent faire leurs cultures de l'année, si la récolte précédente n'a pas donné de bénéfices. Le papier souscrit par eux à trois mois, est escompté par les *Caisses régionales*; celles-ci, au nombre de 24, reçoivent, à titre de prêts sans intérêt, des sommes provenant des avances et redevances que la Banque de l'Algérie verse au Trésor public.

Les Caisses locales furent en outre autorisées en 1925 à faire des prêts à moyen terme (dix ans) destinés à l'équipement des propriétés rurales, et des prêts à long terme (vingt-cinq ans) pour les achats de propriétés, les constructions, les plantations, etc. Les sommes nécessaires leur sont procurées par la *Caisse foncière agricole d'Algérie*, créée deux ans après, qui les tire elle-même d'une dotation du Gouvernement général, de dépôts de fonds et d'émissions d'obligations.

A la suite de la crise économique mondiale de 1931-1935, le crédit agricole, ainsi organisé, dut être complété par des organismes destinés à empêcher l'éviction des cultivateurs qui ne pouvaient faire face aux échéances de leur dette. Une *Caisse de Prêts de consolidation* (1932), puis une *Caisse de Prêts agricoles* (1935) ont réussi à maintenir en possession de nombreux agriculteurs défaillants. La dernière assura, au besoin par séquestres judiciaires, la gestion des domaines, dont les

propriétaires incapables n'arrivaient pas à payer régulièrement l'intérêt de leurs dettes, même allégées.

Enfin, en 1935, un organe central, la *Caisse algérienne de Crédit agricole mutuel* vint coordonner l'action des diverses caisses, et se substituer à la Caisse foncière et à la Caisse des Prêts de consolidation.

Les caisses de crédit ont permis le développement des *coopératives agricoles*; une loi du 26 février 1909 règle les relations des deux sortes d'organismes. Les premières coopératives sont nées au début du siècle; elles se sont multipliées lorsque leur statut a été définitivement fixé en 1925 et lorsqu'elles furent autorisées à réaliser des bénéfices commerciaux.

Elles ont les objets les plus divers; les principales facilitent l'écoulement des produits agricoles. Les plus anciennes de celles-ci sont les caves coopératives, au nombre de 167 aujourd'hui; elles offrent aux petits vignerons, généralement mal outillés, les meilleures installations de vinification, assurent le logement du vin, se chargent de le vendre ainsi que les sous-produits.

Les « docks-silos coopératifs » ont été construits sur le modèle des éleveurs d'Amérique après la guerre de 1914-1918; ils ont l'avantage de livrer au commerce des blés nettoyés et classés; ils épargnent aux sociétaires le souci de loger et de vendre leur récolte, qu'ils leur achètent intégralement depuis l'institution de l'Office du blé en 1936.

Les « Tabacoops » rendent des services analogues aux planteurs de tabac; elles emmagasinent la récolte et peuvent échelonner les ventes pour obtenir les meilleurs prix. D'autres coopératives enfin assurent la mise en conserves et la vente des fruits et des légumes.

I. — LES PRODUITS DE LA CULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA VÉGÉTATION NATURELLE

1. *Les produits du Tell*

1° *Les produits traditionnels de la culture et de l'élevage.* — Nous connaissons par les genres de vie les produits traditionnels de l'agriculture musulmane, les céréales chez les sédentaires récents, l'huile et les figues chez les villageois d'ancienne date. L'élevage, en pleine

décadence, perd de plus en plus de place dans les occupations des premiers.

Un certain nombre de colons ne produisent pas autre chose que des céréales; peu en revanche ont planté des oliviers; aucun n'a planté de figuiers, ni ne pratique l'élevage.

a) *Les céréales.* — Les céréales sont le type des cultures, que les musulmans et les colons pratiquent les uns et les autres, et dans lesquelles les premiers ensemencent des superficies très supérieures et commandent l'ensemble de la production.

Les céréales d'hiver sont presque seules cultivées en Algérie; elles couvrent 94 % des terres cultivées en plantes annuelles. Les céréales d'été n'occupent que de très petites superficies, 16.000 hectares en moyenne, cultivées par les Kabyles pour les deux tiers en sorgho et pour le reste en maïs.

Les deux céréales d'hiver principales sont le blé dur et l'orge, fondements de l'alimentation des musulmans. Ils couvraient avant la guerre et couvrent encore les trois quarts ou un peu plus de la superficie cultivée en céréales d'hiver; le blé dur l'emporte aujourd'hui, mais de peu sur l'orge, tandis que la proportion était inverse avant la guerre.

Le blé dur était en 1830 le seul blé cultivé en Algérie; c'est la variété de cette céréale la mieux adaptée aux pays de la Méditerranée. Il fournit aux musulmans la semoule du « couscous ». Il se prête admirablement à la fabrication des pâtes alimentaires, mais sa farine est moins appréciée en boulangerie.

L'orge est plus facile à produire : elle se contente de sols pauvres et mal travaillés, et elle y donne un meilleur rendement que le blé; elle exige une moindre quantité d'eau pour accomplir son cycle de végétation, et elle mûrit avant toutes les autres céréales, échappant ainsi aux sécheresses précoces ou aux maladies qui compromettent les autres moissons. Sa farine sert à cuire la galette des musulmans, et sa semoule est souvent mêlée ou substituée à celle du blé dur dans le couscous.

Le froment a été introduit par les colons, et il est loin d'avoir la même prépondérance que dans la métropole. Il ne couvrait, avant la guerre, que 13 % des superficies consacrées aux céréales d'hiver. Il

tendait à se développer en 1939 parce que les musulmans se mettaient à en cultiver davantage, et il en est de même aujourd'hui.

Quant à l'avoine, produite par les colons pour nourrir leurs attelages, elle n'occupe qu'une place secondaire.

Les surfaces cultivées en céréales se répartissent ainsi :

	Moyenne 1931-1940	Moyenne 1945-1946	Moyenne 1946-1947	Moyenne 1947-1948
Blé dur. . . .	38 %	40 %	39,6 %	38,8 %
Orge	42 %	22 %	36 %	37,4 %
Froment . . .	13 %	32 %	16,4 %	17 %
Avoine	6 %	5 %	7 %	6,6 %

Les céréales sont répandues partout dans le Tell. Les principales régions de culture se disposent néanmoins de la manière suivante.

Dans le Tell occidental, vigne, primeurs, arbres fruitiers ont pris possession d'une grande partie des plaines sub-côtières et des collines ou des plateaux qui les entourent. La plaine du Chélif, de climat extrême et d'atmosphère sèche, a seule conservé, jusqu'à ces dernières années, ses champs ininterrompus de céréales; les plantations d'arbres commencent pourtant à s'y étendre. Dans les plaines intérieures de Tlemcen, de Sidi-bel-Abbès et de Mascara, les céréales se mélangent aux vignobles, qui là aussi sont loin d'avoir conquis tout le terrain. Elles ne sont l'unique culture que sur les plateaux de la rive droite de la Mina (Montgolfier, Prévost-Paradol) et à la bordure méridionale du Tell (plateaux des Mâalif au sud de Saïda et du Sersou), dont elles ont pris possession depuis cinquante ans. Dans toutes ces régions, les cultures des colons tiennent une place importante. Le Chélif et le Sersou produisent surtout du froment; l'avoine provient pour la plus grande part de Sidi-bel-Abbès et de Mascara.

L'Algérie orientale se divise beaucoup plus nettement en pays qui produisent des céréales et en pays qui en manquent. Le déficit est aujourd'hui plus grand que jamais dans les Kabyliés surpeuplées, où on sème de moins en moins. Au contraire, les hauteurs peu accidentées du versant méridional de l'Atlas tellien oriental et les hautes plaines constantinoises portent presque uniquement des céréales; la plupart des cultures européennes sont concentrées sur le bord septentrional de ces dernières. Ce pays élevé, soumis à un climat continental et régulièrement enneigé, produit surtout de l'orge et du blé dur.

La surface cultivée chaque année en céréales d'hiver a atteint en moyenne 3.187.000 hectares de 1931 à 1940. La production annuelle moyenne pendant la même période a été 17.341.000 quintaux :

	Surface en hectares	Production en quintaux	Rendement en quintaux à l'hectare
Orge	1.362.000	6.930.000	5,1
Blé dur.	1.227.000	6.068.000	4,9
Froment	405.000	2.902.000	7,1
Avoine	191.000	1.439.000	7,5

Production excessivement modeste : l'Algérie est loin d'être un grenier inépuisable. Elle consacre aux céréales moins du cinquième des surfaces que celles-ci occupent en France, et obtient des récoltes qui n'atteignent pas le dixième des récoltes françaises.

La faiblesse des rendements est donc le premier caractère des moissons algériennes. Le rendement moyen de toutes les céréales pour la période 1931-1940 a été 5,5 quintaux à l'hectare. Seuls les rendements moyens du froment et de l'avoine dépassent ce chiffre, atteignant respectivement 7,1 et 7,5 quintaux à l'hectare; les rendements moyens obtenus en France pendant la même période s'élèvent à 15,4 quintaux à l'hectare pour le froment et à 16,7 quintaux à l'hectare pour l'avoine.

Un second caractère des récoltes de céréales est qu'elles sont d'une importance très inégale suivant les années : la ligne représentant sur un graphique la série des moissons annuelles est plus sinueuse qu'en n'importe quelle contrée; ascensions et chutes se succèdent, aussi brutales les unes que les autres (fig. 9).

Le climat est responsable de ces variations et de ces faibles rendements. Les unes et les autres sont liés aux caprices de la pluie. Les céréales sont en principe bien adaptées aux conditions du climat tellien : semées après les premières pluies d'automne qui permettent de mettre la charrue dans les terres durcies par l'été, elles entrent dans leur période active de végétation lors des pluies de printemps, et mûrissent avant l'époque où toutes les graminées périssent sous le soleil. Mais la pluie tombe en quantités très inégales selon les années et ne survient pas toujours au moment où on l'attend normalement. La sécheresse de l'été prolongée oblige parfois les musulmans à ne labourer qu'à la fin de l'automne; la maturité est retardée d'autant et les épis

Milliers de
quintaux
25.000

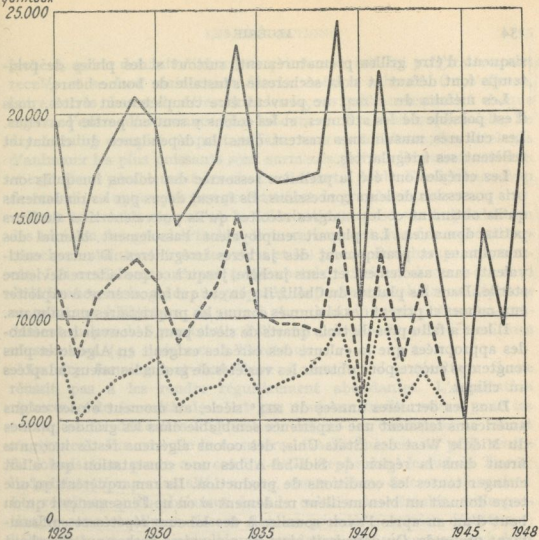


Fig. 9. — Production des céréales d'hiver en Algérie.

- Production totale.
- - - Production des musulmans.
..... Production des colons.

Dernières récoltes de céréales d'hiver en Algérie.

1941	22.130.000	quintaux
1942	12.235.000	—
1943	17.300.000	—
1944	11.600.000	—
1945	5.000.000	—
1946	14.338.000	—
1947	9.405.000	—
1948	20.550.000	—

Les récoltes de 1943 ont été égales à la moyenne des dix années 1931-1940. Seules les récoltes de 1941 et de 1948 lui ont été supérieures.

risquent d'être grillés prématurément, surtout si les pluies de printemps font défaut et si la sécheresse s'installe de bonne heure.

Les méfaits du climat ne peuvent être complètement évités, mais il est possible de les atténuer, et les colons y sont en partie parvenus. Les cultures musulmanes restent dans la dépendance du climat et reflètent ses irrégularités.

Les céréales ont été la première ressource des colons lorsqu'ils ont pris possession de leurs concessions. Ils furent déçus par les rendements qu'ils obtinrent et les maigres récoltes qu'ils pouvaient tirer de leurs petits domaines. La plupart employaient l'assolement biennal des musulmans et pratiquaient des jachères irrégulières. D'autres cultivaient, sans assolement et sans jachère, jusqu'à ce que la terre devienne stérile. Dans les plaines du Chélif, il y en eut qui renoncèrent à exploiter eux-mêmes et prirent des khammès comme les propriétaires musulmans.

Il leur a fallu près de trois quarts de siècle pour découvrir les méthodes appropriées que la culture des céréales exigeait en Algérie et plus longtemps encore pour obtenir les variétés de grains les mieux adaptées au climat.

Dans les dernières années du XIX^e siècle, au moment où les colons américains faisaient une expérience semblable dans les grandes plaines du Middle West des États-Unis, des colons algériens restés inconnus firent dans la région de Sidi-bel-Abbès une constatation qui allait changer toutes les conditions de production. Ils remarquèrent qu'une terre donnait un bien meilleur rendement si on ne l'ensemait qu'au bout d'un an après l'avoir soumise à des labours répétés et suffisamment profonds. On détruisait ainsi les mauvaises herbes qui absorbent l'humidité souterraine, et on ameublissait la surface du sol, ce qui avait pour résultat de faciliter l'infiltration et de réduire l'évaporation. La jachère cultivée permet d'utiliser pour une récolte l'eau tombée pendant deux ans; c'est la seule méthode de culture appropriée aux pays secs. Elle a immédiatement permis l'extension de la colonisation vers les limites méridionales du Tell occidental, dans des régions qui touchent à la steppe.

Systématisée sous le nom de « dry farming » dans les champs d'expérience américains, étudiée en Russie après 1921, mise au point pour l'Afrique du nord par les colons et les services agronomiques d'Algérie et de Tunisie, elle a reçu bien des perfectionnements. Les labours sur

jachère, qu'on donnait d'abord au printemps, ont été progressivement reculés et se font maintenant dès la moisson achevée. On s'efforce, entre autres choses, de déterminer les façons qui conviennent à chaque région, l'ordre d'alternance des labours profonds et superficiels. Le dry farming complet ne peut se faire sans motoculture; les attelages d'animaux les plus puissants sont surmenés par ces labours incessants et entraînent péniblement des charrues d'un tel poids. Il exige beaucoup de travail, en apparence peu productif, et de grandes surfaces.

Dans toutes les régions où la colonisation repose sur la production des céréales, les grandes taches de terre brune et nue des « préparés » tranchent maintenant sur les verts et les jaunes des champs ensemencés. Les rendements restent toujours très inférieurs à ceux du nord de la France, mais, grâce aux préparés, ils peuvent atteindre ou dépasser 20 quintaux à l'hectare; de 1931 à 1940, les colons ont obtenu un rendement moyen de 8,7 quintaux à l'hectare, double de celui des cultures musulmanes (4,3 quintaux à l'hectare).

Le dry farming parvient donc à assurer des récoltes; il ne réussit pas à les rendre régulièrement abondantes. L'application rigoureuse de la méthode n'est pas toujours facile, même pour les colons, et les difficultés augmentent lorsque les conditions de climat s'aggravent. Un exemple le montrera. Aïn Kermès est un petit centre de colonisation, perdu aux confins de la steppe dans le sud de Tiaret; l'administration y a installé, en 1925, une trentaine de concessionnaires. Les résultats qu'ils obtinrent dans la culture des céréales, seule praticable sous ce climat, furent dès les premières années désastreux; l'État dut, en 1935, consolider leurs dettes. La sécheresse, qui dura de 1942 à 1945, acheva de les ruiner, et la plupart envisageaient de quitter ces terres déshéritées. Une heureuse initiative paraît avoir sauvé la situation. Les colons d'Aïn Kermès formèrent en 1945 une coopérative d'exploitation qui assure la culture de 5.500 hectares en commun : les prix de revient se sont abaissés, et la coopérative a fait des bénéfices, alors que les colons n'arrivaient pas à vivre en cultivant leurs concessions séparément. La production des céréales en Algérie n'est rémunératrice, en dehors de quelques régions favorables, que dans de très grandes exploitations.

Si les colons parviennent avec peine à mettre en œuvre le dry farming, à plus forte raison n'est-il pas à la portée des musulmans. Ils

n'ont ni l'outillage, ni des propriétés ou des exploitations assez grandes, ni les moyens de subvenir aux dépenses de pareils travaux.

Des charrues métalliques ont aujourd'hui remplacé le plus souvent les araires de bois, qui égratignaient à peine le sol. Mais les attelages, où le cheval, le mulet, l'âne et même le chameau voisinent, sont insuffisants pour pratiquer des labours répétés. Le sol, mal préparé, peu ou pas du tout fumé, jamais sarclé, reçoit des semences de qualité médiocre et souvent trop peu abondantes.

Les défauts du système d'exploitation des musulmans sont encore plus graves. La plus grande partie des propriétés musulmanes sont très petites; 75 % d'entre elles sont inférieures à 10 hectares, et mesurent généralement beaucoup moins. Les musulmans qui possèdent 50 hectares sont peu nombreux, mais ils détiennent 36 % de la superficie des propriétés.

Propriétés des musulmans en 1940.

	Nombre	Superficie en hectares
Moins de 10 hectares	391.000	1.850.000
De 10 à 50 hectares.	118.000	3.013.000
De 50 à 100 hectares.	17.400	1.226.400
De 100 à 500 hectares.	5.000	1.108.000
Plus de 500 hectares.	600	474.700
	<u>532.000</u>	<u>7.673.872</u>

Or, une propriété grande ou moyenne forme rarement une seule exploitation : les travaux de culture sont répartis entre plusieurs khammès, auxquels le propriétaire abandonne une petite partie de la récolte. L'unité de culture est la surface qui peut être cultivée chaque année par une famille possédant une charrue et son attelage, soit 11 hectares environ; un khammès ne reçoit généralement pas de terre plus étendue.

Quelle que soit la dimension des propriétés, la petite exploitation domine donc dans l'agriculture musulmane; c'est une condition qui gêne les progrès techniques et interdit en particulier le dry farming, dans lequel la moitié des champs reste en jachère chaque année.

Voilà pourquoi la production céréalière de l'Algérie est aussi modeste et aussi incertaine. La majeure partie des céréales provient des cultures musulmanes, et le rendement moyen n'est influencé que dans une

faible mesure par les cultures des colons. De 1935 à 1940, les musulmans ont cultivé 72 % des superficiesensemencées en céréales d'hiver; ils n'ont récolté que 56 % de la production. Les rendements du froment et de l'avoine sont les plus élevés parce que les colons produisent les quatre cinquièmes du premier et la totalité de la seconde. Les rendements moyens de l'orge et du blé dur sont particulièrement faibles, car les musulmans fournissent respectivement les quatre cinquièmes et les deux tiers de la production.

La médiocrité et l'irrégularité des moissons sont d'autant plus redoutables que la population de l'Algérie a augmenté dans les proportions que l'on sait, et est toujours en voie d'accroissement. Les très mauvaises récoltes qui se sont répétées de 1942 à 1947 ont mis l'Algérie sous la menace de la famine, et elle a dû procéder à des importations massives de grains. Les superficies cultivées ont pourtant augmenté jusqu'en 1940 (1); les statistiques accusent d'ailleurs une augmentation plus lente qu'on ne l'aurait pensé en constatant l'étendue des défrichements exécutés par les musulmans entre les deux guerres. Mais la moyenne des rendements a déchu depuis 1911 dans des proportions singulières, à tel point que les quantités de céréales disponibles par tête d'habitant ont diminué de près d'un tiers depuis cette date (2).

Il faut de toute nécessité trouver les moyens d'accroître les récoltes de céréales; c'est surtout en cette matière qu'il y a lieu de moderniser l'agriculture musulmane; nous dirons plus loin l'œuvre entreprise dans ce but.

Les céréales ont jusqu'en 1939 tenu la seconde place dans les exportations.

(1) *Céréales d'hiver.*

	Superficie	Production
Moyenne 1901-1910.	2.862.000 hectares	19.058.000 quintaux
Moyenne 1931-1940.	3.187.000 —	17.341.000 —

A la suite des mauvaises récoltes qui ont raréfié les semences, la superficie cultivée a diminué depuis lors. Elle n'a atteint, en 1945, que 2.300.000 hectares. Elle augmente de nouveau chaque année : 2.700.000 hectares étaientensemencés au début de 1948.

(2) D'après BALENSI, *Le problème des céréales en Algérie* (Gouvernement général de l'Algérie, Conseil supérieur économique), Alger, juin 1945, le quotient de la production par le nombre d'habitants est :

Moyenne 1901-1910.	3,667
— 1931-1940.	2,403

tations. L'Algérie s'était équipée en vue de ce commerce en construisant, sur les lieux de production et dans les ports, des élévateurs de type américains, des « docks-silos » comme on dit ici.

Le commerce extérieur des grains avait pris aussi entre les deux guerres une orientation nouvelle. Depuis 1932, l'Algérie n'exportait plus que des grains d'emploi particulier : des blés durs pour la fabrication des pâtes alimentaires, des blés dits « de force », obtenus avec des semences sélectionnées et destinés à être mélangés aux blés de la métropole pour augmenter la qualité boulangère de leur farine, enfin des orges de la qualité demandée par la brasserie.

L'exportation des céréales de qualité est plus que jamais la seule possible. Tant que le ravitaillement de l'Algérie ne sera pas mieux assuré par ses propres récoltes, elle ne pourra se passer de ses autres disponibilités.

b) *Oliviers et figuiers*. — Au contraire des céréales, les arbres fruitiers anciennement cultivés sont fort localisés; ils n'appartenaient autrefois qu'aux habitants des vieux villages et ils ne se sont guère étendus en dehors de ces zones.

Les *oliviers*, arbres méditerranéens par excellence, font pourtant partie de la végétation spontanée de l'Atlas; ils peuvent croître dans toute l'étendue du Tell, et il n'est pas d'arbres plus résistants et plus accommodants sous le rapport des sols, comme sous celui des précipitations. Mais ce sont des arbres frileux, ils craignent le froid et la neige; dans l'Atlas tellien, ils ne prospèrent et ne produisent que sur les versants bien exposés; les Berbères distinguent, comme nos montagnards alpins, des versants de l'ombre (« amalou »), et des versants du soleil (« asammour »), où les oliviers se plaisent. Leur médiocre résistance au froid limite aussi leur extension en altitude; dans l'Atlas tellien, ils ne donnent plus de fruits au-dessus de 800 mètres. Aujourd'hui, tous les peuplements importants d'oliviers sont cantonnés dans les montagnes proches de la Méditerranée et n'atteignent même pas le bord méridional de l'Atlas tellien. Pourtant on trouve des ruines de pressoirs antiques et des traces de plantations à un millier de mètres d'altitude dans le sud-est des hautes plaines constantinoises, qui sont aujourd'hui dépourvues de toute olivette, et même de tous autres arbres.

Les olivettes actuelles ne contiennent pas plus d'une dizaine de millions d'arbres, dont 8.500.000 en production; près des deux tiers appartiennent à des musulmans.

Les olivettes musulmanes sont en grande partie constituées de sauvageons greffés; ce sont des forêts domestiquées, où seuls les oliviers ont été conservés. L'olivier sauvage ne donne que des fruits petits et pauvres en huile; la greffe, connue au moins depuis les Carthaginois, améliore grandement la production. L'olivier greffé se reproduit par boutures; il suffit de prélever des éclats de souche à la base des oliviers francs et de les mettre en terre. Sauvageons greffés et oliviers de plantation se mélangent dans les olivettes musulmanes; celles-ci offrent un désordre pittoresque d'arbres de toutes tailles et de toutes formes, souvent très vieux, disposés au hasard sur de roides versants. Les soins qui leur sont donnés sont sommaires, et le deviennent de plus en plus; on a pu dire que dans de nombreuses régions de Kabylie, l'olive tend à devenir un produit de cueillette, plutôt qu'un fruit cultivé. L'irrigation, qui multiplie les rendements, n'est employée que tout à fait exceptionnellement.

Les musulmans prétendent que leurs arbres ne produisent que tous les deux ans. Ce qui est vrai, c'est que les fruits se forment sur des rameaux de deux ans; un rameau d'un an est stérile. Pour qu'il y ait une abondante production, il faut donc que les conditions de climat aient été bonnes pendant deux ans. Mais on n'obtient pas de récolte annuelle à coup sûr, lorsqu'en gaulant les olives, comme on est presque toujours forcé de le faire dans les vieux arbres peu commodément implantés, on brise les rameaux de l'année, destinés à fructifier l'année suivante.

Les musulmans ont certainement agrandi leurs olivettes depuis 1830; la greffe des oliviers sauvages a été depuis le milieu du XIX^e siècle une des préoccupations de l'administration française. Mais seuls les anciens sédentaires ont pris part à cette extension. L'oléiculture musulmane est principalement concentrée dans les Kabylies et autour de Guelma; la Grande et la Petite Kabylie à elles seules possèdent les trois quarts des oliviers appartenant à des musulmans et procurent 88 % de l'huile produite par eux. Les moulins modernes ont remplacé dans presque tous les villages les meules de pierre et les pressoirs de bois; les huileries installées dans les centres appartiennent pour

la plupart aujourd'hui à des musulmans. Le rendement est médiocre, le gaulage supprimant presque régulièrement une récolte sur deux. Les Kabyles sont loin de tirer de leurs oliviers toutes les ressources qu'ils devraient.

Les colons, pris par d'autres cultures plus rapidement rémunératrices, n'ont créé que peu à peu des olivettes de plantation, sur le bord méridional de la Mitidja et dans les plaines oranaises, à Relizane, Perrégaux, Saint-Denis-du-Sig et autour de Tlemcen et de Sidi-bel-Abbès. Les arbres y sont régulièrement alignés et espacés sur des terrains plans le plus souvent; ils peuvent facilement recevoir les soins nécessaires, labours et taille régulière, et, précaution essentielle, les fruits peuvent être cueillis et non gaulés. Les vergers sont généralement irrigués. Les basses plaines, où l'arrosage est le plus pratiqué, ont la spécialité des conserves d'olives.

Les plantations des colons sont trop peu étendues pour influencer beaucoup la production d'huile de l'Algérie. De 1931 à 1940, la production moyenne a été de 166.000 hectolitres, soit un rendement moyen de 2 litres par arbre. Elle avait beaucoup diminué : avant 1914, elle atteignait le double pour un nombre d'arbres moins grand. L'Algérie n'exporte de petites quantités d'huile d'olive qu'en échange d'une importation d'huiles de graines (188.000 hectolitres en moyenne de 1931 à 1940) supérieure à une récolte moyenne.

Les progrès faits par la Tunisie en cette matière font ressortir la médiocrité de la production algérienne. Les Tunisiens possèdent sans doute par tradition des techniques de culture qui font défaut aux Algériens. Doit-on renoncer pour cela à tout espoir de progrès? Le Gouvernement général de l'Algérie a entrepris en 1945, dans les terres collectives et incultes de la plaine du Hodna, à l'est de Msila, des plantations, qui doivent couvrir plusieurs milliers d'hectares; les résultats de cette expérience ne seront clairs que dans quelques années.

Les *figuiers* ne sont cultivés que par les musulmans, et presque uniquement aussi par les anciens villageois des Kabylies. Ils sont beaucoup moins sensibles que les oliviers à l'égard de la température; les plantations nouvelles ont gagné à la fois vers le bas et vers le haut des versants, où elles dépassent l'altitude de 1.000 mètres. Les fruits sont consommés frais ou séchés; le mois de septembre, pendant lequel

la récolte se fait, est pour les Kabyles une époque de réjouissances, de fêtes, de mariages; c'est ce moment que les émigrants temporaires choisissent pour retourner dans leurs villages. La cueillette et le séchage au soleil exige une abondante main-d'œuvre familiale; la culture du figuier ne donne que de petits profits et n'a pas tenté les colons. La production ne dépasse guère la consommation; les figues sèches, dont le Gouvernement général s'efforce d'améliorer la qualité et la présentation, ne figurent qu'en petites quantités dans les exportations.

c) *L'élevage*. — L'élevage ne tient aucune place dans l'activité des colons; certains se livrent au commerce du bétail, mais ils n'entretiennent dans leurs fermes que les animaux nécessaires à la production du lait et au travail. Encore les bonnes vaches laitières, les bœufs, les mulets, les chevaux les plus robustes sont-ils importés d'Europe.

En dehors des pays de vieux villages, les musulmans du Tell, avant d'être devenus complètement sédentaires, avaient pour principale ressource les troupeaux qu'ils nourrissaient dans les forêts et dans les friches. La décadence de l'élevage a suivi l'extension des cultures. Les bestiaux n'ont pourtant pas complètement disparu.

Il n'est pas de cultivateur musulman, même dans les vieux villages, qui n'entretienne une chèvre ou un mouton. Mais le petit bétail n'est un peu abondant que dans les moyennes montagnes trop accidentées pour se prêter à des cultures étendues et dans les hautes plaines de l'Algérie orientale, où les parcours ne sont pas partout cultivés. Les premières restent le domaine des chèvres, qui se contentent des pâtures les plus pauvres et les plus inaccessibles. Les secondes contiennent encore de véritables troupeaux de moutons; seuls ceux-ci ne sont pas complètement sédentaires; ils ne font plus de transhumance régulière, mais il arrive que les plus importants soient envoyés pendant l'hiver dans le Hodna ou les plaines sahariennes les plus proches.

Chèvres et moutons sont aujourd'hui encore plus nombreux dans le Tell que dans la steppe. Les statistiques ne distinguent pas le bétail des sédentaires et celui des nomades, comme ce serait nécessaire pour décrire en toute certitude l'évolution du troupeau de l'Algérie et sa situation présente. Elles permettent seulement de constater que la densité du bétail est plus élevée dans le Tell, et que ce n'est pas la steppe, comme on l'imagine volontiers, qui contient la majeure partie

du troupeau. Dans l'Algérie entière, l'effectif des moutons et des chèvres a constamment diminué depuis 1908 (1), date à laquelle il a été le plus élevé; il est probable que c'est le troupeau du Tell qui a subi la plus grande part de cette amputation.

Le Tell contient d'autre part la totalité des bovins de l'Algérie. Leur nombre a diminué aussi depuis le début du siècle, mais dans une moindre proportion, et se maintient depuis la guerre de 1914-1918 entre 800.000 et 900.000. Ils ne sont en troupeaux, et ne font l'objet d'un élevage véritable, que dans les montagnes humides et boisées qui s'élèvent entre Bône et Guelma, depuis la vallée du Safsaf jusqu'à la frontière tunisienne. C'est là que naissent la plupart des bœufs qui sont ensuite entretenus ailleurs pour le travail et pour la boucherie. Ils appartiennent à la race dite « de Guelma », caractérisée par une petite taille, un pelage gris clair ou blanc, et une grande rusticité. L'élevage des bovins ne fera pas de progrès tant que l'agriculture ne fournira pas les fourrages verts, sans lesquels aucune amélioration n'est possible.

2° *Les produits agricoles nouveaux.* — Les colons ont apporté des innovations essentielles aux cultures vivrières traditionnelles, mais n'ont pas accru leur rendement général dans des proportions suffisantes. Ils ont en revanche introduit en Algérie des cultures nouvelles d'une grande valeur économique : celles-ci ont procuré au pays un pouvoir d'achat considérable, ont financé son équipement et assuré l'emploi de nombreux ouvriers musulmans, que l'accroissement de la population oblige à travailler hors de chez eux. Ces nouvelles cultures n'ont été entreprises qu'après bien des tâtonnements; actuellement encore les colons sont en train de donner à leur agriculture une nouvelle orientation.

a) *Le choix des cultures (1830-1875).* — En peuplant l'Algérie de

(1) Algérie entière.

	Moutons	Chèvres
	—	—
1908	9.500.000	4.200.000
1939	6.405.000	3.252.000

Après une augmentation passagère en 1945, l'effectif est diminué de moitié en 1947 (3.144.000 moutons et 2.525.000 chèvres).

colons, l'Administration n'a pas pris sur elle de les guider dans l'exploitation de leurs concessions. Ils ont eu à choisir eux-mêmes un système de culture; les essais se sont succédé pendant cinquante ans avant d'aboutir.

Les colons pouvaient aisément, semble-t-il, se mettre aux *cultures traditionnelles des pays méditerranéens*, celles mêmes que les musulmans pratiquaient, les céréales, les plantations d'arbres fruitiers. Le maréchal Bugeaud aurait voulu y ajouter des plantes fourragères, nécessaires en premier lieu pour les chevaux de l'armée. Mais les fourrages cultivés exigent l'irrigation et ne pouvaient gagner rapidement beaucoup de terrain. De même les céréales cultivées à la manière des musulmans devaient décevoir les colons par leurs faibles rendements, et les plantations d'arbres, qui ne rapportent qu'après une attente de plusieurs années, n'étaient guère à la portée d'immigrants sans ressources, obligés de compter sur la récolte de l'année.

D'autres raisons encore les détournèrent de ces cultures. Si quelques agronomes ou économistes se trompèrent au début sur les vraies possibilités de la contrée, d'autres aperçurent de bonne heure que la production agricole de l'Algérie risquait dans bien des cas de concurrencer celle de la métropole. Le maréchal Bugeaud aurait été tout disposé à n'autoriser la culture de la vigne en Algérie que pour l'usage de la table et la production du raisin sec. Aucune culture ne fut légalement prohibée. Mais le régime douanier établi par l'ordonnance du 11 novembre 1835 soumit les produits algériens importés en France au tarif des marchandises d'origine étrangère, tandis que tous les produits français, à l'exception du sucre, étaient admis en franchise en Algérie. Ce régime, atténué pour quelques produits en 1843, dura jusqu'à l'établissement de l'union douanière entre la France et l'Algérie; inaugurée en 1851 pour la plupart des produits, elle ne fut étendue qu'en 1867 aux vins algériens. Pendant vingt ans, les colons durent donc limiter toutes leurs récoltes à leur propre consommation et se contenter de vendre des fagots, du charbon de bois et des foin coupés dans les herbages naturels.

L'ouverture du marché métropolitain leur donnant toute aisance pour organiser leur production, ils cherchèrent à associer aux céréales des cultures plus lucratives, et tournèrent leurs essais vers les *cultures industrielles*. Dès les débuts de l'occupation, certains avaient songé

aux cultures tropicales, pratiquées à l'occasion par les musulmans nord-africains; la chaleur de l'été algérien laissait supposer un climat aussi torride que celui des seules colonies dont on avait l'expérience. Le maréchal Clauzel, qui administra l'Algérie en 1830-1831, puis de 1835 à 1837, fut un ardent promoteur de l'acclimatation des plantes tropicales, et créa dans ce but aux portes d'Alger le Jardin d'essai du Hamma. Ce jardin contient aujourd'hui une merveilleuse collection de plantes des pays chauds; elles ont trouvé au bord de la baie d'Alger des conditions de climat d'une douceur exceptionnelle, qui ne se rencontrent que dans quelques coins privilégiés du Tell.

Les expériences poursuivies par le botaniste A. Hardy, directeur du Jardin d'essai de 1842 à 1868, portèrent sur le café, la vanille, le thé, la canne à sucre; elles ne donnèrent aucun résultat pratique. Seul le coton parut capable d'une meilleure réussite. A partir de 1844, l'État s'efforça d'amener les colons à le cultiver. Des décrets impériaux assurèrent en 1853 des profits avantageux aux producteurs. La guerre de Sécession américaine privant l'industrie française d'importations, les prix s'élevèrent en 1861 et les plantations de coton se multiplièrent dans les plaines subcôtières du Tell occidental. Mais cette prospérité était artificielle; les prix tombèrent dès la reprise des exportations américaines en 1865, et les cultures de coton disparurent peu à peu.

Les colons n'obtinrent pas de résultats plus durables quand ils tentèrent à la même époque des cultures industrielles mieux adaptées au climat méditerranéen. Le tabac qu'ils se mirent à planter, à partir de 1843, est considéré quinze ans plus tard comme la principale richesse agricole de l'Algérie; grâce à lui les métayers européens deviennent rapidement propriétaires. La Régie française, en exigeant des produits de meilleure qualité et de plus faible rendement, met fin à cet engouement et la culture du tabac cesse de s'étendre. Le lin, cultivé de 1862 à 1870, et dont le rouissage, faute d'eau courante, se faisait dans des conditions difficiles, ne procura également qu'une courte prospérité.

En 1871, au moment où la colonisation officielle reprend son œuvre et l'amplifie, l'agriculture algérienne n'a pas trouvé sa voie et la situation des colons, après quelques beaux jours, est loin d'être affermie.

Les travaux d'hydraulique agricole, entrepris à des dates diverses à partir de 1860, auraient pu les orienter dans une direction nouvelle,

vers les *cultures irriguées*. Jusque-là, les colons n'avaient d'autre ressource, quand ils voulaient arroser leurs cultures, que d'entreprendre eux-mêmes sur leurs propriétés les aménagements nécessaires : dérivation de l'eau des rivières par des barrages volants, creusement de puits peu profonds d'où ils remontaient l'eau au moyen de roues à godets, ou « norias », traditionnelles dans le bassin de la Méditerranée.

L'État construisit le barrage de dérivation de Pontéba sur le Chélif, et, pour mettre en réserve l'eau des crues d'hiver, sept barrages-réservoirs, dont les plus grands étaient ceux de l'Habra (30 millions de mètres cubes), des Cheurfa sur le Sig (18 millions de mètres cubes), et celui du Hamiz (14 millions de mètres cubes) qui ne fut terminé qu'en 1894. Ils pouvaient irriguer environ 30.000 hectares autour de Saint-Denis-du-Sig et de Perréaux, et 10 millions d'hectares dans la Mitidja orientale.

Ces premiers barrages n'eurent qu'un médiocre succès. Ils avaient été entrepris sans qu'on sût au juste quelles cultures ils arroseraient, ni si les colons seraient en mesure de payer et d'utiliser convenablement l'eau disponible. Leur mise en service n'amena aucune transformation de l'agriculture algérienne; une grande partie de l'eau resta pendant longtemps inemployée; elle ne commença à être recherchée que peu avant 1914, quand les colons furent enrichis et étendirent les plantations d'arbres et les cultures de légumes. L'envasement rapide des barrages, la rupture des deux plus grands, qui durent être reconstruits, quelques années après leur terminaison, achevèrent de jeter le discrédit sur eux, et on n'en construisit pas de nouveaux de 1895 à 1920.

Il faut ajouter qu'au moment où les barrages entraient en service, les colons n'avaient plus lieu de prendre un très grand intérêt aux cultures irriguées. Ils venaient enfin de résoudre le problème agricole et d'entreprendre des plantations qui n'exigent pas l'irrigation. Parmi les cultures essayées dans les années précédentes, la vigne n'avait pas suscité le même engouement que le coton ou le tabac, car les plantations coûtaient assez cher, et les vins élaborés en Afrique, avec des techniques mal adaptées au climat, étaient de médiocre qualité. Mais la loi du 17 juillet 1867 leur ouvrait le marché français et, de toutes les cultures méditerranéennes, la vigne s'était montrée la plus régulièrement lucrative.

b) *La vigne*. — C'est un événement extérieur, la crise phylloxérique française, qui détermine le développement des plantations algériennes. La superficie du vignoble français, ravagé par l'insecte, diminue après 1873; la production tombe à son tour après 1875, et les prix du vin commencent à monter. Pour éviter d'importer des vins étrangers, la France souhaite alors la création d'un vignoble algérien. C'est le salut pour les colons. Il leur manquait les capitaux nécessaires : ceux-ci affluent maintenant vers l'Algérie et les banques ainsi que les comptoirs d'escompte répandent le crédit à profusion. Pendant trente ans, les plantations de vigne se poursuivent à un rythme accéléré, et au début du xx^e siècle le vignoble algérien est constitué.

Les plantations se sont faites en deux temps. De 1875 à 1905, elles se poursuivent sans arrêt; elles se ralentissent ensuite quand le phylloxéra parvient en Algérie et quand les colons doivent à leur tour se résigner à remplacer les vignes françaises dépérissantes par des portegriffes américains. Ce premier vignoble s'étendait en 1918 sur 200.000 hectares; c'est lui qui a fait la prospérité de l'Algérie. La deuxième phase d'extension est plus brève : entre 1929 et 1935, les surfaces en rapport passent de 226.000 hectares à 400.000 hectares, et la production est presque doublée (1).

La surface occupée par le vignoble algérien est hors de proportion avec son importance économique. La viticulture est le principal revenu de l'Algérie; les produits de la vigne sont le premier élément des exportations algériennes : ils ont représenté 56,8 % de leur valeur totale de 1930 à 1933, 49,8 % de 1934 à 1939. Toutes les vicissitudes de la vie économique de l'Algérie depuis le début du siècle ont été liées à la production et à la vente des vins. Toutefois, on attribue quelquefois à la vigne des mérites qu'elle n'a pas : elle n'a probablement pas contribué à peupler l'Algérie de colons. Comme H. Isnard l'a montré dans un livre récent, les régions où le vignoble s'est constitué, étaient déjà habitées par des colons, qui ont trouvé leur intérêt à substituer la vigne à d'autres cultures.

(1) *Production des vins en Algérie :*

Moyenne 1920-1929.	9.265.000 hectolitres
— 1930-1938.	17.100.000 —

Le rendement moyen est le même avant et après 1929 : 47 hectolitres à l'hectare.

Elles ne sont pas, en effet, les plus aptes aux plantations. La répartition des vignes en Algérie ne dépend pas seulement des aptitudes physiques et n'est pas seulement commandée par elles. Il est utile de s'en rendre compte pour bien peser les causes de la concurrence qui a opposé l'Algérie à la France pour la production du vin.

La forte insolation de l'été assure partout la maturation complète des grappes et charge le raisin de ces quantités de sucre, presque excessives, qui donne aux vins d'Algérie leur force et leur richesse d'alcool. La tiédeur des hivers favorise le développement précoce des fruits.

Les principaux inconvénients de climat que la vigne peut rencontrer en Algérie sont la faiblesse ou la mauvaise répartition saisonnière des précipitations. Le rendement dépend de leur quantité annuelle et l'abondance des vendanges est très variable selon les années : 600 et 650 millimètres procurent une excellente récolte; un total inférieur à 350 millimètres ne satisfait plus les besoins de la plante. Mais les vignes les plus fécondes donnent des vins généralement faibles; le degré alcoolique augmente quand la pluie décroît. Il faut enfin d'abondantes pluies d'automne et d'hiver, qui seules assurent aux vignobles les réserves souterraines nécessaires à leur entretien pendant l'été.

Le vrai climat de la vigne en Algérie serait celui qui règne dans les montagnes de l'Atlas tellien autour de 800 mètres d'altitude; malgré quelques gelées blanches, la vigne y trouve les meilleures conditions de végétation; en outre, les vendanges se font là après l'époque des chaleurs, tandis qu'aux basses altitudes, elles commencent dans la grande chaleur du mois d'août, qui trouble la fermentation des marcs. Seules les montagnes donnent des vins de cru, à Tlemcen, à Mascara, à Miliana, à Médéa.

Pourtant le grand vignoble est situé sur les collines et dans les basses plaines peu éloignées de la mer. C'est là seulement que les ceps couvrent tout le sol, alignés à perte de vue, en rangées espacées, impeccablement entretenus, taillés et rabattus à peu de hauteur du sol. Bien plus, le grand vignoble est concentré presque tout entier dans quelques parties du Tell occidental; l'Algérie orientale ne possède que 25.000 hectares de vignes, 6 % de la superficie totale. Les deux grandes régions viticoles s'étendent autour d'Alger et autour d'Oran, de part et d'autre des plaines du Chélif, arides et sujettes aux gelées printanières.

Le vignoble algérois, ramassé dans la Mitidja, sur le Sahel, dans la plaine des Isser et le long de la côte à l'ouest d'Alger, est le moins étendu (31 % de la superficie totale). Grâce à l'abondance des précipitations, le rendement est élevé, mais les maladies cryptogamiques fréquentes. L'Oranie, plus sèche, abonde en sols légers, meubles et perméables où la vigne se complaît : elle possède près des deux tiers des plantations algériennes, morcelées entre les plateaux d'Aïn Temouchent, d'Oran et de Saint-Cloud, de Mostaganem, et entre les plaines de Tlemcen, de Sidi-bel-Abbès et de Mascara. Elle produit seulement la moitié de la récolte totale; les rendements y sont relativement faibles, mais les vins plus riches en alcool.

La répartition du vignoble algérien est donc loin d'être celle que les conditions naturelles commanderaient. C'est la raison pour laquelle les vins algériens sont trop analogues pour la plupart aux vins du Midi métropolitain. Le vignoble algérien aurait dû compléter le vignoble français, fournir uniquement à la France les vins de liqueur, les vins doux appelés mistelles qui servent à la fabrication des apéritifs, les vins de coupage qui améliorent les petits vins produits en quantité dans le midi de la France.

L'événement décisif dans l'organisation du vignoble algérien a été l'extension des plantations dans les plaines entre 1889 et 1897; l'Algérie s'est ainsi orientée vers la production de trop de vins communs, et vers une concurrence inévitable et insoluble avec le Languedoc. En plantant dans les plaines, les colons renonçaient à produire une majorité de vins de coupage et de vins fins. Les cépages qu'ils adoptèrent, et qu'ils empruntèrent au Midi de la France, donnent de grosses quantités de vins ordinaires, ceux que le marché réclamait lors des premières plantations algériennes. Il en fut bientôt encombré, dans les années d'abondance, lorsque les vignes languedociennes reconstituées furent, elles aussi, descendues des coteaux dans la plaine. Le vignoble algérien, conçu quelques années auparavant pour remplacer le vignoble français, devint dès lors son concurrent.

Les colons algériens ne cherchèrent pas à modifier leur production lorsqu'ils furent obligés au début du siècle de replanter leurs vignes phylloxérées, ni lorsque entre les deux guerres, ils se mirent à étendre leurs plantations. Après 1929, la majeure partie des nouvelles vignes fut encore plantée dans les plaines; les trois quarts le furent par bonheur

dans les plaines sèches de l'Oranie, où le rendement est moindre et le degré alcoolique plus élevé.

Le problème de la vinification dans la température des basses altitudes fut assez aisément résolu par l'emploi à peu près général d'un système de réfrigération inspiré de celui des brasseries et par des traitements chimiques. Les meilleurs procédés de vinification furent mis à la disposition des producteurs petits et moyens par les caves coopératives construites depuis 1905.

Mais l'orientation prise par la production algérienne suscita de nombreuses crises économiques. La première éprouva l'Algérie, dès 1893, la plus grave eut lieu de 1904 à 1907, et la dernière se produisit en 1935. L'extraordinaire prospérité que la viticulture a donnée au pays depuis 1910, est fragile : elle est fondée sur un équilibre instable entre les récoltes française et algérienne; la mévente est survenue chaque fois que la France et l'Algérie ont fait toutes deux de trop belles récoltes.

L'endettement des colons a le plus souvent aggravé les crises de mévente. Tout ralentissement dans la vente des produits est d'autant plus vivement ressenti que la plupart des colons, pour planter leurs vignes et par la suite, ont contracté des dettes hypothécaires considérables; les moyens financiers leur ont été dispensés en abondance par les banques ou par les organismes officiels de Crédit agricole. Toute agriculture coloniale est nécessairement une spéculation financière; la culture de la vigne en Algérie l'est devenue plus que toute autre.

La répétition des crises de mévente détermina finalement l'intervention du Parlement français. La question est portée devant lui en 1929. Les colons algériens se livrent alors aux plantations forcenées qui doublent leurs domaines en six ans, devant le vote des lois qui fixent désormais les limites des vignobles dans les deux pays : la loi du 4 juillet 1931 interdisant à tout possesseur de plus de 10 hectares de vignes d'en planter d'autres pendant dix ans, la loi du 8 juillet 1933 prohibant enfin toute plantation nouvelle.

La superficie plantée a aujourd'hui diminué. Beaucoup d'exploitations n'ont pu recevoir les soins nécessaires pendant la dernière guerre. En 1948, le vignoble algérien est réduit à 330.000 hectares, le département d'Alger étant plus éprouvé que le département d'Oran. La production a diminué dans des proportions plus grandes encore; de 1938 à 1946, elle est tombée en moyenne à 11.500.000 hectolitres

par an, et le rendement moyen à 31 hectolitres à l'hectare. La récolte de 1948 a atteint 12.654.000 hectolitres et un rendement de 38 hectolitres à l'hectare.

c) *Les légumes et le raisin de primeur.* — L'interdiction de planter des vignes a définitivement limité l'avenir du principal produit de l'agriculture algérienne. La nécessité de développer des productions complémentaires de celles de la métropole s'impose plus que jamais aux colons.

Sans attendre cet avertissement, ils s'étaient mis depuis le début du siècle à cultiver des légumes, qui mûrissent à des moments de l'année où la France n'en a pas, et des fruits qui ne mûrissent pas en France. Comme le vin, légumes et fruits ne sont produits qu'en vue de l'exportation; en 1938 celle-ci s'était si bien développée qu'elle avait pris le deuxième rang dans les exportations, après les vins et avant les céréales. Comme pour la vigne, et pour les mêmes raisons, le Tell occidental est la principale région de culture.

La production des légumes et celle des fruits ne se faisant pas dans les mêmes conditions, et les possibilités de l'une et de l'autre cultures étant également différentes, nous parlerons séparément de ces deux produits.

Les légumes sont les plus ordinaires de ceux qui poussent dans les jardins maraîchers de l'Europe tempérée : pommes de terre dites d'hiver ou pommes de terre nouvelles, tomates, haricots verts, artichauts, petits pois et même carottes. Il faut y joindre le raisin chasselas qui est produit et vendu dans des conditions analogues.

Pour les vendre sur les marchés de la métropole auxquels ils sont destinés, les colons doivent les produire hors saison, ou même à contre-saison; les légumes venant d'Algérie sont grevés de trop de frais supplémentaires pour concurrencer les produits locaux aux époques de l'année où ces derniers sont abondants. En vue de cette période de vente comprise entre le milieu de l'automne et la fin du printemps, il est possible de faire deux récoltes en Algérie : l'une dite d'arrière-saison, mise en terre en pleine chaleur aux mois d'août et de septembre et mûre pour le début de l'hiver; l'autre dite de printemps, mise en terre au mois de janvier; cette dernière est de beaucoup la plus importante, elle produit les primeurs proprement dites, celles qui devancent la récolte française.

Les producteurs algériens doivent tenir compte aussi des producteurs concurrents : en Provence et en Roussillon, les cultures de primeurs se sont développées à peu près dans le même temps qu'en Algérie; la production marocaine n'a fait que croître depuis 1926. Les légumes d'Algérie mûrissent quinze à vingt-cinq jours avant ceux de Provence et avec une quinzaine de jours de retard sur ceux du Maroc. La production des primeurs est donc commandée très strictement par le calendrier; elle est tout entière réglée en vue d'une période de vente assez courte, après laquelle les prix cessent d'être rémunérateurs.

C'est pourquoi l'aire de culture est aussi limitée. Les pluies n'ont guère d'importance; les produits se vendent assez cher pour supporter des frais élevés d'arrosage. Mais il est indispensable qu'aucune baisse de température ne risque d'arrêter ou de retarder la croissance des plantes. Les primeurs ne trouvent la tiédeur constante qu'il leur faut que dans les plaines et sur les collines proches de la mer et, pour les plus délicates d'entre elles, sur le littoral même. La plus basse des terrasses littorales modelées par la mer pendant le quaternaire offre les terroirs les plus favorables, sablonneux, perméables et chauds, à condition d'y répandre en abondance le fumier et l'engrais.

Mais le domaine des primeurs ne peut s'étendre à tout le littoral. Il est limité aux environs des grands ports, dotés de lignes de navigation assez rapides et régulières pour assurer le transport de ces produits fragiles. Dans leur banlieue, l'aire des cultures correspond à la distance que les camions automobiles peuvent parcourir dans le temps voulu pour apporter les légumes sur le quai d'embarquement. Seules, Alger et Oran remplissent ces conditions; Philippeville et Bône n'exportent l'une qu'un peu de tomates, et l'autre un peu de pommes de terre.

Les environs d'Alger fournissent la plus grande partie (85 %) des primeurs d'exportation. Les plus délicates mûrissent sur les « bords de mer » entre Tipasa et l'embouchure de l'Isser; d'autres, plus rustiques et qui se passent d'arrosage, dans le Sahel d'Alger, soit en pleine terre, soit en cultures intercalaires dans les vignes; d'autres enfin, qui craignent moins le froid, sur certaines des terres irriguées de la Mitidja. Alger expédie la presque totalité des pommes de terre, des carottes, des tomates, des haricots verts et tout le raisin chasselas.

Les pommes de terre comptent pour la moitié du tonnage de légumes

exporté; elles donnent lieu à des récoltes continues entre novembre et mai et fournissent la campagne d'exportation la plus longue; c'est pour cette raison la culture la plus répandue autour d'Alger, aussi bien dans le Sahel que sur la côte. Les carottes, plantes peu exigeantes, croissent surtout dans le Sahel; leur culture n'a commencé qu'en 1928 avec l'abaissement des tarifs de transport. Les tomates au contraire ne viennent bien que dans les endroits les plus abrités du littoral; c'est de toute la culture la plus minutieuse et la plus coûteuse, celle qui demande le plus d'expérience; mais elle est très lucrative et tient une place importante, fournissant environ 30 % des exportations de primeurs. Le chasselas est la spécialité de Guyotville; cette vigne chétive et frileuse croît dans le sable pur de dunes presque vives, qui emmagasine bien la chaleur; son rendement est faible; mais elle est très précoce quand elle est protégée contre le vent et bien soignée; l'expédition du raisin, minutieusement emballé, commence dans les premiers jours de juillet et ne dure pas plus d'un mois.

En comparaison d'Alger, Oran expédie peu de légumes (15 % du total exporté), des légumes d'autre part qui ne tiennent qu'une place secondaire autour d'Alger et qui sont assez tolérants sous le rapport de la température, artichauts et petits pois; aussi les principaux centres de production sont-ils, non sur le littoral, mais dans les plaines sub-côtières, à Sainte-Barbe-du-Tlélat, à Saint-Denis-du-Sig, à Perrégaux.

La culture des primeurs, particulièrement sur les bords de mer, emploie des techniques compliquées; elles ne sont pourtant que le perfectionnement de procédés traditionnellement en usage dans les jardins des rives européennes de la Méditerranée. Il faut d'abord protéger les plantes contre le froid, si peu rigoureux soit-il, et contre les vents de mer. A cet effet, aucun matériel moderne, châssis vitrés ou serres démontables, mais des paillassons ou des clayonnages de roseaux, liés avec des herbes sauvages, disposés autour des semis, et même autour de chaque pied quand il s'agit de tomates, ou bien alignés en haies perpendiculaires au vent et assez rapprochées pour le filtrer. Il faut d'autre part dispenser l'arrosage et façonner le sol dans ce but : sur les bords de mer, l'eau est remontée de puits peu profonds, creusés dans les sables, par l'antique système de la roue à godets; aujourd'hui le métal a remplacé dans les norias le bois, la corde et la poterie, et les moteurs électriques ont éliminé les ânes ou les mulets qui entraî-

naient les manèges; l'appareil moderne repose sur les vieux principes.

Les immigrants venus de la côte ibérique, des Baléares ou de la Sicile, riches d'une expérience séculaire dans l'art du jardinage, ont apporté en Algérie ces techniques traditionnelles. Les premières exportations de légumes coïncident avec l'afflux de cultivateurs espagnols ou italiens dans les environs d'Alger. La majeure partie de la population des bords de mer est d'origine étrangère, naturalisée d'ailleurs pour les quatre cinquièmes. Des ouvriers musulmans s'y sont aussi établis avec leurs familles, ou y viennent pour une saison de travail.

La valeur donnée à la terre par une telle culture est si grande que les régions de primeurs sont les seules en Algérie où les petites propriétés ont subsisté; les frais d'exploitation sont élevés, mais les revenus égalent ceux de grands domaines.

La production des primeurs a fait beaucoup de progrès entre les deux guerres mondiales; de grandes surfaces ont été mises en culture dans les environs d'Alger de 1925 à 1939, et le tonnage produit atteignait finalement 1.500.000 quintaux. Les cultures étaient en voie de s'étendre quand la guerre a commencé; le commerce a été arrêté de 1942 à 1946 par suite de l'impossibilité d'exporter, et la production a été réduite par suite du manque de semences, de carburant et de matériel agricole. L'un et l'autre reprennent aujourd'hui dans la mesure où les transports le permettent : les légumes frais exportés en 1948 représentent un tonnage de 1.474.000 quintaux. L'extension des surfaces irriguées, actuellement en cours, ne peut manquer d'accroître la production des légumes dans les plaines subcôtières.

d) *Le développement de l'irrigation et les agrumes.* — Les primeurs sont pour la plus grande part arrosées avec de l'eau tirée des puits; c'est l'unique procédé employé dans les bords de mer, où on entend partout cliqueter les engrenages des norias électriques. Une petite partie des primeuristes algérois dans la Mitidja et les primeuristes oranais prennent seuls leur eau aux barrages-réservoirs. L'Algérie a jusqu'à présent produit la plupart de ses légumes avec des procédés d'arrosage qui ne diffèrent guère de ceux par lesquels les jardiniers de tous les pays procurent aux plantes l'eau dont elles ont besoin.

L'irrigation, dans le sens complet du mot, vise à libérer l'agriculture des sujétions imposées par l'aridité; elle est une correction du climat;

elle a pour condition d'accroître les quantités d'eau disponibles et de constituer des réserves; elle comporte un aménagement des eaux que les particuliers peuvent difficilement réaliser et qui ne peut être qu'une œuvre d'État. C'était déjà l'objet des premiers barrages-réservoirs construits au XIX^e siècle. Les cultures irriguées vont maintenant disposer d'installations autrement puissantes.

L'Algérie, qui a fondé sa prospérité sans le secours de l'irrigation, est en train de transformer l'économie agricole dont elle a vécu depuis 1875 et de franchir le pas qui sépare l'arrosage de l'irrigation véritable.

Pendant qu'elle boudait ses premiers barrages, le monde entier en avait élevé, de plus en plus considérables, soit en vue de l'irrigation, soit pour la production du courant électrique. La guerre de 1914-1918 achevée, l'Algérie, sans définir exactement ce qu'elle ferait de l'eau accumulée, se mit à construire des barrages. Un vaste programme, adopté en 1924 par les Assemblées algériennes, a pour idéal lointain de réaliser l'emploi intégral des eaux. Les ingénieurs furent conduits à donner aux nouveaux barrages une capacité énorme, suffisante pour emmagasiner les excédents des années humides et pour la restituer pendant une série d'années sèches. Le plus grand des barrages mis en chantier devait contenir un volume d'eau près de dix fois plus grand que celui du plus grand barrage du XIX^e siècle. On réduisait ainsi l'envasement et on parait aux dangers de rupture, la capacité étant très supérieure aux plus fortes crues constatées. La dépense multipliée, elle aussi, par les dimensions des barrages, fut encore grossie par les travaux nécessaires pour remédier aux tassements et au défaut d'étanchéité des terrains de fondement; toutes les difficultés furent surmontées par des procédés hardis et nouveaux.

Tous les barrages projetés en 1924 sont aujourd'hui terminés et mis en eau (fig. 10). Mais ils sont loin d'être complètement en service. Il faut, en effet, amener l'eau, souvent fort loin des barrages, jusqu'à l'entrée des propriétés. On s'aperçut tardivement que ces énormes réserves exigeaient un réseau de distribution trop important et trop perfectionné pour qu'il pût être construit, comme la loi le prévoyait, par les syndicats groupant les propriétaires de terres irrigables. Le gouvernement général prit la construction à son compte en 1935; mais les travaux ont été retardés, puis arrêtés par la guerre, si bien que

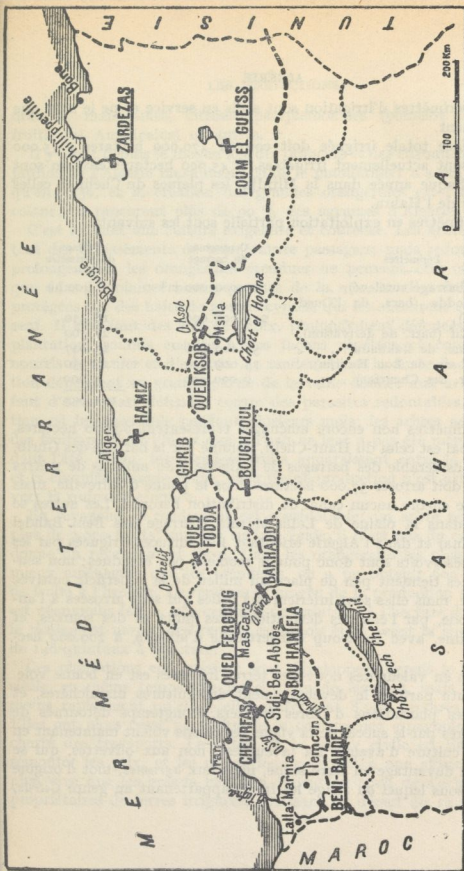


Fig. 10. — Barrages-réservoirs actuellement construits en Algérie.

■ BENI-BAHDEL : nom du barrage-réservoir.

--- Limite méridionale du Tell et de ses annexes.

certaines périmètres d'irrigation sont seuls en service et ne le sont que partiellement.

La surface totale irriguée doit couvrir 170.000 hectares : 75.000 hectares sont actuellement irrigables, et 45.000 hectares environ sont irrigués chaque année dans la Mitidja, les plaines du Chélif et celles du Sig et de l'Habra.

Les périmètres en exploitation partielle sont les suivants :

Périmètres	Contenance du barrage	Surface du périmètre
Hamiz (barrage surélevé). . . .	23.000.000 m ³	18.400 ha
Oued Fodda (barr. de l'Oued Fodda).	225.000.000	18.450
Bas Chélif (barr. de dérivation). »	»	27.700
Mina (barr. de Bakhada). . . .	37.000.000	13.647
Habra (barr. de Bou Hanifia). .	75.000.000	17.330
Sig (barr. des Cheurfas)	6.000.000	5.600
		<hr/> 101.000

Les périmètres non encore aménagés représentent 69.000 hectares. Le principal est celui du Haut-Chélif, dominé par le barrage des Ghrib, le plus considérable des barrages de l'Algérie (280 millions de mètres cubes); il doit arroser 37.000 hectares dans la plaine d'Affreville, mais ne possède encore aucun canal de distribution bétonné. Les autres se trouvent dans la plaine de Lalla Marnia (barrage des Beni Bahdel sur la Tafna) et dans l'Algérie orientale. Les surfaces irriguées par les barrages-réservoirs sont donc pour le moment peu étendues; non seulement elles tiennent peu de place au milieu de la superficie cultivée en Algérie, mais elles sont inférieures à celles qui sont arrosées à l'ancienne mode, par l'eau des dérivations, des puits et des sources, et qu'on estime, avec beaucoup d'incertitude d'ailleurs, à 200.000 hectares.

La mise en valeur des nouvelles terres irriguées est en bonne voie. On constate partout le développement des cultures maraîchères, et surtout des plantations d'arbres fruitiers. Longtemps détournés de ces dernières par le succès de la vigne, les colons voient maintenant en elles une culture d'avenir. La faveur est, non aux olivettes, qui se répandent davantage en terre sèche, mais aux agrumes, mot d'origine italienne sous lequel on range les fruits appartenant au genre *Citrus*,

oranges, mandarines, citrons, pamplemousses (pomelos ou grape-fruits des Américains) et autres.

Il y avait depuis le moyen âge des orangers et des citronniers dans les jardins de l'Algérie musulmane. Mais le mandarinier n'a été introduit qu'en 1850, et la création des grandes orangeries est l'œuvre des colons; ils procurent plus de 90 % des agrumes d'Algérie.

C'est en effet une culture exigeante et coûteuse. Les arbres supportent des abaissements de température passagers, mais redoutent leur prolongement; les orangeries étendues ne peuvent être constituées que dans les plaines basses proches de la mer, et elles doivent être protégées par des haies de grands cyprès, qui les entourent et les divisent. Il leur faut des sols de choix, profondément défoncés avant la plantation, soumis ensuite à des façons répétées et copieusement nourris de fumier et d'engrais. Le rendement et la durée de la plantation dépendent en grande partie de la taille donnée aux arbres, qu'il faut d'autre part défendre contre des parasites redoutables. L'irrigation est indispensable pendant plusieurs mois; les arbres ne donnent des fruits pendant l'hiver que si l'eau ne leur a pas été ménagée pendant l'été. Enfin, les premiers fruits apparaissent entre la troisième et la cinquième année d'âge, et la pleine production n'est atteinte que vers la quinzième année.

En revanche, le rendement est considérable; un arbre peut porter plus de 2.000 fruits; sur une surface égale, il n'est pas de culture qui donne un revenu aussi élevé. Dans les orangeries les plus récentes, mieux aménagées que les premières, on a pu obtenir 600 quintaux de fruits à l'hectare. Le rendement moyen de la production algérienne est néanmoins faible, une centaine de quintaux à l'hectare, tandis que le rendement moyen des vergers espagnols était avant la guerre civile de 146 quintaux à l'hectare.

Ces plantations coûteuses se sont développées depuis le début du siècle, en même temps que les cultures de légumes, mais beaucoup moins rapidement qu'elles; elles couvraient 8.000 hectares en 1928. Elles ont alors cessé par suite de la concurrence espagnole et de la cherté des transports. Le début de la guerre civile en Espagne fit remonter les prix, et les plantations reprirent à une allure d'autant plus vive que les grands barrages étaient en train de s'achever. Les propriétaires de terres irriguées, obéissant au décret du 12 novembre

1938 qui leur imposait de les mettre en valeur à bref délai, se hâtèrent à tel point de constituer des vergers qu'ils trouvèrent difficilement les plants nécessaires.

La superficie des plantations d'agrumes atteint 25.000 hectares, dont 15.000 hectares en production. Un tiers se trouve dans la Mitidja, qui possède les plus anciennes; la plupart sont arrosées par les dérivations de rivières, les sources et les puits; quelques-uns de ceux-ci sont artésiens, dans les autres l'eau est pompée mécaniquement. Les plaines oranaises, arrosées par les barrages, auront bientôt un autre tiers des plantations, mais 50 % des vergers oranais ne sont pas en plein rapport; ils s'étendent vite autour de Relizane, et Perrégaux a actuellement les plus importants (près de 4.000 hectares). Dans l'Algérie orientale, il sont rassemblés à proximité des ports de Philippeville et de Bône.

Les orangers occupent 60 % des plantations, les mandariniers 20 %. La proportion de ces derniers était naguère plus élevée. On reproche à leurs fruits de ne pas résister aux intempéries et d'être fragiles dans le transport, et on ne plante plus guère de mandariniers.

La production dépasse maintenant 1.200.000 quintaux. L'exportation a atteint en 1947-1948 son chiffre le plus élevé : 1.041.000 quintaux dont 46 % ont été expédiés par Alger, 28 % par Oran. Malgré l'augmentation de la production mondiale, qui vient de doubler en vingt-cinq ans, on estime que les plantations algériennes pourraient être accrues de 20.000 hectares sans risquer la mévente sur les marchés algérien, français et étrangers, et que la production pourrait être quatre fois plus élevée.

e) *Cultures industrielles.* — Parmi les cultures industrielles tentées avant la création du vignoble, seule celle du *tabac* est encore pratiquée et occupe environ 20.000 hectares chaque année. Elle s'est stabilisée à partir de 1920, quand la Régie française s'est engagée à faire des achats réguliers; celle-ci absorbe la plus grande partie de la production; le reste est exporté après avoir été manufacturé ou non.

La culture demande beaucoup de main-d'œuvre et le nombre des planteurs musulmans (15.000 environ chaque année) dépasse grandement celui des Européens (1.000 environ); ceux-ci ne cultivent d'ailleurs le tabac qu'en association avec des métayers musulmans. Les uns et les autres sont groupés en coopératives de production et de

vente. Les champs de tabac, généralement en petites parcelles, ne se rencontrent que dans la Mitidja et la plaine des Isser, et surtout dans la plaine de Bône et ses abords, où ils se sont beaucoup étendus entre les deux guerres.

Le *coton*, qui a toujours ses apôtres en Algérie, n'a jamais été cultivé que sur des superficies trop petites pour que la production apporte un appoint appréciable aux besoins de la métropole. Les surfaces cultivées pendant la guerre de Sécession américaine n'ont pas atteint 6.000 hectares lors de leur plus grande extension, en 1866; les cultures étaient presque toutes groupées en Oranie, autour de Saint-Denis-du-Sig, qui devint le centre de l'égrenage, et de Relizane. Des essais reprirent à la fin du XIX^e siècle dans la plaine du Chélif, autour d'Orléansville, dans la Mitidja, aux environs de Philippeville et de Bône; depuis ce moment l'Algérie n'a jamais cessé d'avoir quelques champs de coton. Mais c'est seulement entre 1924 et 1931 que la superficie cultivée a dépassé 1.000 hectares; le maximum fut atteint en 1926 avec plus de 8.000 hectares, la plaine d'Orléansville fournissant la production principale. La baisse des cours, les dégâts d'un parasite, le ver rose, qui se développe dans les bourres de coton, déterminèrent une diminution rapide des ensemencements, et la culture fut pratiquement abandonnée de 1933 à 1940. La dernière guerre fut l'occasion d'une nouvelle tentative de culture; 3.000 hectares ont été cultivés en 1943, particulièrement autour de Bône; mais les planteurs déçus par les résultats, ont réduit les ensemencements dès l'année suivante.

Ainsi les tentatives ont toujours eu lieu à la faveur des hauts cours pratiqués sur le marché mondial. Le coton est en Algérie à la limite de son habitat; il est loin d'y rencontrer toutes les conditions favorables, il y exige des soins qui augmentent le prix de revient et ne peut être planté que dans des régions définies. Mais la culture est possible, disent les agronomes, et elle doit réussir si on prend les précautions utiles, en culture sèche dans la région de Bône, et surtout dans les plaines du Chélif, de Relizane, de Perrégaux, de Saint-Denis-du-Sig en utilisant l'eau des grands barrages.

3° *Les produits des forêts*. — L'Algérie a 2.190.000 hectares de forêts; les statistiques les distinguent des « broussailles et parcours broussaillieux », qui représentent une dégradation à peu près complète, et pro-

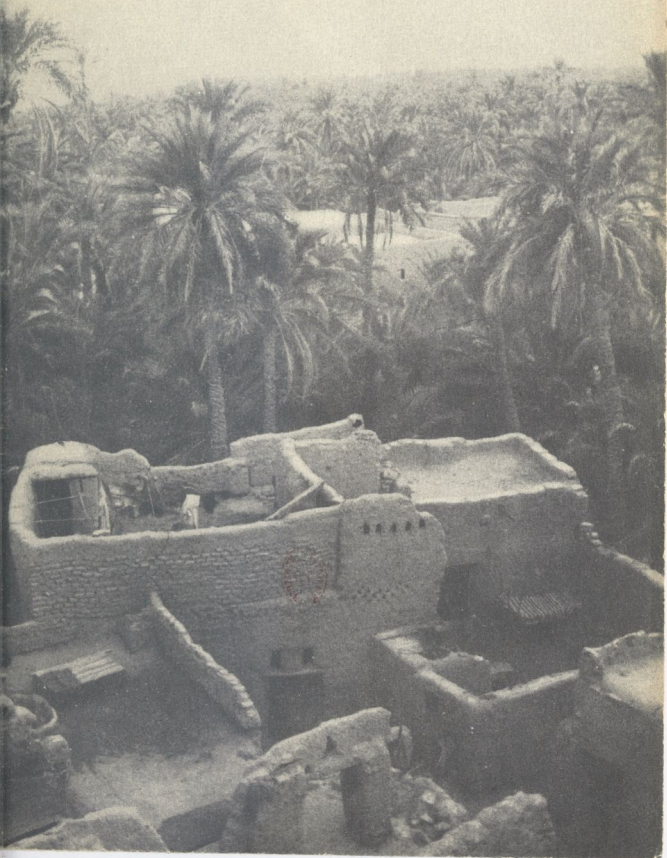
blement définitive, des forêts, et qui couvrent 1.890.000 hectares. Il y a des forêts véritables sur les montagnes de la steppe, mais elles sont très morcelées et très peu étendues au total; tandis que le taux de boisement de la steppe est de 4 %, celui du Tell est de 17 %.

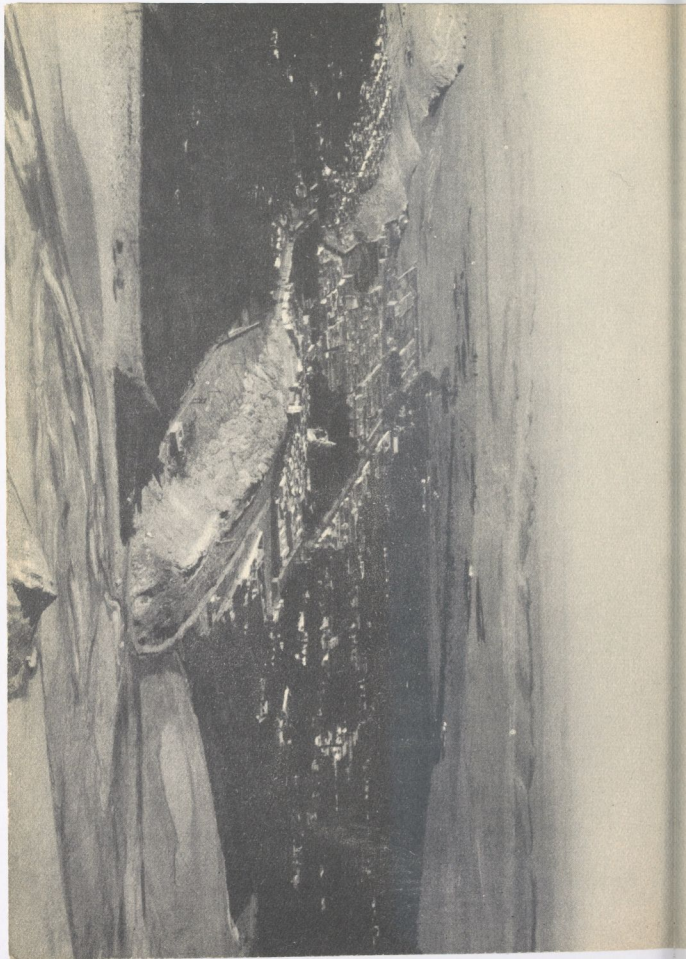
Dans le Tell lui-même, les forêts sont très inégalement réparties. Les hautes plaines constantinoises, bien qu'elles aient un taux de boisement (12 %) supérieur à celui de la steppe, n'ont comme celle-là que des îlots de forêts couronnant des montagnes. Les trois quarts des forêts algériennes sont dans l'Atlas tellien; seul il a des forêts continues, et plus étendues qu'on ne s'y attendrait, comme la forêt de la Kabylie orientale, qui se prolonge en arrière de Bône jusqu'à la frontière tunisienne, et la grande forêt de l'ouest, qui couvre les plateaux de Frenda, de Saïda et de Tlemcen.

Les forêts algériennes diffèrent profondément des forêts françaises par le régime de la propriété comme par leurs produits.

Dans le droit musulman les forêts étaient des « terres mortes », qui n'appartenaient à personne et dont tout le monde pouvait tirer profit. Les défrichements ont certainement fait reculer leurs limites, comme dans d'autres pays forestiers; mais elles étaient surtout pour les pasteurs du Tell un pâturage inépuisable, périodiquement ravivé par l'incendie. Afin d'arrêter leur dévastation, ainsi que c'était nécessaire, elles ont été en 1851 déclarées biens de l'État et soumises peu à peu à une surveillance de plus en plus stricte. Le code forestier de 1903, mieux adapté aux besoins locaux que celui de la métropole, détermine les droits des musulmans dans l'utilisation des forêts et les interdictions qui leur sont faites. Dans la pratique, il leur est malaisé de se tenir dans les limites des droits reconnus et ils sont constamment en contravention. Les délits forestiers ont cessé en France depuis un siècle, parce que la forêt n'y est plus mêlée à la vie rurale; ils cesseront en Algérie, lorsque les paysans musulmans trouveront à leur tour dans l'agriculture des profits suffisants et pourront renoncer à exercer leurs droits d'usage.

Les trois quarts des forêts algériennes font partie du domaine de l'État; 9 % en ont été détachées sous forme de communaux; 16 %, soit 517.000 hectares, appartiennent à des particuliers; un tiers environ des forêts de cette dernière catégorie provient des concessions faites d'abord à terme pour l'exploitation du liège par l'Empereur





Napoléon III, puis attribuées en toute propriété par le décret du 2 février 1870. L'état des propriétés forestières est tout différent en France, où l'État détient 14 % des forêts, les communes 24 % et les particuliers 62 %.

Les caractères de la production forestière de l'Algérie ne sont pas moins spéciaux. En Europe, le bois est le principal des revenus forestiers; il n'en fournit ici que la plus faible partie. Les bois de qualité, thuya, chêne-zen, cèdre, ne sont exploitables que sur de très petites superficies. Le pin d'Alep, seul résineux comparable aux résineux dont on tire en Europe le bois d'œuvre, est loin d'avoir les mêmes qualités que ceux-ci; il ne peut être employé dans les fabrications un peu délicates, et ne fournit guère que des poteaux télégraphiques, des poteaux de mine, des planches pour les caissettes. Seul le bois de feu est abondant.

Les trois quarts des revenus forestiers proviennent de la récolte du liège, faite en régie depuis 1891 par l'Administration des Forêts dans les forêts domaniales et par les particuliers dans leurs propriétés. Les chênes-lièges occupent 440.000 hectares dont 275.000 hectares sont exploités par l'État.

La récolte du liège doit être préparée de longues années d'avance. Le démasclage consiste à détacher l'écorce vierge, dit « liège mâle », qui est dure, crevassée et n'a acquis de valeur que depuis qu'elle sert à fabriquer des granulés et de la poudre de liège. L'écorce qui se forme ensuite, est le liège souple, élastique, dit « de reproduction »; elle n'atteint son épaisseur marchande et ne peut être levée à son tour qu'au bout de neuf à dix ans. Un même arbre fournit seulement six à sept récoltes, et il faut, au cours de l'exploitation, assurer la régénération de la forêt par les débroussailllements. Ces travaux divers occupent chaque année de nombreux ouvriers musulmans.

C'est à cause de la longueur de la mise en état que le rendement des forêts algériennes est si peu élevé. Les forêts domaniales donnent environ 120.000 quintaux par an et les forêts particulières, plus riches et mieux situées, 230.000 quintaux.

Cette production est exportée presque entièrement sous forme de liège brut, ou bien simplement mis en planches et en granulés. L'industrie du liège proprement dite, bouchonnerie et fabrication de lièges agglomérés utilisés comme isolants, était peu développée en 1939;

le liège aggloméré compte en 1948 pour moins de 4 % dans les exportations de liège.

2. Les produits de la steppe

La plaine du Hodna, grâce aux crues de ses oueds, est la seule partie de la steppe où l'agriculture a gagné du terrain; entre les deux guerres, les nomades devenus cultivateurs y ont étendu les champs de céréales, multiplié les jardins, et le Gouvernement général de l'Algérie est en train de tenter une grande expérience et a fait planter un premier lot de 1.600 hectares d'oliviers en terre sèche près de Msila. En dehors du Hodna, la steppe est restée le « pays du mouton ».

Les colons n'ont pas dépassé les limites du Tell; ceux qui se sont intéressés à l'élevage des moutons ont confié leurs troupeaux à des nomades et ont renoncé à faire mieux qu'eux. Toutefois, les moutons sont devenus l'objet d'un commerce important et, d'autre part, la cueillette de l'alfa constitue une ressource nouvelle.

1° *L'élevage.* — Les nomades de la steppe continuent à élever des chevaux qui leur servent de monture et qu'ils ont jusqu'à présent facilement vendus au dehors. Les troupeaux de chameaux sont au contraire en voie de disparaître depuis la diffusion des automobiles, qui ont à peu près supprimé les profits procurés par les caravanes de ravitaillement ou de commerce. Les nomades, privés de bêtes de somme, ont réduit leurs déplacements, aujourd'hui moins fréquents et moins longs; il y a même des tribus qui ne bougent guère.

Les grands troupeaux de moutons sont toujours leur principale richesse. Le bétail fait maintenant des déplacements moins lointains; il vit souvent à l'écart de la tribu, sous la garde des bergers. A ces différences près, il est élevé suivant les procédés traditionnels. Les produits obtenus sont loin d'être médiocres; les vétérinaires constatent qu'ils sont d'une rusticité sans rivale, et une sélection méthodique peut améliorer encore leur qualité. Mais l'élevage traditionnel ne peut rien pour soustraire les animaux aux dangers d'un climat sévère et inconstant.

Les étés chauds et secs, quand ils se prolongent, les exposent à la famine, bien plus qu'au manque d'abreuvoir. Ils sont tout autant

éprouvés par les froids rigoureux de l'hiver et les tempêtes de neige, contre lesquels aucun abri ne les protège. L'effectif du troupeau a toujours subi des variations brutales et excessives, tout à fait comparables, parce qu'elles ont les mêmes causes, à celles de la production des céréales par les musulmans du Tell. Il est difficile de dire, — car nous ne disposons que de chiffres globaux, — quelle est la part de la steppe dans la diminution du troupeau ovin, constante depuis le début du siècle. Mais nous pouvons être certains que la steppe, plus que le Tell, est responsable des dents de scie que trace la courbe de l'effectif.

Les intempéries font de tels carnages dans le troupeau de la steppe, qu'il lui faut ensuite de longues années pour se reconstituer. Les exemples ne manquent malheureusement pas. Contentons-nous de rappeler les pertes subies au cours des dix dernières années.

Il y avait en 1939 dans l'Algérie entière 6.405.000 moutons, soit à peu près les deux tiers du troupeau qui existait au début du siècle. Le prix du bétail s'élève au commencement des hostilités; mais les nomades cessent d'en vendre, car ils ne trouvent à acheter, avec l'argent de la vente, ni semoules, ni cotonnades; ils conservent leurs produits, achètent même de nouvelles brebis et, malgré de mauvaises conditions climatiques, augmentent si bien leurs troupeaux qu'au début de 1945 les moutons sont au nombre de 8 millions à 9 millions. Ce chiffre n'avait pas été atteint depuis 1908; il est, estime-t-on, trop élevé pour l'état des pâturages. En effet, le rude hiver de 1945, la sécheresse qui survint ensuite et qui se prolongea jusqu'en 1946, firent périr d'innombrables bêtes. Le troupeau ovin d'Algérie est ramené en 1947 à un effectif inférieur de moitié à celui de 1939 et les habitants de la steppe sont dans la misère.

Tous les efforts tentés jusqu'à présent pour défendre les moutons de la steppe contre la sécheresse et le froid ont échoué. Des programmes d'améliorations ont été établis à plusieurs reprises; ils n'ont été réalisés que partiellement et avec une grande lenteur. On a réussi à multiplier les points d'eau en creusant de nouveaux puits et en aménageant des citernes. On n'a pas abouti quand on a envisagé d'autres perfectionnements, construction d'abris, mise en défense de pâturages dégradés et, certaines années, surchargés d'animaux, constitution de réserves de fourrages.

C'est que, comme dans la plupart des problèmes économiques, les

conditions de milieu et la dépense ne sont pas seules en cause. Il faut tenir un compte égal des facteurs humains. A la fin du XIX^e siècle, des colons venus d'Europe ont fondé de beaux élevages dans les steppes de l'hémisphère austral, en Australie, en Afrique du sud, en Patagonie. Mais ces steppes de l'autre hémisphère étaient pratiquement vides de population indigène. Les steppes de l'Atlas sont habitées par des pasteurs nomades, qui sont les héritiers des plus vieilles civilisations pastorales. L'adaptation de l'élevage aux conditions de la vie moderne se heurte aux habitudes ancestrales des nomades, à leur organisation sociale, aux droits d'usage que nous leur avons reconnus. On a reculé devant des transformations aussi profondes, et l'élevage steppien est pratiqué à peu près de la même façon qu'avant notre arrivée et avec les mêmes vicissitudes.

Quoi qu'il en soit, il alimente un commerce d'exportation important, qui se fait pendant le printemps et l'été. Avant 1914, l'Algérie exportait fréquemment 1 million de moutons par an. Après la première guerre mondiale, la diminution du troupeau, l'augmentation de la consommation intérieure avaient réduit l'exportation à 600.000 ou 800.000 têtes selon les années; elle se rapprochait de nouveau du million en 1939; elle a été nulle en 1948.

La traversée de la Méditerranée est assez courte pour que les bêtes soient expédiées vivantes. Mais elles maigrissaient pendant le voyage, comme pendant leur long acheminement vers les ports à travers le Tell. Celles qui arrivaient à Marseille assez tôt dans la saison, étaient dirigées vers les pâturages des Alpes avant d'être livrées à la boucherie à partir de l'automne. Pour remédier à cet inconvénient, on a commencé à aménager quelques-unes des installations nécessaires pour exporter des carcasses congelées, en particulier des carcasses d'agneaux, trop fragiles pour voyager sur pied.

Les peaux de moutons et de chèvres donnent lieu également à un commerce actif. Les laines en revanche n'atteignent pas toujours la qualité moyenne exigée par le commerce; elles sont peu abondantes (production moyenne 1934-1939 : 68.000 quintaux) et sont absorbées pour moitié par les fabrications familiales et par l'industrie des tapis régénérée et transformée.

2° *L'alfa*. — La cueillette des feuilles d'alfa est pratiquée dans la

steppe depuis de longues années. Elle est faite par des adjudicataires, sous le contrôle de l'Administration des Forêts, dans les peuplements d'alfa appartenant au domaine de l'État ou aux collectivités; les nappes les plus étendues se trouvent dans le département d'Oran. La cueillette procure du travail aux plus pauvres des nomades et à leurs familles, mais ils étaient, récemment encore, assez faiblement rémunérés au poids d'alfa vert arraché.

L'alfa est uniquement employé pour le moment à la fabrication d'une pâte, qui donne des papiers de luxe, sur lesquels l'impression se fait sans décoloration, ni bavures. L'industrie du papier d'alfa exige beaucoup de charbon et des eaux pures et abondantes. Elle a été, depuis le XIX^e siècle, le monopole de la Grande-Bretagne, l'alfa servant de fret de retour aux cargos qui apportaient en Algérie le charbon britannique. Le transport de l'alfa vers la métropole était plus onéreux, et il n'existe en France que deux papeteries travaillant l'alfa. La Grande-Bretagne traitait avant la guerre 90 % des 170.000 tonnes d'alfa produites annuellement par l'Algérie (moyenne 1931-1940). Presque arrêtée par la guerre, la cueillette a fourni à l'exportation 159.000 tonnes en 1948.

On a cherché depuis longtemps à fabriquer en Algérie, sinon du papier, du moins de la pâte d'alfa. Trois papeteries d'alfa sont en voie d'installation près d'Alger et de Bougie.

3° *Le problème hydraulique du Chott Chergui.* — Comptera-t-on dans un avenir prochain, parmi les ressources de cette steppe aride, l'eau qu'elle fournirait aux plaines du Tell?

Le Gouvernement général de l'Algérie a entrepris depuis 1944 des recherches en vue d'élucider le fonctionnement hydraulique du Chott Chergui. Les sources qui parsèment sa cuvette ne restituent sans doute qu'une toute petite partie (1/20) des réserves d'humidité rassemblées par un bassin versant de 40.000 kilomètres carrés. Tout le reste retourne à l'atmosphère, la nappe du chott, qui a une surface d'environ 2.000 kilomètres carrés, jouant le rôle d'une énorme machine évaporatoire. Il s'agit en premier lieu de déterminer la valeur de cette évaporation; elle est probablement plus élevée qu'on ne l'imagine, car elle est favorisée par le mouvement ascendant des eaux, qui nourrissent sources et griffons artésiens aux abords et à la surface du chott, par la capilla-

rité très grande des terrains et par l'état hygrométrique déficitaire de l'atmosphère.

Le Chott Chergui n'est pas seulement le plus grand des chotts algériens; il est aussi le plus élevé (altitude 1.000 mètres). Les quantités probablement considérables d'eaux à peu près douces, qui imbibent son sous-sol et qui s'évaporent actuellement en pure perte, sont suspendues comme un gigantesque château d'eau au-dessus des plaines du Tell oranais. Elles pourraient être retenues par un système de drainage, qui annulerait leur mouvement ascendant et les conduirait dans une galerie de décharge. Tout le monde suivra, avec la curiosité la plus vive, l'exploration méthodique du Chott Chergui.

3. *L'unique produit agricole du Sahara*

Le Sahara ne parvient pas à nourrir sa population pourtant clairsemée; sans importations régulières de vivres, ksouriens et nomades n'auraient rien à manger pendant plusieurs mois de l'année.

Il faut pourtant distinguer des autres oasis sahariennes celles qui sont situées dans la partie septentrionale de la cuvette de l'Erg oriental, l'oued Ghir et Ouargla, les Ziban, le Souf. Leur prospérité est fondée sur la production de *dattes* plus abondantes et de qualité supérieure.

Elles sont favorisées par plusieurs conditions. La principale est l'abondance de l'eau, obtenue le plus souvent sans effort et coulant des sources ou des puits artésiens avec le même débit d'un bout de l'année à l'autre. Cette abondance a certes des limites. Les ksouriens entretenaient leurs puits avec peine quand nous avons commencé, en 1856, à forer les premiers puits modernes et à sauver les palmeraies déperissantes. Mais après la première guerre mondiale, les forages ont été multipliés à tel point que ceux qui sont exécutés maintenant, n'augmentent plus le débit total; toute nouvelle recherche d'eau souterraine est soumise désormais à une autorisation préalable. Les puits forés eux-mêmes se détériorent rapidement dans le sol sans consistance de l'oued Ghir; on ne les entretient pas sans peine; il faut, quand ils s'affaiblissent, les équiper d'appareils élévatoires et, dans bien des cas, pourvoir assez rapidement à leur remplacement.

Les nappes souterraines actuellement utilisées se trouvent à moins de 200 mètres de profondeur; à condition de les exploiter avec ména-

gement, elles assurent l'entretien des palmeraies existantes, mais ne permettent pas de les étendre.

On aperçoit aujourd'hui la possibilité de grands travaux qui transformeraient l'économie de cette partie du désert. J. Savornin a attiré l'attention sur un important réservoir aquifère, qui existerait dans les grès et sables de l'Albien à une grande profondeur au-dessous des nappes superficielles qui nourrissent les puits actuels. Les bords de ce bassin souterrain, aussi étendu que la France, affleurent dans un immense demi-cercle jalonné par l'Atlas saharien, les abords de la Saoura, le pied des Tassili touareg; ils lui assurent une alimentation en eaux captives sans doute considérable. Elles ne sont actuellement utilisées que par les « foggara » du Touat, du Gourara, du Tidikelt, par les puits artésiens d'El Goléa, qui sont en très mauvais état, et par un puits de moins de 500 mètres à Ghardaïa, où elles doivent être pompées. Mais, à Ouargla, elles sont enfouies à plus de 1.000 mètres dans le sol, et à Touggourt plus profondément encore. Il semble possible d'obtenir des eaux jaillissantes, en des points choisis, par des forages dont la profondeur varierait entre 400 mètres et un millier de mètres.

Les oasis de la cuvette orientale sont en second lieu prospères parce qu'elles sont peu lointaines et facilement accessibles; Ouargla, la plus éloignée, est à moins de 400 kilomètres de Biskra. Leurs habitants, sahariens par leur habitat, vivent de leurs relations avec le Tell. Elles lui ont été reliées en 1914 par le chemin de fer à voie étroite de Biskra à Touggourt et à Tolga, prolongé depuis 1946 par un embranchement à voie de 0 m 60 jusqu'au Souf. Dès son ouverture, la ligne a couvert ses frais et même fait des bénéfices.

Grâce à cette proximité, les Ziban et l'Oued Ghir ont subi l'action de la colonisation. Il y existe des exploitations européennes, peu étendues, il est vrai; les Européens ne possèdent pas plus de 13 % des palmiers qui produisent les dattes d'exportation. Mais c'est à l'exemple des colons que les ksouriens ont rénové leurs plantations et développé la production des meilleurs fruits.

Enfin, il est probable, bien que la question soit encore mal débrouillée, que les palmiers trouvent dans le nord de la cuvette orientale des conditions de climat, température et humidité atmosphérique qui leur sont particulièrement précieuses. Il existe un grand nombre

de variétés de dattiers; on a pris l'habitude de distinguer, suivant leur consistance naturelle, les dattes molles, dont la variété principale est la « ghar », et les dattes sèches, parmi lesquelles la variété la plus répandue est la « degla beïda ». Les unes et les autres sont des dattes communes, qui sont consommées dans le pays par la population musulmane. Une troisième variété, plus délicate et moins répandue, mais de rendement plus élevé, est la « deglat noir »; elle donne des dattes fines, molles et succulentes, dont la chair ambrée est comme transparente; ce sont en principe les seules qui sont exportées en Europe.

Le nombre des palmiers en rapport est le suivant d'après la statistique la plus récente.

	Nombre d'arbres	Production
Palmiers « deglat noir » .	514.300, soit 9 % du total	154.400 qx
Palmiers à dattes communes molles	2.964.600, soit 54 % du total	596.600 qx
Palmiers à dattes communes sèches.	1.941.000, soit 36 % du total	402.400 qx
	5.419.900	1.153.400 qx

Les palmeraies de la cuvette orientale contiennent la totalité des palmiers « deglat noir »; il n'en existe ailleurs, et en faible quantité, qu'au Mزاب et à El Goléa. Les plantations européennes sont presque uniquement constituées de ceux-là. Les mêmes palmeraies contiennent en outre les deux tiers des dattiers à fruits communs, et produisent à elles seules les dattes communes consommées dans le Tell. Les autres oasis sahariennes n'en ont pas trop pour leur propre consommation, à l'exception du Gourara, où quelques caravanes viennent de la steppe pour s'approvisionner.

Les dattes communes de l'oued Ghir sont concurrencées en Algérie même par les dattes de Bassorah, nom commercial des dattes exportées par l'Irak. Mais l'Algérie a, avec la Tunisie, le monopole de la production des « deglat noir »; celles-ci ne rencontrent pas de rivales sur les marchés extérieurs, parmi lesquels la Grande-Bretagne a été longtemps le principal.

II — LA PÊCHE MARITIME

La côte de l'Algérie n'est pas particulièrement douée pour la vie maritime. Elle n'offre pas de bons abris naturels; en dehors des ports

aménagés à grands frais, les baies, largement ouvertes, sont des refuges sans sécurité, les pêcheurs qui les fréquentaient à l'époque des barques à voiles tiraient celles-ci sur les plages pour les soustraire au mauvais temps.

La pêche maritime d'autre part n'est fructueuse que dans les mers peu profondes; les poissons n'abondent que sur les hauts fonds, sur les « bancs ». En Algérie la plateforme littorale, aux fonds inférieurs à 100 mètres, est large de 3 à 4 kilomètres au plus, sauf le long de la petite portion du littoral qui se trouve à l'est de Bône. C'est sur cette étroite banquette que vivent en permanence les poissons les plus estimés, c'est-à-dire les « poissons blancs » : merlans, pageots, mérôts, dorades, soles et rougets; la pêche pratiquée un peu activement a vite fait de dépeupler des fonds aussi peu étendus.

En revanche, les poissons saisonniers, ou « poissons bleus », abondent : allaches, sardines, anchois, maquereaux, et les géants d'entre eux, bonites et thons. On les appelle à tort « poissons de passage »; il semble que la plupart n'accomplissent pas de grandes randonnées et se déplacent en suivant les variations de la température; ils se rapprochent de la surface au printemps et surtout en été. La température et la luminosité des eaux algériennes favorisent leur séjour et leur multiplication; les sardines séjournent de manière à peu près permanente dans les eaux superficielles, et deviennent seulement plus abondantes dans la saison chaude.

Les conditions difficiles de la navigation ont-elles suffi pour détourner les musulmans de la pêche? C'est un fait que la pêche dans les eaux territoriales de l'Algérie ne s'est développée que depuis 1830. Aujourd'hui encore, bien que leur nombre ait augmenté, il n'y a que quelques centaines de pêcheurs musulmans.

Parmi les pêcheurs d'origine européenne, il y a également peu de Français. Toutes les tentatives de colonisation maritime, faites à plusieurs reprises au cours du XIX^e siècle, ont échoué. Les Languedociens, les Catalans, les Corses, aussi bien que les Bretons, ont vite demandé leur rapatriement. La vraie cause des échecs est la concurrence des étrangers.

Ceux qui dominent dans les équipages de pêche sont d'origine italienne à Alger et à l'est d'Alger, d'origine espagnole en Oranie. La prépondérance des premiers a été déjà notée.

La pêche de fond a été introduite par eux en Algérie; naguère deux barques à voiles, appelées « balancelles » ou « pareilles » tiraient le filet traînant dit « filet-bœuf », parce que les barques étaient accouplées comme les bœufs à la charrue. Les chalutiers à moteurs ont aujourd'hui remplacé les pareilles. De petites dimensions, souvent mal aménagés, sans cales frigorifiées, ils sont obligés de travailler vite, à courte distance de leur port d'attache, sur des bancs sans profondeur, qui sont dépeuplés après une brève campagne. Il serait souhaitable d'armer des chalutiers de plus fort tonnage, mieux aménagés et capables d'exploiter des fonds plus éloignés des ports.

Les fonds rocheux, que les chalutiers ne peuvent draguer, sont visités par de petites barques, employant des « palangres » ou lignes de fond; elles capturent les poissons les plus fins. Une partie de ces poissons de choix étaient avant la guerre expédiés en France, en particulier à Marseille.

D'autres petites barques, pour la plupart munies de moteurs maintenant, pratiquent la pêche de surface. Elles utilisent des filets divers qui ne sont pas des plus modernes : filets dérivants ou flottants où les anchois, les sardines, les allaches se prennent par les ouïes, filets « tournants » ou « lamparos ». La pêche au feu se fait avec les deux sortes de filets : un gros fanal, placé à l'avant de la barque, rassemble le plancton, et les poissons sont attirés par cet appât naturel. La pêche au feu a été interdite à plusieurs reprises, à la demande des pêcheurs eux-mêmes; elle est rétablie depuis 1937; elle permet de capturer de grosses quantités de poissons, ce qui avilit les prix, mais ne paraît pas capable d'épuiser une ressource aussi abondante.

Enfin, on utilise des filets spéciaux à mailles plus fortes quand on recherche les thons et les bonites. Les thons sont aussi capturés dans les pêcheries fixes ou « madragues »; ce sont des barrages de filets verticaux, perpendiculaires au continent, qui conduisent les poissons, en marche le long de la côte, jusqu'à une chambre de capture; quand elle est pleine, le filet est remonté, entouré par les barques, et les thons sont sauvagement massacrés à coups de gaffes. Les quelques madragues algériennes sont calées sur la côte oranaise, à l'ouest d'Arzew.

L'Algérie produit, aujourd'hui comme avant 1939, environ 30.000 tonnes de poissons par an. Les deux tiers sont des poissons de surface, sardines, anchois, maquereaux; ils sont mis en boîtes dans une ving-

taine de conserveries, réparties entre Alger, Castiglione, Dellys et Bône; quelques-unes sont équipées de manière moderne. Les usiniers se plaignent que les pêcheurs apportent les poissons irrégulièrement et en mauvais état. Sous forme de conserves, les produits de la pêche sont néanmoins un article des exportations algériennes qui doit être noté.

La Calle, près de la frontière tunisienne, a été longtemps le centre de la pêche du corail; la mode a changé et les corailleurs ont disparu.

III — L'INDUSTRIE

L'industrie algérienne ne fournissait guère, en 1939, que des matières premières. Elle se réduisait à peu de choses en dehors de l'extraction des minerais.

1. *L'industrie extractive*

L'extraction des minerais se poursuit depuis le XIX^e siècle; plusieurs de ses produits fournissent les gros tonnages du trafic maritime. Depuis la guerre de 1914-1918, la houille figure en quantités réduites dans les produits de l'industrie extractive, et on mène avec persévérance la recherche du pétrole.

1^o *Les minerais.* — L'industrie minière tient une moindre place dans l'économie algérienne que dans celle des deux protectorats voisins; les minerais ne représentent, selon les années, que 6 et 8 % de la valeur des exportations algériennes; mais il faut dire que l'Algérie exporte surtout des minerais lourds et bon marché.

L'Algérie, d'autre part, a mis plus de temps que la Tunisie et le Maroc pour organiser l'exploitation de ses mines. La législation de l'Algérie, qui est celle de la France, y est sans doute pour quelque chose. Des règlements fort anciens (la loi minière de 1810 n'a été modifiée qu'en 1919), faits pour un vieux pays depuis longtemps prospecté, s'appliquaient mal à un pays neuf, à peu près vierge au point de vue minier et où il existait des minerais inconnus ou peu exploités en France. En outre, les gisements une fois découverts et leur propriété définie, il faut organiser le transport des produits, problème difficile si les minerais sont abondants et de vil prix, et si les sièges d'extraction sont

lointains. Or, c'est seulement en 1904 que l'Algérie a obtenu son autonomie administrative et financière en matière de construction et d'exploitation de chemins de fer.

L'absence d'une législation appropriée n'a pas empêché le développement de l'industrie minière en Algérie, mais elle l'a certainement retardé. Les prospecteurs n'y deviennent nombreux qu'après 1895, quand la Tunisie est en pleine fièvre minière.

Un dernier caractère de l'industrie minière est qu'elle est soumise, plus que tout autre revenu de l'Algérie, à la conjoncture mondiale. Tous les minerais sont exportés et, comme la production des plus importants dépasse de beaucoup la consommation française, exportés à l'étranger. Les entreprises minières sont sujettes à des crises qui suspendent plus ou moins totalement leur activité. C'est ce qui vient de se produire à deux reprises en moins de vingt ans. La crise économique générale de 1931-1933 les obligea une première fois à réduire à l'extrême leur production; la deuxième guerre mondiale détermina, surtout après 1942, un nouveau chômage; la destruction des installations d'embarquement à Bône, la difficulté de renouveler le matériel usé ont retardé la remise en marche des exploitations. La production augmente de nouveau rapidement depuis 1946.

Les plus gros tonnages sont fournis par le *minerai de fer*. Les gisements algériens les plus répandus appartiennent à la catégorie dite « de substitution » : les eaux souterraines ont dissous une partie des roches, le plus souvent des calcaires, et leur ont substitué le minerai dont elles contenaient les sels en dissolution. Ce minerai est presque toujours une hématite d'une haute teneur, pour le traitement de laquelle une faible partie de la métallurgie française est outillée; elle est au contraire très recherchée par la métallurgie de la Grande-Bretagne et celle de l'Allemagne.

L'exploitation a toujours débuté à ciel ouvert et se fait encore ainsi presque partout. La principale difficulté de la mise en valeur est toujours venue de l'éloignement de la mer et du transport à grande distance d'un produit lourd et de faible valeur.

Les premières mines, exploitées dès 1865, se trouvaient tout près du rivage à Aïn Mokra dans les environs de Bône. Aujourd'hui 60 % de la production algérienne vient de l'Ouenza et du Bou Kadra, énormes amas d'hématite à fleur de sol, situés à 190 kilomètres de Bône; ils

sont exploités respectivement depuis 1921 et 1929 par une société, dont l'Algérie est le plus important actionnaire et au conseil d'administration de laquelle l'Algérie et l'État français ont la majorité. Équipement de la mine et transport sont des plus perfectionnés.

Les mines de Beni-Saf (département d'Oran) contiguës au port d'embarquement, sont exploitées par la Compagnie Mokta el Hadid depuis l'épuisement du gîte d'Aïn Mokra; elles fournissent 21 % de la production algérienne. Le reste provient des mines du Zaccar à Miliana, de petits gisements épars dans les Babor, et du Djebel Filfila à l'est de Philippeville; le dernier fournit surtout des pyrites de fer, dont l'Algérie a été pendant longtemps le seul pays producteur dans l'Union française. Les minerais sont embarqués à Alger, à Bougie ou en rades foraines.

L'Algérie extrayait avant la guerre plus des trois quarts du minerai de fer produit par l'Union française; elle en fournit actuellement les quatre cinquièmes. De 3.100.000 tonnes en 1938, sa contribution est tombée à 2.184.000 tonnes en 1948, 94 % des exportations étant dirigées vers l'étranger.

L'Algérie n'a pas la même prédominance en ce qui concerne les *phosphates de chaux*. Les couches de phosphates de chaux sont intercalées dans les sédiments de l'éocène inférieur; elles sont généralement surmontées d'une couche calcaire qui leur sert de toit, et disposées à peu de profondeur et avec de faibles inclinaisons. L'exploitation se fait par galeries horizontales; on procède à l'abattage du minerai en réservant des piliers et en soutenant le toit par des boisages jusqu'au moment où, l'enlèvement terminé, on le laisse s'écrouler. Le minerai est ensuite séché; c'est la seule préparation qu'il subit avant l'embarquement.

Les phosphates de chaux sont destinés principalement à être transformés en superphosphates et employés comme engrais. L'exportation est dirigée vers la France, l'Espagne, l'Angleterre et l'Allemagne. L'Algérie transforme sur place une petite partie de sa production, mais doit importer néanmoins des superphosphates.

Le principal gisement est celui du Kouif (C¹_e des Phosphates de Constantine) à 26 kilomètres de Tébessa; il fournit 90 % de la production algérienne et est relié à Bône par un chemin de fer, qui est à voie normale depuis 1945. Des exploitations moins importantes (C¹_e Minière

de M'zaïta) se trouvent dans la chaîne du Hodna et envoient à Bougie des phosphates très durs, surtout utilisés par la métallurgie.

L'Algérie possède au Djebel Onk, à 85 kilomètres au sud de Tébessa, un gisement d'un tonnage considérable, dont l'exploitation n'a pas été entreprise et qui reste en réserve en attendant l'épuisement des mines moins éloignées.

L'Afrique du nord tenait en 1939 la première place parmi les exportateurs de phosphates, fournissant 36 % de la production mondiale; elle était suivie de près par les États-Unis d'Amérique, qui l'ont largement dépassée depuis 1945. La part de l'Algérie était avant la guerre de 500.000 à 600.000 tonnes par an; elle s'est élevée en 1948 à 670.000 tonnes. Elle est définie par la nouvelle convention signée entre les trois pays nord-africains, qui réserve au Maroc 60 % de la production quand elle dépasse au total 4 millions de tonnes, à la Tunisie 25 %, à l'Algérie 13 %.

Le plomb et le zinc, qui sont, pour des raisons diverses, très recherchés dans cette période d'après-guerre, sont les seuls minerais non ferreux produits en quelque quantité par l'Algérie. Les gîtes sont nombreux et produisent chacun de petits tonnages; le plus important est pour le plomb celui de Mesloul au nord de Tébessa, pour le zinc ceux du Guergour et de l'Ouarsenis.

Les principaux minerais de zinc sont la calamine et la blende; le principal minerai de plomb est la galène; calamine et galène sont parfois argentifères. Minerais de zinc et de plomb sont le plus souvent associés dans les gisements; le plus abondant en Algérie est la calamine. Le coût de production du zinc est plus élevé et il vaut en temps normal plus cher que le plomb. De toutes les mines d'Algérie, ce sont celles-ci que les crises économiques atteignent le plus, et la plupart ont été arrêtées de 1931 à 1933.

L'Afrique du nord était avant 1938 avec l'Afrique équatoriale française le seul pays de l'Union française où l'on extrayait le plomb. La part de l'Algérie est faible : l'extraction, qui était de 8.000 tonnes en 1938, s'est ralentie peu à peu et n'est plus en 1948 que de 1.750 tonnes, fort inférieure à celle de la Tunisie, et surtout, depuis la fin des hostilités, à celle du Maroc.

L'Algérie en revanche a toujours eu la première place en Afrique du nord pour la production du zinc. Elle a fourni 13.780 tonnes en 1948,

soit 59 % de cette production, l'Afrique du nord étant alors le seul pays de l'Union française où les mines de zinc n'étaient pas arrêtées.

On extrait enfin un peu d'antimoine (2.500 tonnes en 1948) entre Constantine et Guelma, et un peu de mercure (1,3 tonne en 1948) près de Jemmapes.

2° *Les combustibles.* — Jusqu'en 1928, on ne connaissait en Afrique du nord que le bassin houiller de Kenadsa, à 25 kilomètres dans l'est de Colomb-Béchar, au bord du Sahara et à près de 800 kilomètres d'Oran.

Son exploitation avait commencé pendant la guerre de 1914-1918, à ciel ouvert d'abord dans une couche peu inclinée et assez régulière, mais dans des conditions difficiles, étant donné l'éloignement et le climat. Le prix d'extraction était fort élevé et le rendement faible. Une fois la guerre terminée, la production ne s'accrut que lentement et en 1934 on renonça à la développer : le charbon de Kenadsa, parvenu sur le littoral, coûtait plus cher que le charbon britannique, importé à bon compte comme frêt de retour des cargos qui emportaient le fer, les phosphates et l'alfa; il ne valait pas la peine de lui faire dépasser Saïda, sur le chemin de fer à voie de 1 mètre qui reliait la mine à Oran.

Dès l'ouverture des hostilités en 1939, l'exploitation reprit toute son activité et fut conduite désormais avec une remarquable énergie par une Régie d'État. On acheva en même temps la prospection méthodique du bassin : en 1941, plusieurs couches nouvelles, toujours peu épaisses, furent découvertes à quelques kilomètres au sud de Colomb-Béchar, et on équipa un deuxième étage d'exploitation à Béchar-Djedid malgré les difficultés que comportait en pleine guerre une pareille entreprise. On découvrit en outre un deuxième bassin d'une superficie de 1.200 kilomètres carrés à 50 kilomètres au sud-ouest; on n'envisage pas de l'utiliser avant longtemps.

L'ancienne et la nouvelle mine forment aujourd'hui en plein désert deux cités modernes, pourvues des meilleurs aménagements, de centrales électriques, d'hôpitaux, d'écoles, de piscines, de jardins maraîchers; elles groupent 13.000 habitants, dont 700 formant les cadres de l'exploitation et 4.500 ouvriers musulmans.

L'extraction se fait par descenderies qui suivent la pente des couches et mesurent de 250 mètres à 600 mètres. Le produit est une houille demi-grasse convenant à des usages variés, mais dont les cendres assez

fusibles encrassent rapidement les foyers. On remédie à cet inconvénient en envoyant une partie de la production à Djerada (Maroc), où elle est mélangée à l'anthracite extrait sur place pour fabriquer des briquettes agglomérées; les transports vers le nord sont sensiblement raccourcis par le tronçon achevé du Méditerranée-Niger, la distance de Kenadsa à Nemours n'étant par là que de 550 kilomètres.

Malgré l'effort accompli et les progrès réalisés, le rendement reste faible, et l'exploitation des « Houillères du Sud oranais » est déficitaire. On envisage d'augmenter la production de Kenadsa par de nouvelles descenderies et, plus tard, de réduire les frais d'exploitation par la technique moderne de la gazéification. La production a atteint 222.600 tonnes en 1948, assurant environ le tiers de la consommation intérieure de l'Algérie.

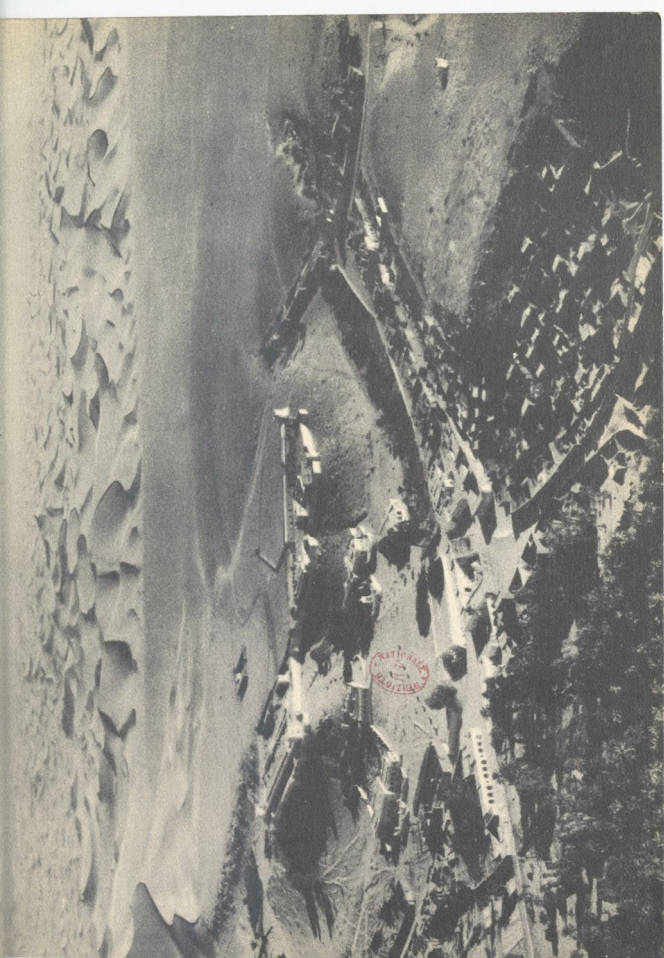
Les recherches pour la découverte du *pétrole* ne sont pas nouvelles en Algérie, puisque le premier sondage remonte à 1891. Mais elles n'ont été actives qu'après 1914. Les suintements naturels connus sont localisés de part et d'autre de la basse vallée du Chélif, dans l'est de Constantine et sur le bord septentrional des hautes plaines steppiques dans la région de Sidi Aïssa; ils sont liés à des dislocations plutôt qu'à un étage géologique déterminé.

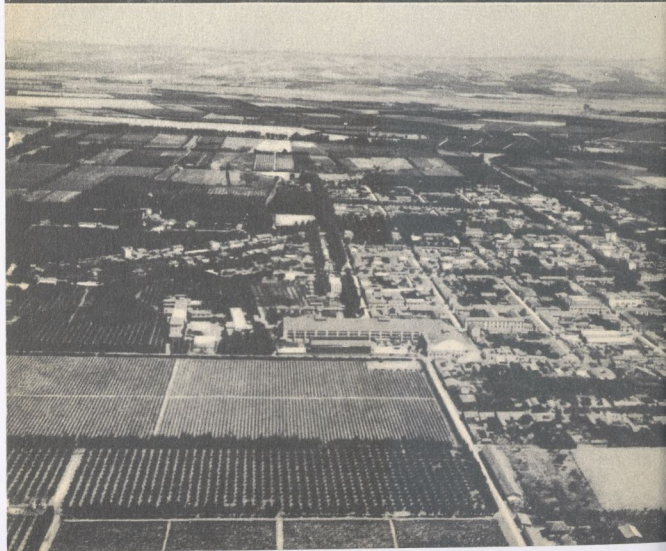
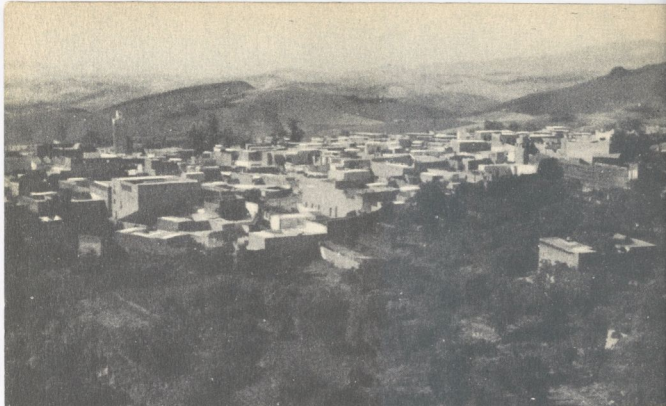
Un seul gisement productif a d'abord été reconnu, celui de Tilouanet, à 25 kilomètres au sud-ouest de Relizane; il donne depuis 1921 d'excellent pétrole en quantités minimes; le maximum a été atteint en 1929 avec 3.000 tonnes; la production a constamment baissé jusqu'en 1948 (110 tonnes).

La prospection du pétrole est depuis 1946 confiée à la « Société nationale de recherches et d'exploitations de pétrole en Algérie », dont les capitaux ont été constitués par l'État et la colonie pour la plus grande part. Disposant d'un matériel suffisant pour atteindre le pétrole aux grandes profondeurs, la société a obtenu au printemps de 1949, à Sidi-Aïssa près d'Aumale, un jaillissement dont la production quotidienne a été portée par la suite à 12 mètres cubes de pétrole brut.

2. Les fabrications

1° *L'industrie de 1939 et les nouveaux besoins.* — En dehors de ses mines, l'Algérie possédait en 1939 des entreprises industrielles assez





nombreuses; mais la plupart étaient de petits ateliers employant un personnel et un outillage réduits; beaucoup n'avaient qu'une existence éphémère. On les trouvait dans les principaux ports, Alger, Oran et Bône, où arrivent les combustibles et les matières premières importées.

Dans leur extrême diversité, on peut reconnaître trois catégories, dont l'objet est assez bien défini. Mais l'émission des fabrications entre d'innombrables entreprises artisanales est tel qu'il est impossible de donner une indication quantitative de cette activité. Il faut mettre à part tout d'abord, à cause de leur importance et parce qu'elles fournissent des matières qui ne peuvent être importées d'outre-mer, les usines à gaz et les centrales thermiques pour la production de l'électricité; elles sont liées plus que toute autre industrie aux arrivages de charbon étranger et aux ports.

Les entreprises les plus nombreuses, et celles qui comptent également les établissements les plus importants, travaillaient les matières premières du pays, pour la consommation locale ou pour l'exportation. Les unes transformaient les produits de l'agriculture et de l'élevage : minoteries, dont quelques-unes d'une capacité considérable et des plus perfectionnées, semouleries, fabriques de pâtes alimentaires, — grandes manufactures de tabac, — brasseries, distilleries, — tanneries, — conserveries préparant les olives, les fruits, les poissons, — fabriques d'allumettes et de caissettes utilisant le pin d'Alep, — bouchonneries et apprêt du liège, — industrie des tapis, — enfin nombreuses et importantes fabriques de matériaux de construction, ciments, plâtre, chaux, briques et tuiles.

Une dernière catégorie d'établissements industriels utilisait des produits ouverts ou non, généralement importés : usines de superphosphates employant les phosphates et les pyrites d'Algérie, mais aussi des pyrites d'importation, raffineries de soufre, et une quantité de petits ateliers, fonderies de métaux divers, constructions mécaniques et réparations, menuiseries, ébénisteries, tonnelleres, imprimeries.

Jusqu'à la dernière guerre, l'Algérie s'est accommodée de cet équipement industriel limité. Ni les colons, ni les industriels de la métropole ne souhaitaient qu'il fût complété. Les premiers craignaient que les usines ne prennent leur main-d'œuvre et redoutaient que cette transformation des habitudes ne transformât aussi les idées. Les seconds

avaient en Algérie leurs meilleurs clients; ils ne paraissaient guère disposés à apporter à une industrie algérienne le concours de leurs capitaux et de leur expérience, et objectaient le manque de houille et de main-d'œuvre qualifiée.

La guerre a changé les points de vue. L'industrie française trouve maintenant certains avantages à décentraliser ses fabrications et l'Algérie, privée des apports de l'extérieur pendant des années, mesure mieux le besoin d'assurer sur son propre sol quelques-uns des objets manufacturés les plus nécessaires à son équipement et à la consommation de ses habitants. D'autant plus que la création d'industries pouvait paraître un moyen efficace de résoudre le problème posé par l'accroissement de la population musulmane, en fournissant du travail à une partie des foules sans emploi, qui se rassemblent aujourd'hui dans les villes, et en suscitant par contre-coup le développement d'autres activités capables, mieux qu'elles-mêmes, d'employer de nombreux ouvriers sans spécialité.

Les autorités algériennes ont jugé qu'il fallait tenter l'expérience. Dès que l'Algérie fut isolée, elles ont encouragé le développement des fabrications de première nécessité. Après la fin des hostilités, un plan d'équipement industriel a été arrêté par le Gouvernement général et les premières réalisations sont en cours. La création d'entreprises est favorisée par des dégrèvements fiscaux, des garanties d'emprunt, ou même par une aide financière.

2° *Les sources d'énergie.* — L'Algérie est contrainte d'importer d'outre-mer la plus grande partie de la houille qu'elle brûle. Mais l'électricité assure maintenant quantités d'usages industriels; c'est une source d'énergie que l'Algérie peut se procurer sur son territoire, et elle se propose d'en faire un emploi sans cesse plus grand.

Le courant électrique qu'elle consommait en 1938 provenait dans la proportion de 85 % des centrales thermiques alimentées avec de la houille importée. Les trois petites usines hydroélectriques, construites entre 1931 et 1935 à Maillot, à Boghni et à Oued-el-Berd au nord de Sétif, ne fournissaient que 14 % de la quantité totale; elles avaient le gros inconvénient d'utiliser des chutes non régularisées et ne maintenaient pas leur production pendant l'été.

La consommation de l'électricité s'est aujourd'hui considérablement

accrue (1). Ce surplus a été assuré par de nouveaux aménagements hydrauliques. On avait établi en 1937 un programme d'équipement des barrages-réservoirs susceptibles de fournir du courant en été au moment des arrosages. De 1940 à 1946, quatre usines hydroélectriques ont été mises en service au pied des barrages de l'oued Fodda, des Ghrib, du Hamiz et sur la conduite d'irrigation du barrage de l'oued Fodda; l'aménagement de l'oued Boghni a été complété par une seconde usine en aval de la première et une usine provisoire a été construite sur l'oued Agrioun.

L'équipement des barrages sera poursuivi dans les années qui viennent, et on terminera la régularisation des oueds Agrioun et Djendjen (Petite Kabylie) seuls susceptibles de fournir des débits importants en dehors des réserves accumulées derrière les barrages pour l'irrigation.

Les techniciens jugent que l'accomplissement de ces projets permettra de faire face au développement de la consommation, mais n'évitera pas de fabriquer du courant dans les usines thermiques, qui devront être en mesure de fournir environ un tiers de la production.

(1) *Production de l'énergie électrique en Algérie* (en millions de kwh)

	1938	1947	1948
Production thermique. . .	236,6 (85 %)	312 (76,5 %)	358 (78,6 %)
— hydraulique. .	40,9 (14,7 %)	96 (23,5 %)	47 (21,4 %)
	277,5	408	455

Augmentation de la production totale de 1938 à 1948 : 64 %.

secteur (1). Ce secteur a été secouru par de nouveaux investissements étrangers. On avait établi en 1975 un programme d'équipement des entreprises étrangères susceptibles de fournir du courant et de la chaleur pour les usines. En 1980, quatre usines hydroélectriques ont été mises en service au pied des barrages de l'ouest, l'ouest, l'est, le nord, le sud et sur la rive droite de l'embouchure de la baie de l'ouest. L'aménagement de l'ouest comportait une centrale thermique et une centrale hydraulique et une centrale thermique et une centrale hydraulique.

L'équipement des barrages avec pompes dans les années qui suivent et on terminait la régénération des centrales à l'ouest et l'ouest (Pétite Kabyle) avec des centrales de l'ouest et de l'ouest en l'ouest. Les techniques furent que l'investissement de ces projets permettrait de faire face au développement de la consommation, mais à l'ouest par le fait que le courant dans les autres centrales qui devaient être en mesure de fournir l'énergie au lieu de la production.

(1) Production de l'énergie électrique en Algérie (en millions de kWh)

1975	1980	1985
Production thermique : 2 500 (50 %)	5 125 (50,5 %)	5 250 (50,5 %)
Hydroélectrique : 2 500 (50 %)	5 000 (49,5 %)	5 100 (49,5 %)
2 500	5 000	5 100

Représentation de la production totale de 1975 à 1985 : 50 %

CHAPITRE V

COMMUNICATIONS, VILLES ET PORTS, COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Algérie ainsi organisée ne pourrait vivre sur elle-même, sans échanges avec l'extérieur. Son agriculture, transformée par les colons, est orientée vers la production de denrées, dont le pays ne peut consommer qu'une partie, et c'est également au dehors qu'elle trouve des acheteurs pour les produits de son sous-sol. Des ventes massives hors de ses frontières lui procurent les sommes dont elle a besoin pour son équipement et son approvisionnement. Elle est en revanche dans la nécessité d'importer les fournitures dont elle manque, et notamment des produits fabriqués, que, malgré les progrès de l'industrialisation, elle ne doit pas espérer se procurer chez elle dans un avenir prochain.

Ce commerce extérieur est tout entier dirigé vers les pays d'outre-mer; peu de marchandises passent les frontières terrestres de l'Algérie. Le Sahara n'est plus traversé par les caravanes commerciales depuis la suppression de la traite des noirs et depuis que la côte de l'Atlantique est devenue le débouché de la zone soudanaise; les avions et les automobiles, qui sillonnent quotidiennement le désert, ne transportent que des voyageurs. Le Maroc et la Tunisie, d'autre part, ont des productions semblables à celles de l'Algérie, et celle-ci ne peut leur fournir ce qui leur manque; les échanges avec les Protectorats comptent pour 4 % dans la valeur totale de son commerce extérieur.

Tous les transports sont donc orientés vers la mer et les voies de communication algériennes sont tracées par rapport au littoral. C'est sur le littoral que se trouvent les centres et les organes principaux du commerce; les grandes villes et les ports, où les produits locaux se

concentrent pour être expédiés au dehors et où parviennent les marchandises importées.

I — LES VOIES DE COMMUNICATIONS ET LES TRANSPORTS

1. *Les communications terrestres*

L'Algérie possède 4.402 kilomètres de chemins de fer en exploitation et plus de 30.000 kilomètres de routes empierrées; ces dernières sont prolongées, dans l'Algérie du nord et dans les Territoires du sud, par des chemins et des pistes non empierrés, mais accessibles aux automobiles, qui en augmentent la longueur de plus du double.

Les *voies ferrées* ont été construites après les routes; dès 1865, un réseau de « routes nationales » était achevé et reliait les principales villes. Les chemins de fer n'ont pas suivi des itinéraires différents; ils se sont superposés, comme dans la vieille Europe au réseau des routes principales et l'ont doublé. Ils n'ont pas joué en Algérie le même rôle qu'en Amérique, où à la même époque ils provoquaient le peuplement de territoires à peu près vides. Les villages ou les fermes d'Algérie ont été bâtis sans attendre la construction des voies ferrées.

Le premier plan de réseau ferré date de 1857. Il comportait une artère principale, parallèle à la côte, d'Oran à Constantine par Alger, et des lignes reliant à elle les ports, notamment Tlemcen à Oran, Constantine à Philippeville et à Bône. Les premières lignes, d'Alger à Oran, de Constantine à Philippeville, ont été ouvertes au trafic de bout en bout en 1871; celle d'Alger à Constantine en 1886. Le réseau actuel a conservé les grands traits du projet de 1857, qui correspondait bien à la structure géographique de l'Algérie et à ses besoins. Les programmes ultérieurs ne lui ont ajouté que des lignes de pénétration : la ligne à voie normale de Constantine à Biskra (1886), les lignes à voie étroite de Bône à Tébessa (1888), d'Oran à Colomb-Béchar (1906), d'Alger à Djelfa (1921).

On a renoncé à pousser cette dernière plus avant. La ligne de Biskra avait été dès 1914 prolongée jusqu'à Touggourt; il n'est pas question davantage de la conduire maintenant plus loin. C'est une ligne marocaine, détachée de la grande artère parallèle à la côte, qui doit devenir l'amorce du Transsaharien.

La construction d'un chemin de fer à travers le désert a été depuis le

début du siècle l'objet de longues discussions. Dès avant 1914, une importante mission partit d'Algérie pour reconnaître les tracés possibles. Mais le Transsaharien eut aussi ses détracteurs. Bien qu'un « Organisme d'études » ait été institué en 1928, et que les projets se soient multipliés entre les deux guerres, aucun n'avait abouti en 1939. L'Organisme d'études avait néanmoins conclu que l'itinéraire préférable était le plus court et devrait avoir Oran pour point de départ. Le Maroc ayant en 1939 décidé de construire le court tronçon de voie ferrée reliant Bou-Arfa à Kenadsa et Colomb-Béchar, la ligne marocaine à voie normale d'Oujda à Bou Arfa était toute désignée pour devenir la tête d'un chemin de fer transsaharien. La construction de celui-ci fut enfin autorisée en 1941 et confiée à l'Office du Méditerranée-Niger, nouveau nom de la future ligne. Le tracé choisi suit la vallée de la Saoura, traverse tout droit le Tanezrouft et atteint le Niger à Bourem. L'Office a eu le temps d'établir la plateforme de la voie jusqu'à Beni-Abbès; mais les travaux ont été interrompus à la fin de 1942, après le débarquement allié en Afrique du Nord; la poursuite de la guerre réclamait des tâches plus urgentes.

Il paraît audacieux d'espérer que le Méditerranée-Niger transformera grandement le désert. Il permettra la mise en valeur de zones irrigables limitées, dans la vallée de la Saoura et dans le delta central nigérien. Il supprimera surtout l'obstacle que le désert oppose aux communications terrestres entre l'Atlas et le Soudan.

L'Office du Méditerranée-Niger exploite la courte voie ferrée de Colomb-Béchar à Bou Arfa, empruntée par les trains de charbon. Les autres voies ferrées algériennes, qui ont été construites par diverses compagnies et rachetées peu à peu par l'État, sont depuis le 31 décembre 1938 exploitées pour le compte de la Colonie par l'administration des « Chemins de fer algériens ».

C'est une exploitation difficile. Toutes les lignes franchissent des régions accidentées ou montagneuses; même celle d'Alger à Oran est loin de traverser seulement des plaines. L'ensemble comporte 75 % de rampes et 30 % de courbes, dont certaines ont un très petit rayon. En outre quelques tronçons, notamment entre Alger et Oran, sont seuls à double voie, et la moitié des voies seulement (2.150 kilomètres) est à l'écartement normal de 1 m 44. Les trains ne roulent qu'à des vitesses commerciales réduites; en 1939 on réussissait à obtenir des vitesses

commerciales de 50 kilomètres-heure entre Alger et Constantine et de 61 kilomètres-heure entre Alger et Oran. Une seule ligne est électrifiée pour le moment, celle de Bône à l'Ouenza.

Les marchandises, comme dans la métropole, procurent 70 à 71 % des recettes, les gros tonnages étant assurés par les produits agricoles et surtout par les minerais. Mais c'est seulement autour des grands ports d'embarquement que le trafic des chemins de fer est actif; quelques tronçons ont une exploitation rémunératrice et l'ensemble du réseau est en déficit. Non seulement les lignes projetées après la guerre de 1914-1918 n'ont pas été construites, mais on a dû suspendre l'exploitation de lignes secondaires et porter les efforts sur l'amélioration des lignes principales.

Les *transports routiers* font une vive concurrence aux chemins de fer, particulièrement en ce qui concerne les voyageurs; outre un grand nombre d'automobiles privées, les services d'autocars pullulent. Les marchandises circulent en camions autour des villes et des ports.

L'étendue et la qualité du réseau des routes, prolongé par les pistes sahariennes, a suscité le développement du tourisme entre les deux guerres. Variété et beauté des paysages, tiédeur et qualité des temps d'hiver dans les stations méridionales, étrangeté des solitudes sahariennes, observations multiples que les genres de vie et l'évolution économique peuvent faire naître, rien ne manquait pour attirer en Algérie les visiteurs les plus divers. Toutefois l'hôtellerie laissait beaucoup à désirer en dehors des grandes villes. La Compagnie Générale Transatlantique eut après la guerre de 1914-1918 l'idée d'aménager une chaîne d'hôtels confortables sur les principaux itinéraires touristiques; leur luxe les réservait à une clientèle peu nombreuse et venue la plupart du temps des pays étrangers. Cette initiative eut pour effet d'inciter les hôteliers à compléter leurs installations ou à en fonder de nouvelles.

2. Navigation maritime

La flotte marchande algérienne ne comprend qu'un petit nombre de navires et un très faible tonnage total. Les relations maritimes de l'Algérie sont assurées néanmoins par des navires battant pavillon français, dans la proportion de 60 % pour le nombre et pour le tonnage.

La loi du 2 avril 1889 a en effet rétabli le « monopole de pavillon », qui avait été supprimé en 1866 : les transports entre la France et l'Algérie sont assimilés à un cabotage et réservés aux navires français ou assimilés. Ce privilège garantit aux armateurs français un fret abondant et régulier; en 1938, les relations commerciales de l'Algérie ont exigé l'entrée et la sortie de 10.000 navires, jaugeant 17.600.000 tonneaux, qui ont transporté 11.215.000 tonnes de marchandises; parmi eux, les navires français étaient au nombre de 5.973, jaugeaient 10.600.000 tonneaux et ont transporté 5.746.000 tonnes de marchandises. En revanche, le monopole de pavillon, supprimant la concurrence, est onéreux pour les chargeurs; l'Algérie a souvent, mais en vain, demandé qu'il soit de nouveau supprimé.

La part la plus importante du trafic maritime entre l'Algérie et la France ne revient plus, comme autrefois, aux ports français de la Méditerranée. Par suite de leur rapidité plus grande, les navires sont de plus en plus dirigés vers les ports les plus proches des lieux de consommation. Les ports de l'Atlantique, de la Manche et de la mer du Nord expédiaient ou recevaient avant 1939 58 à 59 % des marchandises à destination ou en provenance de l'Algérie; c'étaient généralement les plus lourdes. Certaines années, Rouen prenait le pas sur Marseille dans les relations avec l'Algérie.

Les ports méditerranéens gardent l'avantage d'être placés sur la route la plus courte qui relie la métropole et la colonie. Les marchandises qui peuvent supporter des frais de transport plus élevés et faire de longs trajets en chemin de fer, accomplissent le voyage plus rapidement par Marseille ou par Port-Vendres. De ces deux ports, partent également les paquebots réguliers, qui transportent les passagers et les colis fragiles allant en Algérie ou en venant.

3. *Navigation aérienne*

Les passagers qui préfèrent aujourd'hui faire le voyage en avion sont de plus en plus nombreux. L'Algérie est plus proche de la France que jamais. Plusieurs villes de France sont reliées aux grands ports d'Algérie par des lignes aériennes régulières. D'autres lignes réunissent les principales villes d'Algérie avec une fréquence plus ou moins grande.

Depuis la fin des hostilités, le trafic aérien intercontinental se concentre en Algérie sur l'aérodrome de Maison-Blanche, près d'Alger. C'est là que se croisent notamment la ligne de Paris à Brazzaville et la ligne nord-africaine de Tunis à Casablanca. Mais l'augmentation du rayon d'action des avions permettant une orthodromie plus rigoureuse, Alger ne se trouve plus sur le plus court trajet d'Europe au centre de l'Afrique, et son aérodrome est maintenant concurrencé par celui de Tunis.

II — LES VILLES ET LES PORTS

Les villes algériennes sont des créations de la colonisation.

Il n'y avait en 1830 qu'une seule grande ville musulmane, Alger. Encore avait-elle perdu sa prospérité d'antan; elle a peut-être eu 100.000 habitants au milieu du XVII^e siècle; elle n'en avait que 30.000 en 1830. Les autres villes qui avaient joué un rôle dans l'histoire de l'Algérie avaient encore plus déchu : Tlemcen était pour les quatre cinquièmes inhabitée quand les troupes françaises y pénétrèrent en 1836; Oran avait été abandonnée par les quelques milliers d'habitants qu'elle contenait; Bougie n'était plus qu'un misérable village et Constantine, qui tenait son importance de sa situation naturellement fortifiée et de son rôle de capitale presque indépendante du gouvernement d'Alger au XVIII^e siècle, n'était qu'une toute petite ville. L'Algérie musulmane était, et elle est restée, un pays rural; la bourgeoisie musulmane actuelle, très réduite, s'est constituée depuis 1830.

Ces anciennes villes musulmanes ne possédaient qu'un petit nombre de monuments remarquables. Tlemcen conserve les plus beaux et leur doit d'être une ville d'art et de tourisme. Les anciens quartiers d'habitation, avec leurs venelles étroites et leurs impasses, ont très souvent disparu, et ont été rebâtis sur un plan moins irrégulier et moins pittoresque; il existe quelques-uns de ces vieux quartiers à Tlemcen et à Constantine. Le mieux conservé dans son ensemble, et un des plus originaux, est la vieille ville turque d'Alger, aujourd'hui surpeuplée et bien délabrée; elle accroche ses demeures à une pente si roide que la plupart des ruelles montantes, rétrécies par l'avancée de l'étage au-dessus du rez-de-chaussée, sont coupées de marches d'escalier.

Les Français, lorsqu'ils sont arrivés en Algérie, se sont installés à

l'intérieur des anciennes villes et se sont contentés d'y édifier des constructions mieux adaptées à leurs habitudes et à leurs besoins. Philippeville (1838), Sidi-bel-Abbès et Tiaret (1843), Sétif (1846) ont seules été construites dans des lieux où il n'existait rien. Reprochera-t-on aux Français du milieu du XIX^e siècle de n'avoir pas découvert assez tôt l'heureuse méthode d'urbanisme qui a guidé la fondation des villes modernes du Maroc?

Plus tard, la place manquant, les constructions se sont étendues hors des anciennes enceintes. Mais les villes nouvelles se sont développées sans plan d'ensemble et d'une manière assez désordonnée. Des quartiers juxtaposés ont été successivement bâtis suivant la formule propre à chaque époque; des aménagements laborieux ont tiré parti de sites difficiles, notamment à Alger et à Constantine; dans l'ensemble, la loi de 1919 sur l'urbanisme, qui oblige les communes à établir un plan d'extension, est intervenue trop tard.

Les principales de ces villes modernes sont situées au bord de la mer. Aucune ville de l'intérieur ne rivalise avec celles de la côte pour l'importance de la population ou la diversité des fonctions; l'industrialisation grandira encore le rôle des villes maritimes. Quel qu'ait été leur passé, les villes éloignées de la mer ne sont que des marchés permanents, fréquentés par les campagnards; ils y écoulent leurs produits et acquièrent les denrées qui leur manquent, ainsi que les objets manufacturés. Ni l'activité de ces marchés, ni l'étendue de la région qu'ils desservent, n'ont réussi à en faire de grandes villes.

L'aménagement des ports a exigé partout de grands travaux. En l'absence d'abris naturels et d'estuaires, les ports ont été gagnés sur la mer, comme sur la plupart des rivages de la Méditerranée. Il a fallu construire des jetées assurant une protection efficace aux bassins, et remblayer le long de ceux-ci les terre-pleins des quais et des mûles. Les jetées construites à Alger entre les deux guerres sont faites de blocs bétonnés de 400 tonnes et 450 tonnes. La profondeur des mouillages, heureuse condition pour le reste, a rendu les travaux malaisés et coûteux : à Alger, on a dû fonder les jetées protectrices jusqu'à 35 mètres et 40 mètres sous la mer, et les asseoir sur une plate-forme artificielle large de 150 mètres.

L'avantage de cette catégorie de ports est qu'ils peuvent être agrandis aisément, si le site s'y prête. Tous les grands ports algériens sont faits

d'extensions successives, qui ont consisté à allonger les jetées, à créer des avant-ports et à les transformer ensuite en bassins.

Trois d'entre eux sont situés au centre et aux deux extrémités de la côte algérienne, et concentrent la plus grande partie du trafic. Mais il existe, à côté d'eux, d'assez nombreux ports secondaires; ils ont rendu pendant longtemps des services d'autant plus appréciés que les transports maritimes étaient les moins coûteux. Le développement des communications terrestres, en particulier celui des transports routiers par automobiles, a réduit leur rôle; le cabotage côtier, qui alimentait naguère les grands ports et distribuait leurs marchandises, a fortement diminué depuis la guerre de 1914-1918.

I. *Alger*

La situation d'Alger au centre de la côte algérienne, au contact de l'Algérie occidentale et de l'Algérie orientale, convenait bien à une capitale. Elle est de toute façon la première ville de la colonie : capitale administrative, puisqu'elle est le siège du Gouvernement général et la résidence des plus hautes autorités militaires, judiciaires, religieuses; — capitale intellectuelle par ses écoles de toutes sortes, par son Université, fréquentée par des étudiants plus nombreux que la plupart des Universités provinciales de la France, par les ressources offertes aux travaux de l'esprit et à la vie de relations; — capitale économique enfin par son port, le premier de l'Algérie, par ses magasins, ses entrepôts, ses banques, les usines et les ateliers de sa banlieue.

Alger a, en 1948, 315.200 habitants; les communes voisines, Maison-Carrée, Hussein-Dey, El-Biar, Kouba, Saint-Eugène, Birmandreïs, Bouzaréah, forment avec elle une agglomération d'un seul tenant, qui groupe au total 482.000 habitants. En 1936, Alger et sa banlieue constituaient le plus gros noyau de peuplement de l'Afrique du Nord; aujourd'hui, l'agglomération algéroise est dépassée par Casablanca et ses faubourgs, qui abritent 551.000 habitants. Mais les Européens de Casablanca n'atteignent pas la moitié du nombre de ceux de l'agglomération algéroise.

L'Alger turc se disposait en acropole sur les pentes, tournées au Levant, qui ferment la baie d'Alger du côté de l'ouest; il dominait un petit port naturel, abrité par des îlots qui avaient été reliés au rivage

par une courte jetée, et auxquels la ville doit son nom (El Djezaïr, les îles). Le site est de toute beauté; il convenait mal à l'établissement d'une ville moderne. Toutefois, les coteaux, qui supportent la vieille ville, s'abaissent dans la direction du Sud, et s'écartent en même temps du rivage; malgré l'étroitesse de cette plaine côtière, une ville neuve pouvait y trouver une assiette propice, le long d'un port que la profondeur du mouillage permettait d'allonger presque indéfiniment vers le sud.

Les Français, en 1830, se contentèrent de s'installer dans la partie basse de la ville turque, moins déclive que le haut; ils y ouvrirent des rues carrossables et y élevèrent des immeubles à étages à la mode de leur temps. Les constructions ont ensuite débordé au delà des murs turcs dans un site à peu près semblable, puis, au delà d'une enceinte fortifiée tracée en 1840, dans les faubourgs de Bab-el-Oued au nord, de l'Agha et de Mustapha au sud. C'est seulement après 1880 que la ville commence à s'étendre sur un site moins incommode, dans la plaine côtière et sur les coteaux qui la dominent.

Les étapes de cette extension se reflètent dans l'aspect des quartiers. Alger est une ville toute en longueur entre la crête verdoyante de ses coteaux et la nappé bleue de la baie. Les seules rues planes sont parallèles au rivage; les autres, fort déclives, escaladent les pentes en décrivant de grands lacets; elles sont souvent, dans les parties les plus anciennes, doublées par des escaliers.

Le port s'est développé dans le même sens, parallèlement à la ville. Le « Vieux port » a été construit de 1848 à 1870, l'« arrière-port de l'Agha » de 1892 à 1905; le « bassin de Mustapha », commencé après la guerre de 1914-1918, est maintenant terminé. En même temps que ces derniers travaux, on a poursuivi l'équipement du port; les engins mécaniques ont été multipliés; un quai et des installations modernes pour le ravitaillement des navires en combustibles, des hangars et des docks munis des derniers perfectionnements ont été aménagés.

Le port d'Alger dépasse de beaucoup les autres ports d'Algérie pour le nombre de voyageurs. Le trafic des marchandises portait en 1938 sur 3.594.000 tonnes, non compris le cabotage côtier, ce qui plaçait Alger au premier rang des ports de l'Afrique du nord française et au sixième rang des ports français après Marseille, Rouen, Le Havre, Dunkerque et Bordeaux. Son mouvement était bien équilibré, les exportations l'emportant de très peu sur les importations.

Dans les premières, les produits agricoles tiennent la première place : d'abord les vins, puis les primeurs et les fruits; ensuite les céréales, le liège, le tabac, les moutons, enfin le minéral de fer de la vallée du Chélif. Le port d'Alger draine une aire étendue, qui, sur la voie ferrée parallèle à la mer, atteint Orléansville à l'ouest, Beni-Mansour à l'est.

Parmi les importations les plus lourdes figurent la houille et combustibles liquides, nécessaires aux besoins locaux et à la relâche; viennent ensuite les matériaux de construction (bois, fers, aciers), les objets manufacturés (tissus, machines, produits chimiques, denrées alimentaires d'origine coloniale ou métropolitaine).

La plupart de ces marchandises arrivent de France ou y vont, les principaux échanges se faisant avec les ports français de l'Océan, de la Manche et de la mer du Nord. Parmi les ports pris isolément, Marseille n'occupait pas chaque année le premier rang dans les relations d'Alger et il était parfois dépassé par Rouen; Dunkerque avait le troisième rang.

Le trafic des marchandises avait en 1945 diminué des deux tiers. Le port a repris son activité en 1946, et le tonnage des marchandises a dépassé en 1947 (3.871.000 tonnes) celui de 1938, par suite de l'augmentation des importations. Il n'a été en 1948 que de 2.600.000 tonnes.

La relâche, favorisée par la situation d'Alger à mi-chemin entre le Proche Orient et la mer du Nord, n'a cessé de croître jusqu'en 1913. Les chiffres de 1938 étaient très inférieurs à ceux de 1913 pour le nombre des navires, leur tonnage de jauge, les combustibles embarqués. C'est que, depuis lors, le port d'Alger a été concurrencé par celui d'Oran, qui, mieux outillé, l'a un moment dépassé. En 1938, Alger avait perfectionné son outillage et repris la tête; mais la relâche avait diminué par suite de nouvelles concurrences, celles de Gibraltar et de Ceuta.

Enfin Alger est encore un port de pêche; mais la pêche y reste une activité très secondaire, dont le rendement varie selon les années.

Le mouvement de son port fait d'Alger la première place de commerce de l'Algérie. Les grands établissements de négoce et de crédit y ont leur siège principal. C'est à Alger que sont passés les contrats, d'Alger que partent les commandes, qui seront exécutées en d'autres places d'Algérie. Alger occupe le premier rang pour le commerce de la plupart des produits : vins, céréales, primeurs, tabacs, tissus et bois.

D'autre part Alger a été jusqu'à présent le principal centre industriel.

Toutes les fabrications qui existaient en Algérie y sont représentées.

Alger et l'agglomération algéroise concentrent presque toute l'activité urbaine de leur région. Les autres villes du département n'ont qu'un nombre réduit d'habitants; seule Blida en possède 30.000. De même le port d'Alger attire la presque totalité du trafic maritime sur la côte du département; il n'y a aucun port important avant Mostaganem à l'ouest et avant Bougie à l'est. Les petits ports du département ont perdu depuis 1923 les deux tiers de leur tonnage de marchandises, qui est depuis lors transporté à Alger par les camions automobiles.

2. Villes et ports de l'Algérie occidentale.

Oran est la deuxième ville d'Algérie, mais elle n'a pas dans sa région la même prééminence qu'Alger. Le département d'Oran compte cinq villes, peu éloignées les unes des autres, dont trois ont plus de 50.000 et deux plus de 20.000 habitants (1), et, parmi les ports Mostaganem, Beni-Saf et Nemours conservent, à côté d'Oran, un trafic de quelque importance.

L'histoire d'Oran est différente de celle d'Alger, qui est une capitale depuis le *xvi*^e siècle. Oran n'est devenue une grande ville qu'à l'époque contemporaine. Elle était au moyen âge un des petits ports qui servaient de débouchés à Tlemcen. Elle fut séparée de Tlemcen en 1509 par l'occupation espagnole, qui dura près de trois siècles; elle fut pendant tout ce temps une forteresse isolée, tenue par une garnison et peuplée de forçats, un « *presidio* », perpétuellement bloqué par les Turcs ou par les tribus. Les Turcs la reprirent en 1792, mais ne réussirent pas à l'animer; elle n'avait pas 3.000 habitants, quand les Français y arrivèrent en 1831.

Population municipale agglomérée au chef-lieu en 1948		Nombre et proportion des Européens en 1936	
Sidi-bel-Abbès	52.881 habitants	32.400	61 %
Mostaganem	50.403 —	17.800	47 %
Tlemcen	50.272 —	8.000	30 %
Mascara	26.086 —	14.000	45 %
Tiaret	22.344 —	11.200	47 %

Le site de l'Oran espagnol est un ravin court et profond, dominé à l'ouest par l'extrémité du Sahel d'Oran, à l'est par un plateau qui s'élève doucement dans cette direction; la mer y a taillé des falaises, dont la hauteur augmente peu à peu. Les maisons de la vieille ville s'étagent sur les flancs du ravin jusqu'aux imposants châteaux fortifiés bâtis par les Espagnols aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles.

La ville moderne s'est développée avec aisance sur les terrains plans du plateau, par orbes concentriques, depuis le débouché de l'ancienne ville, la place d'Armes. Dès 1848, la ville du ravin commençait à déborder sur le plateau; mais c'est après 1881 que les constructions deviennent nombreuses le long des routes qui conduisaient vers les villes de l'intérieur, puis dans leur intervalle. Une enceinte fortifiée avait en 1866 entouré les bâtiments nouveaux; avant qu'elle soit complètement garnie, des faubourgs se créent en dehors des murs, où le prix des terrains et des loyers était moins élevé.

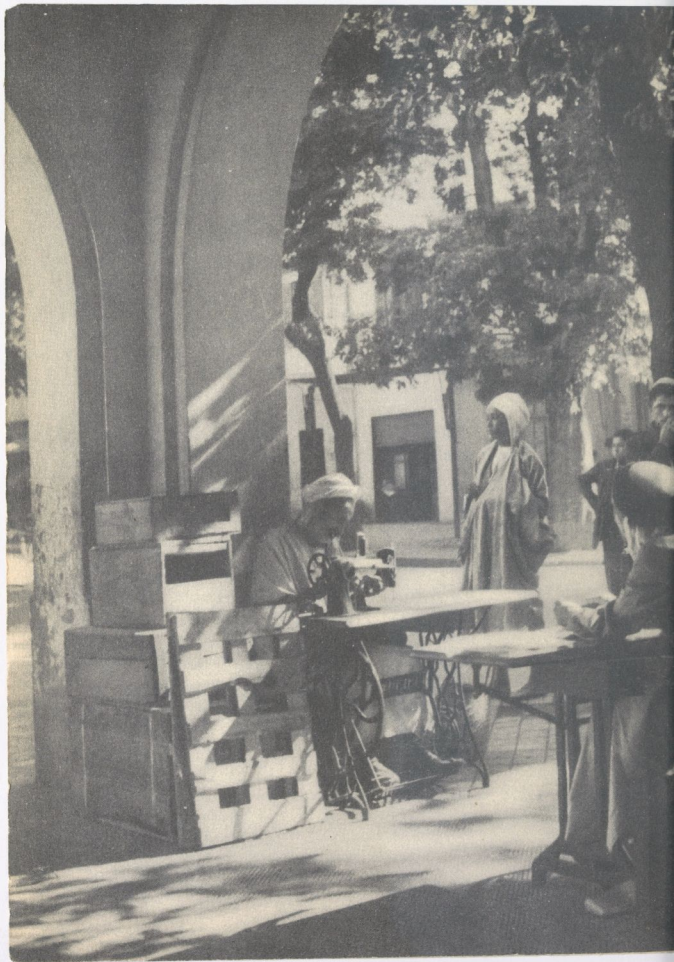
La grande poussée de croissance a lieu à partir de 1900; l'enceinte de 1866 a été abattue en 1933, et les faubourgs sont aujourd'hui transformés en quartiers continus autour de la ville du ^{xix}^e siècle. Aucune ville algérienne ne s'est accrue aussi rapidement depuis cinquante ans: de 1901 à 1948, la population d'Oran a augmenté de 170 %. Dans le total des 200.000 habitants, atteint en 1936, les Européens comptaient pour plus des trois quarts; ils forment probablement les deux tiers des 256.600 habitants de 1948; Oran est toujours la ville d'Algérie, où la proportion des Européens est la plus forte. Ils sont surtout d'origine espagnole; en 1936, il y avait à Oran 20 % d'étrangers européens, et les deux tiers des citoyens français étaient des naturalisés. L'afflux des musulmans depuis cinquante ans n'a pas été moins remarquable; ils formaient en 1901, 12 % de la population urbaine, en 1936 24 %.

L'industrie a tenu peu de place dans l'activité d'Oran; la seule importante en 1939 était celle des tabacs. Oran semble devoir bénéficier dans une grande mesure des projets d'industrialisation en cours; plusieurs usines (verrière, cimenterie) viennent d'être construites dans ses environs.

Les activités commerciales ont primé jusqu'à présent toutes les autres, et elles se rattachent essentiellement au trafic maritime.

La ville n'avait aucun port en 1831: le Sahel d'Oran n'abritait, au





débouché du ravin de la vieille ville, qu'un mouillage exigü et fort peu sûr, où on aménagea plus tard le « vieux port ». Les embarquements et débarquements se firent jusqu'en 1848 à 8 kilomètres dans l'ouest, dans la rade de Mers-el-Kébir, une des plus sûres de la côte, abordable par tous les temps parce qu'elle est bien abritée par la montagne du Santon. Mais il était possible de construire, au pied des falaises qui tranchent le plateau d'Oran, un port artificiel suffisamment vaste, à condition d'assurer les communications avec la ville par des rampes.

Le port d'Oran fut, comme celui d'Alger, construit par étapes, et à peu près aux mêmes époques : bassin Aucour (1860-1864), bassin du Maroc et bassin Poincaré (1906-1914), avant-port (1924-1939). Au delà vers l'ouest, les falaises prennent de la hauteur et dominent de telles profondeurs d'eau qu'il serait difficile d'y fonder jetées et terre-pleins. Aussi avait-on conçu un programme grandiose d'extension, qui aurait réuni Oran à Mers-el-Kébir; on avait en 1939 commencé la réalisation d'une première tranche, qui comportait la construction d'un grand bassin à Mers-el-Kébir, à la fois base navale militaire et annexe d'Oran pour les opérations de la relâche.

Le port d'Oran tient le deuxième rang en Algérie pour le transport des voyageurs, mais loin derrière Alger. Au contraire, le tonnage des marchandises (3.146.000 tonnes en 1938) n'était, grâce à la relâche, que peu inférieur à celui d'Alger.

Le trafic proprement dit des marchandises est limité aux produits agricoles, et moins varié que celui d'Alger : 75 % du tonnage exporté consiste en vins, alcools et en céréales pour lesquelles Oran était le premier port exportateur de la colonie; c'est lui aussi qui expédiait le plus d'alfa et le plus de moutons, dont une partie lui venait du Maroc oriental; mais les expéditions de légumes et de fruits sont loin de rivaliser avec celles d'Alger. Les importations concernent les mêmes marchandises qu'à Alger.

Grâce à l'excellence de l'outillage et à la rapidité des opérations, la relâche a atteint en 1929 une telle prospérité que le mouvement des combustibles a dépassé celui des marchandises proprement dites; le ravitaillement des relâcheurs a représenté cette année-là 57 % des produits embarqués. Alger a ensuite rattrapé son retard, et les livraisons de combustibles faites à Oran ont diminué de plus de moitié en

1938, les navires étant attirés d'autre part vers Gibraltar et Ceuta, où les frais étaient moindres.

Le trafic des marchandises, arrêté pendant la guerre, a repris en 1946; mais il est loin d'avoir retrouvé son activité d'antan, et n'a atteint en 1948 que 1.642.000 tonnes; Oran n'est maintenant que le troisième des ports d'Algérie.

Avec Mers-el-Kébir, où les conserveries sont installées, il arme plus de bateaux de pêche que tout autre port de la colonie, et il possède les équipages de pêche les plus nombreux. Mais Nemours et Beni Saf capturent des quantités supérieures de poissons.

Le port d'Oran n'a pas le même monopole régional que celui d'Alger, autour duquel les ports secondaires sont maintenant inactifs; une partie des exportations agricoles et toute l'exportation des minerais de l'Oranie lui échappe.

Mostaganem exporte, comme lui, mais en plus faibles quantités tonnage total des marchandises en 1948 : 280.800 tonnes), des vins, des céréales et des moutons.

Beni Saf et *Nemours* doivent leur existence aux mines. Le premier n'est pas à proprement parler une ville, mais le port d'embarquement des minerais de fer exploités par la C^{ie} Mokta-el-Hadid dans le voisinage immédiat; le gîte le plus éloigné est à 10 kilomètres de Beni Saf. Les importations ne comptent guère, et le tonnage des marchandises (237.600 tonnes en 1948) est presque uniquement constitué par le minerai. Nemours n'a pris d'importance que depuis qu'on a découvert au Maroc oriental le manganèse de Bou Arfa. Après de longs pourparlers, le Protectorat décida, en 1928, de diriger les minerais du Maroc oriental vers Nemours; le port est relié à Oujda depuis 1936 par une voie ferrée; il a vu passer en 1948 253.000 tonnes de marchandises, dont 10 % seulement provenaient d'outre-mer.

3. Villes et ports de l'Algérie orientale

Constantine n'a pas échappé au sort de toutes les villes de l'intérieur, bien qu'elle soit le chef-lieu d'un département. Elle est la plus peuplée d'entre elles (en 1948 : 118.800 habitants, dont un tiers d'Européens);

elle est de beaucoup le lieu de commerce le plus important de l'intérieur; gros marché de grains, elle est le principal centre de la minoterie; son site, un des plus extraordinaires qui soit, attire les touristes. Mais elle n'est qu'une ville de second ordre à côté d'Alger et d'Oran, parce que 85 kilomètres la séparent de la mer; sa croissance a été retardée par la concurrence de ses ports, Philippeville et surtout Bône, sa grande rivale dans l'Algérie orientale.

Bône (1948 : 102.800 habitants), comme Oran, est une création française; la ville musulmane de 1832 n'avait pas 2.000 habitants. Comme Oran aussi, elle doit sa croissance à son port. Mais, à la différence d'Oran, les produits agricoles de la région sont loin de suffire à l'entretien du mouvement commercial. Bône est avant tout le débouché de la région frontière, la plus riche de l'Algérie en minerais divers et en grosses réserves de minerai de fer et de phosphates de chaux.

Il lui a fallu assurer sa liaison avec les centres miniers; elle n'y a pas réussi sans compétitions. La Tunisie, qui avait la première poussé ses chemins de fer jusqu'à la frontière, revendiqua un moment le fer de l'Ouenza pour le diriger vers Bizerte, dont le port marchand manquait de fret; les discussions sur ce sujet contribuèrent à retarder l'exploitation de l'Ouenza. Un chemin de fer à voie étroite amenait à Bône depuis 1888 les phosphates de chaux de Tebessa; une voie normale a été posée en 1921 jusqu'à l'Ouenza, et électrifiée par la suite. C'est seulement en 1945 que la voie large a été prolongée jusqu'à Tébessa, et qu'a été réalisé le « Central minier », dont le projet avait été conçu en 1920.

L'extension du port de Bône a suivi celle des exploitations minières : « Petite Darse », créée en 1855 pour l'exploitation du minerai de fer d'Aïn Mokra; « Grande Darse » et nouvel avant-port construits en 1885 après la mise en exploitation des phosphates de chaux au Dyr de Tébessa; à partir de 1921, en même temps que commençaient l'exploitation des phosphates du Kouif et du fer de l'Ouenza, aménagement du vaste « terre-plein de la Seybouse », équipé des installations les plus perfectionnées pour les manipulations et le stockage des produits et des combustibles. Le port, bien abrité par la montagne de l'Edough et 3.200 mètres de jetées, est un des plus sûrs de l'Algérie.

L'embarquement des minerais tient la première place : en 1938, sur un tonnage de 2.710.000 tonnes de marchandises entrées et sorties, les

minerais comptaient pour 66 %. Bône est aussi un port marchand; même sans les minerais, il aurait gardé en 1938 sa place de troisième port de l'Algérie; il exportait les mêmes produits agricoles qu'Oran (vins, céréales, huiles, fruits), des moutons, de l'alfa, et en outre du liège et du tabac.

Les importations sont les mêmes qu'à Oran et à Alger; la région de Bône tend de plus en plus à s'approvisionner directement. Toutefois, et c'est ce qui différencie Bône, les importations sont ici très inférieures aux exportations; la prépondérance des minerais détruit l'équilibre, qui existe dans le trafic des deux autres ports.

Bône était en 1938 le premier port minier de la Méditerranée, le troisième port de l'Algérie et de l'Afrique du nord, dépassant de peu Casablanca. Son tonnage de marchandises atteint en 1948 2 millions de tonnes, ce qui place maintenant Bône au deuxième rang des ports algériens.

La pêche trouve des conditions favorables dans l'extension de la plate-forme littorale aux environs de la ville. Mais Bône est dépassée par Philippeville et son annexe de Stora pour le nombre des bateaux de pêche et pour celui des pêcheurs.

Philippeville et *Bougie* transbordaient chacun en 1938 à peu près le même tonnage de marchandises; mais les deux ports ont un caractère très différent.

Philippeville, fondée en 1838 pour être le port de Constantine, approvisionne l'Algérie orientale en denrées variées et en produits fabriqués; ceux qui ont le plus de valeur sont les tissus, dont Constantine est le principal entrepôt pour la population musulmane. Elle n'exporte en revanche qu'un poids à peu près équivalent de produits agricoles, notamment des agrumes cultivées dans sa banlieue. Le tonnage total était de 393.900 tonnes en 1938; il n'est que de 220.000 tonnes en 1948, les exportations ayant diminué des trois quarts.

Bougie ressemble à Bône en échelle réduite et ses importations sont très inférieures à ses exportations. C'est à la fois un port minier et un port agricole: les minerais de fer de la Petite Kabylie et les phosphates de chaux de la chaîne du Hodna comptaient en 1938 pour les deux tiers du tonnage, qui, en 1948, a atteint 207.000 tonnes.

L'Algérie orientale concentre dans ses trois ports 30 % du trafic

maritime de l'Algérie, part considérable due à l'exportation des minerais.

III — LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Algérie est liée à la France par une étroite solidarité économique. Son commerce extérieur n'est que partiellement international; il repose sur l'union douanière franco-algérienne, complète depuis 1867.

La prépondérance des échanges avec la métropole assure au commerce de l'Algérie, pour le profit de l'une et l'autre, une relative stabilité, qui n'existe pas dans les transactions entre pays étrangers. Elle n'exclut pas cependant des variations encore considérables.

1. *Évolution du commerce extérieur*

La prospérité de l'Algérie date de la fin de la grande crise de mévente des vins qui dura de 1904 à 1907; l'équilibre entre la production coloniale et celle du Languedoc semble dès lors assuré, et le commerce extérieur de l'Algérie passe brusquement de 783,9 millions de francs en 1909 à 1.025 millions de francs en 1910. L'ouverture des hostilités en 1914 ne ralentit les échanges que pendant un court instant, et en 1918 leur valeur atteint 1.529 millions de francs. Elle double l'année suivante avec la montée des prix, et ne cesse dès lors de s'accroître avec une rapidité accélérée par la dépréciation de la monnaie : le maximum est obtenu en 1930 avec 9.983 millions de francs, ce qui, compte tenu de la dévaluation du franc opérée en 1928, équivaut à près de 2 milliards de francs-or.

La crise économique mondiale, qui a éclaté un an auparavant aux États-Unis d'Amérique, puis une crise agricole propre à l'Algérie, qui sévit à partir de 1933, déterminent une chute brutale des transactions; elles s'abaissent à 5.457 millions de francs en 1935, diminuant de près de la moitié. La situation se rétablit toutefois dans les années suivantes, et en 1938 le commerce extérieur dépasse son niveau de 1930 avec 10.634 millions de francs.

La deuxième guerre mondiale éprouva durement l'Algérie. La rupture des relations avec la France réduisit le commerce extérieur en 1943 au quart de sa valeur de 1939.

Étant donné les changements de prix des différentes marchandises, même exprimés en or, les valeurs en francs-or ne suffisent plus à cette date pour faire des comparaisons. Les services de statistiques établissent, pour les remplacer, un « indice du volume du commerce extérieur », obtenu d'après une échelle de valeurs, qui fait abstraction des variations des prix et de la monnaie. L'indice du volume du commerce extérieur de l'Algérie est le suivant :

	Exportations	Importations	Commerce total
	Indice 100	Indice 100	Indice 100
Année 1938	— 100	— 100	— 100
Année 1943	— 4	— 44	— 24
Année 1946	— 66	— 113	— 89,5
Année 1948	— 65,3	— 104,6	— 85

Depuis la fin des hostilités, le commerce extérieur de l'Algérie n'a pas encore complètement regagné ses pertes. Il se chiffre en 1948 par 166.750 millions de francs.

2. Comparaison des exportations et des importations

La balance commerciale traduisait en 1938 un excédent, d'ailleurs faible, des exportations sur les importations.

Millions de francs	France	Union française	Étranger	Total
Exportations	4.707	237	695	5.639
Importations	3.752	491	752	4.995
Excédent ou déficit des exportations . .	+955	—254	—57	+644

C'était un fait tout récent. Jusqu'alors, les ventes de l'Algérie n'avaient été supérieures à ses achats que dans des circonstances passagères, par exemple pendant et après la guerre de 1914-1918, en 1915, 1917, 1918, 1919. L'Algérie a tiré le meilleur parti du renouveau commercial, qui a suivi la crise économique mondiale de 1929, et à partir de 1937 ses expéditions ont dépassé les demandes qu'elle adressait à ses fournisseurs. Mais la balance commerciale est devenue de nouveau déficitaire en 1943, et elle l'est restée jusqu'à présent, le déficit prove-

nant particulièrement des échanges avec l'étranger et l'Union française (1).

Il faut remarquer au surplus que, dans un cas comme dans l'autre, la différence n'est jamais considérable. Les importations et les exportations algériennes dépendent étroitement les unes des autres. Le pouvoir d'achat de l'Algérie repose sur ses ventes, et dès que ses ventes décroissent, ses achats diminuent aussitôt. Une crise agricole, comme celle de 1933-1935, résultat de la mévente, a provoqué une chute équivalente des deux sortes de transactions.

3. Les produits échangés

Le rapport des importations et des exportations serait différent, si on considérait, non la valeur des marchandises, mais leur poids, comme nous l'avons fait pour apprécier la vitalité des ports. Le poids des exportations l'emporte normalement sur celui des importations (2). Cela résulte de la nature des produits échangés : l'Algérie importe des produits coûteux et de faible poids et exporte des produits pondéreux.

La quantité de chacun d'eux varie d'année en année. Les récoltes sont inégales et la demande de matières premières minérales dépend de la conjoncture mondiale. D'autre part, l'Algérie n'achète que si ses ventes lui ont laissé des bénéfices suffisants; l'importation des produits de luxe en particulier dépend des bénéfices de la campagne des vins.

Néanmoins, si on range les produits par grandes catégories, chacune d'elles occupe dans la valeur totale du commerce extérieur une place qui varie dans des limites réduites.

Les exportations comprennent des produits de la culture, de l'élevage

(1) Balance commerciale de l'Algérie en 1948, en millions de francs :

	France	Union française	Étranger	Total
Exportations.	62.742	4.896	7.712	75.350
Importations.	66.273	7.792	17.335	91.400
Déficit des exportations. . . .	-3.531	-2.896	-9.623	-16.050

(2) Tonnage du commerce extérieur de l'Algérie, en milliers de tonnes :

	Exportations	Importations	Total
Année 1938	6.250	2.370	8.620
Année 1948	4.918	2.265	7.183

et de la végétation naturelle dans la proportion de près de 90 % (1).

Les vins et leurs dérivés rapportent autant à l'Algérie que toutes ses autres productions réunies, et quelquefois plus : ils représentent en 1938 51 % de la valeur des exportations, en 1947 48,8 %, en 1948 53 %. Après comme avant la guerre, les produits du vignoble, qui est pourtant bien diminué et en mauvais état, restent le principal revenu de l'Algérie.

Ensuite viennent les légumes, les fruits et les huiles d'olive (en 1938 : 12 % de la valeur des exportations; en 1948 : 17 %); l'augmentation des exportations depuis la guerre concerne les fruits, figues sèches, dattes et agrumes.

Les céréales comptaient en 1938 pour près de 9 % dans la valeur des exportations; elles ne figurent plus sur les tableaux que pour une valeur proportionnelle de 2 % en 1948. Le reste des matières végétales exportées comprend du tabac, du liège et de l'alfa.

Les moutons sur pied ou congelés formaient la moitié des produits animaux exportés en 1938; comme les céréales, ils ont presque complètement disparu dans les tableaux de 1948; nous en savons la raison.

Les minerais exportés en 1948 sont pour les trois quarts des minerais de fer, et pour un quart des phosphates de chaux.

Enfin les fabrications conservent en 1948 la place minime qui était la leur en 1938. Elles consistent en cigares et cigarettes, en liège ouvré, en sous-produits de la vinification et en tapis.

Dans les *importations*, les produits fabriqués tiennent au contraire le premier rang (2). Parmi eux, les tissus représentent en 1938, et

(1) Valeur proportionnelle des grandes catégories de marchandises exportées :

	Matières végétales	Matières animales	Matières minérales	Produits fabriqués
Année 1938	81 %	7 %	8 %	4 %
Année 1947	87 %	2 %	6 %	5 %

L'Administration des Douanes a adopté, par la suite, une nouvelle nomenclature qui ne permet pas de poursuivre cette comparaison jusqu'en 1948.

(2) Valeur proportionnelle des différentes catégories de marchandises importées :

	Produits fabriqués	Matières végétales	Matières animales	Matières minérales
Année 1938	58 %	25 %	6 %	11 %
Année 1947	55 %	26 %	5 %	14 %

encore en 1948, une valeur supérieure à celle de tout autre objet fabriqué. Viennent ensuite par ordre d'importance les fabrications mécaniques (machines, matériel électrique, automobiles, pièces détachées), les produits chimiques et les engrais, les papiers, la parfumerie et les savons, les médicaments.

Les matières végétales forment toujours le quart des importations. Elles comprennent un tiers à un quart de bois, et pour le reste des produits alimentaires. Parmi ceux-ci, le sucre occupe la première place en 1947 et en 1948 comme en 1938. Les céréales figuraient jusqu'en 1939 dans des proportions variables, qui dépendaient des récoltes algériennes; à la suite des années de disette, qui ont marqué l'après-guerre, elles viennent immédiatement après le sucre dans les importations de 1947 et de 1948. Le reste est constitué par les denrées coloniales, parmi lesquelles les huiles de graines comptent pour la moitié.

La part des matières animales n'a guère varié; elles consistent en animaux vivants, en graisses et en produits de laiterie.

Les matières minérales importées sont pour une petite partie des fers et des aciers, et pour tout le reste des combustibles solides et liquides.

La dernière guerre n'a donc pas apporté de modifications appréciables dans les échanges de l'Algérie; de 1938 à 1948, la part proportionnelle des marchandises exportées et importées n'a pas beaucoup varié. La principale nouveauté est l'augmentation des expéditions de fruits, qui compense la diminution de celles des céréales. L'arrêt de l'exportation des moutons n'est certainement qu'un événement passager.

4. Les courants d'échanges.

La répartition géographique du commerce extérieur de l'Algérie est la suivante :

	1938 %	1947 %	1948 %
<i>Exportations (valeur) :</i>			
vers la France.	83,5	84,5	83
vers l'Union française.	4	6	6,5
vers l'étranger.	12	9	10
<i>Importations (valeur) :</i>			
de France.	75	63	72,5
de l'Union française.	10	9	8
de l'étranger.	15	28	18
<i>Commerce total (valeur) :</i>			
avec la France.	79,5	73	76
avec l'Union française.	6,8	7,6	7
avec l'étranger.	13,6	19	15

Les pays étrangers envoient en Algérie peu de marchandises, et en reçoivent d'elle pour une moindre valeur encore. Leur part a cependant augmenté de 1938 à 1948; l'Algérie leur achète maintenant plus qu'auparavant. C'est là une séquelle de la guerre, qui sans doute ne persistera pas : la part de l'étranger a diminué de moitié depuis quatre ans, tandis que la part de la France a doublé.

La prépondérance des échanges avec la France est éclatante : l'Algérie faisait en 1938 les quatre cinquièmes de son commerce extérieur avec elle; elle en fait en 1948 plus des trois quarts, malgré l'augmentation des transactions avec l'étranger. La France est de loin le premier client et le premier fournisseur de l'Algérie. Bien plus, l'Algérie tient presque la même place dans le commerce extérieur de la France : elle n'est pour elle, aujourd'hui comme en 1938, que le second des fournisseurs (après les États-Unis d'Amérique); mais elle est de beaucoup le premier client de la France, et détient le premier rang dans le total des échanges extérieurs faits par elle.

Dans la balance du commerce de l'Algérie avec la France, les exportations excèdent les importations depuis 1930. Mais la balance commerciale n'est pas la balance des comptes : il faut ajouter aux exportations douanières les exportations invisibles, sommes payées à la

métropole comme intérêt des emprunts d'État ou comme bénéfices des entreprises, sommes dépensées par les colons pendant leurs séjours annuels en France, — près de 100.000 Algériens viennent en temps normal y passer leurs vacances —. Les exportations invisibles de l'Algérie s'ajoutent aux profits de la métropole, et compensent le déficit de sa propre balance commerciale avec les départements algériens. Le commerce avec l'Algérie est bien une richesse nationale pour la France.

Commerce de l'Algérie avec la France

	1938	1947
<i>Exportations</i>	4.707 millions francs	34.839 millions francs.
Matières végétales. . .	89 %	92 %
Matières animales . . .	6,9 %	2,4 %
Matières minérales. . .	1 %	1,5 %
Produits fabriqués. . .	2,6 %	3,7 %
<i>Importations</i>	3.752 millions francs	28.747 millions francs.
Produits fabriqués . . .	70,8 %	70,7 %
Matières végétales. . .	18 %	20 %
Matières animales . . .	5,5 %	5 %
Matières minérales . . .	5,5 %	4 %

L'Algérie vend à la France à peu près uniquement des produits de la culture et de l'élevage. La métropole absorbe, sans difficultés en temps normal, tous les excédents de l'Algérie en matières alimentaires. La proportion des ventes de produits végétaux et animaux est restée la même de 1938 à 1948, l'arrêt des exportations de céréales et de moutons étant compensé par l'augmentation de celles de fruits. En revanche la France n'achète à l'Algérie qu'une petite part de ses minerais, un tiers de ses phosphates de chaux, et à peu près pas de minerai de fer.

La production agricole de l'Algérie paie les achats qu'elle fait à l'industrie française; elle lui demandait en 1938 plus des neuf dixièmes des produits fabriqués qu'elle importait : tissus, automobiles, produits chimiques, objets de luxe; elle lui en demande aujourd'hui les quatre cinquièmes. L'Algérie procure à l'industrie française des débouchés assurés; ses achats ne varient qu'avec l'état des récoltes et les difficultés d'écoulement de la production agricole.

Les pays de l'Union française font peu de commerce direct avec l'Algérie. Le Maroc lui vend des bestiaux et des fourrages; il était même en

1938 le deuxième fournisseur de l'Algérie, suivant de très loin la métropole. L'Afrique occidentale française, qui faisait peu d'affaires avec l'Algérie en 1938, les a augmentées depuis la fin de la dernière guerre.

Les pays étrangers reçoivent de l'Algérie des minerais et de l'alfa, et lui envoient des combustibles et des machines. La répartition de ce commerce international n'est plus celle d'avant la guerre. En 1938, la Grande-Bretagne tenait le premier rang et faisait avec l'Algérie un trafic double de celui des États-Unis d'Amérique et de l'Allemagne, qui venaient après elle. En 1947, les États-Unis ont enlevé la première place à la Grande-Bretagne, et leurs échanges avec l'Algérie ont une valeur trois fois plus grande que les siens; ils conservent cette place en 1948, mais avec une avance beaucoup moindre; ils fournissent à l'Algérie des céréales, de la houille, des huiles minérales, et ne lui achètent qu'un peu de liège et de minerai de fer.

La Grande-Bretagne est actuellement le seul pays étranger qui achète à l'Algérie plus qu'elle ne lui vend. La balance commerciale de l'Algérie avec tous les autres pays étrangers est largement déficitaire. Ce déficit (9.623 millions de francs en 1948) joint à celui des échanges de l'Algérie avec l'Union française (2.896 millions de francs) et avec la France (3.531 millions de francs), est la cause principale du déséquilibre de la balance du commerce total de l'Algérie.

CHAPITRE VI

PROBLÈMES ALGÉRIENS

Le bilan du commerce extérieur de l'Algérie montre que sa capacité de production n'a pas été gravement diminuée par la dernière guerre.

Le pays a pourtant été durement éprouvé. Toute son organisation économique a été bouleversée par la rupture des échanges avec la France après le 8 novembre 1942, date du débarquement des Alliés à Alger. L'Algérie soutient dès lors un effort de guerre, qui entraîne immédiatement l'inflation monétaire. Les musulmans et, pour une part proportionnellement plus importante encore, les Européens sont mobilisés. Les apports de produits manufacturés cessent à peu près complètement. Les aliments manquent à leur tour, quand les invasions de sauterelles se répètent en 1944 et en 1945, quand la sécheresse persiste pendant les mêmes années. La récolte de 1944 est mauvaise; en 1945, on n'obtient pas le tiers d'une récolte moyenne. Le blé atteint des prix fantastiques dans les transactions clandestines. Dans la steppe, les troupeaux de moutons perdent la moitié de leur effectif, et la détresse est plus grande encore. Une famine, comme il n'y en avait pas eu depuis quatre-vingts ans, sévit dans les campagnes du Tell; dans la steppe, les musulmans meurent de faim.

Cet excès d'épreuves déclenche une violente campagne de revendications politiques : la colonisation française est rendue responsable des souffrances endurées par les musulmans. Le nationalisme algérien, né entre les deux guerres, s'affermi, cherche une doctrine et, avant de l'avoir trouvée, proclame ses exigences. L'agitation est portée à son comble en mai 1945; une révolte éclate en plusieurs endroits du département de Constantine; les insurgés commettent des forfaits sauvages, qui sont cruellement réprimés.

La deuxième guerre mondiale a mis l'Algérie dans un état, qui demandait des remèdes urgents. Les problèmes posés n'étaient pas nouveaux; ils existaient avant 1939, mais on ne leur avait donné que des solutions timides et incomplètes. Il fallait maintenant apporter des réformes efficaces au système politique et économique, dans lequel l'Algérie avait vécu jusqu'alors.

I — LE PROBLÈME POLITIQUE

Le fond du problème est d'assurer des droits politiques à deux groupes de population, inégaux par le nombre, dissemblables par leur civilisation, et qui ne peuvent pourtant se passer l'un de l'autre. L'un a pour lui son énorme supériorité numérique, l'autre a détenu jusqu'à présent l'autorité politique et la puissance économique. Comment garantir à l'un qu'il ne sera pas opprimé par la force de l'autre, et inversement empêcher que la loi du nombre ne fasse au second une existence impossible et n'anéantisse son activité?

1. *L'organisation politique, administrative et judiciaire en 1939*

L'Algérie n'a jamais été officiellement une colonie; elle a relevé jusqu'en 1870 du ministère de la Guerre, et depuis lors elle est contrôlée par le ministère de l'Intérieur. Elle a toujours eu un statut différent de celui des colonies françaises proprement dites; il a d'ailleurs subi maintes retouches. Voici quelles étaient en 1939 les grandes lignes de l'organisation, que les réformes en cours viennent de modifier si profondément.

On y reconnaît les deux tendances opposées, qui ont prévalu tour à tour dans les rapports de l'Algérie et de la métropole, selon qu'on cherchait à subordonner toute l'administration algérienne au gouvernement de Paris, comme en 1858 et en 1881, ou au contraire à lui laisser une plus grande indépendance, comme il est advenu après 1896. Ce conflit de tendances explique que l'administration algérienne juxtapose des institutions métropolitaines, comme le département et la commune, et des institutions particulières, qui n'ont pas d'analogues en France, comme le Gouvernement général, les Assemblées algériennes, les communes mixtes.

Le Territoire du nord, qui comprend le Tell tout entier et la moitié

de la steppe, est depuis 1848 divisé en trois départements. Leur étendue est immense, si on les compare à ceux de la France. Mais les citoyens français, qui forment la plus grande partie de la population européenne, y trouvent une organisation administrative toute semblable à celle des départements exigus de la métropole, une division en arrondissements et en communes, dites ici de plein exercice. Ils élisent, de la même façon que les habitants des départements métropolitains, des représentants au Parlement français.

Les cadres départementaux, calqués sur ceux de la France, laissent place, au milieu d'eux, à des divisions administratives, les « douars-communes », qui sont presque uniquement habitées par des musulmans; depuis 1919, les habitants de chaque douar élisent une petite assemblée, la « djemaa », qui gère les biens de la communauté. Certains douars-communes sont rattachés aux communes de plein exercice, mais la plupart sont groupés en « communes mixtes ». Celles-ci peuvent comprendre en outre des centres de colonisation peuplés d'un trop petit nombre d'Européens pour pouvoir être érigés en communes de plein exercice. Les communes mixtes sont dirigées par des administrateurs, assistés d'administrateurs adjoints et de fonctionnaires musulmans placés à la tête des douars-communes, les « caïds ». Le conseil municipal est remplacé dans la commune mixte par une « commission municipale », composée de citoyens français élus, des caïds et des présidents élus de djemaa.

Le Gouverneur général est, aux termes des décrets qui règlent ses pouvoirs, le représentant du gouvernement de la République dans toute l'étendue du territoire algérien. Les préfets des trois départements sont placés sous son autorité, et il contrôle directement les autorités militaires, auxquelles l'administration des Territoires du sud est confiée. Il possède les pouvoirs les plus étendus et ses attributions sont multiples. Il est responsable des mesures nécessaires à la défense et à la sécurité de l'Algérie et dispose à cet effet de toutes les forces de terre et de mer. Il administre, sous le contrôle du ministre de l'Intérieur, tous les services de l'Algérie, à l'exception de ceux de la Justice non musulmane et de ceux de l'Instruction publique non musulmane, qui demeurent rattachés aux ministres compétents. L'administration des musulmans en particulier dépend exclusivement du Gouverneur général.

Il reste néanmoins subordonné au contrôle du Parlement français, qui autorise annuellement la perception des recettes applicables au budget spécial de l'Algérie. En outre, avant d'être incorporé à la loi de finances, le budget de l'Algérie doit être soumis à la discussion des Assemblées algériennes. Les Délégations financières, instituées en 1898, représentaient les différentes catégories de contribuables français ou musulmans, les électeurs étant répartis en quatre collèges : colons, non-colons, Arabes et Kabyles. Elles n'avaient aucune attribution politique, et se bornaient à voter le budget de l'Algérie, sans avoir l'initiative des dépenses. Le budget, adopté par les Délégations financières, était révisé par le Conseil supérieur de Gouvernement, composé de fonctionnaires, de membres des Conseils généraux et de Délégués financiers.

L'organisation judiciaire reflète les mêmes tendances, tantôt assimilatrices, tantôt particularistes, que l'organisation politique et administrative.

En matière pénale, les musulmans sont devenus justiciables après 1870 des tribunaux ordinaires, cours d'assises et tribunaux correctionnels, exclusivement composés de juges français. Mais, en 1902, la connaissance des délits et des crimes commis par des musulmans a été confiée aux tribunaux répressifs et aux cours criminelles, dans la composition desquels il était fait place à des assesseurs et à des jurés musulmans. Les premiers ont été supprimés en 1930, comme le « Code de l'indigénat » et les pouvoirs judiciaires des administrateurs de commune mixte l'avaient été deux ans auparavant.

La justice civile est organisée à peu près complètement comme dans la métropole. Les magistrats musulmans, les « cadis », continuèrent jusqu'en 1888 à juger en première instance toutes les affaires civiles et commerciales entre musulmans; depuis lors, leur juridiction est restreinte aux questions de statut personnel.

2. L'acquisition des droits politiques par les musulmans

Tout en étant Français, selon le principe établi par le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, les musulmans d'Algérie n'avaient pas la qualité de citoyens. Le sénatus-consulte précité et, plus de cinquante ans après, la loi du 4 février 1919, qui en simplifie la procédure,





imposaient en effet aux musulmans algériens qui désiraient devenir citoyens français la soumission entière aux prescriptions du Code civil et l'abandon du statut des personnes fixé par le Coran. Les musulmans refusèrent cette sorte d'apostasie, et seuls quelques milliers d'entre eux se trouvaient en 1939 bénéficier de ces deux textes législatifs.

Les musulmans non citoyens avaient toutefois des représentants élus dans toutes les assemblées délibérantes de l'Algérie. Mais l'inscription sur des listes électorales était soumise à certaines conditions, et n'était accordée qu'à un petit nombre d'entre eux. D'autre part le nombre des membres musulmans de ces assemblées était limité; il ne dépassait pas le tiers de l'effectif dans les conseils municipaux et aux Délégations financières, le quart dans les conseils généraux. Les Territoires du sud, immenses, mais ne comprenant que steppe et désert, avaient un régime municipal où l'élection tenait encore moins de place. Relevant directement du Gouverneur général, ils étaient placés sous l'autorité de commandants militaires, et administrés par les officiers du Service des Affaires indigènes ou, en ce qui concerne les communes septentrionales, par des administrateurs de communes mixtes.

L'ordonnance du 7 mars 1944, promulguée par le Comité français de la Libération nationale siégeant à Alger, proclame pour la première fois que les Français musulmans d'Algérie ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que tous les autres, mais restent soumis, s'ils ne demandent pas le contraire, « aux règles du droit musulman et des coutumes berbères en matière de statut personnel ». Elle abroge en conséquence toute mesure ou règle d'exception applicable aux musulmans. Des dispositions ultérieures répartissent les musulmans dans deux collèges électoraux : dans le premier sont inscrits, avec tous les citoyens de statut civil français, environ 100.000 citoyens de statut civil musulman appartenant à des catégories définies; dans le deuxième, tous les autres musulmans citoyens français.

La faculté de conserver leur statut personnel leur a été confirmée par le statut de l'Algérie, lequel prévoit en outre que les femmes musulmanes jouiront du droit de vote, selon des modalités qui restent à déterminer. Désormais les musulmans algériens sont représentés, non seulement dans les assemblées locales, mais encore dans celles qui siègent à Paris, l'Assemblée nationale, le Conseil de la République, l'Assemblée de

l'Union française. Les deux collèges électoraux envoient un nombre égal de représentants dans toutes les assemblées au-dessus de l'échelon départemental.

Ainsi est réalisée l'assimilation politique, désirée depuis longtemps par la métropole, parce qu'elle est conforme à l'idéal d'égalité bien ancré dans l'esprit des Français, mais redoutée instinctivement par les colons, qui sont les premiers exposés à en éprouver les effets.

3. *Le nouveau statut de l'Algérie*

Comme conséquence de cette transformation essentielle dans la condition des personnes, la loi du 20 septembre 1947 vient de fixer le statut organique de l'Algérie.

L'Algérie reste ce qu'elle a toujours été, un groupe de départements dotés d'une organisation particulière. Le Gouverneur général représente, comme précédemment, le gouvernement de la République et répond de ses actes devant lui. Il exerce en Algérie le pouvoir exécutif; il est le chef de tous les services civils, à l'exception de ceux de la Justice et de l'Éducation nationale. Aucune prescription ne réduit les attributions multiples et fort étendues qu'il détenait naguère. Il est probable que l'orientation de la politique algérienne dépendra, comme par le passé, de l'action personnelle du Gouverneur général. La seule restriction apportée à ses pouvoirs antérieurs pourrait provenir de l'institution d'un Conseil de gouvernement restreint, « chargé de veiller à l'exécution des décisions de l'Assemblée algérienne ».

Mais les institutions politiques de l'Algérie subissent pour le reste des modifications essentielles.

L'Assemblée algérienne n'a ni la composition, ni les attributions restreintes des anciennes Délégations financières. Elle est composée de cent vingt membres, élus en proportion égale par chacun des deux collèges électoraux; ils peuvent être indifféremment Européens ou musulmans, quel que soit le collège qui les ait élus; lors des premières élections, aucun musulman n'a été élu par le premier collège.

L'Assemblée vote le projet de budget préparé par le Gouverneur général; c'est à quoi les Délégations financières bornaient à peu près leur rôle. Mais elle possède aussi une compétence législative, d'ailleurs bien définie : elle peut « prendre des décisions ayant pour

objet d'étendre la loi métropolitaine à l'Algérie », en l'adaptant, si c'est nécessaire, aux conditions locales; elle peut même édicter, dans le cadre des lois, une réglementation particulière à l'Algérie. Les décisions de l'Assemblée toutefois n'ont pas force de loi; elles doivent être homologuées par le gouvernement français sous forme de décrets. En outre, pour sauvegarder les droits de la minorité, le vote de tous les projets importants doit être obtenu par une majorité comprenant les deux tiers des voix. L'Algérie a donc maintenant le moyen de se donner une législation adaptée à ses besoins.

Deux modifications importantes sont apportées d'autre part à l'administration de l'Algérie : les communes mixtes et les Territoires du sud sont supprimés. Conseils généraux et conseils municipaux seront désormais élus au suffrage universel direct. Les Territoires du sud seront soit constitués en départements distincts, soit intégrés dans les départements existants ou dans ceux qui seraient créés par démembrement de ceux-ci. La suppression des communes mixtes a déjà reçu un commencement de réalisation. Depuis 1945, des douars-communes ou, en Kabylie, des villages musulmans, ont été érigés en « centres municipaux ». Placés sous la tutelle des administrateurs des services civils, qui ont remplacé les administrateurs de communes mixtes, les centres municipaux sont appelés à devenir par la suite des communes rurales; leurs habitants prennent dès maintenant l'habitude de participer directement à l'administration de la communauté. Les administrateurs préparent de nouvelles créations de centres en poursuivant l'éducation civique des djemaas de douars, dont les attributions ont été étendues.

Enfin la loi du 20 septembre 1947 contient deux dispositions annexes, l'une assurant l'indépendance du culte musulman à l'égard de l'État au même titre que celle des autres cultes, et déclarant que les quatre grandes fêtes musulmanes sont jours fériés en Algérie; l'autre reconnaissant la langue arabe comme une des langues de l'Union française et prévoyant que son enseignement sera assuré à tous les degrés. L'application de cette dernière disposition sera difficile, étant donné le petit nombre des professeurs, européens ou musulmans, capables de remplir cette tâche.

4. *L'enseignement et l'assistance publique*

Tandis que les musulmans d'Algérie, brusquement promus au rang de citoyens, font dans l'apaisement l'apprentissage de la vie politique, un gros effort est fait pour donner à tous leurs enfants la possibilité de s'instruire.

La préoccupation n'est pas nouvelle. Un décret du 13 février 1883 prévoyait l'aménagement d'écoles primaires destinées aux enfants musulmans, à côté des écoles dites européennes. Non qu'on ait eu l'intention d'établir une séparation entre les unes et les autres : les écoles primaires européennes, fondées dans les villes, ont toujours été ouvertes aux enfants musulmans, et aucune école plus spécialement destinée à ceux-ci n'est fermée aux élèves européens. Mais les premières expériences avaient montré l'inefficacité d'un enseignement donné en commun à des enfants dont une partie ignorait complètement le français. Les programmes conçus pour les enfants de la métropole ne convenaient pas davantage aux écoliers musulmans, et un premier plan d'études distinct fut élaboré dès 1889. L'enseignement des musulmans fut organisé méthodiquement en 1892. On prévoyait l'ouverture d'écoles réservées aux fillettes musulmanes, en dehors des écoles enfantines qui existaient déjà pour les enfants des deux sexes. Le décret organique stipulait que les garçons recevraient des notions d'agriculture pratique et de travail manuel, et que les filles consacraient la « moitié du temps des classes à la pratique des travaux d'aiguille et de ménage ». Les maîtres français chargés de l'enseignement furent dès lors formés dans une section spéciale créée à l'École normale d'Alger, et les maîtres musulmans suivirent les cours annexés aux Écoles normales d'Alger et de Constantine.

La fondation et le fonctionnement des écoles musulmanes furent relativement aisés dans les pays de villages; les écoles eurent tout de suite un grand succès en Kabylie, et les missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) y fondèrent aussi les seules écoles privées qui existent en dehors des villes. Les difficultés furent tout autres là où la population était dispersée, ce qui est le cas le plus fréquent en Algérie. Faute de crédits suffisants, les écoles musulmanes se multiplièrent moins qu'on ne l'avait espéré. Pour aller plus vite, on décida en 1908 de construire des écoles plus rudimentaires, dites écoles auxiliaires; mais les moniteurs capables

d'y donner l'enseignement furent si peu nombreux que, six ans après, on dut cesser d'en recruter.

En 1944, quand le Gouvernement provisoire de la République établit un programme général de réformes, il y a dans les écoles européennes et musulmanes 110.000 enfants musulmans, dont 20.000 fillettes, tandis que le nombre d'enfants musulmans alors en âge de recevoir une instruction primaire est évalué à 1.250.000. Un décret en date du 27 novembre 1944 décide de construire dans un délai de vingt ans 20.000 classes qui recevront un million d'enfants; 400 classes seront ouvertes dans chacune des premières années, et le rythme de construction s'accélérera par la suite. L'obligation scolaire, désormais instituée en Algérie, sera exigée à mesure que les écoles sortiront de terre. Enfin des instituteurs, pourvus d'un minimum de titres, sont spécialement recrutés pour la mise en train du programme. De bons résultats sont déjà obtenus : au début de 1947, le nombre des élèves musulmans s'élevait à 158.000, dont 39.000 fillettes.

Il faudra compléter cette importante réforme par le développement de l'enseignement technique et professionnel, pour lequel les musulmans ont jusqu'à présent montré peu de penchant; il n'est donné qu'à un nombre infime d'entre eux. L'apprentissage d'un métier serait sans doute un des meilleurs moyens de résoudre un autre grave problème, celui de l'amélioration de leurs conditions de vie.

La lutte contre la maladie et le développement de l'hygiène ont été depuis le début de ce siècle une des préoccupations de l'administration algérienne. Les résultats sont encore incomplets; mais la tâche était énorme, et les moyens financiers qui lui ont été consacrés ont toujours été inférieurs aux besoins.

Le Service de la Santé publique comprend un personnel relativement peu nombreux, composé de médecins de colonisation, de médecins communaux, d'adjoints techniques musulmans ou médecins auxiliaires, d'infirmières-visiteuses, d'équipes sanitaires mobiles, chargées en cas d'épidémie des opérations de vaccination et de désinfection. Outre les fondations communales ou privées, l'Algérie a pris en charge la construction et l'entretien de grands hôpitaux, qui sont aujourd'hui au nombre de vingt-quatre, et de quatre-vingt-onze infirmeries indigènes, transformées depuis 1926 en hôpitaux auxiliaires. Enfin le Gouvernement général forme le projet de rendre applicable à l'Algérie

le nouveau régime de sécurité sociale organisé dans la métropole en 1945.

II — PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

L'Algérie doit entretenir aujourd'hui une population plus nombreuse qu'elle n'en a jamais eu. Les mauvaises récoltes des années récentes ont fait sentir d'une manière plus pressante que les ressources de la population musulmane ne sont plus au niveau de ses besoins. Il sera plus malaisé encore d'assurer le ravitaillement et l'emploi des générations plus nombreuses, qui seront appelées à l'existence au cours des trente prochaines années, si les conditions restent les mêmes. Il n'y a pas de tâche plus urgente.

Cette population qui s'accroît, dispose de moyens de production réduits. Même dans le Tell de l'Algérie, qui est le pays des champs et des arbres et qui évoque la plupart du temps les contrées méditerranéennes de l'Europe, tout agriculteur dont les entreprises restent trop complètement dans la dépendance du climat ne réussit à produire ni abondamment, ni régulièrement. C'est le cas des musulmans. On n'augmentera pas les ressources alimentaires sans transformer profondément leurs procédés de culture, et sans les mettre à même d'augmenter le rendement de leurs champs. Si on y réussit, on aura fait un premier pas dans la voie longue et difficile qui doit aboutir au relèvement de leur niveau de vie.

Les cultures d'exportation, presque toutes pratiquées par les colons, sont d'autre part en train de prendre une orientation nouvelle. Il n'est plus possible d'étendre le vignoble, qui fournit le principal produit d'exportation, et qui a fait jusqu'à présent la fortune de l'Algérie. Les colons tournent maintenant leurs efforts vers les cultures irriguées. Cette évolution de l'agriculture demande une adaptation et des choix, qui sont en train de se faire; elle pose, non plus un problème de rendement, mais des problèmes de tarifs de transports et de débouchés.

Enfin une dernière question est celle de l'industrialisation. De nombreux projets ont pris corps, et la réalisation de quelques-uns est dès maintenant commencée.

1. L'amélioration des cultures musulmanes

Le Gouvernement général se préoccupait déjà en 1939 de remédier à l'insuffisance des moyens de production, qui sont entre les mains des musulmans, et il avait ébauché l'organisation d'un « paysannat indigène », comme on disait alors. C'est depuis 1945 que l'entreprise a reçu tout son développement.

La première démarche devait être de procurer des terres aux familles musulmanes, qui avaient perdu les leurs ou qui n'en possédaient plus suffisamment pour se nourrir. On aurait ainsi pratiqué, avec les adaptations nécessaires, une politique de petits allotissements familiaux, rappelant celle de la colonisation officielle. Trois enquêtes menées en 1937, en 1944 et en 1945-1946, démontrèrent que les terres réellement libres étaient très rares. La plupart des terrains communaux ou domaniaux, reconnus disponibles en principe, étaient ou impropres à la culture, ou déjà loués régulièrement, quelquefois à des propriétaires musulmans qui n'en avaient nul besoin, mais d'autres fois aussi à des cultivateurs qui en tiraient leur seule subsistance; d'autres fort souvent avaient été occupés d'une manière illicite, et sans contrat, par des familles, qui non seulement les labouraient, mais y avaient construit leurs demeures : force était de régulariser de telles situations.

Pour augmenter le nombre des lots familiaux, il a fallu prévoir, comme la colonisation officielle l'avait fait naguère, l'acquisition de propriétés, dont les possesseurs voudraient se défaire. On a songé d'autre part à exproprier les domaines concédés sous le Second Empire à de grandes sociétés. Mais on a pu constater là aussi que les terres qui n'étaient pas exploitées directement, étaient louées à des paysans musulmans au moyen de baux de longue durée, qui garantissaient bien leur stabilité.

Les lotissements seront donc moins étendus qu'on ne l'espérait. Leurs bénéficiaires, locataires de longue durée et s'engageant à exploiter eux-mêmes avec la seule aide de leur famille, peuvent du moins être conseillés, aidés, munis de l'outillage indispensable, et conduire leur petite exploitation de la manière la plus propre à obtenir des récoltes meilleures que celles de leurs voisins. Dans la plupart des cas, on s'est également préoccupé d'améliorer leurs habitations, et on a construit pour eux des villages ou des fermes.

On aurait négligé le principal, étant donné le petit nombre des lotissements, si on s'était résigné à n'exercer aucune action sur les cultivateurs déjà propriétaires. D'où l'idée des « Secteurs d'améliorations rurales » (S. A. R.), qui groupent à la fois les bénéficiaires des lots familiaux et les propriétaires voisins, mais peuvent aussi comprendre uniquement des possesseurs de propriétés privées consentants, sans exclure l'adhésion éventuelle de cultivateurs européens.

La constitution des secteurs est l'affaire des « Sociétés indigènes de prévoyance », dont nous avons dit plus haut les attributions multiples en matière de crédit et de coopération : les S. A. R. fonctionnent sous le contrôle des agents techniques des S. I. P. Les membres de chaque secteur élisent un comité de gestion, qui soumet ses propositions au conseil d'administration de la S. I. P., dont il dépend.

L'exploitation des terres groupées en secteurs peut être menée suivant les formules les plus diverses et les combinaisons les plus souples. Les cultivateurs qui adhèrent à un secteur s'engagent par contrat à soumettre leurs terres au plan de culture et aux façons culturales, qui leur sont imposés, et à livrer leurs récoltes selon les instructions données. En compensation, le S. A. R. met à leur disposition un matériel moderne, et répartit entre eux les bénéfices réalisés. L'exploitation reste alors individuelle, et le matériel employé varie suivant les régions et l'importance des groupes : ici, un outillage amélioré, mais modeste, des charrues avec leurs attelages, est mis à la disposition de quelques familles; là, les terres sont préparées à l'aide de tracteurs et de machines puissantes.

Si les adhérents décident de mettre leurs terres à la disposition du S. A. R., l'exploitation devient collective; le secteur se transforme en un grand domaine agricole, possédant un matériel important et son autonomie financière.

Ces exploitations, conduites d'une manière rationnelle, doivent servir d'exemple aux cultivateurs du voisinage; si on réussit à gagner leur confiance, on les amènera à adhérer à de nouveaux secteurs et à transformer à leur tour leurs méthodes de culture. La meilleure propagande viendra du succès et des bons résultats financiers. Le budget algérien ne doit payer que les frais de premier établissement et les dépenses d'utilité générale; pour le reste les exploitations doivent pouvoir être menées, comme les exploitations privées, à l'aide des avances consenties par les S. I. P., agissant comme organismes de crédit.

L'organisation des S. A. R. varie aussi suivant les produits et les régions. Il existe en 1948, 103 secteurs, qui couvrent 6.500.000 ha. de terres de culture ou de parcours et intéressent 60.000 cultivateurs et éleveurs musulmans. Quarante, consacrés à la production des céréales, sont disséminés dans le Tell occidental et dans les hautes plaines constantinoises; deux d'entre eux sont situés hors du Tell, dans des régions où les céréales peuvent être semées dans la zone d'épandage des cours d'eau, l'un à Msila dans la plaine du Hodna, l'autre, dans des conditions assez particulières, près d'Abadla dans la vallée du Guir, au bord du désert.

Douze S. A. R. sont consacrés à l'arboriculture. Un seul est établi près de Bougie, au milieu de villages kabyles où l'entretien des arbres fruitiers est pratiqué depuis longtemps. Les autres plantations ont été faites dans des plaines dénudées jusqu'alors, celle de Lalla Marnia, la basse vallée du Chélif, la plaine du Hodna. C'est dans cette dernière que l'expérience a la plus grande envergure : 1.600 hectares sont déjà plantés d'oliviers, et on achève une deuxième plantation d'égale superficie. Un secteur, installé à Cheria, au sud de Tébessa, est consacré aux cultures maraîchères. Trois autres enfin ont été créés dans les oasis sahariennes, au Mزاب et dans l'Oued Ghir.

Des S. A. R. d'élevage, au nombre de quarante-sept, viennent d'autre part d'être créés dans les parties de la steppe rattachées à l'Algérie du nord et dans le sud-est des hautes plaines constantinoises. Des prêts, remboursables en cinq ans, sont consentis aux adhérents qui ont perdu tout leur bétail au cours de ces dernières années; les petits troupeaux ainsi reconstitués sont soumis à une sélection de longue durée. Les terrains de parcours affectés aux secteurs s'étendent sur près de 6 millions d'hectares; on y multiplie les points d'eau; on assure leur régénération en les mettant en défens à tour de rôle pendant plusieurs années et en y semant des plantes annuelles. Les secteurs d'élevage sont ceux qui nécessitent les plus gros crédits; 625 millions de francs leur ont déjà été accordés sous forme de prêts ou de subventions.

Ces diverses créations sont trop récentes pour avoir apporté des résultats décisifs. Il faut attendre quelques années pour que l'expérience fasse connaître les possibilités encore recélées par l'Algérie en matière de cultures vivrières et d'élevage. Dès maintenant, les rendements en

céréales obtenus dans plusieurs S. A. R., sont beaucoup plus élevés que ceux des terres voisines, qui n'ont pas reçu les mêmes façons.

2. *L'évolution de l'agriculture algérienne*

Afin d'étendre les cultures vivrières, certains ont proposé de réduire les cultures pratiquées en vue de l'exportation. Il ne peut en être sérieusement question. On n'y gagnerait que de bien petites surfaces, dont on réduirait singulièrement le revenu. On estimait naguère qu'une plantation de vignes rapporte dix fois plus qu'un champ emblavé de même superficie; un verger peut rapporter cinquante fois plus, et des plates-bandes de légumes de primeur cent fois plus. L'Algérie perdrait son pouvoir d'achat et tout espoir de perfectionnement. En outre, le marché du travail se rétrécirait; car ces cultures emploient une main-d'œuvre plus nombreuse que les céréales, et les musulmans verraient disparaître le principal des gains complémentaires qu'ils tirent du travail de leurs bras.

Des investissements importants vont être nécessaires pour maintenir la production des denrées d'exportation à son niveau d'avant la guerre. Le vignoble, dont l'Algérie tirait la moitié des revenus de son commerce extérieur, et qui n'a pu être entretenu convenablement pendant les hostilités, a perdu 70.000 hectares. Il faudra, en outre, pourvoir au remplacement normal des vignes vieilles, et replanter, dans les dix années qui viennent, une superficie qu'on estime à 200.000 hectares; la reconstitution correspondrait en monnaie actuelle à des investissements annuels d'une dizaine de milliards de francs. C'est à ce prix que le vignoble algérien retrouvera sa capacité de production.

Les colons ne peuvent songer à l'agrandir, puisque les nouvelles plantations sont toujours interdites par la loi. Il faut tout au contraire que la reconstitution fasse définitivement disparaître la concurrence, qui depuis cinquante ans met aux prises les vignerons du Languedoc et ceux d'Algérie; le vignoble nouveau devrait produire moins de vins ordinaires et plus de vins de coupage de haut degré alcoolique, qui sont ceux dont la France a besoin.

La mise en service des grands barrages-réservoirs construits entre les deux guerres, permet en revanche l'extension des cultures irriguées, qui, comme on l'a vu, ont tenu jusqu'à présent une place secondaire dans

l'économie algérienne. Elles seules paraissent maintenant capables d'assurer le développement normal des entreprises agricoles. Elles sont loin encore d'utiliser toutes les ressources d'arrosage disponibles, et celles-ci vont être augmentées. Tandis qu'on achève de construire le réseau de distribution des barrages déjà prêts, une deuxième tranche du plan d'aménagement des eaux sauvages vient d'être mise en chantier. Trois ouvrages ont été commencés en 1946 : le barrage de l'oued El Taht, affluent de la Mina, augmentera les ressources en eau de la plaine de Relizane; — celui de l'oued Sarno, affluent du Sig, suppléera le barrage des Cheurfas, qui, presque complètement envasé, assure péniblement l'irrigation dans la plaine de Saint-Denis-du-Sig —; le barrage de Foum-el-Guerza sur l'oued El Abiod, au bord méridional de l'Aurès, permettra de remplacer par de nouvelles plantations les palmeraies dépérissantes de Sidi Okba, et y assurera la régularité des cultures de céréales. D'autres sont en projet.

A la fin de ces travaux, dans vingt ans, la superficie irriguée par les barrages sera portée à plus de 250.000 hectares. On estime en outre qu'il est possible de gagner à l'irrigation 200.000 hectares nouveaux en pompant des eaux souterraines à l'aide de l'électricité. L'étendue des zones irrigables restera donc au total limitée. On a l'espoir de l'augmenter si les recherches poursuivies dans le bassin du Chott-ech-Chergui aboutissent, et s'il est un jour possible de déverser dans les plaines de l'Oranie des eaux qui s'évaporent pour le moment en pure perte.

Il y a là dès maintenant assez de possibilités nouvelles pour déterminer une évolution de l'agriculture algérienne. Les plantations d'agrumes ont pour le moment la faveur des colons. Il paraît possible de les accroître encore; mais elles seront loin en fin de compte d'utiliser toute l'eau des barrages, et il y aura place, à côté d'elles, pour nombre d'autres cultures, conjuguées ou non avec elles. L'irrigation devrait notamment contribuer au renouveau de l'élevage; les fourrages produits dans les terres irriguées permettraient d'entretenir plus de gros bétail dans le Tell, et pourraient être envoyés aux troupeaux de la steppe lors des sécheresses exceptionnelles.

3. *L'industrialisation et le choix des nouvelles industries*

Les possibilités industrielles de l'Algérie ne peuvent faire illusion. Elle n'aura pas de vraie puissance industrielle, tant qu'elle disposera sur son propre territoire de sources d'énergie aussi limitées. Malgré les progrès accomplis dans l'exploitation des houillères du sud oranais et dans l'équipement hydro-électrique des barrages, elle doit toujours importer de gros tonnages de houille.

Il est également certain que le développement de l'industrie ne résoudra pas tout le problème démographique. Les usines, qui se mettent en marche, n'absorberont pas une main-d'œuvre aussi abondante que celle qui cherche actuellement du travail et qui n'est pas apte à tous les emplois. Il faudra inévitablement faire venir du dehors du personnel d'encadrement et des ouvriers spécialisés, au moins dans les débuts.

Aussi bien, la nouvelle industrie algérienne différera de l'ancienne par l'importance et la qualité des entreprises, mais ses buts seront, semble-t-il, à peu près les mêmes.

On projette d'établir des hauts fourneaux à Bône et d'y traiter du minerai de fer de l'Ouenza. Mais la plupart des entreprises métallurgiques se borneront, comme naguère, à usiner des lingots et des tôles importées; elles en travailleront davantage et en tireront des objets plus variés. Autour d'Oran, d'Alger, de Bône, on signale la création ou l'agrandissement de fonderies, de tréfileries, de câbleries, de fabriques de matériel agricole et électrique, d'usines de produits chimiques, d'huileries, de savonneries. L'isolement a fait naître des filatures et des tissages à Oran et à Tlemcen. Tous ces établissements n'auront pour but que de satisfaire les besoins locaux.

Les industries les plus importantes seront, comme auparavant, celles qui transforment les produits de l'agriculture, de la végétation naturelle et des mines. Les usines de conserves se multiplient; des entrepôts frigorifiques s'élèvent sur les lieux de production et d'embarquement. On voit naître une nouvelle industrie alimentaire, celle du sucre de betteraves, qui n'avait pas réussi à s'implanter entre les deux guerres. L'industrie du liège prend de l'extension, ainsi que celle du bâtiment. Il apparaît aussi des fabrications nouvelles, celle de la verrerie, qui fonctionne déjà près d'Oran, et celle du papier et des pâtes

d'alfa dont l'installation est pratiquement terminée. Sucrierie, verrerie, cimenterie trouveront leur clientèle en Algérie; les autres usines nouvelles travailleront pour l'exportation, comme celles de la même catégorie le faisaient autrefois.

Un grand effort de renouvellement est donc en cours dans des domaines très différents. Il tend vers un même objet, qui est de maintenir la prospérité générale du pays et de donner à ses habitants un bien-être qui manque à trop d'entre eux. Il est évident que son succès ne dépend pas seulement de l'association de toutes les bonnes volontés et de la perfection des techniques. De telles transformations supposent des investissements considérables, sans lesquels aucune d'elles ne saurait aboutir.

d'elle dont l'installation est pratiquement terminée. Il est évident que les entreprises trouveront leur clientèle en Algérie; les autres seront obligées de travailler pour l'exportation, comme celles de la même catégorie le faisaient antérieurement.

Un grand effort de renouvellement est donc en cours dans les domaines très différents. Il tend vers un même objet, qui est de maintenir la prospérité générale du pays et de donner à ses habitants un bien-être qui manque à trop d'entre eux. Il est évident que nos succès ne dépendent pas seulement de l'association de toutes les bonnes volontés et de la perfection des techniques. De telles transformations supposent des investissements considérables sans lesquels aucune d'elle ne saurait aboutir.

CONCLUSION

L'ALGÉRIE DANS L'UNION FRANÇAISE

L'Algérie est une construction originale, dont on ne trouve pas l'équivalent dans l'Union française, ni même dans le reste du monde.

Voilà un pays que la nature a doté sans largesse. Plus de la moitié de l'Algérie non saharienne est une steppe impossible à cultiver. Dans les étroites limites du territoire agricole, plaines et montagnes s'enchevêtrent, et les premières sont moins étendues que les secondes. Elles sont soumises à un climat violent et capricieux, qui rend les années de disette aussi fréquentes que les années d'abondance. L'Atlas, nous l'avons rappelé, est un morceau d'Europe accroché au continent africain; les contrées qui bordent la Méditerranée occidentale au nord et au sud, ont des affinités réelles. Mais nous ne les sentons peut-être aussi vivement que parce que les meilleures parties de l'Atlas font un vif contraste avec le Sahara. Le désert tout proche est un voisin néfaste, qui corrompt trop souvent dans l'Atlas les caractères normaux des climats tempérés.

Aussi bien, l'Algérie avait-elle été en outre, depuis le haut moyen âge, détachée de l'Europe occidentale par la conquête arabe. Elle est restée un pays oriental jusqu'à la conquête d'Alger par les Français, et ses habitants musulmans avaient fait peu d'efforts pour échapper aux contraintes des conditions naturelles, et en particulier du climat.

Il était cependant possible de les relâcher, et ce fut l'œuvre des colons venus d'Europe. L'Algérie a été au XIX^e siècle l'unique colonie de peuplement de la France. Les colons d'Algérie sont aujourd'hui le seul groupe important de Français, solidement implantés en dehors de leur pays d'origine et gardant avec lui toutes ses relations. Par leur nombre et par leurs entreprises, ils ont fait de l'Algérie le vrai prolongement de

la France, prolongement si exact que les échanges commerciaux de la France avec l'Algérie dépassent ceux qu'elle fait avec tout autre pays du monde, mais que les intérêts économiques de la métropole et de l'Algérie se sont parfois opposés, et que les colons doivent s'efforcer constamment d'orienter leur production agricole de façon à vendre à la France des produits qu'elle n'a pas.

L'administration française, la transformation économique ont profondément modifié les conditions de vie des habitants musulmans de l'Algérie. Il n'était pas possible qu'il en fût autrement. Mais ce qui est bien particulier à l'Algérie, c'est que l'arrivée de nombreux colons, loin d'arrêter la croissance des populations au milieu desquelles ils s'installaient, l'a au contraire accélérée. La Tunisie et le Maroc doivent, comme l'Algérie, se préoccuper d'augmenter les ressources de leurs habitants; mais les Tunisiens et les Marocains ne manquent pas de terres. La pression démographique est autrement intense en Algérie, où les terres libres sont rares.

Les musulmans algériens sont maintenant citoyens français. Il reste à rendre effective pour la masse d'entre eux cette assimilation de principe, et à réduire les différences de civilisation, qui les empêchent de tirer de leur travail autre chose que des profits médiocres. Pour le moment, une élite musulmane est seule parvenue à bénéficier jusqu'au bout des avantages de l'assimilation et à transformer ses conditions de vie. Le rétablissement de l'équilibre entre les ressources et les habitants de l'Algérie dépendra de l'initiation plus complète d'un plus grand nombre d'entre eux aux formes modernes de la civilisation.



BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

CARTES GÉNÉRALES

- Institut géographique national.* — Nouvelle carte d'Afrique au 5.000.000°.
Institut géographique national. — Carte d'Afrique au 500.000°, notamment les trois feuilles de type tourisme Alger, Oran, Constantine.
Service de la carte géologique de l'Algérie. — Carte géologique de l'Algérie au 500.000° : feuilles Alger nord et sud, Constantine nord et sud, Oran nord et sud.
Augustin BERNARD et R. DE FLOTTE DE ROQUEVAIRE. — *Atlas d'Algérie et de Tunisie* (Gouvernement général de l'Algérie, Service cartographique), Alger et Paris, 1923-1935.
E.-F. GAUTIER, Algérie-Tunisie-Maroc, dans *Atlas des colonies françaises*, Paris, 1934.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Augustin BERNARD. — *Afrique septentrionale et occidentale* (Géographie universelle publiée sous la direction de P. Vidal de la Blache et L. Gallois), 2 vol., Paris, 1937-1939.
E.-F. GAUTIER. — *Structure de l'Algérie*, Paris, 1922.
— — *Un siècle de colonisation*. (Collection du Centenaire de l'Algérie), Paris, 1930.
— — *Le Sahara*, Paris, 1928.
— — *L'Afrique blanche*, Paris, 1939.
J. DESPOIS. — *L'Afrique du nord* (Colonies et Empires, Géographie de l'Union française), Paris, 1949.
R. LESPÈS. — *Alger, Étude de géographie et d'histoire urbaines* (Collection du Centenaire de l'Algérie), Paris, 1930.
— — *Oran, Étude de géographie et d'histoire urbaines* (Collection du Centenaire de l'Algérie), Paris, 1938.
— — *Pour comprendre l'Algérie* (Ouvrage publié sous les auspices du Gouvernement général de l'Algérie), Alger, 1937.

- P. SELTZER. — *Le climat de l'Algérie* (Institut de Physique du globe et de météorologie de l'Université d'Alger), Alger, 1946.
- R. TINTHOIN. — *Colonisation et évolution des genres de vie dans la région ouest d'Oran de 1830 à 1885* (Étude de géographie et d'histoire coloniales), Oran, 1946.
- J. FRANC. — *La colonisation de la Mitidja* (Collection du Centenaire de l'Algérie), Paris, 1928.
- Ch.-A. JULIEN. — *Histoire de l'Afrique du nord*, Paris, 1931.
- G. MARÇAIS. — *La Berbérie musulmane et l'Orient au moyen âge*, Paris, 1946.

DOCUMENTS STATISTIQUES ET INFORMATION RÉCENTE

- Gouvernement général de l'Algérie. — Bulletin de Statistique générale, trimestriel depuis 1947.
- Algérie et Sahara, sous la direction d'Eugène GUERNIER (L'Encyclopédie coloniale et maritime), 2 vol., Paris, 1946.
- Gouvernement général de l'Algérie. — Tableaux de l'économie algérienne. I. Agriculture, 1900-1940, Service cartographique, Alger, 1946.
- Service d'information du cabinet du Gouverneur général de l'Algérie. — Documents algériens. Série politique : n° 1 à n° 20; Série économique : n° 1 à n° 52; Série sociale : n° 1 à n° 20. Paraissent à des dates indéterminées depuis le 1^{er} septembre 1945.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

A) Croquis

	Pages
Les régions naturelles de l'Algérie	25
Le Tell occidental.	29
L'Algérie orientale	43
Le Sahara algérien	56
Les habitations des musulmans algériens	75
Répartition de la population musulmane en Algérie.	99
Taux annuels de natalité et de moralité en Algérie	101
Répartition de la population européenne en Algérie.	119
Production des céréales en Algérie.	133
Barrages-réservoirs actuellement construits en Algérie.	155

B) Photographies

La chaîne calcaire du Djurdjura. La pyramide du Lalla Khadidja, vue du nord-ouest.	32
Atlas Saharien. Le djebel Milok.	33
La gorge du Rummel à Constantine	48
La côte de l'Oranie près de Nemours.	49
Un village perché en Kabylie : Kebouche.	49
Village musulman des environs de Cherchell	96
Village de petite Kabylie	96
Meule et presse à olives en Kabylie	97
La moisson chez les musulmans	97
Caves modernes à Novi.	112
L'embarquement des vins à Alger	113

	Pages
Un coin du vieux Biskra	160
L'aghout	161
Beni-Abbès.	176
Une petite ville musulmane : Nedroma (Oran).	177
Un village de colonisation : Boufarik (Alger)	177
Une petite ville algérienne : Blida	192
Une petite ville algérienne : Sétif	193
Une rue de la Casbah à Alger.	208
L'industrie nouvelle : verrerie à la Sénia (Oran).	209

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I. — HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE POLITIQUE

	Pages
Le nom de l'Algérie.	5
Provinces romaines, royaumes et empires du moyen âge.	6
L'Algérie turque (1516-1830)	10
L'intervention de la France.	12

CHAPITRE II. — LE MILIEU PHYSIQUE

Dualité de l'Algérie : Atlas et Sahara.	17
L'Algérie proprement dite :	
Les grandes régions naturelles.	20
L'ordonnance des régions naturelles.	24
Le Tell occidental.	28
La steppe.	35
Le Tell oriental et ses annexes.	41
Le littoral	47
Sahara algérien	48

CHAPITRE III. — LES HOMMES ET L'OCCUPATION DU SOL

La population de l'Algérie.	63
Les musulmans :	
Arabes et Berbères.	64
Les genres de vie du Tell.	71
Les genres de vie de la steppe.	86
Les genres de vie du désert	89
L'accroissement de la population musulmane.	98

Les colons :

La politique de peuplement. 104

Les Européens d'Algérie. 111

L'occupation du sol. 118

CHAPITRE IV. — LES PRODUCTIONS

Conditions générales de la production. 125

Crédit et coopération. 126

Les produits de la culture, de l'élevage et de la végétation naturelle :

Les produits du Tell :

Produits traditionnels de la culture et de l'élevage. 129

Produits agricoles nouveaux. 142

Les produits de la steppe. 162

L'unique produit agricole du Sahara : les dattes. 166

La pêche maritime. 168

L'industrie :

L'industrie extractive. 171

Les fabrications. 176

CHAPITRE V. — COMMUNICATIONS, VILLES ET PORTS

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Les voies de communication et les transports. 182

Les villes et les ports. 186

Le commerce extérieur. 197

CHAPITRE VI. — PROBLÈMES ALGÉRIENS

Le problème politique. 206

Problèmes économiques. 214

CONCLUSION. — L'ALGÉRIE DANS L'UNION FRANÇAISE. 223

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE. 225

TABLE DES ILLUSTRATIONS. 227

TABLE DES MATIÈRES. 229



BERGER-LEVRAULT, NANCY
N° D'ORDRE : 150
DÉPÔT LÉGAL : 2^e TRIM. 1950



Prix : 300 fr.

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

